

DERNIÈRE MINUTE

M. MORO ACCÉPTE DE FORMER LE GOUVERNEMENT ITALIEN

Rome. — M. Aldo Moro s'est rendu le 10 février à midi au Quirinal pour dire au président de la République, M. Giovanni Leone, qu'il acceptait de former le nouveau gouvernement italien, qui sera démocratique-chrétien homogène. — (A.F.P.)

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 100 F; Maroc, 1,20 F; Tunisie, 100 F; Allemagne, 1 DM; Autriche, 10 Sch.; Belgique, 11 F; Canada, 60 c; Danemark, 3 Kr.; Espagne, 22 pes.; Grande-Bretagne, 18 p.; Grèce, 18 dr.; Iran, 40 rials; Italie, 200 L.; Liban, 125 P.; Luxembourg, 11 fr.; Norvège, 2,75 Kr.; Pays-Bas, 8,80 R.; Portugal, 120 esc.; Soudan, 2,25 fr.; Suède, 1 fr.; U.S.A., 95 cts; Yougoslavie, 18 p. din.

Tarif des abonnements page 22

5, RUE DES ITALIENS

75002 PARIS - CEDEX 08

C.C.P. 6297-21 Paris

Tél. Paris 650572

Tél. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le «oui» de l'Europe à la Grèce

Le «oui franc et massif» que le conseil de la Communauté a donné lundi à la Grèce est un «événement historique», a dit M. Caramanlis. La Communauté, il est vrai, n'est pas chiche de tels événements. Historique pour la Grèce, désormais embarquée dans le navire européen, l'événement l'est plus encore pour la Communauté, dont il oriente l'avenir dans un sens imprévisible.

La Grèce, qui est depuis 1962 associée à la Communauté, avait posé l'an dernier sa candidature comme membre à part entière, pour des raisons économiques et avec quelques arrière-pensées politiques : son adhésion fortifiera sa position vis-à-vis de la Turquie. Comme le veut le traité, la Commission a donné son avis : défavorable à une adhésion rapide, elle s'attendait à ce que la Grèce ne soit admise qu'à «pré-adhésion». Mais le conseil de la Communauté a décidé de passer outre : la candidature de la Grèce est déclarée recevable sans conditions, ainsi que le souhaitaient entre autres Paris et Bonn.

Comme la Grande-Bretagne, l'Irlande et le Danemark, la Grèce ne subira pas de mise à l'épreuve préalable, mais bénéficiera de périodes d'adaptation une fois entrée dans la Communauté. Ces temps pensent sans doute se rattacher en faisant trainer la négociation du traité d'adhésion. Mais l'exemple du président «clairement» montre que, lorsque la volonté politique existe, les négociations, à défaut de la résoudre, réussissent à écarter les problèmes techniques.

La décision du conseil est un canonnet pour la Commission. Au moment où, avec le rapport Tindemann, reprend la discussion des réformes institutionnelles, plusieurs gouvernements, et celui de Paris en particulier, ne sont pas mécontents de remettre à sa place «technique» un organe dont les «supranationaux» rêvent de faire le «gouvernement» de l'Europe.

Pour faire patienter la Grèce, la Commission avançait trois arguments : son retard économique, la persistance du conflit avec la Turquie et le danger d'«éclatement» successifs trop rapides pour la Communauté. Le premier argument n'était pas inattaquable : l'Irlande n'a pas un niveau de vie supérieur à la Grèce. Le second a fortement irrité les gouvernements : la Commission outrepassait son rôle, disant les plus mécontents, en prenant position sur des problèmes internationaux qui ne sont pas de son ressort.

Reste le troisième. La Communauté a été fondée par six États continentaux. L'adhésion de trois autres pays a déjà changé sa nature. Nul ne pouvait cependant soulever d'objections durables à l'entrée de pays aux niveaux de vie aussi voisins de celui du continent : que la Grande-Bretagne et le Danemark. Quant à l'Irlande, il était impossible de séparer son sort de celui de l'économie britannique. Mais, avec la Grèce, un nouveau pas va être franchi dans la diversification interne de la Communauté. Une diversification qui, pour un pays méditerranéen comme la France, n'a pas que des inconvénients, mais qui rendra impossible une intégration économique réelle, pour ne rien dire de l'intégration politique imaginée par les «pères de l'Europe».

La porte étant ouverte à la Grèce, la Communauté ne pourra la tenir fermée quand la Turquie, le Portugal, l'Espagne une fois le régime démocratisé, y frapperont à leur tour. La conclusion est claire : ou bien l'Europe deviendra une ONU miniature aussi puissante que l'autre, ou bien il faudra en venir à un «directoire», comme le pense M. Giscard d'Estaing, ou à une Europe «à plusieurs vitesses», comme le propose M. Tindemann. Le traité de Rome déclare que ses signataires sont déterminés à établir une «union sans cesse plus étroite» entre les Européens. Les Neuf viennent de décider d'établir une union sans cesse plus large.

M. Valéry Giscard d'Estaing reçoit le premier ministre libyen

M. Abdessalam Jalloud, premier ministre libyen, est arrivé à Paris, mardi 10 février, en fin de matinée, pour un court séjour qualifié officiellement de «visite de travail». Il devait être reçu à déjeuner par M. Chirac, puis s'entretenir, à 18 heures, avec M. Giscard d'Estaing. Dans une interview à notre envoyé spécial à Tripoli, Eric Rouleau, le président Kadhafi affirme que «la France le déçoit», et qu'elle se comporte en «marchand de canons». Le chef de l'État libyen indique d'autre part que M. Jalloud, au cours de sa visite à Paris, «intentera de jeter les bases» de la coopération entre les deux pays «pour les cinq prochaines années».

La France se comporte en marchand de canons nous déclare M. Kadhafi

De notre envoyé spécial ERIC ROULEAU

Tripoli. — «Nous avons la pénible impression que la France se comporte en marchand de canons». Nous recevons au siège du commandement des forces armées, le colonel Kadhafi commente par énumération ses griefs. En tenue sportive, polo et veste noire, pantalon marron, il ajoute, sur un ton serein : «N'est-il pas de notre devoir, en tant qu'amis, de parler franchement, de dire que la France nous déçoit?»

Le président libyen rappelle que son pays a été le premier dans le monde arabe à acquiescer à l'armement français, avant d'affirmer : «D'autres pays frères ont, depuis, suivi notre exemple, et nous nous en félicitons. Mais il ne faut pas que l'intérêt sordide de l'exportation des armes soit le seul critère qui guide le général de Gaulle. L'ancien chef de l'État français avait imposé l'embargo sur la vente d'armes au Proche-Orient, sans se soucier du manque à gagner qu'il infligeait aux industries françaises. Il faisait passer le droit des peuples avant le profit. L'actuel gouvernement de Paris vend des avions à un pays, que je ne nommerai pas, et à un autre des fusées qui serviraient à les détruire. Ce mercantilisme trahit la France un tort considérable dans le monde arabe».

Le président libyen estime encore que la France de M. Giscard d'Estaing est «moins indépendante» à l'égard des États-Unis que celle du général de Gaulle. Pour illustrer son propos, il cite les télégrammes de félicitations que le chef de l'État français avait adressés à M. Kissinger, ainsi qu'aux signataires de l'accord du Sinaï, en septembre dernier. «Pourquoi, ajoute-t-il, on savait à Paris que cet accord a été imposé par les Américains, qu'il ne correspondait ni aux vœux ni aux aspirations d'une bonne partie du monde arabe. La France avait ainsi pris la responsabilité d'introduire dans une querelle inter-arabe».

Le vote de la France, à l'issue du récent débat au Conseil de sécurité, à en revanche, ravi le colonel Kadhafi (1). «Le projet de résolution, ambigu et soûlé, ne nous satisfaisait pas, poursuit-il. Mais j'ai tenu à féliciter M. Giscard d'Estaing pour son vote favorable, car, en s'opposant au veto

américain, il a manifesté son indépendance à l'égard des États-Unis et de leurs alliés européens». Le dernier grief du colonel Kadhafi concerne les relations bilatérales. «En faisant le bilan de notre coopération au cours des cinq dernières années, déclare-t-il, nous avons constaté que la France en a tiré de plus grands bénéfices que notre pays. Nous voulons des relations équilibrées, surtout dans le domaine politique. En se rendant à Paris, M. Abdessalam Jalloud tentera de jeter les bases de notre coopération pour les cinq prochaines années. Nous nous sommes donné ce délai pour émettre un jugement définitif sur le comportement de la France».

Le colonel Kadhafi a lu avec attention l'interview accordée par M. Giscard d'Estaing au Nouvel Observateur au sujet du Sahara occidental (le Monde daté 1^{er} février) ; tout lui paraît «raisonnable» dans les propos du chef de l'État français, avec lequel il est néanmoins en désaccord sur un point : l'opposition à la création de «micro-États». «Nous sommes, nous aussi, favorables aux grands ensembles, explique-t-il ; j'avais même mis notre armée à la disposition du Maroc pour libérer le Sahara de l'occupation espagnole, et je pensais alors (en juin 1975) que ce territoire serait incorporé au royaume marocain. Non seulement l'armée marocaine s'est abstenue de participer à la guerre de libération menée par le Polisario — auquel j'ai fourni des armes dès fin 1975 — mais elle s'est aussi déclinée, après l'accord de Madrid, une atroce répression contre les Sahraouis».

(Lire la suite page 2.)

La spéculation monétaire met à l'épreuve l'accord de Rambouillet

Le climat d'incertitude s'est encore alourdi sur le marché des changes après la décision prise à Madrid de procéder à une dévaluation de fait de la peseta. Cette mesure, estimait-on, pourrait avoir pour effet d'accroître encore les pressions qui s'exercent sur les monnaies faibles du «serpent» européen, français et belge. La spéculation continue à jouer la réévaluation du deutschemark, bien que le porte-parole du gouvernement fédéral, M. Armin Gruenwald, en ait démenti l'hypothèse lundi à Bonn.

Lors de leur prochaine rencontre près de Nice, les 12 et 13 février, MM. Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt discuteront de la situation monétaire, mais, à en croire le porte-parole du gouvernement allemand, «pas dans le cadre d'un réajustement d'une des deux monnaies». Les gouvernements de Banques centrales tiennent depuis dimanche leur réunion mensuelle à Bâle. Ils devraient se séparer ce mardi en fin de matinée. Ce à quoi nous assistons actuellement, c'est à un spasme et non pas à une véritable crise au sein du «serpent», disait-on à Bâle. Si les banques centrales des pays du «serpent» cédaient à la spéculation, c'est l'accord de Rambouillet sur la stabilisation monétaire qui se trouverait mis en question.

La chute de la peseta intervient trois semaines après celle de la lire italienne. Elle est à peu près de la même ampleur puisque le gouvernement de Madrid a décidé d'abaisser de 11 % son niveau moyen d'intervention vis-à-vis du dollar, le nouveau plancher étant de 66,54 pesetas par 1 dollar et le nouveau plafond de 66,80.

Cette décision revient à une dévaluation de fait, car la devise espagnole, flottante en principe, est en réalité rattachée au dollar. Elle ajoute encore à la confusion qui règne sur les marchés des changes depuis la baisse brutale de la monnaie italienne (21 janvier). Mardi matin, la Banque de France et la Banque de Belgique ont continué à intervenir. Déjà l'institut d'émission français avait dû vendre pour environ 100 millions de dollars lundi.

Le DM s'est encore raffermi à Paris où il cotait 200 DM, mais on notait aussi une hausse du dollar non seulement à Paris (448 F), mais aussi à Francfort (2.5615 DM). La spéculation à la hausse de la monnaie allemande semble en effet avoir été quelque peu troublée par l'annonce d'une forte élévation (0,8 %) de l'indice des prix en Allemagne au mois de janvier. Il n'en reste pas moins que la devise allemande continue de paraître à de nombreux opérateurs comme candidate à une nouvelle réévaluation. Il y a deux mois, elle se situait en bas du «serpent» européen. Aujourd'hui elle s'approche du haut.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 33.)

Au Guatemala un habitant sur cinq est sinistré

Guatemala (du correspondant de l'A.F.P.). La terre tremble toujours au Guatemala : du 4 février, jour du grand séisme, jusqu'au 9 février, plus de six cents secousses ont été enregistrées. Et pourtant l'activité a repris dès lundi : on déblaye les rues et les routes, des banques et quelques magasins ont enterré leurs portes, les marchés traditionnels ont eu lieu, des spécialistes auscultent les immeubles restés debout pour évaluer leur solidité.

Le 9 février, on avait dénombré 16 032 morts, 54 825 blessés et 800 000 sinistrés dans un pays qui compte environ 5 millions d'habitants. Un bilan sérieux de l'ampleur du désastre, sur le plan économique, ne pourra être établi avant deux mois.

Le chiffre des morts ne tient compte que des corps enterrés après recensement par les autorités. Il faut donc y ajouter les disparus et les victimes inhumées sans formalité par leurs proches. En l'état actuel des données recueillies, les localités les plus touchées sont Chimaltenango (9 338 morts, 18 795 blessés), Guatemala (5 172 morts, 15 442 blessés), El Progreso (1 700 morts, 5 288 blessés) et Zacatepequez (1 248 morts, 9 393 blessés).

Alors que, lundi, la situation s'améliorait à Guatemala, trois centres médicaux de la capitale étaient dans une situation tragique et étaient le siège de scènes hallucinantes.

Le centre de neuropsychiatrie a été totalement détruit, et ses mille huit cents patients vivent depuis cinq jours dans les intempéries. Sans nourriture et sans vêtements. Beaucoup de membres du personnel, tant médical que paramédical, par crainte des tremblements de terre, ne viennent pas à leur travail, et les malades meurent à eux-mêmes.

ANDRÉS TIEMPO.

(Lire la suite page 16.)

LA BATAILLE DIPLOMATIQUE DU PACIFIQUE

I. — Pékin et la triple entente contre l'U.R.S.S.

Tokyo. — Pour la première fois depuis la guerre, on voit se jouer aujourd'hui à Tokyo, qui fut longtemps, pour les diplomates, la plus terne des capitales, une partie d'une grande importance. Les quatre grandes puissances du Pacifique y sont toutes engagées dans un jeu très serré. Le Japon, naguère effacé, y tient un rôle actif et central. L'issue de la partie aura une portée considérable sur l'avenir de cette partie du monde.

La visite de M. Gromyko dans

De notre correspondant ROBERT GUILLAIN

la capitale japonaise, en janvier, a marqué une étape dans les négociations entrecroisées en cours. Ce qui était en question lors des entretiens du ministre soviétique des affaires étrangères avec les dirigeants nippons, c'était bien plus que leurs désaccords sur des questions bilatérales. C'était en réalité tout le problème des rapports entre les quatre puissances, et tout l'équilibre asiatique qui leur pourra résulter de ces rapports.

Par un tour curieux de l'histoire, M. Gromyko arrivait à Tokyo pour se battre contre la politique d'un adversaire qui venait de disparaître, Chou En-lai.

Commencée par la double reconnaissance de la Chine avec les États-Unis (février 1972) puis avec le Japon (septembre 1972), la politique de Chou En-lai — qui est bien entendu la politique de M. Mao Tse-toung lui-même — laisse entrevoir aujourd'hui les dimensions de son objectif final : ce n'est rien de moins que la constitution d'une triple entente entre la Chine, les États-Unis et le Japon pour tenir en respect l'Union soviétique.

Cette entente était, on le découvre plus clairement maintenant, le but que visait Chou En-lai dès le point de départ. Dès 1969, c'est lui qui semble avoir eu l'initiative et avoir commandé tout le nouveau jeu. La réconciliation sino-américaine a été son œuvre plus que celle du président Nixon. C'est lui qui a fait les premières ouvertures. Au sortir de la révolution culturelle, resté maître de la Chine avec M. Mao Tse-toung, il se trouve enfin en position de

mettre un terme à la périlleuse politique extérieure de lutte sur deux fronts — contre l'Amérique et contre l'U.R.S.S. — pour faire face de toute urgence à ce qu'il estime être une menace mortelle, celle qui vient du nord, celle de Moscou.

Il attire donc à Pékin M. Kissinger en 1971 et M. Nixon en 1972. Avec eux il commence la grande «redistribution des cartes».

(Lire la suite page 3.)

UN OUVRAGE CORROSIF

Le tiers-monde masqué par ses mythes

Voici l'histoire d'une époque dont les acteurs se sont accablés trop d'histoires avec tant d'allant qu'ils finissent par y croire. Rappelons-nous : les foyers révolutionnaires — allaient embrasser l'Amérique latine, la zone des toundras allait secouer l'univers, des Vietnams allaient éclipser un peu partout, les pensées de Fanon, de Che Guevara, de Mao Tse-toung allaient scier l'impérialisme à la base, l'homme nouveau allait naître sur les débris d'un passé volontairement méprisé et d'un présent chancelant. Cartes sur table.

Après plusieurs années d'enquête sur les trois continents prétendument chauds, Gérard Chailand présente un bilan. L'auteur a trop côtoyé les acteurs du drame pour être «neutre» : il dédie son livre au peuple vietnamien et à la mémoire d'Amílcar Cabral, et le

fait préface par Noam Chomsky. Mais, pour avoir parfois, dans le passé, le goût du récit, — donné lui aussi dans la triomphante révolutionnaire, pour avoir analysé de près les types de pouvoir émergeant dans les tiers-mondes (le pluriel ne se justifie-t-il pas ?), il entend présenter de la situation un tableau dont il ne nie pas la grisaille : G. Chailand aligne des évidences qui peuvent choquer les «croyants» d'un nouveau genre qui ont déifié, sans les connaître, le paysan maïen, l'indien péruvien, le travailleur chinois. Analysés les «dimensions du sous-développement», il montre combien complexe est le phénomène de modernisation du monde rural auquel «la maîtrise et le contrôle du temps» sont des notions étrangères.

JACQUES DECORNOY.

(Lire la suite page 3.)

SEUIL L'affaire Pliouchtch

Dossier réuni par T. Mathon, J.J. Marie

Préface de M. Broué, M. Carton, L. Schwartz

LE DOSSIER COMPLET :
• L'instruction, les expertises, le procès.
• L'hôpital psychiatrique spécial.
• Pliouchtch : l'homme, ses activités, ses écrits.



• La campagne pour la libération (le Comité des mathématiciens, les réactions internationales, la position du PCF etc.).
Coll. Combats dirigée par C. Durand
176 pages 25 F

A Moscou
terieuses radiations sont détectées
l'ambassade des États-Unis

DE TRIPOLI

des catholiques
COMMUNE

BLASÉ?
Avec vivre au mieux dans
l'indispensable minimum

CM

la Règle à Châliot, donne
récentes calculatrices
roche Hewlett-Packard

25

HP-21

HP-22

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le président Gerald Ford affirme qu'il conservera M. Kissinger dans son équipe s'il est élu en 1976

De notre correspondant

Washington. — Dans une interview donnée au *Christian Science Monitor*, le président Ford a réaffirmé le lundi 9 février son entière confiance en M. Kissinger. Au moment où le secrétaire d'Etat est l'objet de critiques croissantes au Congrès, le président Ford a souligné que non seulement il entendait le garder dans son cabinet mais qu'il le maintiendrait à son poste « indéfiniment » dans son second gouvernement s'il était élu.

Cette annonce a provoqué quelques remous dans les milieux politiques, qui spéculent depuis longtemps sur un départ de M. Kissinger, soit à l'expiration du mandat présidentiel actuel, c'est-à-dire à la fin de l'année, soit même avant. Selon certains indiscrets, en effet, M. Kissinger songerait à s'en aller après la négociation heureuse d'un nouvel accord sur la limitation des armements stratégiques nucléaires (SALT II), qui couronnerait sa carrière. M. Kissinger, cependant, une lutte épuisante et jusqu'à présent malheureuse avec le Congrès, contestant toutes les démarches de son diplomate et paralysant son action.

Le président Ford s'en est pris au Congrès pour sa position à l'égard de l'Algérie. M. Kissinger, a-t-il dit, « en dépit des limitations imposées par le Congrès, nous n'abandonnons pas les moyens diplomatiques pour aboutir à une solution qui devrait associer la M.P.L.A. à l'UNITA ».

Le président a également fait écho à M. Kissinger en déclarant que les Etats-Unis réévalueraient de manière légitime à « tout effort soutenu du même ordre ailleurs ». Encore faudrait-il que le Congrès ne s'écroule pas au moment décisif, a dit le président, ajoutant avec force : « Je commence à avoir assez d'entendre tous ces discours nous invitant à être durs avec les Russes. Mais quand nous demandons au Congrès son appui pour faire le nécessaire, la majorité se dérobe et nous empêche d'agir... »

HENRI PIERRE.

A TRAVERS LE MONDE

Brésil

● LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE, M. ERNESTO GEISEL, se rendra en visite officielle en Europe du 28 février 1976, à l'invitation du président de la République française, annonce-t-on officiellement de sources brésiliennes et françaises. — (A.F.P.)

Cap-Vert

● UNE MISSION DE LA REPUBLIQUE DU CAP-VERT, conduite par le ministre de l'Éducation et de la culture, M. Carlos Fernandes Reis, a été reçue lundi par le président Giscard d'Estaing. Au cours de l'audience, M. Reis a remis au chef de l'Etat un message personnel du président de la République du Cap-Vert, M. Aristide Pereira. Il a rappelé à cette occasion que le français est « la deuxième langue officielle des îles du Cap-Vert ». « Nous sommes très intéressés par le renforcement des liens entre nos deux pays », a-t-il ajouté.

La mission, qui séjournera à Paris jusqu'au 13 février, signera jeudi 11 des accords de coopération. — (A.F.P.)

Chili

● LA VIE DU CAPITAIN RAUL VERGARA, détenu dans un pénitencier chilien, serait prochainement transférée en Belgique. Jugé avec les officiers constitutionnalistes des forces armées de septembre 1973, le capitaine Vergara avait vu sa peine ramenée à trente ans de réclusion. Le 27 janvier, il a été mis au secret sans explication et a commencé une grève de la faim. Le directeur de la prison, responsable de cette sanction, est le colonel Elmerich, qui, en 1974, autorisa l'enlèvement du pénitencier de Santiago de M. David Siverman, ancien gérant des mines de cuivre de Chuquibambilla, porté disparu depuis lors.

Egypte

● L'EGYPTE A ACCORDÉ L'ASILE POLITIQUE à M. OMAR EL-MEHEICHI, ancien ministre libyen de la planification et ancien membre du Conseil de commandement de la révolution de Libye, a annoncé dimanche 8 février, l'agence de presse du Moyen-Orient. M. Meheichi est accusé par les autorités libyennes d'avoir fomenté un coup d'Etat qui devait être exécuté l'été dernier contre le régime du colonel Kadhafi. Il s'était d'abord réfugié en Tunisie. — (U.P.I.)

Iran

● DEUX SOUS-SECRETAIRES au commerce du gouvernement iranien, ont été démis de leurs fonctions pour « malversation », a annoncé, lundi

9 février, la presse de Téhéran. MM. Hossein Alizadeh et Mohammad Ali Serati ont, selon la presse, « détourné des fonds publics lors de l'importation de sucre en provenance de Grande-Bretagne ». Le Chah a lancé, il y a quinze jours, une contre-attaque à la « corruption » dans les affaires publiques et privées. D'autre part, le ministère du commerce a changé de titulaire dimanche dernier, ce qui n'est pas sans conséquence sur le commerce. — (A.F.P.)

Rhodésie

● DEUX POLICIERS ONT ETE TUÉS au cours d'affrontements avec des guérilleros nationalistes africains dans le nord-est de la Rhodésie (proche du Mozambique), annonce lundi 9 février, un communiqué officiel. — (A.F.P.)

Union soviétique

● UNE QUINZAINE DE JUIFS MOSCOVITES dont les demandes d'émigration avaient été refusées dans le passé, nous le prétextant qu'ils étaient détenteurs de « secrets », ont été autorisés, ces derniers jours, à partir pour Israël, apprend-on à Moscou de sources juives dissidentes. Ces autorisations coïncident avec une campagne menée par Moscou contre la prochaine réunion à Bruxelles d'un congrès pour la défense des juifs d'U.R.S.S. et de la publication d'informations sur des émigrés qui veulent rentrer en U.R.S.S. — (A.F.P.)

Sri-Lanka

● L'ARMÉE EST INTERVENUE LA SEMAINE DERNIERE contre des villageois cinghalais qui se préparaient à donner l'assaut à la localité de Puttalam, dont la population est en majorité musulmane, a révélé, lundi 9 février, devant le Parlement, le premier ministre, Mme Bandaranaike. Six personnes ont été tuées et quatre autres blessées à Puttalam, qui est située à 130 kilomètres environ au nord de Colombo. Le couvre-feu décrété dimanche sera maintenu. — (A.F.P.)

Zambie

● L'UNIVERSITE DE LUSAKA a été fermée pour une durée indéterminée, a annoncé, lundi 9 février, le ministre zambien de l'Éducation, M. Fwanyanga Makela. Cette décision s'explique par le fait que l'université a été le théâtre de manifestations, favorables et hostiles au gouvernement, et de grèves. Trois professeurs de l'université, MM. Georges Siemansma, Robert Polteno et Dario Lomchi, ont été arrêtés en vertu de l'état d'urgence décrété en Zambie depuis deux semaines. Ces arrestations s'ajoutent à l'arrestation dans les mêmes conditions d'un autre lecteur, M. Lionel Cliffe. — (A.F.P.)

PROCHE-ORIENT

Libye

LES DÉCLARATIONS DU PRÉSIDENT KADHAFI

(Suite de la première page.)

Le président libyen, qui exposait ainsi, pour la première fois, son attitude à l'égard du conflit, poursuit : « L'aspect essentiel du problème qui se pose n'est pas de savoir si un Etat arabe ou israélien est souhaitable ou non. Nous sommes guidés par deux préoccupations prioritaires : mettre un terme au génocide en cours ; donner la parole au Polisario et aux Sahraouis, qui n'ont pas été consultés, et qui, ai-je appris avec quelque retard, ne sont pas favorables à leur rattachement au Maroc. »

« Avez-vous l'intention d'offrir votre médiation ? »

« Non, car je pense que l'arbitrage n'est pas la solution. Il ne reste plus que les armes pour régler le problème. »

Croyez-vous que le conflit risque de prendre la forme d'une guerre arabo-marocaine ?

« Oui, cette éventualité n'est pas à exclure. »

Allez-vous alors vous ranger franchement du côté de l'Algérie ?

Le colonel Kadhafi déclare de rire, et répond :

« Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit. Nous sommes du côté du droit. Comme le saint Coran nous le recommande, nous soutiendrons les victimes et nous aiderons les agresseurs à revenir sur leur droit chemin. Les uns et les autres, ne l'oubliez pas, sont nos frères. »

Rendant hommage à la « nouvelle ligne politique » de l'Algérie, favorable à l'unité arabe, le président libyen indique que des études et des pourparlers sont en cours, en vue d'une fusion entre la génération actuelle et celle qui a précédé.

« Nous nous estimons heureux si la génération actuelle se résout à se faire la main avec la génération précédente, à se faire la main avec la génération précédente, à se faire la main avec la génération précédente. »

« Nos relations avec l'Égypte sont normales »

Contrairement à ses habitudes, le colonel Kadhafi s'abstient de se lancer dans des diatribes contre d'autres pays arabes.

« Les régimes ne m'intéressent plus. Je ne m'adresse qu'aux masses arabes, dit-il sèchement. Les relations entre Tripoli et Le Caire sont normales. »

« L'Égypte, ajoute-t-il malicieusement, est trop occupée par ses problèmes intérieurs, par l'inflation, par la famine qui y sévit ; elle est donc trop absorbée par ses problèmes internes pour s'occuper de nous. »

Cela ne l'a pas empêché de vous accuser d'avoir détourné les fonds de la Vienne contre les ministres de l'OPEP.

« Nos détracteurs se sont ridiculisés. Comment aurions-nous pu organiser un tel attentat qui a coûté la vie à un haut fonctionnaire libyen ? Je le répète, nous sommes contre toute forme de terrorisme, et si la propagande israélienne essaie de nous impliquer dans de telles affaires, c'est trop absorbée par ses problèmes internes pour s'occuper de nous. »

Tout au long de l'entretien, notre interlocuteur s'abstient de prononcer le nom de l'O.L.P. Quelle serait son attitude si la centrale des fedayin acceptait de souscrire à un règlement favorisant la création d'un Etat palestinien ?

« La résistance n'est pas le monopole de l'O.L.P. », répond-il. La lutte est menée par divers groupes, qui débattent sur les moyens et les objectifs, et aucun d'eux ne représente le peuple palestinien dans son ensemble. »

Brusquement amer, le colonel Kadhafi exclame : « Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

« Pourquoi ? »

ASIE

Malaisie

Le gouvernement mobilise d'importantes forces contre les divers foyers d'insurrection communiste

De notre envoyé spécial

Changkat-Kintang. — Des soldats patrouillent en tenue camouflée, le doit sur la détente de leur fusil automatique. Leur peau cuivrée de Malaisie surplombe dans ce village peuplé de Chinois. Nous sommes à une vingtaine de kilomètres au nord-est d'Ipoh, capitale de l'état et troisième ville du pays, dans un des « nouveaux villages » créés par les Britanniques en 1951 pour regrouper une population jugée procommuniste. Les habitants de Changkat-Kintang n'ont ni l'électricité ni l'eau courante. Ils peuvent être expulsés de leur maison sans préavis et n'ont pas de terres à cultiver.

L'atmosphère est tendue. L'interdit, pourtant permanent d'un parti de la coalition gouvernementale, hésite à poser les questions, et le chef de village tarde à y répondre. Il y a quatre mois, un couvre-feu de vingt-quatre heures sur vingt-quatre a été imposé dans les plantations qui commencent en bordure du village; il y a trois semaines, le couvre-feu allait de 14 heures à 5 heures; on soupçonnait des villageois de fournir des vivres aux « C.T. ».

Les terroristes communistes, comme on les appelle ici, de fait, le contrôle est très strict; on ne peut acheter de produits alimentaires qu'en petite quantité. Si quelqu'un achète un jour un peu plus qu'il n'est nécessaire, on lui demande pourquoi. Il faut signaler la présence de tout étranger, le départ du village de tout membre de la famille.

Un peu plus au nord, à Simpang-Jalong, Delong, autre « nouveau village », à proximité de Sungai-Siput — où éclata la première insurrection en 1948, — il faut être rentré avant minuit. Le chef du poste de police a insisté, en civil, à notre visite. Sur la vingtaine de kilomètres séparant ces deux localités, le long d'une route serpentant sur les contreforts de la montagne, nous avons été arrêtés cinq fois: les soldats ont noté le numéro de la voiture et celui du passager, fouillé le coffre, posé des questions.

Pourtant, tout près de là, sur la grande route qui relie Singapour, Kuala-Lumpur, Ipoh, Penang, à la Thaïlande, la circulation se poursuit jour et nuit sans encombre. Les activités économiques connaissent un léger ralentissement, mais qui est dû surtout à la crise mondiale. L'exportation de l'étain se poursuit, la culture de l'hévéa et l'exploitation du bois ipoh continuent de prospérer. Les courses de chevaux ont lieu comme d'ordinaire.

Les forces de l'ordre qui ont pour tâche de réduire l'insurrection sont substantielles: une armée de 50 000 soldats, une police de 30 000 hommes, qui doit progressivement atteindre cinquante mille, des milices de citoyens — les Rukun Tetangga (en malais, les piliers de la maison), — une police politique — la Special Branch.

Chef de la brigade-général Jaffer Onn, frère du premier ministre, commande trois bataillons d'infanterie et un de gendarmerie — soit 4 000

hommes — qui mènent depuis l'été 1975 l'opération « Loyauté huit », qui a pour but de couper l'approvisionnement en vivres des maquisards. Kuala-Lumpur envisage la mise en place d'une nouvelle structure administrative mixte, civile et militaire, dépendant directement du pouvoir central, et qui s'étendrait sur les régions sensibles du Perak, du Kedah et du Pahang, au centre du pays. Mais le gouvernement s'est heurté jusqu'à présent à l'opposition des autorités locales, jalouses de leurs privilèges. D'autant que ce projet, inspiré du plan appliqué au Sarawak, en Malaisie-Orientale, se-

Peng, décoré de l'ordre de l'Empire britannique pour ses activités dans la résistance antijaponaise, le P.C.M. (faction révolutionnaire) dont on sait peu de choses, et le P.C.M. (marxiste-léniniste). Fondé en août 1974, ce dernier, presque exclusivement formé de Chinois, dispose d'une solide infrastructure urbaine. La première de ces sections ne fut connue des services de guerre psychologique que trois ans plus tard, ce qui semble indiquer la faiblesse des services de renseignements. Le remplacement de nombreux détachés chinois par des Malais a réduit l'efficacité de la Special Branch, au

conservant ses réseaux urbains. Il n'y a aucune indication que les Soviétiques soutiendraient l'un ou l'autre des groupes scissionnistes. Ils s'en défendent d'ailleurs.

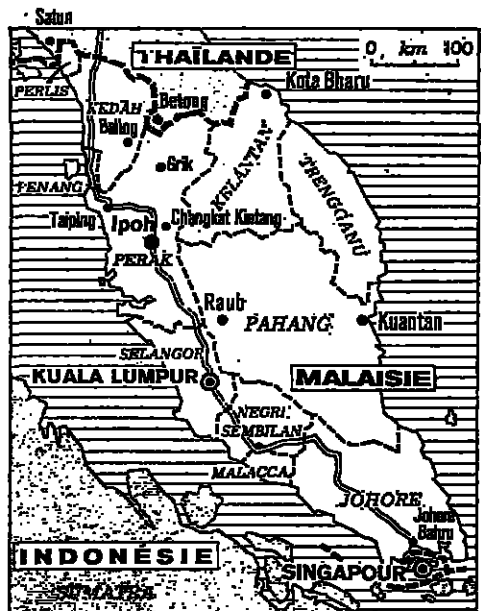
La propagande officielle affirme que les scissions ont pour origine la décision du vieux P.C.M. de Chin Peng de liquider tous les militants recrutés depuis 1962, soit au moins la moitié des effectifs. Les arguments avancés ne sont pas très convaincants, et l'on peut se demander comment, si cela est vrai, les communistes pourraient poursuivre leur campagne de recrutement: dans le secteur de Tanah-Hitam, proche du village de Changkat-Kintang, près de 20 % des jeunes seraient portés « manquants ». Il est possible que, outre des rivalités de personnes, des divergences tactiques sur la priorité à accorder aux villes ou aux campagnes soient à l'origine de l'éclosion du mouvement.

Cette crise, loin de réduire l'agressivité des maquisards, l'a, au contraire, accrue: depuis 1968, vingt policiers chinois de la Special Branch ont été assassinés; en novembre 1975, le chef de la police du Perak fut tué en plein jour en ville; sa tête était mise à prix depuis 1948. Soixante-dix soldats auraient été tués l'an dernier; les communistes ont eu moins de pertes. Des attentats spectaculaires, sélectifs, et qui n'ont pas fait de victimes civiles, ont été fomentés par les trois groupes: sabotage du monument national, grenades lancées contre des postes de police et le centre d'entraînement de la police à Kuala-Lumpur; destruction d'un avion Caribou sur l'aérodrome militaire de la capitale; sabotage de matériel de travaux publics sur la route stratégique est-ouest. Les attentats ont eu lieu dans presque tous les Etats de la Fédération. Pratiquement, aucun coupable n'a été arrêté. Rappelons, enfin, qu'une quinzaine de personnes au Sarawak sans grand succès; mais sans que les forces de l'ordre coopèrent avec l'armée indonésienne ne soient parvenues à y mettre un terme.

Si l'on s'en tient au petit nombre de maquisards, aux faibles pertes subies de part et d'autre, le danger ne semble pas bien grave. Pourtant, les autorités se montrent fort inquiètes, d'autant qu'elles ne sont pas capables d'empêcher le mouvement de se développer.

Vingt-huit ans après le début de la première « emergency », l'insurrection est redevenue l'un des facteurs majeurs de la vie politique. Elle ne parvenant pas à réduire les quelques milliers de guérilleros dispersés dans la jungle ni à éliminer le soutien dont ils bénéficient au sein d'une partie de la population d'ethnie chinoise, et aujourd'hui sans malaise, le gouvernement du premier ministre défunct Abdul Razak a montré son point faible en face de succès économiques et d'une remarquable longévité politique. La responsabilité de résoudre la crise, si c'est encore possible, repose désormais sur M. Hussein Onn.

PATRICE DE BEER.



rait la première entorse au système fédéral.

Face à cet appareil gouvernemental créé par des Britanniques, et qui dispose d'une des meilleures écoles de guerre en jungle, se trouvent de 2 000 à 2 500 maquisards qui, selon Kuala-Lumpur, seraient en très grande majorité cantonnés au sud de la Thaïlande. Selon le ministre de l'Intérieur, ils étaient moins de 1 600 en octobre 1974. Le chef de la police pense qu'ils sont presque tous d'ethnie chinoise; une partie d'entre eux seraient des citoyens thaïlandais, les autres étant malaisiens. Mais un responsable de la guerre psychologique nous a précisé qu'il y aurait environ 450 Malais parmi eux. L'appartenance de maquisards d'ethnie malaise est très importante: elle montre que les communistes ont su gagner à leur cause des Malais, ce qui donne, pour la première fois depuis plus de vingt ans, un caractère multiracial à leur lutte.

Deux scissions au P.C.

Fondé en 1930, le P.C. de Malaisie semble avoir été victime de deux scissions depuis 1970. Deux groupes se sont séparés du gros du parti, toujours dirigé par le vétéran Chin

point qu'il a fallu revenir partiellement sur cette mesure. Le recrutement des forces de l'ordre est presque exclusivement malais, ce qui lui aliène la sympathie d'une partie des autres communautés. La police n'a jamais arrêté ou tué un important responsable communiste, et la plupart des noms de ces responsables demeurent inconnus.

La faction révolutionnaire, basée dans la région de Satun, à la frontière siamoise, compterait 185 soldats, selon l'inspecteur général de la police (une centaine seulement selon les renseignements militaires). Les marxistes-léninistes, basés à cheval sur la frontière, dans la zone de Betong, Baling et Grik, compteraient 135 et 155 maquisards d'après la première source, 650 selon la seconde. Enfin, le vieux P.C.M. conserve le gros des troupes et la quasi-totalité des guérilleros malais, soit 1 700 hommes (chiffre fourni par la police) répartis dans les régions frontalières du Kedah, Perak et Kelantan, et dans le Pahang. Il axe sa politique sur la révolution dans les campagnes, selon la stratégie maoïste, comme le montre le projet de loi agraire publiée en décembre (le Monde du 16 janvier) tout en

La bataille diplomatique du Pacifique

(Suite de la première page.)

La réconciliation avec le Japon, quelques mois après, va de soi: la Chine, en effet, non seulement ne combat plus l'alliance militaire Japon-Etats-Unis, mais elle en demande désormais la continuation, qui maintient dans son voisinage les forces navales et aériennes américaines, contre-poids à la puissance soviétique.

L'offensive soviétique

Dès le point de départ, encore, les documents signés respectivement par M. Nixon et M. Tanaka (communiqué sino-américain de Changhai) et déclaration sino-japonaise de Pékin) contiennent un article qui, à l'époque, passe relativement inaperçu (sauf de Moscou): c'est ce qu'on appellera bientôt la « clause anti-hégémonie ». « Les signataires, dit-elle, s'engagent chacun à ne pas chercher à éliminer l'hégémonie dans la région Asie-Pacifique, et à s'opposer aux efforts de tout autre pays ou groupe de pays pour établir une telle hégémonie. »

La clause anti-hégémonie se révèle une pièce maîtresse de la politique extérieure chinoise. La notion de lutte contre l'hégémonie vient de loin. Elle est apparue dans les documents chinois lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968. Insérée dans les accords avec les Etats-Unis et le Japon en 1972, elle figure au programme du neuvième congrès du parti communiste chinois en 1973. Elle est proposée, quand l'occasion se présente, à la signature de divers voisins asiatiques: Birmanie, Malaisie, Vietnam, Corée du Nord. Il est clair qu'il s'agit de tisser une sorte de réseau de pays désireux de s'opposer à une expansion de l'Union soviétique en Asie, et de faire ainsi barrage au plan de sécurité collective soviétique lancé en sens inverse par Moscou. Il est sous-entendu, quand on la propose aux Asiatiques, qu'elle pourra servir contre le Japon, ou encore les Etats-Unis. Mais, pour le moment, c'est l'Union soviétique qu'elle vise.

La Chine s'inquiète en effet des progrès marqués par la politique soviétique en Extrême-Orient. A ses yeux, Moscou, profitant du repli des Etats-Unis battus en Indochine, reprend à son compte la politique d'encerclement de la Chine. La flotte russe du Pacifique accroît considérablement sa puissance, elle s'active dans le Pacifique, elle s'implante pour la première fois dans l'Océan Indien. L'offensive diplomatique de Moscou va de pair avec l'offensive militaire. La présence et l'influence des Soviétiques dans le Sud-Est asiatique, et notamment au Vietnam, vont grandissant. La détente obtenue en Europe va donner à l'U.R.S.S. les coudées plus franches en Asie.

Voilà bien, disent les Chinois, l'hégémonie, ou la volonté d'hégémonie. Pour la contrecarrer, ce n'est plus assez de s'être réconciliés avec les Etats-Unis et le Japon: il importe de travailler à une coordination progressive de la politique de ces deux pays avec celle de la Chine, en leur faisant

comprendre que la résistance à l'Union soviétique doit devenir le dominus commun.

C'est un travail qu'il faut mener avec discrétion, et qui n'est pas facile, car cette action, pour commencer, manque d'unité et avance souvent en zigzag. En 1971, année des préparatifs, Chou En-lai est encore antijaponais, et M. Kissinger l'est aussi. En 1972, année de la redistribution des cartes, on est devant un décalage: l'une de miel sino-japonaise, et brouille nippo-américaine du « Nixon shock ». En 1973, année du repli, le Japon subit une offensive de charme de Moscou et envisage sérieusement de mourir à l'appât d'une participation au développement de la Sibérie.

C'est en 1974 que les politiques japonaises et américaines commencent enfin à converger vers ce qui est pour la Chine la bonne direction. Le mélange sibérien s'est dissipé pour le Japon. La Chine y a travaillé habilement en sortant un atout inattendu: son pétrole, qu'elle offre aux Japonais en quantités croissantes. Se retournant vers Pékin, le Japon signe cette année-là un accord sérieux avec la Chine, jalon important dans le rapprochement des deux pays. Avec les Etats-Unis aussi les choses avancent. M. Kissinger, qui a visité Pékin fin 1973, y retourne fin 1974 après la rencontre Ford-Brejnev de Vladivostok. D'après ce que croient savoir les Japonais, il a laissé paraître aux Chinois satisfaits que la détente, dans sa politique, n'exclut nullement une dure résistance aux desseins expansionnistes de l'U.R.S.S.

Sautons encore un an jusqu'à fin 1975. Si à Pékin, dans son lit d'hôpital, Chou En-lai suit encore les événements d'une telle clarté, il peut constater que sa politique a bien avancé vers son but. Première pierre dans la construction entreprise, les relations Chine-Etats-Unis sont très bonnes, comme l'ont montré la visite du président Ford à Pékin et le discours de Honecker sur la « nouvelle doctrine du Pacifique ».

Deuxième pierre, les relations entre le Japon et les Etats-Unis n'ont jamais été si bonnes, ni le Japon aussi bien disposé à faciliter aux Américains, à partir de leurs bases chez lui, leur travail de gardiens du Pacifique.

Troisième pierre, les relations Chine-Japon. Ici, il faut bien constater qu'il y a encore du retard. La négociation d'un traité de paix et d'amitié s'est bien ouverte comme prévu au début de l'année, mais elle a bientôt buté sur un obstacle. Le Japon résiste à l'inclusion dans le traité de la clause anti-hégémonie. Ou, plus exactement, il ne veut l'inclure qu'en lui donnant une interprétation très atténuée.

ROBERT GUILLAIN.

Prochain article:

FEU VERT DE WASHINGTON POUR UN TRAITE SINO-JAPONAIS

LE TIERS-MONDE MASQUE PAR SES MYTHES

(Suite de la première page.)

Or, la colonisation a, à des degrés divers, donné naissance à des couches nouvelles. Sauf exception, ce sont des couches petites-bourgeoises qui s'approprient, après l'indépendance, l'appareil d'Etat et se constituent en bourgeoisie administratives. L' « aide » capitaliste — directe ou accordée par les organisations financières internationales — ne fait qu'empêcher ces pays dans leur mise globale.

Quelle stratégie libératrice adopter? Comment, en particulier, développer la lutte armée? Est-ce tant que

la guerre de guérilla doit, pour avoir une chance de l'emporter, se fonder sur des conditions aussi « mûres » que possible, et surtout s'appuyer sur une organisation politique solide à l'échelle nationale, l'auteur montre la fragilité de la théorie des foyers (foyers): il note qu'en quinze ans, le F.L.N. sud-vietnamien a perdu un seul (sur cinquante) des membres de son comité central, alors que la quasi-totalité des révolutionnaires latino-américains ont été tués après quelques semaines de combat.

La guerre de guérilla passe par l'intégration nationale (des Indiens en

particulier, la liaison entre le combat anti-impérialiste et la lutte des classes (ce que Truong Chinh et ses amis avaient saisi dès les années 40 au Vietnam). Il ne faut pas, d'autre part, confondre la libération nationale et révolution: le F.L.N. algérien a pu vaincre politiquement (non pas militairement), mais la mobilisation paysanne, pendant la guerre, n'a pas eu de traduction politique durable. Seul en Afrique, Cabral a su bâtir une stratégie politique à long terme. G. Chailand est, en revanche, très critique à l'égard de la résistance palestinienne (une analyse que bien

des spécialistes discuteront sans doute): les Palestiniens n'ont pas à affirmer leur indépendance par rapport aux Etats arabes (l'ennemi numéro 1 était la monarchie hachémite) ni prendre en considération le caractère nationaliste du phénomène israélien. Toute autre fut la stratégie du F.L.N. sud-vietnamien, dont la parfaite connaissance des données de la société dans laquelle il s'insérait explique en grande partie la victoire.

Examinant ensuite « les métamorphoses du socialisme », l'auteur distingue entre « les révolutions natio-

nales anti-impérialistes » (l'Egypte de Nasser, l'Algérie, le Ghana, le Mali, la Guinée, le Pérou, le Chili) et les « révolutions nationales et sociales » (Vietnam). Les promoteurs des premières entendent placer sous le contrôle de l'Etat les ressources du pays (encore que la Guinée...) et les secondes provoquent des bouleversements révolutionnaires.

Il reste que — et ceci vaut pour les expériences soviétique et chinoise — si les anciens rapports de production ont été modifiés, un Etat patron a été mis en place (incarné par une bureaucratie): les travailleurs ne sont pas leurs propres maîtres; ils participent plus ou moins — au mieux — à l'élaboration des décisions politiques.

L'Asie sinisée fait bande à part

Sur tous les plans, l'Asie sinisée — fait bande à part: le Japon a accompli une révolution capitaliste; la Chine, la Corée du Nord, l'Indochine, la révolution socialiste. Ce n'est pas un hasard. Alléluia, il y a trop souvent, « mystification ». La plus ou moins grande proximité de l'Occident, les habitudes millénaires de travail (l'Egyptien attend la montée de l'eau, les Vietnamiens luttent collectivement contre), la densité du sentiment national, sont autant de facteurs qui, avec le poids démographique, expliquent les différences entre les voies suivies. Là où il y a révolution, l'idéologie dominante est en tout cas un greffon du « marxisme-léninisme », ce qui ne signifie pas que soit instauré le « socialisme ». La bureaucratie do-

mine, phénomène — en germe dans la conception du parti d'avant-garde — et, plus généralement, dans la « socialisation des tâches administratives et politiques ». Autre évidence rappelée par Chailand: le concept d'homme nouveau est des plus mystifiants. Non qu'il faille pourfendre l'utopie, bien au contraire. Ce n'est pas une raison pour oublier que les Etats-Unis demeurent le pays impérialiste dominant, que l'U.R.S.S. est une très grande puissance, que la Chine va le devenir.

Nous n'avons fait que résumer, de façon trop schématisée, l'analyse de Chailand. L'auteur a commis quelques erreurs mineures: la Malaisie n'est pas en passe de devenir exportatrice de riz, bien au contraire. Les propos de l'auteur sur M. Kissinger font preuve d'une étrange mansuétude: il faudrait surtout affiner la notion de « petite bourgeoisie » appliquée aux tiers-mondes.

Trop de mensonges, conscients ou non, ont été protégés pour que ce livre ne soit pas considéré comme important. Il fallait, pour qu'en deux cent cinquante pages limpides fussent lancées autant d'idées, avoir une solide connaissance du terrain étudié. L'auteur n'appartient à aucune « chapelle », ce qui lui donne une singulière liberté de plume. Enfin le temps est venu des analyses libérées. Chailand, dans son livre, qui peut servir de point de départ à de nombreux autres ouvrages, a le mérite d'être subversif.

JACQUES DECORNOY.

† Gérard Chailand, *Mythes révolutionnaires du tiers-monde*, la Sém, 25 F.

...Cet été, la TURQUIE vous attend

Bien sûr, il y a à Istanbul, ses mosquées, ses palais, églises et musées, mais la Turquie, c'est aussi de merveilleux rivages caillouteux, des plages au sable d'or, de ravissants ports nichés au fond de baies tranquilles puis, de prestigieuses villes antiques aux ruines chargées de siècles de gloire.

et Istanbul n'est qu'à 3 heures de Paris

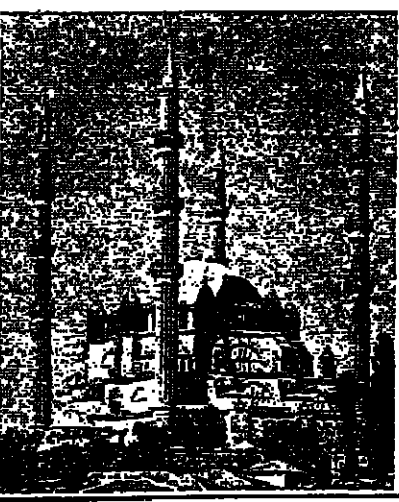
par TURKISH AIRLINES

34, avenue de l'Opéra - 75002 Paris, Tél. 073.60.85

Pour tous renseignements:

BUREAU DE TOURISME ET D'INFORMATION DE TURQUIE

102, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris Tél. 225.78.68 et 225.79.84



Topka Tours
plages, soleil, découvertes

ISTANBUL
8 jours, Paris-Paris

à partir de 1055 F

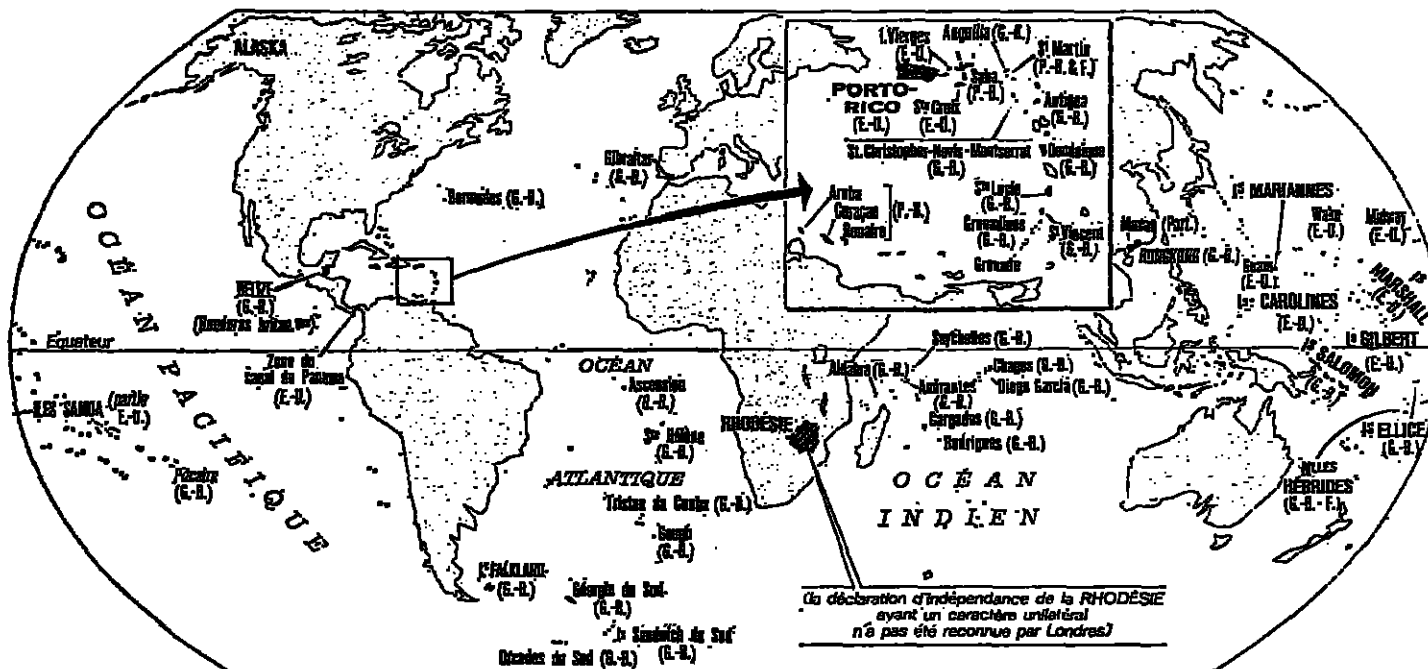
France-Tourisme

1, rue Auber - 75009 Paris, Tél. 742.72.40

LICENCE N° 101

L'ÉVÉNEMENT

LES « DOM-TOM » DES AUTRES



L'accession à l'indépendance des colonies portugaises, le départ des Espagnols du Sahara occidental, l'émancipation de l'ex-Guyane néerlandaise (Suriname) et de plusieurs archipels anglo-saxons du Pacifique, de la Caraïbe et de l'océan Indien, ont encore rétréci, en 1975, ce qu'il restait des grands empires coloniaux. Certes, il subsiste des cas de « domination coloniale » : le Groenland, sous tutelle danoise ; Macao, dernière possession portugaise d'Asie, où une évolution vers plus d'autonomie est amorcée (« le Monde » du 3 janvier) ; Hongkong, territoire britannique au flanc de la Chine et que celle-ci tolère pour les avantages économiques qu'elle en retire ; Porto-Rico, « Commonwealth » américain des Caraïbes depuis 1952, ou même, dans le Pacifique, Hawaï, devenu le cinquantième État américain en 1959. Sans parler, bien sûr, de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie, derniers bastions « blancs » du continent noir. Mais on peut dire que, pour l'essentiel, la tutelle occidentale ne s'exerce plus guère outre-mer que sur des poussiers d'îles et de territoires.

Les « dépendances » qu'elles soient, ces dernières possessions n'en posent pas moins de délicats problèmes politiques aux métropoles concernées : essentiellement les États-Unis, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et la France. Pour cette dernière, le sort des DOM-TOM (départements et territoires d'outre-mer) fut longtemps tributaire du conservatisme de gouvernements U.D.R. Une évolution politique y a été bloquée de manière parfois très contestable, comme à Djibouti. Le gouvernement de M. Giscard d'Estaing affirme, lui, vouloir « décrire » la situation politique des DOM-TOM.

Londres et La Haye ont favorisé dans la plupart de leurs petites « dépendances » une autonomie politique progressive qui doit préparer leur émancipation. Les États-Unis ont fait de même partout où leurs intérêts stratégiques n'étaient pas en cause.

ÉTATS-UNIS : les commandements de la stratégie

Washington. — Du cercle arctique au sud de l'Équateur, les États-Unis assument à des degrés divers la responsabilité administrative de terres, îles, îlots, éparpillés sur des milliers de kilomètres. Ces dépendances ont été placées sous l'autorité du département de l'Intérieur le 1^{er} mars 1873. Auparavant, l'administration des « territoires » — continentaux ou d'outre-mer — était assumée par le secrétaire d'État.

Les territoires d'outre-mer ont été acquis soit par la conquête (Porto-Rico, Guam, les Philippines cédées par l'Espagne par le traité de 1898, soit par l'achat, comme les îles Vierges, à la suite d'un accord international, comme Samoa, ou en exécution d'un mandat international, comme la Micronésie, dont les États-Unis sont chargés en vertu d'un accord de tutelle passé avec les Nations unies (1).

Pratiquement, si on exclut l'Alaska et Hawaï, qui ont accédé au statut d'États en 1959, et le Commonwealth de Porto-Rico (1952), les territoires sous l'autorité du département de l'Intérieur se limitent aux îles Vierges, dans les Caraïbes et, dans le Pacifique, à une partie de l'archipel des Samoa, Guam et les îles de la Micronésie. La plupart des autres îlots et stoffs du Pacifique sont inhabités et dépendent de l'autorité militaire (marine et aviation), qui y a créé des bases aériennes et diverses autres installations militaires.

Toutes ces dépendances forment un ensemble disparate. Leur population globale ne dépasse pas deux cent mille habitants, très différents par leurs ressources économiques et leur niveau d'éducation. La politique des États-Unis, telle qu'elle est officiellement définie par la direction des territoires au département de l'Intérieur, a dû tenir compte de cette différence dans ses « efforts constants », dit-on, pour augmenter le degré d'autonomie de ces dépendances. Chaque territoire a ses propres sources de revenus, mais c'est le département de l'Intérieur qui répartit les crédits votés par le Congrès.

Il convient, en outre, de distinguer entre « États » et territoires et ceux des possessions. En fait, il n'y a plus, à proprement parler, de territoires où la Constitution des États-Unis soit en vigueur, comme ce fut le cas pour l'Alaska et Hawaï avant leur incorporation dans l'Union. La Constitution américaine ne s'applique pas dans les îles Vierges, à Guam, à Samoa, à Porto-Rico, la contagion cubaine est restée limitée et aucun mouvement révolutionnaire d'envergure n'a réussi à s'imposer durablement dans les Caraïbes ou dans le Pacifique. Néanmoins, le gouvernement américain surveille attentivement l'évolution politique et économique de ces territoires, notamment dans le Pacifique. Au moment où, après la défaite au Vietnam, la tendance du Pentagone est de se replier sur les îles du Pacifique occidental (Okinawa, Guam, Philippines, Taiwan), les îles et îlots du Pacifique prennent une importance stratégique nouvelle.

HENRI PIERRE.

(1) Ajoutons la « concession à perpétuité » des 1435 kilomètres carrés de la « zone du canal » de Panama, dotée d'un gouverneur nommé par Washington. En février 1974, les gouvernements américain et panaméen sont convenus de réviser le traité de 1903, mais les négociations n'ont pas encore abouti.

GRANDE-BRETAGNE : les progrès de l'autonomie interne

Londres. — Lorsqu'il y a peu, les citoyens du Royaume-Uni ont appris que des renforts militaires étaient envoyés à Belle (qui a porté même plus son nom de Honduras britannique), la plupart d'entre eux se sont demandé par quel mystérieux processus les hommes risquaient d'être amenés à se battre au nom de la reine contre les forces du Guatemala. La confusion touchant les territoires d'outre-mer est telle que, même au Foreign Office, on est obligé de consulter répertoire et dossiers avant d'établir la liste complète des survivances de l'empire.

Les territoires « dépendants » britanniques représentent pour tant une population de quelque six millions d'habitants. Plus de quatre millions sont concentrés, il est vrai, sur la minuscule territoire de Hongkong, tandis que l'île de Pitcairn, dans le Pacifique, en compte moins d'une centaine. Toutes les « dépendances » ont la même situation : elles jouissent d'une autonomie interne qui prépare l'accession à l'indépendance. Les survivances de l'époque impériale se manifestent encore dans certains conflits diplomatiques qui durent depuis des années.

Le dernier incident concerne Belize, dont les cent vingt mille habitants ne souhaitent pas, sans le vouloir, aller jusqu'à l'indépendance. Dans le système actuel, la Grande-Bretagne doit assurer la défense du territoire contre les attaques guatémalteques. À Londres, on se passerait volontiers de ce fardeau, qui entraîne l'entretien d'une garnison permanente de quelque six cents hommes, auxquels sont ajoutés des soldats et une demi-douzaine de chasseurs du type Harrier.

Bien que la Chine ait, à l'occasion, dénoncé la présence britannique à Hongkong, elle paraît s'accommoder de l'actuel modus vivendi, dont elle tire avantage. L'une des conséquences de cette situation paradoxale est que Hongkong reste soumis au régime le plus classiquement colonial.

Les îles Falkland, dans l'Atlantique sud, à 450 kilomètres du détroit de Magellan, sont revendiquées par l'Argentine, qui con-

LE « CLUB » DU COMMONWEALTH

Les « dépendances » britanniques et les États associés sont membres de droit du Commonwealth, qui regroupe aujourd'hui trente-quatre États représentant quelque 570 millions d'habitants. Défini par la déclaration Balfour de 1926, le Commonwealth n'est ni une fédération ni une confédération, mais un ensemble de pays liés par un commun passé de colonisation britannique, une langue véhiculaire, des intérêts politiques, économiques et stratégiques, et un souverain commun : la reine Elizabeth. Faute de mieux, on le décrit souvent comme un « club ».

Le nombre des membres du « club » s'accroît au fur et à mesure que les anciennes possessions britanniques deviennent indépendantes. Il y a eu quelques défections : la République de Singapour a quitté le Commonwealth en 1965, le Pakistan en 1972. Le Bréasil a refusé, en 1964, d'y adhérer.

La seule population, dont la seule population est une équipe de recherche scientifique.

Le cas de Gibraltar est encore plus net : au référendum de 1967, l'écrasante majorité de la population du « rocher » s'est prononcée pour « le maintien volontaire des liens avec le Royaume-Uni ». Deux ans plus tard, une nouvelle Constitution a accéléré de façon notable la dévolution du régime interne de Gibraltar.

L'un des principes de la politique anglaise depuis la fin de la

guerre est de ne pas « imposer l'indépendance » aux territoires qui n'en veulent pas. C'est une thèse un peu hypocrite ; bien souvent, Londres ne demanderait qu'à se débarrasser du « fardeau de l'homme blanc ».

Ces soucis contradictoires ainsi que la diversité des situations expliquent la variété des régimes qui vont des « colonies de la couronne » aux « États associés », dont la Constitution prévoit l'accession prochaine à l'indépendance. Entre ces deux extrêmes, on trouve des régimes d'autonomie interne, un « établissement » (celui de l'île Pitcairn), dont la plupart des habitants sont des habitants descendants des mutins de la Bounty) et un protectorat sur les îles Salomon.

D'une façon générale, la plupart des « dépendances » ont connu aux alentours de 1970 des modifications constitutionnelles qui ne laissent aux gouvernements britanniques que des pouvoirs réservés pour les affaires étrangères, la justice, la sécurité interne et parfois les finances.

À quelques nuances près, des régimes d'autogestion sont en vigueur dans les nombreuses îles britanniques de l'Atlantique et de la mer des Caraïbes. Tel est le cas des Bermudes (33 000 habitants), à 800 kilomètres du cap Hatteras, sur la côte américaine, de la partie britannique de l'Atlantique et de la mer des Caraïbes, dans les Antilles, des îles Caïmans (13 000 habitants), de celle de Montserrat (12 300 habitants), des îles Turks et Caïcos (5 600 habitants) et de Sainte-Hélène, qui, avec ses dépendances (Ascension et Tristan da Cunha), compte 5 000 habitants.

Un échec : la Rhodésie

L'évolution politique se poursuit de façon assez semblable pour la plupart des « dépendances » du Pacifique et de l'océan Indien. Les îles Gilbert (environ quatre mille habitants) ont une nouvelle Constitution depuis le 1^{er} octobre 1975. Les anciennes îles Ellice, longtemps associées aux îles Gilbert, se sont séparées de ces dernières

pour former le territoire de Tuvalu (six mille habitants). Une moitié de drapeau britannique flotte encore sur les îles Hébrides, condominium anglo-français où les premières élections ont eu lieu en novembre 1975. Elles ont permis au National Party, favorable à l'indépendance, de s'affirmer.

Dans l'océan Indien, les élections d'avril 1974 aux îles Seychelles (86 000 habitants) ont révélé que deux parties en présence étaient au moins d'accord pour revendiquer l'indépendance.

Celle-ci sera, en principe, acquise avant le 30 juin 1976. Londres maintient toutefois son autorité sur une série d'îlots et d'atolls antérieurs rattachés aux Seychelles ou à l'île Maurice. Ces îles forment, aujourd'hui, le territoire britannique de l'océan Indien. Il s'agit d'Alibon, de Farquhar, de Desroches et, surtout, de l'atoll de Diego-Garcia, sur lequel la Grande-Bretagne propose d'accorder aux troupes américaines des facilités portuaires et aériennes.

Le sort des îles antillaises associées à la Grande-Bretagne pourrait être décidé très bientôt. Grenade est devenue indépendante en 1974. Les autres îles du groupe — Antigua, la Dominique, Sainte-Lucie, Saint-Christophe-Nevis-Anguilla et Saint-Vincent — ont, en effet, résolu cet été, lors d'un « sommet » des Caraïbes, de rompre leur association vieille de huit ans. Antigua et Sainte-Lucie revendiquent leur indépendance pour l'an prochain. Saint-Christophe-Nevis vient d'être unilatéralement proclamée en 1985, une indépendance favorable à la minorité d'origine européenne.

JEAN WETZ.

PAYS-BAS : des îles effrayées par l'indépendance

Amsterdam. — Lorsque M. Chirac a fait escale à l'île de Saint-Martin pendant son voyage aux Antilles, il a pu constater que les habitants de l'île ont à maintes reprises, à Saint-Martin, en effet, sous les uniformes des quelques douaniers appelant que le royaume des Pays-Bas y exerce sa souveraineté. Les quelques îlots de Saint-Martin ne parlent que l'anglais et les affaires se traitent plutôt en dollars qu'en florins. L'hôtelier de luxe et les casinos tournent à plein. Les touristes de Miami et de New-York, pour eux, Saint-Martin est plus près que Las Vegas. De surcroît, on peut, de Saint-Martin, repartir à New-York les profits de son hôtel ou de ses tables de baccarat sans que l'administration des impôts interviennent. Certains prétendent que la Malte américaine a la haute main sur ces opérations. Les syndicats ne sont pas reconnus dans l'île.

Saint-Martin fait partie d'un ensemble disparate de six îles qui constituent les Antilles néerlandaises. Ce dernier reliquat de l'empire colonial des Pays-Bas — l'autre colonie, le Suriname, est devenue indépendante le 25 novembre dernier — est composé de trois îles proches de la Guadeloupe et de Basse-Terre : Saint-Martin, Saba (huit cents habitants) et Saint-Eustache (mille quatre cents habitants). Les trois autres îles se trouvent en face de la côte vénézuélienne : Curaçao (cent cinquante mille habitants, avec la capitale, Willemstad), Aruba (soixante mille habitants) et Bonaire (neuf mille habitants).

Les Antilles néerlandaises bénéficient d'un statut d'autonomie interne. On y trouve la même situation paradoxale qui prévalait au Suriname : le gouvernement de La Haye souhaite

leur accorder une indépendance totale aussi vite que possible. Mais le sentiment national antillais fait encore défaut. La situation géographique de l'archipel l'aspécieusement : Saint-Martin et les deux autres îles se trouvent à 1 000 kilomètres à vol d'oiseau de Curaçao, Aruba et Bonaire, qui ne sont éloignées que d'une soixantaine de kilomètres de la côte vénézuélienne. Seuls le drapeau néerlandais, la langue officielle (le néerlandais) et un passé colonial commun les unissent.

Un boom économique sans lendemain

La situation politique est le reflet de cet éparpillement. Le gouvernement antillais, dirigé par M. Juancha Evertz, de Curaçao, vient de limoger trois de ses ministres, tous de l'île voisine d'Aruba. Rien ne va plus entre Aruba et Curaçao, depuis que ces trois ministres ont voulu séparer Aruba des autres îles. Une délégation d'Aruba a rendu des visites « officielles » au Venezuela et à Panama, pour discuter d'un projet de « statut aparte ». Ce « statut aparte » est le slogan du parti majoritaire d'Aruba qui se méfie de Curaçao, « où tout se décide sans nous ». Pour le reste, les projets d'Aruba sont extrêmement vagues : il a d'abord été question de maintenir un « lien spécial » avec la reine des Pays-Bas, mais un statut spécial de coopération avec le Venezuela paraît maintenant avoir la faveur des « dissidents ».

Dans les années 50, lorsque les Antilles néerlandaises ont obtenu leur autonomie, Aruba et Curaçao, de loin les plus importantes, ont connu un boom économique sans pareil. La raffinerie du pétrole a apporté la richesse dans ces îles sans ressource

naturelles et sans industrie. Après la guerre de Corée, deux raffineries de pétrole étaient en plein essor : à Aruba, celle de la compagnie américaine Standard Oil et à Curaçao, celle de la Shell anglo-néerlandaise. Le niveau de vie était alors deux fois plus élevé que dans la métropole néerlandaise. Le gouvernement de l'époque avait la partie facile.

Dans les années 60, Shell et Standard Oil décidèrent brusquement d'automatiser leurs raffineries et de licencier plus de la moitié du personnel. L'ampleur du drame ne fut pas comprise par le gouvernement antillais, qui ne s'opposa guère à ces licenciements. À la même période, le Venezuela commençait à mener la vie dure aux compagnies pétrolières qui prospectaient les gisements du golfe de Maracaibo.

Le système économique des Antilles se désintègre rapidement. Les salaires, deux fois plus élevés que ceux des pays voisins, découragent les industries étrangères. Avec l'aide au développement fournie par les Pays-Bas et le Marché commun, les Antilles se lancent alors dans le tourisme. Ils construisent des hôtels et des casinos exploités par les grandes chaînes hôtelières comme Hilton, Sheraton, etc. Mais les contrats ne valent pas ceux des profits sont versés aux propriétaires américains sans aucune ponction fiscale.

En 1968, le système subit un choc très dur. Une partie de la population ne comprend pas pourquoi le niveau de vie baisse rapidement. Des émeutes éclatent, des rues entières sont incendiées, et La Haye envoie des « marines » pour faire cesser la révolte. Certains s'élèvent contre le « patronage » qui consiste à donner à une famille des

emplois de fonctionnaires en échange de ses voix aux élections. Le chômage, qui touche 25 à 30 % de la population active, et l'absence de toute proposition sont également dénoncés.

Le résultat immédiat de ces émeutes est la montée du Front des travailleurs (Frente Obrero). Son leader « Papa Godet » s'habille comme Fidel Castro et emploie un langage révolutionnaire. Mais il évolue différemment. Même si, en 1975 encore, le journal cubain Granma publie une photographie de lui en compagnie de l'ancien président de Cuba, Godet a déjà rejoint la coalition gouvernementale comme ses prédécesseurs et pratique le « patronage ».

Quoi qu'il en soit, les Antilles sont trop petites pour devenir vraiment indépendantes. Le gouvernement néerlandais, qui ne veut pas maintenir des liens politiques avec ces îles lointaines, évite soigneusement de fixer une date pour leur émancipation définitive. Évalué par l'expérience du Suriname, d'où une indépendance hâtive a fait fuir un tiers de la population en direction de la métropole, La Haye pense qu'une forme acceptable d'« interdépendance » doit être trouvée avant de « lâcher » les îles. Il est à peu près certain que le Venezuela, en outre, enverra une certaine tutelle sur elles. Certains milieux de Willemstad regardent déjà en direction des États-Unis pour faire contrepoids à l'influence inépuisable du grand voisin, riche en pétrole.

« Vous pouvez partir, mais il faut payer la note. En fait, vous devez rester », déclarait récemment l'un des dirigeants du parti « révolutionnaire » du Frente Obrero au représentant des Pays-Bas.

MARTIN VAN TRAA.

LA GUYANE

Rabat & Algerie et...

LA MORALE EN RÉVOLUTION

LA MORALE EN RÉVOLUTION

la baisse de ton des vendeurs

Cure de technique de vente à Paris.

FRANCE MÉDECINE

VENT DE PARAÎTRE

LA GUYANE

مكتبة من الأصل

AFRIQUE

EUROPE

Angola

L'UNITA CONFIRME LA PERTE DE HUAMBO

L'UNITA a confirmé, le lundi 9 février, la perte de sa capitale Huambo (anciennement Nova-Friburgo) annoncée la veille par le M.P.L.A. (le Monde du 10 février). Le secrétaire aux affaires étrangères du gouvernement de coalition UNITA-F.N.L.A. a déclaré qu'une « force de six mille Cubains, disposant d'une supériorité écrasante et appuyée par soixante-dix blindés, vingt hélicoptères et des lance-missiles », était entrée dans la ville, entraînant la garnison, après de violents combats, à se replier plus à l'est. Il a, à nouveau, envisagé un « retour à la guérilla » à Huambo, seconde ville d'Angola, à une population de trois cent mille personnes. Le M.P.L.A. approchait de Benguela, dont le radio aurait cessé d'émettre, et de Lobito. Sur le front nord, le F.N.L.A. a perdu le contrôle de Santo-Antonio-du-Zaire, dernière ville qu'il détenait.

● A LONDRES, où aucune confirmation de l'expulsion de quatre mercenaires britanniques n'a été obtenue mardi (le Monde du 10 février), M. Wilson a déclaré qu'il n'a connaissance « d'un nombre très important » de mercenaires ayant été tués en opérations. Un recruteur de mercenaires résidant à Kinshasa a assuré, pour sa part, que des membres des « forces spéciales » américaines entraînaient des soldats sahraouis.

● A LAGOS, où il était en visite le premier ministre guinéen a déclaré lundi que des troupes de Conakry combattaient aux côtés du M.P.L.A.

● A OTTAWA, les Communautés ont adopté à l'unanimité une motion réclamant le retrait d'Angola de toutes les forces étrangères.

● A LUSAKA, deux photographes français, MM. Alain Chevrières et Jean Larnaudie de Ferland, ont été libérés après avoir été détenus durant près de deux mois par l'UNITA. Ils avaient quitté Huambo dimanche en fin d'après-midi, peu avant la chute de la ville. — (A.F.P., A.P., Reuters.)

LA CRISE DU SAHARA OCCIDENTAL

Rabat a accepté une rencontre des ministres algérien et marocain des affaires étrangères

« Le Maroc ne s'assurera jamais de la région des possibilités économiques qui, mises ensemble, peuvent lui donner une prospérité et un poids utiles en Méditerranée et en Afrique. Si ces deux régions sont occupées par des dirigeants algériens, alors il y a matière à discussion. Mais pas d'autodétermination. Pas de modification de la carte marocaine. » Le ministre marocain devait faire remarquer un peu plus tard que l'accord de Rabat, signé en 1973 par l'Algérie et le Maroc, liait le problème des frontières à celui de l'exploitation en commun des gisements de fer de Gara-Melouk et que cette partie du traité n'a pas encore connu de début d'application. Il a démenti cependant avec vigueur l'existence d'un lien quelconque entre le problème des frontières et la question du Sahara occidental. « L'Algérie défend son droit à un principe, a-t-il déclaré. Il ne s'agit pas de mise en cause d'un traité. »

M. Benkhima a exclu l'idée d'une rencontre « au sommet » algéro-marocaine à propos du Sahara. « Une rencontre au niveau des chefs d'Etat est impossible. Si un contrat de l'Etat n'est pas une entente, il faudra en conclure que le « sommet » n'est pas pour demain. »

Le ministre marocain a aussi affirmé que « personne n'avait l'intention d'attaquer la révolution algérienne ». Interrogé sur les réactions algéro-marocaines, il a répondu qu'elles étaient « excellentes », car elles ne sont pas basées sur l'idéologie. Il a enfin démenti l'Algérie le droit de « se parer du nom de non-alignement » et de mettre ce mouvement au service d'une « cause égoïste ». Le président Bourdieu ayant été porté à la présidence, ce n'est pas la conférence d'Alger « par courtoisie ».

M. Ahmed Tahbi Benkhima, qui fait à Paris une visite privée, a reçu au soir la grande médaille de vermeil de la Ville de Paris, qui lui a été remise par M. Bernard Lafay, président du Conseil de la capitale, au cours d'un dîner offert à son arrivée par l'ambassadeur du Maroc à Paris.

Tchad

UNE OPÉRATION DE COMMANDO AURAIT ÉTÉ ENVISAGÉE POUR LIBÉRER Mme CLAUSTRE

Une opération de commando avait été prévue en juillet dernier pour libérer Mme Françoise Claustre au Tibesti, révèle lundi 9 février à Paris, M. Raymond Thiry, en présence de son avocat, M. Thiry-Vignancour. M. Thiry a déclaré avoir effectué, le 14 juillet 1975, une première livraison d'armes embarquée à bord de son DC-4 à Accra (Ghana), à la demande de M. Pierre Claustre, qualifié par M. Thiry-Vignancour de « chef d'état-major » d'Elissen Habré, devait être suivi de quatre autres rotations, à encore dit M. Thiry. Toutefois, le DC-4, à la suite d'un atterrissage forcé, fut retenu au Niger. Le pilote, qui avait loué, se voit réclamer 1 million de francs. M. Thiry-Vignancour a déclaré au cours de la conférence de presse que, selon le chef de cabinet du ministre de la coopération, le dossier de l'affaire Claustre « se trouve maintenant entre les mains du chef d'Etat ».

Haute-Volta

LES CIVILS DEVIENNENT MAJORITAIRES AU SEIN DU GOUVERNEMENT

Ouagadougou (A.F.P.). — Le gouvernement togolais a été profondément remanié, lundi 9 février, au sein duquel la représentation « civile » est passée de dix militaires dans la précédente équipe ministérielle en place depuis le 11 février 1974, à dix civils. Parmi les nouveaux représentants de l'armée, le général Lamizana, chef de l'Etat, reste chef du gouvernement, mais abandonne le portefeuille de la justice, qui est confié à M. François-Xavier Zongo. Les titulaires de la défense nationale, de l'éducation nationale, du commerce et des finances, ainsi que des travaux publics restent les mêmes.

Aux affaires étrangères, M. Alfred Kabore succède au chef de bataillon Saye Zerbo. Aux finances, l'intendant militaire Tiémoko Diarra remplace le place à l'intendant militaire Sanfo Mamadou. A l'information, M. Emilie Bassano remplace le lieutenant-colonel Jean Bille Zagra.

Le ministère de l'intérieur et de la sécurité est confié au commandant Gabriel Sime Yorgnan, officier très populaire dans l'armée. La nomination au ministère de la fonction publique et du travail du secrétaire général de l'Union syndicale des travailleurs voltaïques (U.S.T.V.), M. Zoumana Traore, devrait donner satisfaction aux syndicalistes.

Ce remaniement intervient après deux mois de crise ouverte entre l'ancien gouvernement militaire et les civils.

Les quatre centrales du pays (l'Union syndicale des travailleurs voltaïques, l'Organisation nationale des syndicats libres, la Confédération nationale des travailleurs voltaïques, et la Confédération syndicale voltaïque) avaient décidé, en décembre dernier, deux jours de grève générale et exigé la démission du gouvernement.

Cette démission avait été annoncée par le chef de l'Etat le 29 janvier.

CHEFS D'ENTREPRISE RETROUVEZ VOTRE APPÉTIT.

L'ÉLECTION DU PARLEMENT EUROPÉEN

Libres opinions

Un référendum pour une Europe indépendante

par GASTON PALEWSKI (*)

L'UN de mes premiers actes d'ambassadeur au Quirinal, après mon installation au palais Farnèse, fut la signature au nom de mon gouvernement des instruments de ratification du traité de Rome instituant la Communauté économique européenne. Cette signature s'accompagna d'une certaine solennité. Elle n'eut pas lieu au palais Chigi, qui était alors le siège du ministère italien des affaires étrangères avant de devenir celui de la présidence du conseil, mais au Capitole, dans une salle où par la fenêtre on pouvait voir le spectacle majestueux de la ville que le Saint-Père béni chaque dimanche urbi et orbi.

Dans quelle mesure le Parlement européen est-il stipulé par ce traité de Rome ? Il est vrai qu'en son article 138 celui-ci institue une assemblée constituée par des membres délégués par les Parlements nationaux et que l'article 3 de cet article prévoit que « l'Assemblée élabore des projets en vue de permettre l'élection au suffrage universel direct selon une procédure uniforme dans tous les Etats membres ». Les dispositions prises en vertu de ces projets devront, déclare l'article 4, recueillir l'agrément unanime du conseil qui aura pour leur mise en application à se retourner vers les Etats membres.

Ainsi, il est certain qu'à partir de l'assemblée formée par les délégués des Assemblées nationales, le traité prévoit les modalités d'un processus à l'issue duquel un véritable Parlement pourra être élu au suffrage universel.

Mais il est évident que l'évolution qui doit amener à cet acte important, doit être conforme aux principes insérés par le traité et notamment au « rapprochement progressif des politiques économiques des Etats membres », prévu, entre autres, à l'article 2 du traité du 25 octobre 1957.

Or à quel avènement assisté depuis ces dernières années, sinon à l'impossibilité évidente de resserrer les liens unissant les Etats membres. Jamais, dans le domaine financier, l'anarchie n'a été plus totale. Jamais, dans le domaine commercial, les effets monétaires de cette anarchie n'ont été plus dommageables. Jamais les inconvénients politiques de cette anarchie n'ont été plus évidents. Jamais il n'y a eu, — tout au moins jusqu'à la conférence de la Jambou, — de divorce aussi éclatant entre une France décidée à construire une Europe indépendante des Etats-Unis et des partenaires qui placent avant tout le souci de la plus grande solidarité possible avec ces mêmes Etats-Unis d'Amérique. Ajoutons que, sur un autre plan, rien n'est fait pour préparer véritablement une défense européenne autonome et qui puisse garantir notre sécurité dans l'indépendance.

Dans ces conditions, on est fondé à penser que l'adoption du projet d'élection d'un Parlement au suffrage universel, s'il est conforme à la lettre, est contraire à l'esprit même du traité.

Mais, ne dira-t-on raison de plus. Ne voyez-vous pas que la volonté exprimée par les Européens constitue une base solide qui permettra aux gouvernements de résister aux impératifs contradictoires avec les véritables intérêts de l'Europe ?

Est-ce vraisemblable ? Certes, je ne vois pas de avantages à ce que soit décidé un référendum européen, permettant l'expression d'une volonté populaire quant à la construction d'une Europe économiquement, financièrement, militairement, diplomatiquement et politiquement indépendante.

Mais il ne s'agit nullement de cela. Il est bien probable qu'un référendum relatif à l'élection d'un Parlement au suffrage universel serait positif, les électeurs votant toujours la possibilité qui leur est offerte de désigner des élus. Mais une fois ces élus désignés (dans des conditions qui posent d'ailleurs de graves problèmes), que se passera-t-il ? Ces parlementaires, qui seront harangués dans des langues différentes, ce qui rendra difficile la naissance d'un état d'esprit commun, et se grouperont vraisemblablement par parti et non par nationalité, ne pourront guère exercer plus d'action sur leurs gouvernements respectifs que n'en exercent actuellement les membres des Assemblées nationales. Ceux-ci, en contact direct avec leurs électeurs dont ils sont le reflet, dans une question aussi décisive pour ces derniers que la monnaie, n'ont pu obtenir, de leurs gouvernements la moindre velléité d'indépendance vis-à-vis d'une politique qui soumet l'Europe depuis plusieurs années à une inflation de plus en plus galopante. Noyés dans un Parlement multinational, que pourront-ils obtenir de plus ?

Tout cela n'est ni raisonné ni raisonnable. Le référendum sur une « Europe européenne » ? D'accord ! Mais l'élection d'un Parlement européen au suffrage universel ne menace-t-elle pas de soumettre la France à la loi de la majorité, alors que nous avons été jusqu'ici les seuls à défendre l'aspiration européenne à l'indépendance, condition nécessaire de l'équilibre diplomatique, c'est-à-dire de la paix ?

(*) Ancien président du Conseil constitutionnel.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Un accord de coopération va être négocié entre la C.E.E. et le Canada

(De notre correspondante)

Bruxelles. — (Communautés européennes). — Le conseil des ministres des affaires étrangères des Neuf qui s'est réuni le 9 février à Bruxelles s'est prononcé en faveur de l'ouverture de négociations sans préalable et dans les meilleurs délais en vue de l'adhésion de la Grèce au Marché commun (lire le Bulletin de l'étranger en première page).

Auparavant, le conseil avait donné le feu vert à la Commission pour engager des négociations en vue de la conclusion d'un accord de coopération entre la Communauté et le Canada. Les Neuf ont délibéré une fois encore des modalités de l'élection du Parlement européen au suffrage direct. Ils restent divisés sur le nombre de sièges à attribuer à chaque Etat membre.

Enfin, les ministres des affaires étrangères ont approuvé le mandat à confier aux représentants de la Communauté pour engager les discussions, à partir du 11 février, au sein des quatre commissions créées par la conférence Nord-Sud.

Interrogé sur le projet de « directive européenne » que l'on prête à l'élusé, M. Gaston Thorm s'est montré très sceptique. « Je suis attaché aux principes communautaires, et je ne vois

pas comment un directoire pourrait nous tirer des difficultés actuelles. La question est de savoir si des grands pays pourraient accepter qu'on parle en leur nom, alors qu'ils ne participeraient pas à ce directoire », a précisé M. Thorm. — Ph. L.

LES PARTICIPANTS AU « SOMMET » FRANCO-ALLEMAND

Le président de la République sera accompagné au « sommet » franco-allemand, qui se tiendra près de Nice jeudi 12 et vendredi 13 février, par M. Chirac, premier ministre, les deux ministres d'Etat, MM. Fontanet, ministre de l'intérieur, et Lecanuet, ministre de la justice, MM. Sauvagnargues (affaires étrangères), Fontanet (économie et finances), Bonnet (agriculture), d'Ornano (industrie et recherche) et du secrétaire d'Etat, M. André Rosé (portefeuille du gouvernement).

Le chancelier Helmut Schmidt sera accompagné du vice-chancelier, M. Genscher (affaires étrangères), de MM. Mainhoter (intérieur), Apel (économie), Friderichs (finances), Ertz (agriculture), Mathofer (recherche), de M. Schütz, maître de Berlin-Ouest, coordonnateur pour l'éducation, et de M. Grunewald, porte-parole du chancelier.

CRÉATION D'UN COMITÉ POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE

Un certain nombre de personnalités ont décidé de se concerter pour lancer un « mouvement pour l'indépendance nationale ». Elles estiment : « Devant la grave menace que fait peser sur l'avenir de la nation française le projet de révision du traité de Rome, direct d'un « Parlement européen » qui se dotera inéluctablement d'une autorité suprême, selon les vœux du rapport Tindemans, il est indispensable que soient dépassées les barrières politiques du moment, pour que se constitue un « comité d'action pour l'indépendance nationale » sur les bases les plus larges. »

Parmi les signataires figurent : M. André Astoux, le professeur Georges-Albert Astoux, le Père Maurice Barthe, M. Michèle Beauvillier, le général François Binchois, compagnon de la Libération, le colonel Jean-Pierre Bissy, M. Jacques Bouchacourt, ancien député, U.D.R., Claude Bourdet, membre fondateur du C.N.R., Mme René Clément, M. Jean Charbonnet, ancien ministre, Yves Chollière, Robert Clap, président du Comité national des gaullistes pour le 8 mai, Jacques Debbé-Bridel, directeur de la rédaction de l'« Europe », le professeur Philippe Devillers, le commandant Jean Richenbaum, secrétaire général des anciens de Normandie-Niemen, le général P.-M. Gallio, M. Olivier Germain-Thomé, directeur de l'Appel, Pierre Godéroy, député apparenté U.D.R., Frédéric Grédel, ancien directeur de Notre République, Michel Jansiguet, secrétaire national du Mouvement de la Paix, le colonel Albert Lecrivain-Berthe, ancien député, Mme M. Vincent Montell, Jacques de Montalieu, ancien rédacteur en chef de la Nation, Georges Monaron, directeur de l'« Europe », Philippe de Saint-Robert, le colonel Jacques Saur, le commandant Roland Tardieu, compagnon de la Libération.

Les nouvelles signatures sont à adresser au Comité d'initiative, 15, rue des Barres, 75004 Paris.

L'ÉLECTION DU PARLEMENT EUROPÉEN

Le rapport Tindemans

L'aide de l'Europe aux régions françaises

Hendrick BEUGMANS
Michel COINTAT
Philippe SAINT-MARC
Robert TOULEMON
Pierre URI

Dans le numéro de février de

30 JOURS D'EUROPE

La vie quotidienne de 260 000 000 d'Européens.

GRATUIT

Si vous voulez recevoir gratuitement 30 JOURS D'EUROPE pendant 3 mois envoyez ce bon

61, rue des Belles-Feuilles
Paris 16^e

NOM _____

RUE _____

VILLE _____

La Pompadour
NOUVELLE COLLECTION
JERSEY
robes, ensembles, manteaux
tailleurs-pantalons, turtiques
FEMMES FORTES
du 42 au 60
32 bis, Bd HAUSMANN
M^e Chassie d'Antin

L'école et la nation
168, Rue du TEMPLE - PARIS 75003 - Tél. 277.35.22
N° 258 FÉVRIER 1976 le numéro : 8 F
LA MORALE EN RÉVOLUTION
Quelques réflexions (Ludovic Séve) - Interviews de MM. Michel Bond (M. France), Yves Calais (Parisienne Université), Pierre Omnes (G.P.E.N.), d'enseignants, d'élèves - La morale à l'école (Daniel Schwarz) - La morale en révolution (Guy Basse) - Parmi d'autres articles pas de politique scolaire en soi (Maurice Perce) - Le rapport pédagogique est-il opposé ? (Jacques Beauvais) - Influence de la nutrition sur le développement du cerveau (Pr E. Seltz).
Revue mensuelle du P.C.F.
Abonnement 1 an (10 numéros) : 70 F. - Étrangers, normaliens, retraités : 80 F. - Étranger : 85 F.

la baisse de tonus des vendeurs ?
Non, ce n'est pas grave si c'est traité à temps
Pour redonner le goût de l'action à vos représentants :
Cure de technique de vente 2 jours : 8 et 9 mars 1976 à Paris.
Inscription dans l'ordre des réservations. Nombre de places limité.
Informations : Monique Garnier 523.35.13
FRANCE MARKETING 54, rue des Petites-Écuries, 75010 Paris

Vient de paraître
LA GUYANE
n° 558 - L'exemplaire : 15 francs
Une série de sept études sur l'état actuel et les possibilités des différents secteurs, le plan de mise en valeur, précédée d'une interview de M. Stin, Secrétaire d'Etat aux D.O.M.-T.O.M.
Parmi les précédents numéros :
- Mauritanie : 15 ans d'indépendance - n° 549 - 18 F.
- Cameroun : perspectives des 5 prochaines années - n° 548 - 18 F.
- L'Afrique d'expression française et Madagascar (15^e édition) - n° 544 - 62 F.
Des documents originaux de la revue « Europa Outremer »,
6, rue de Bassano - 75110 PARIS - Tél. : 720.23.94 - C.C.P. Paris 361-57.

L'Amérique de votre choix



avec LOFTLEIDIR

Quelle que soit votre destination finale aux Etats-Unis, profitez des tarifs transatlantiques **LOFTLEIDIR**, particulièrement intéressants sur New York ou Chicago :

- vol quotidien New York aller-retour. F. 1.367 (*)
- 2 fois par sem. Chicago aller-retour. F. 1.622 (*)

vous pourrez ainsi utiliser les "tarifs Visit USA" au départ de New York ou Chicago vers la ville américaine de votre choix.

Demandez à votre agent de voyages de vous parler aussi des forfaits **New York**, de 4 à 21 jours, à partir de F. 1.690 comprenant le transport aller-retour Luxembourg New York en Jet Loftleidir et le séjour à l'hôtel Century Paramount (lic. 345 A).

(*) tarif excursion 22/45 jours ou F. 1.644 pour New York et F. 1.991 pour Chicago, excursion 1/21 jours, sans minimum de séjour.

De même, le toujours très populaire "Tour Auto" : transport Jet + voiture "Avis" en kilométrage illimité + hébergement Chaine Travelodge (par ex. F. 2.210 par personne pour une semaine sur la base de 4 personnes) lic. 345 A.

Pour tout renseignement et documentation, adresser ce coupon à

**LOFTLEIDIR
ICELANDIC**

32, rue du 4-Septembre
75002 Paris
tél. 073.75.42 - 742.52.26

Nom _____
Adresse _____

ou interrogez
votre agent de voyages,
il nous connaît bien !

EUROPE

LES SUITES DE L'AFFAIRE LOCKHEED

Aux Etats-Unis

La sous-commission du Sénat américain est décidée à coopérer avec les enquêteurs étrangers

Le cabinet de coalition néerlandais a décliné pendant deux heures et demie, lundi 9 février, la demande de l'enquête américaine sur l'affaire du million de dollars que la compagnie américaine Lockheed lui aurait versé à titre de « pot de vin » pour la vente des appareils Starfighter (le Monde du 9 février). On pense que l'enquête durera environ six semaines. Les réactions de la presse néerlandaise devant le scandale qui menace la maison royale, sont, dans l'ensemble, très mesurées. Seul de tous les journaux, le quotidien catholique de gauche *De Volkskrant* mentionne l'éventualité d'une abdication de la reine Juliana au profit de la princesse héritière Beatrix.

A Morges, en Suisse, M. Fritz Wollmar, directeur général du Fonds mondial de la nature (World Wildlife Fund), dont le prince Bernhard est l'un des principaux animateurs, a déclaré, lundi à la presse que le prince avait apporté une contribution personnelle de 10 000 dollars au Fonds, comme les autres membres du « Comité des mille et un », un groupe de personnalités internationales qui financent l'organisation.

A Bonn, M. Klaus Boelling, secrétaire d'Etat à l'Information, a déclaré que le gouvernement d'Allemagne fédérale n'a actuellement aucun motif sérieux d'engager une enquête sur les rumeurs selon lesquelles Lockheed aurait distribué 8 000 dollars à diverses personnalités politiques. On rappelle cependant dans la capitale fédérale que l'actuel ministre de la défense, M. Georg Leber, a chargé, au début du mois, un haut fonctionnaire de son ministère de s'informer à Washington sur l'affaire.

A Stockholm, le quotidien *Dagens Nyheter* indique que le directeur de l'Agence Lockheed à Paris, M. Robert Hanson, est arrivé dimanche dans la capitale suédoise « pour lever de tout soupçon » le chef de l'armée de l'air, le général Dick Stenberg, qui a été, lui aussi, cité par les dirigeants de Lockheed comme l'un des bénéficiaires de leurs libéralités. Le général Stenberg a cependant fait savoir que le voyage officiel qu'il devait faire aux

Etats-Unis sur l'invitation de son homologue américain « pourrait être remis ».

Le commandant Bernard Smith, directeur des opérations de vol de la Cathay Pacific Airways, a démissionné. La compagnie explique qu'il s'est avéré, après enquête, qu'il avait reçu, en novembre 1974, 80 000 dollars de la société Lockheed.

A Washington, la sous-commission sénatoriale d'enquête sur les sociétés multinationales devant laquelle les dirigeants de Lockheed ont fait leurs révélations, a annoncé qu'elle coopérerait avec les enquêteurs étrangers.

Le président de la sous-commission, le sénateur démocrate Frank Church, s'est déjà entretenu avec des représentants de l'ambassade des Pays-Bas à Washington.

La sous-commission se réunira le 17 février pour décider de la publication éventuelle de documents sur ces affaires. Le porte-parole de la sous-commission a déclaré que cette publication n'était pas certaine. Parmi ces documents, figureraient le Journal du représentant de Lockheed à Bonn dans les années 60, M. Ernest Eissner, dont des extraits avaient été publiés l'année dernière par le *Wall Street Journal*. — (A.F.P., Reuter.)

Etats-Unis sur l'invitation de son homologue américain « pourrait être remis ».

Le commandant Bernard Smith, directeur des opérations de vol de la Cathay Pacific Airways, a démissionné. La compagnie explique qu'il s'est avéré, après enquête, qu'il avait reçu, en novembre 1974, 80 000 dollars de la société Lockheed.

A Washington, la sous-commission sénatoriale d'enquête sur les sociétés multinationales devant laquelle les dirigeants de Lockheed ont fait leurs révélations, a annoncé qu'elle coopérerait avec les enquêteurs étrangers.

Le président de la sous-commission, le sénateur démocrate Frank Church, s'est déjà entretenu avec des représentants de l'ambassade des Pays-Bas à Washington.

La sous-commission se réunira le 17 février pour décider de la publication éventuelle de documents sur ces affaires. Le porte-parole de la sous-commission a déclaré que cette publication n'était pas certaine. Parmi ces documents, figureraient le Journal du représentant de Lockheed à Bonn dans les années 60, M. Ernest Eissner, dont des extraits avaient été publiés l'année dernière par le *Wall Street Journal*. — (A.F.P., Reuter.)

A Stockholm, le quotidien *Dagens Nyheter* indique que le directeur de l'Agence Lockheed à Paris, M. Robert Hanson, est arrivé dimanche dans la capitale suédoise « pour lever de tout soupçon » le chef de l'armée de l'air, le général Dick Stenberg, qui a été, lui aussi, cité par les dirigeants de Lockheed comme l'un des bénéficiaires de leurs libéralités. Le général Stenberg a cependant fait savoir que le voyage officiel qu'il devait faire aux

Etats-Unis sur l'invitation de son homologue américain « pourrait être remis ».

Le commandant Bernard Smith, directeur des opérations de vol de la Cathay Pacific Airways, a démissionné. La compagnie explique qu'il s'est avéré, après enquête, qu'il avait reçu, en novembre 1974, 80 000 dollars de la société Lockheed.

A Washington, la sous-commission sénatoriale d'enquête sur les sociétés multinationales devant laquelle les dirigeants de Lockheed ont fait leurs révélations, a annoncé qu'elle coopérerait avec les enquêteurs étrangers.

Le président de la sous-commission, le sénateur démocrate Frank Church, s'est déjà entretenu avec des représentants de l'ambassade des Pays-Bas à Washington.

La sous-commission se réunira le 17 février pour décider de la publication éventuelle de documents sur ces affaires. Le porte-parole de la sous-commission a déclaré que cette publication n'était pas certaine. Parmi ces documents, figureraient le Journal du représentant de Lockheed à Bonn dans les années 60, M. Ernest Eissner, dont des extraits avaient été publiés l'année dernière par le *Wall Street Journal*. — (A.F.P., Reuter.)

A Stockholm, le quotidien *Dagens Nyheter* indique que le directeur de l'Agence Lockheed à Paris, M. Robert Hanson, est arrivé dimanche dans la capitale suédoise « pour lever de tout soupçon » le chef de l'armée de l'air, le général Dick Stenberg, qui a été, lui aussi, cité par les dirigeants de Lockheed comme l'un des bénéficiaires de leurs libéralités. Le général Stenberg a cependant fait savoir que le voyage officiel qu'il devait faire aux

Etats-Unis sur l'invitation de son homologue américain « pourrait être remis ».

Le commandant Bernard Smith, directeur des opérations de vol de la Cathay Pacific Airways, a démissionné. La compagnie explique qu'il s'est avéré, après enquête, qu'il avait reçu, en novembre 1974, 80 000 dollars de la société Lockheed.

A Washington, la sous-commission sénatoriale d'enquête sur les sociétés multinationales devant laquelle les dirigeants de Lockheed ont fait leurs révélations, a annoncé qu'elle coopérerait avec les enquêteurs étrangers.

En Italie

Mis en cause, le ministre de l'intérieur demande à ne pas figurer dans le nouveau gouvernement

De notre correspondant

Rome. — Survenant en pleine crise gouvernementale et après des révélations sur la « finance » par la C.I.A. de partis politiques, voire de l'ancien chef des services secrets, le scandale Lockheed est particulièrement ressenti en Italie. Deux dirigeants du premier plan — M. Luigi Gui, ministre de l'intérieur (démocrate-chrétien), et Mario Tanassi, secrétaire du parti social-démocrate — sont accusés d'avoir reçu plus de 2 millions de dollars lorsqu'ils étaient titulaires du portefeuille de la défense, entre 1969 et 1971. Lockheed aurait cherché ainsi à faire acheter au gouvernement de Rome quatorze avions de transport du type Hercules 130. Selon les révélations publiées à Washington, cette somme serait allée, pour 65 %, aux partis respectifs de M. Gui et Tanassi lesquels se déclarent l'un et l'autre, diffamés.

La presse italienne ne prend plus aucune précaution pour exposer cette affaire dans tous ses détails. Le quotidien de Rome, *Il Messaggero*, va jusqu'à affirmer que les prix de base des avions de Lockheed avaient été augmentés pour permettre aux « commissions » de croquer en conséquence. Ces appareils, qui ont un rayon

d'action de 7 000 kilomètres, ne correspondraient d'ailleurs ni aux besoins de l'armée italienne ni à ceux de l'O.T.A.N.

Les journaux comparent la timidité des réactions enregistrées à Rome avec les enquêtes aussitôt ouvertes dans d'autres pays. Rappelant compte des informations publiées le 9 février à La Haye, la *Stampa* écrit : « Cette nouvelle n'a même pas besoin de commentaire : elle nous donne la mesure de la honte dans laquelle l'Italie est tombée ». Le quotidien turinois se montre moins sévère ce 10 février en notant que le ministre de l'intérieur a demandé au président du conseil désigné de ne pas figurer dans son nouveau gouvernement. Tout en proclamant son innocence, M. Gui estime en effet qu'un ministre ne peut rester à son poste avec le poids d'une telle accusation, même si elle est injuste.

A la demande du ministre, les documents parvenus de Washington ont été transmis à la magistrature. Celle-ci sera néanmoins obligée de s'en saisir au profit d'une commission parlementaire qui n'a pas son pareil pour enterrer les dossiers.

ROBERT SOLÉ.

La sous-commission se réunira le 17 février pour décider de la publication éventuelle de documents sur ces affaires. Le porte-parole de la sous-commission a déclaré que cette publication n'était pas certaine. Parmi ces documents, figureraient le Journal du représentant de Lockheed à Bonn dans les années 60, M. Ernest Eissner, dont des extraits avaient été publiés l'année dernière par le *Wall Street Journal*. — (A.F.P., Reuter.)

A Stockholm, le quotidien *Dagens Nyheter* indique que le directeur de l'Agence Lockheed à Paris, M. Robert Hanson, est arrivé dimanche dans la capitale suédoise « pour lever de tout soupçon » le chef de l'armée de l'air, le général Dick Stenberg, qui a été, lui aussi, cité par les dirigeants de Lockheed comme l'un des bénéficiaires de leurs libéralités. Le général Stenberg a cependant fait savoir que le voyage officiel qu'il devait faire aux

Etats-Unis sur l'invitation de son homologue américain « pourrait être remis ».

Le commandant Bernard Smith, directeur des opérations de vol de la Cathay Pacific Airways, a démissionné. La compagnie explique qu'il s'est avéré, après enquête, qu'il avait reçu, en novembre 1974, 80 000 dollars de la société Lockheed.

A Washington, la sous-commission sénatoriale d'enquête sur les sociétés multinationales devant laquelle les dirigeants de Lockheed ont fait leurs révélations, a annoncé qu'elle coopérerait avec les enquêteurs étrangers.

Le président de la sous-commission, le sénateur démocrate Frank Church, s'est déjà entretenu avec des représentants de l'ambassade des Pays-Bas à Washington.

La sous-commission se réunira le 17 février pour décider de la publication éventuelle de documents sur ces affaires. Le porte-parole de la sous-commission a déclaré que cette publication n'était pas certaine. Parmi ces documents, figureraient le Journal du représentant de Lockheed à Bonn dans les années 60, M. Ernest Eissner, dont des extraits avaient été publiés l'année dernière par le *Wall Street Journal*. — (A.F.P., Reuter.)

A Stockholm, le quotidien *Dagens Nyheter* indique que le directeur de l'Agence Lockheed à Paris, M. Robert Hanson, est arrivé dimanche dans la capitale suédoise « pour lever de tout soupçon » le chef de l'armée de l'air, le général Dick Stenberg, qui a été, lui aussi, cité par les dirigeants de Lockheed comme l'un des bénéficiaires de leurs libéralités. Le général Stenberg a cependant fait savoir que le voyage officiel qu'il devait faire aux

Etats-Unis sur l'invitation de son homologue américain « pourrait être remis ».

Le commandant Bernard Smith, directeur des opérations de vol de la Cathay Pacific Airways, a démissionné. La compagnie explique qu'il s'est avéré, après enquête, qu'il avait reçu, en novembre 1974, 80 000 dollars de la société Lockheed.

A Washington, la sous-commission sénatoriale d'enquête sur les sociétés multinationales devant laquelle les dirigeants de Lockheed ont fait leurs révélations, a annoncé qu'elle coopérerait avec les enquêteurs étrangers.

Aux Pays-Bas

Le procès des pots-de-vin du « marché du siècle » s'est ouvert à Amsterdam

Correspondance

Amsterdam. — La société Dassault a-t-elle ouï son assésé de deux députés parlementaires néerlandais au moment où la bataille pour le « marché du siècle » faisait rage ? Le tribunal d'Amsterdam devra répondre à cette question au terme d'un procès qui a débuté le lundi matin 9 février dans la capitale néerlandaise.

Au banc des accusés, il n'y a qu'un homme : M. Jan Botterman, représentant aux Pays-Bas, depuis longtemps, l'O.F.E.M.A. (l'Office français d'exportation de matériel aéronautique) et donc, surtout, de la firme Dassault. Au printemps et en août 1974, il aurait offert des pots-de-vin à deux parlementaires néerlandais, MM. Piet Dankert (socialiste) et George Keja (libéral), membres de la commission de la défense, pour qu'ils usent de leur influence en faveur de l'avion français Mirage F1-M53.

Quatre pays de l'O.T.A.N., la Belgique, la Norvège, le Danemark et les Pays-Bas, étaient obligés de remplacer leurs avions de combat (généralment des *Starfighter* américains) qui, après quinze ans de service, et beaucoup d'accidents, étaient devenus des pièces de musée. Les quatre pays avaient décidé d'ouvrir ensemble pour des raisons d'économie et de standardisation, il s'agissait donc d'un marché énorme : au moins trois cent cinquante appareils représentant 15 milliards de francs actuels. Quatre sociétés aéronautiques s'engageaient dans ce que le monde appelle d'ores et déjà la bataille pour le « marché du siècle » : Northrop et General Dynamics (toutes deux américaines), Saab-Scania (suédoise) et Dassault (française). A l'époque, les observateurs estimaient que La Haye jouait le rôle principal dans cette affaire, et les Français, en particulier, misaient quasiment tout sur la Hollande. Non seulement les Néerlandais étaient l'un des plus gros clients (plus de cent appareils), mais, dans le passé, La Haye avait été l'une des capitales les plus atlantistes en Europe.

Convertir La Haye à une solution européenne (à la française, bien entendu), c'était faire une brèche commerciale et politique dans la quasi-hégémonie américaine. Avec le nouveau ministre néerlandais de la défense, le brillant M. Henk Vredeling, un Européen passionné, les Français semblaient bien placés pour réussir leur opération.

Si Paris avait bien voulu faire quelques concessions à l'O.T.A.N. — rejoindre l'Euro-groupe par exemple

— le Mirage aurait peut-être battu le F-16 américain qui, il y a quelques mois, a finalement été choisi par les quatre pays.

Il y a deux ans, on n'en était pas encore là. La Haye était la plaque tournante d'un combat extraordinaire qui se déroulait dans les salons feutrés du Parlement néerlandais. Après les dernières révélations de Lockheed, on ne s'étonne plus des armes qu'on a pu employer alors pour cette bataille à coups de milliards.

En septembre 1974, des informations publiées par le *Monde* faisaient grand bruit aux Pays-Bas : M. Botterman, le représentant de l'O.F.E.M.A., aurait offert 24 millions de francs au député socialiste M. Piet Dankert, après un déjeuner avec M. Pierre François, à l'époque secrétaire général de la firme Dassault. M. Dankert connaissait bien M. Pierre

François. Il était européen. Peut-être même partisan du Mirage pour la même raison que le ministre de la défense, M. Vredeling, socialiste lui aussi : il comptait amener la France à réintégrer petit à petit les organismes de l'O.T.A.N. L'avis de M. Dankert, jeune parlementaire très en vue et l'un des rares experts en matière de défense, pouvait peser d'un grand poids.

L'autre député mis en cause, M. Keja, se souvint tout à coup, lorsque éclata le scandale, que M. Botterman lui avait offert 50 000 francs. M. Botterman déclara à la presse qu'il avait voulu, à titre privé, verser cette somme dans la caisse du parti libéral (V.V.D.).

Ce procès, très attendu, prend un relief particulier au moment où le prince Bernhard de Hollande, lui-même, n'est pas épargné par les insolents chevaliers du ciel.

PHILIP FRERIKS.

La sous-commission se réunira le 17 février pour décider de la publication éventuelle de documents sur ces affaires. Le porte-parole de la sous-commission a déclaré que cette publication n'était pas certaine. Parmi ces documents, figureraient le Journal du représentant de Lockheed à Bonn dans les années 60, M. Ernest Eissner, dont des extraits avaient été publiés l'année dernière par le *Wall Street Journal*. — (A.F.P., Reuter.)

A Stockholm, le quotidien *Dagens Nyheter* indique que le directeur de l'Agence Lockheed à Paris, M. Robert Hanson, est arrivé dimanche dans la capitale suédoise « pour lever de tout soupçon » le chef de l'armée de l'air, le général Dick Stenberg, qui a été, lui aussi, cité par les dirigeants de Lockheed comme l'un des bénéficiaires de leurs libéralités. Le général Stenberg a cependant fait savoir que le voyage officiel qu'il devait faire aux

Etats-Unis sur l'invitation de son homologue américain « pourrait être remis ».

Le commandant Bernard Smith, directeur des opérations de vol de la Cathay Pacific Airways, a démissionné. La compagnie explique qu'il s'est avéré, après enquête, qu'il avait reçu, en novembre 1974, 80 000 dollars de la société Lockheed.

A Washington, la sous-commission sénatoriale d'enquête sur les sociétés multinationales devant laquelle les dirigeants de Lockheed ont fait leurs révélations, a annoncé qu'elle coopérerait avec les enquêteurs étrangers.

Le président de la sous-commission, le sénateur démocrate Frank Church, s'est déjà entretenu avec des représentants de l'ambassade des Pays-Bas à Washington.

La sous-commission se réunira le 17 février pour décider de la publication éventuelle de documents sur ces affaires. Le porte-parole de la sous-commission a déclaré que cette publication n'était pas certaine. Parmi ces documents, figureraient le Journal du représentant de Lockheed à Bonn dans les années 60, M. Ernest Eissner, dont des extraits avaient été publiés l'année dernière par le *Wall Street Journal*. — (A.F.P., Reuter.)

Le P.S.R. pour de « tout »

GFC

DIRECTEUR DU DEPARTEMENT RECHANGE

120.000 F / 140.000 F an

DIRECTEUR de FILIALE FOURS INDUSTRIELS

120.000 F / 150.000 F an

RESPONSABLE DES VENTES

80.000 F an

DU 2 AU 14 FEVRIER

FOLLE QUINZAINE

DU TISSU D'AMEUBLEMENT

CHEZ BOUCHARA

PRIX DU METRE

8 F OTTOMAN IRREGULIER FRABIANNE ET COTON 130 cm. Offre tout-à-fait exceptionnelle 30 variantes.

13 F SATIN VISCOSE ET COTON 150 cm. Pour rideaux et couvre-lits. Nombreux coloris.

18 F VELOURS DRALON 130 cm. Qualité exceptionnelle 1^{er} choix 20 coloris.

38 F

SEUL BOUCHARA VOUS OFFRE LE TISSU D'AMEUBLEMENT A CE PRIX-LA !

CHAÎNE NATIONALE DE TISSU AU METRE

TISSUS BOUCHARA

54, Bd HAUSMANN - 24, CHAMPS-ÉLYSÉES - REPUBLIQUE - TERRES-VAUGIRARD - 5 centres commerciaux : PARY 2-VELIZY 2-ROSNY 2-BELLE PINE-CRETEL-SOLEIL - ET DANS TOUTE LA FRANCE.

مكتبة من الأصل

POLITIQUE

LA NOUVELLE REVUE DES DEUX MONDES

Président : JEAN JAUREGUE
FONDEUR EN 1929
FEBVRIER 1976
LE NUMÉRO 12.8

La gloire et la puissance	PIERRE ESCOFFIER	257
Le Seigneur du château	GEORGES GORSE	265
Le rite de Solange (Récit)	ROGER CAILLOIS	278
Une réforme électorale ?	GEORGES ALTSCHULER	283
L'Europe : passé et présent	JACQUES CHASTENET	286
L'utopie inséparable (I)	MAURICE SCHUMANN	300
Les villes nouvelles de la Région parisienne	LUCIEN LANIER	308
PORTRAITS ET SOUVENIRS :		
Les Flamands, ces incompréhensibles	JO GERARD	319
Serviteurs et maîtres	ANDRÉ DAVID	327
Energie, indépendance et défense (I)	JACQUES BALLEST	332
La crise de l'académisme	JEAN-FRANÇOIS ALLIBERT	344
Les Talmuds et le romantisme français	FRANÇOIS DE VAUX DE FOLETIER	348
AU PORTUGAL :		
(VI) La crise dévastée	RICHARD SINDING	359
Propos	GASTON PALEWSKI	364
La politique extérieure	FRANÇOIS SEYDOUX	379
La politique intérieure	JOSEPH BARSALOU	389
A l'Université	MARCEL GABILLY	392
	PASCAL ARRIENH	395

LES CHRONIQUES ET ESSAIS DE : PIERRE DE BOISDEFRE — PHILIPPE CHARABAT — ANDRÉ BOURN — GEORGES CHARENOL — PHILIPPE SENART — YVAN CRISTY — FÉLIX LOTY — PAULE FOUGERE — JEAN DE BRANCOVAN — ANTOINE GOLEA — ROGER REGENT — PIERRE AUDINET — JEAN-PIERRE ENRI — JACQUELINE DE CHENAY — RENE ELVIN — CLAUDE BOURILLON — CHARLES DEDEYAN — RENE PRIET — RENE DE CHAMBRUN — JACQUES DE RICCAUMONT — ROBERT DE SAINT JEAN.

15, RUE DE L'UNIVERSITE - PARIS-VII — Tél. 261.21.49

LE NUMÉRO DE FÉVRIER
SERA ENVOYÉ GRATUITEMENT SUR DEMANDE.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS CANTONALES

NOUVEAU RECOURS DU P.C.F. EN CONSEIL D'ÉTAT CONTRE LES DÉCOUPAGES

La fédération communiste du Val-d'Oise, après celle du Val-de-Marne (le Monde daté 2-9 janvier), annonce l'introduction d'un recours en Conseil d'État contre les découpages cantonaux opérés dans le département par le ministre de l'Intérieur. « Le découpage-charcutage des trois cantons d'Argenteuil ne vise, déclare-t-elle, qu'à troubler les électeurs, afin d'obtenir le maximum d'absentions dans trois cantons où, de toute façon, nous, communistes, obtenons 60 % des suffrages au minimum pour les élections cantonales. »

Le préfet du Val-d'Oise, M. Gilbert Corré, en décidant, le 5 février dernier, de ne pas faire voter, le 7 mars prochain, le canton d'Argenteuil-Centre, a affirmé M. Robert Montdargent, député (P.C.F.) du département, oblige M. Guy Wandel, conseiller général depuis 1973 de l'ex-canton d'Argenteuil-Centre, à se présenter dans un canton où il n'a jamais été candidat.

Le P.S.U. présentera des candidats inculpés de « tentative de démoralisation de l'armée »

Rendant compte au cours d'une conférence de presse des travaux de la direction politique nationale du P.S.U., qui s'est réunie samedi 7 et dimanche 8 février, à Paris, M. Michel Mousel, membre du secrétariat national, a précisé l'attitude que son parti adoptera pour les prochaines élections cantonales.

Après avoir regretté que les partis signataires du programme commun soient « obsédés par cette échéance avec toutes les conséquences que cela comporte pour leur combativité sur certains terrains », M. Mousel a indiqué que le P.S.U. manifesterait en cette circonstance une « présence sélective » principalement dans la région parisienne et « les cantons urbains ou ruraux, où cette présence peut aider au développement du parti ». Certains militants inculpés (ou même toujours détenus) à l'occasion de l'enquête sur la démoralisation de l'armée seront candidats, de même que de nombreux soldats : « Nous jouerons à fond le jeu du désistement au second tour en faveur

du candidat de gauche le mieux placé », a conclu M. Mousel.

Le P.S.U., qui déplore le peu d'empressement mis, selon lui, par les partis de gauche à défendre les militants inculpés pour « démoralisation de l'armée », espère ainsi profiter de la campagne électorale pour obliger les communistes et les socialistes à sortir d'un silence que cette campagne risquait au contraire de renforcer.

M. Valéry Giscard d'Estaing fera un voyage officiel en Alsace, dans le « Haut-Rhin » et dans les Vosges, à l'occasion de l'inauguration du tunnel routier de Saint-Marie-aux-Mines à la fin du mois de mars.

Le chef de l'État se rendra, d'autre part, début juillet, dans le Midi, où il assistera à une revue navale en Méditerranée. Cette revue rassemblera l'ensemble des bâtiments de la flotte de la Méditerranée ainsi que certains éléments de la flotte de l'Atlantique, soit environ trente-cinq bâtiments.

M. Jacques Soustelle, député réformateur du Rhône, demande à M. Couve de Murville, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, de convoquer au plus tôt cette commission. Il estime que « la gravité croissante des événements mondiaux, notamment en Afrique, rend nécessaire une audition de M. Soustelle, ministre des affaires étrangères, la représentation nationale ayant le droit et le devoir d'être informée par le gouvernement, même en dehors des sessions ».

Une association Corrèze-Avenir a été constituée à Brive à l'initiative de M. Jean Charbonnel, maître, ancien député U.D.R., en vue de « réagir contre la décadence de l'U.D.R. ». L'extension au niveau national de cette association — présidée par M. Flévet, ancien secrétaire du comité départemental U.D.R. — est envisagée afin de « rassembler tous les politiciens qui refusent d'être « giscardisés » ».

M. RICARD DONNE SA DÉMISSION DE MAIRE DE SIGNES

M. Paul Ricard a adressé vendredi 6 février, au préfet du Var, sa démission de maire de Signes (Var), fonctions qu'il occupait depuis 1972. M. Ricard a pris cette décision pour protester contre le refus de la direction départementale de l'équipement de délivrer un permis de construire pour deux chalets en éléments préfabriqués que la municipalité de Signes a fait construire afin d'y recevoir cinquante élèves chaque année.

Le conseil municipal avait pris le parti de construire ces deux chalets à la rentrée scolaire de septembre dernier pour faire face à un afflux d'élèves provoqué par l'arrivée de familles de techniciens et d'ouvriers chargés de la construction du canal de Provence. Il n'avait alors pas obtenu de permis de construire. La direction départementale de l'équipement a justifié son refus par « l'attente portée au site » par ces constructions. Le refus de permis de construire est le vingtième sur trente demandes formulées par la municipalité de Signes.

DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS

• ENVIRONNEMENT.

M. Jean-Paul Goussier, sous-préfet, est nommé chargé de mission au cabinet de M. Paul Goussier, secrétaire d'État auprès du ministre de la qualité de la vie, chargé de l'environnement. Mme Michèle Couvret est nommée chef de cabinet.

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

GFC

Groupement Français de Conseils
SPECIALISTES EN RECHERCHE D'HOMMES NOUVEAUX
FRANCE - USA - BRÉSIL
103, rue de la Pompe - 75116 PARIS

Une importante Société de Mécanique
recherche
**DIRECTEUR
du DÉPARTEMENT
RECHANGE**
130.000 F / 140.000 F an

32 ans minimum, Ingénieur ECP, AM ou équivalent.
Il animera un centre de profit important (C.A. 200 millions). Siège Région Parisienne.
Il dispose d'une bonne connaissance de la gestion des stocks industriels et de pièces de rechange.
Bon organisateur, il a un certain sens commercial, sait diriger une équipe et parle Anglais. Réf. 424

Société de Génie Thermique
recherche
**DIRECTEUR
de FILIALE
FOURS
INDUSTRIELS**
120.000 F / 150.000 F an

35 ans minimum, Ingénieur Diplômé il aura à animer et développer une activité à fort potentiel. Siège Région Parisienne.
Ayant déjà géré un centre de profit, il dispose de l'expérience d'une expérience dans la branche fours industriels. Réf. 430

Importante Société de grands crus de Bourgogne
recherche son
**RESPONSABLE
DES VENTES**
Région Parisienne et France Est / Sud Est
80.000 F an

Possibilité de promotion avant 2 ans au poste de Directeur Commercial.
Expérience dans les vins fortement souhaitée. Réf. 425

Écrire en précisant la référence
Il sera répondu à toutes les candidatures qui seront traitées de manière confidentielle

Un important groupe de
TP, Bâtiment, Génie Civil
(Siège PARIS)
recherche 3 cadres de haut niveau
Adjoint et futur
**DIRECTEUR
de l'EXPLOITATION**
200.000 F an +

35 ans minimum, Ingénieur Grande Ecole ECP, X, Ponts...
Il pourra s'exprimer au plus haut niveau dans les différents domaines d'intervention du groupe.
Il dispose d'une solide expérience de préférence acquise à un niveau opérationnel dans une grande entreprise de Travaux Publics.
Situation de grand avenir. Réf. 426

**DIRECTEUR
METHODES
ETUDES de PRIX**
200.000 F an

33 ans minimum, Ingénieur diplômé d'est-essentiellement un grand créateur Technique.
Il dispose nécessairement d'une expérience bureau d'études et d'une certaine connaissance des problèmes de chantiers. Réf. 427

**INGENIEUR
GENIE CIVIL**
150.000 F an

chargé de la
DIRECTION des TRAVAUX
d'un gros chantier situé au sud de la région parisienne.

35 ans minimum, Ingénieur Grande Ecole d'est un homme de synthèse et de décision.
Il dispose d'une solide expérience en Génie Civil. Réf. 428

Entrez dans le monde merveilleux de la chevalerie et apprenez à lire le langage des armoiries



avec la réimpression du rare livre héraldique LE BLASON DES ARMOIRIES de Hiérosme de Bara (Imprimé à Lyon par Barthélémy Vincent en 1581).

Il y a longtemps que je rêvais d'imprimer cet ouvrage sans rien modifier, en le reproduisant, afin de mettre ce livre rare et artistique à la portée d'amateurs qui apprécieront toute l'émotion qu'il y a à posséder un ouvrage imprimé voici 400 ans.

Fidèlement, j'ai tout reconstitué dans les moindres détails.
J'ai respecté les proportions, et même les légères défauts auxquels se reconnaît une édition originale. J'ai même laissé les « puces » ou « pétouilles » qui, apparues de temps en temps dans la typographie, car j'ai pensé qu'il était étonnant de conserver la trace des défaillances d'aujourd'hui qui font tout le charme des ouvrages anciens.

J'ai reproduit des centaines de gravures sur bois (très exactement 569), exécutées par de véritables artistes graveurs sur bois du XVI^e siècle, représentant les armoiries de tous les pays, et des plus grandes familles.
Que l'on aime à reconnaître et de connaître, avec clarté et précision, les règles particulières des couleurs, métaux, fourrures, et différents symboles qui entrent dans la construction des armoiries, de suivre l'ordre et les termes usités dans la science héraldique. En un mot, d'apprendre, en lisant simplement, les légendes sous les armoiries : la belle langue du blason.

De tout temps, les hommes braves ont en des signes de distinction pour se faire connaître. L'homme noble portait sur lui le droit de se faire leur pour son pays, pour Dieu, et le blason était son drapeau personnel. Autrefois, on

connaissait la vie d'un homme, la grandeur de sa famille, l'ancienneté d'une race, en déchiffrant les éléments de son écusson. Cela paraît même aux yeux de ceux qui ne savent pas lire.

Pour éditer ce livre, j'ai reconstitué la reliure de l'époque en lui donnant la souplesse et la force, que seule une reliure manuelle permet d'obtenir. J'ai reconstitué les fers anciens dont la gravure à la main ne peut être effectuée que par le plus qualifié des spécialistes. J'ai confié au meilleur doreur le soin de couvrir sur le dos du livre, à la feuille d'or tirant 23 carats, des blasons d'époque. Dans la famille du compagnon qui relie l'ouvrage, on est relier de père en fils. Il a travaillé des années, seulement pour apprendre à plier le papier, couvrir les cahiers, passer la colle, rabattre les coins avec le martèlement et monter les gardes sans les faire bâiller. J'ai reconstitué sur forme ronde le vergé chiffon filigrané « aux canons », à quoi se reconnaissent toutes mes éditions.

8 jours chez vous sans rien payer !
Vous pourrez disposer de ce somptueux volume pour l'examiner à loisir, admirer sa splendide reliure et même le lire ou le relire sans déboursier un centime.
Au bout de 8 jours, vous pourrez me le retourner dans son emballage d'origine, à mes frais. Ou bien, conquis, vous le garderez et réglerez le prix spécial de 73,30 Francs + 4,60 Francs de participation aux frais d'expédition.

Jean de Bonnet
Éditeur d'Art.

GARANTIE DE RACHAT
Il est prévu pour vous de vous retirer les livres que vous avez achetés. Les livres ne sont pas destinés à être lus mais à être montrés. Les livres ne sont pas destinés à être lus mais à être montrés. Les livres ne sont pas destinés à être lus mais à être montrés.

Je suis curieux de voir (sans engagement) le
« Blason des Armoiries ».

Nom Prénom
Adresse N°
Code postal Ville

Signature (signature des parents ou du tuteur pour les mineurs)
Envoyer ce bon à Jean de Bonnet, 7, rue Saint-Honoré 75392 Paris Cedex 08.

POLITIQUE

APRÈS LE XXII^e CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

M. Sarre : de nouvelles contradictions

M. Georges Sarre, membre du bureau exécutif du parti socialiste, animateur du CERES, a déclaré à Paris, lundi 9 février : « Les communistes, aujourd'hui comme hier, ne parviennent pas à résoudre certaines contradictions. Mieux de nouvelles contradictions surgissent. Comment, par exemple, faire coïncider le développement de l'unité avec le schéma communiste de l'union centrée autour de l'État ? Comment concilier l'adhésion totale des communistes au concept du pluralisme politique et l'affirmation extrême selon laquelle il n'y

a pas de place pour les sections socialistes dans les entreprises ? (1) N'est-ce pas un formidable défi ? Comment maintenant les communistes concilient-ils la transition au socialisme ? Par ailleurs, l'apogée du socialisme démocratique ne manque pas d'étonner au moment où la direction du parti communiste français semble avoir délibérément relégué dans l'ombre des questions fondamentales comme les relations avec l'Union soviétique et les rapports entre le parti giscard et l'État ?

« Nous préférons, pour notre part, l'existence de courants de pensée qui donnent le droit d'initiative aux militants. La démocratie y trouve son compte. »

LE P.S.U. : renoncer à la dictature du prolétariat revient à s'éloigner de l'autogestion.

Réunie à Paris samedi 7 et dimanche 8 février, la direction politique nationale du P.S.U. a adopté, parmi d'autres textes, une résolution politique dans laquelle se trouvent combattues les orientations arrêtées par le XXII^e congrès du parti communiste. On y lit notamment, à propos de la stratégie d'« union du peuple de France » : « Cette conception de la lutte politique et du passage au socialisme a amené le P.C. à rejeter la nécessité d'une rupture révolutionnaire, brutale et violente, et de l'existence d'une phase de dictature du prolétariat. L'abandon de cette référence, joint à l'accent mis sur le plein usage des libertés dans la transition au socialisme et aux critiques positives, qu'il formule sur la répression politique en U.R.S.S., a pour but de lui permettre de réduire les critiques qui lui étaient adressées sur ce terrain et de faire concurrence au parti socialiste en lui enlevant le monopole du « socialisme démocratique ». Mais, en prenant ce virage, le P.C.F. n'a pas pour autant abandonné la théorie du parti dirigeant, c'est-à-dire du parti imposant son hégémonie d'abord à la classe ouvrière, puis, grâce au contrôle de l'appareil d'État, à toute la société. »

Commentant, lundi 9 février, ce passage de la résolution, M. Mousset, membre du secrétariat national, a déclaré : « La dictature du prolétariat, c'était un pouvoir collectif et non celui du seul P.C. Y renoncer, c'est faire un pas de plus pour s'éloigner de l'autogestion. »

« LE COMMUNISTE » : une ligne incapable de faire progresser le combat de masse.

Les militants communistes opposés à la ligne du parti ont tenu, le 20 février, un congrès du P.C.F. qui a élu à Saint-Ouen du 4 au 8 février, à la suite de l'abandon de la notion de dictature du prolétariat, le secrétaire national, M. Jospin, le porte-parole du parti socialiste. A ce moment-là, il réaffirmerait sa doute d'autres moyens pour assurer sa suprématie sur le parti socialiste. »

« Les républicains indépendants de la région Midi-Pyrénées viennent d'être, l'insinuant, M. Marcel Carvillat, secrétaire d'Etat aux transports, sénateur de la Haute-Garonne, à la présidence régionale de leur mouvement. Il remplacera à ce poste M. Rosary-Monessier, sénateur-maire de Rodez, qui a été porté à la présidence d'honneur. »

LE P.C. DANOIS : le P.C.F. a toujours la même position sur le communisme international.

(De notre correspondant.) Copenhague. — M. Freddy Madsen, qui dirigeait la délégation du P.C. danois au congrès de Saint-Ouen, a déclaré à son retour qu'il ne lui semblait pas que le P.C.F. — comme le répétait un peu partout la presse nordique — avait réellement pris ses distances par rapport au P.C. soviétique. « Il est erroné, a-t-il affirmé, de parler dans ce domaine de grands changements (...). Nos camarades français cherchent seulement à dire les choses d'une autre manière (...). Mais ils ont toujours la même position vis-à-vis du communisme international. Entre eux et nous, on peut parler peut-être de nuances, pas de différences. »

A propos de la « dictature du prolétariat », il a ajouté : « Cette expression, nous ne l'employons plus au Danemark depuis de longues années. On ne la trouvera pas dans le projet de programme qui sera soumis à notre cinquième congrès, en septembre prochain. »

Ce jugement est d'autant plus intéressant que le P.C. danois, après une scission au lendemain des événements de Budapest, est resté totalement fidèle à Moscou. C. O.

Dans la presse hebdomadaire

LE CRÉPUSCULE DES DIEUX ?

L'abandon du concept de la dictature du prolétariat, les critiques à peine voilées des faiblesses du socialisme soviétique, l'affirmation d'une voie démocratique au socialisme pour la France, donnent l'occasion à certains commentateurs de se demander si, en brûlant ce qu'il a pu adorer, le parti communiste français n'est pas en train d'oublier le marxisme. En revanche, d'autres n'ont vu dans les travaux du XXII^e congrès du P.C.F. qu'une opération tactique dénuée de toute sincérité.

Les coups bas étaient admis. Mais les chiffres — sondages ou résultats d'élections partielles — indiquent que cette offensive sauvage n'a profité qu'aux socialistes. Alors, poursuit-il, on met fin à la polémique. On élève le débat : aux attaques personnelles succèdent aujourd'hui les arguments théoriques, historiques, sociologiques. L'union de la gauche s'enjonce à présent dans un océan de nuages et de brumes. »

Alain Duhamel relève, dans LE NOUVEL ECONOMISTE, que, pour fortifier son originalité, le P.C.F. insiste sur son caractère ouvrier, sur le recrutement populaire de ses dirigeants, sur son implantation dans les entreprises. Pour élargir son audience, il se débarrasse de même temps sa « déshérence » et tend la main à la cantonade. Chacune des deux thérapies a sa logique. Mais, estime Alain Duhamel, il est loin d'être évident que les deux soient conciliables. »

Pour Georges Marry, « l'art de Georges Marchais a été de savoir user des caractéristiques du visage actuel du parti communiste. Il écrit dans LE NOUVEL OBSERVATEUR : « Ses défauts, sa rusticité, ses sautes d'humeur, n'ont compté pour rien : il a su parler le langage qu'attendaient ses troupes, parfois sans le savoir ; il a su aussi manier de main de maître l'appareil » de cette Eglise aux ressorts mystérieux. Le choc probable de ce congrès sur l'ensemble de la vie politique française aura provoqué, il le sait et le sait-il, dit-il, que fera-t-il, demain, de cette puissance qui en entretient tant d'autres ? »

Michèle Cotta, dans L'EX-PRESS, est plus réservée en considérant que « le parti de M. Marchais est loin d'être gagné. Suffira-t-il, note-t-elle, pour convaincre les Français que les communistes ont changé de genre ? Une ligne est, une phrase là, dans des textes caducs ? Et elle conclut : « Il faudra encore beaucoup de temps et bien d'autres coups pour que la majorité des Français croient que le parti communiste est bien devenu un parti comme les autres. »

Claude Gauzy, dans HEBDO-T.C. — TEMOIGNAGE CHRETIEN, constate que « les communistes changent », ajoutant qu'il se souvient d'avoir dit qu'on le pense et qu'on le dit, même s'ils affirment, textes à l'appui, qu'ils sont toujours dans la même ligne. Il n'y a qu'à, explique-t-il, voir Georges Marchais dans les deux grands partis de la gauche française. Même si Georges Marchais s'est efforcé de démontrer la continuité de l'attitude du P.C.F. à l'égard du parti socialiste, c'est là surtout qu'il y a un changement. Il est donc plus sur la forme que sur le fond, mais le P.S. est prêt à en étudier sérieusement tous les aspects. »

L'un d'eux, rappelle Philippe Alexandre dans PARIS-MATIN, les communistes ont été le plus cherché contre leurs alliés une bataille passionnelle dans laquelle

et motivée. Mais un malaise diffus : celui de militants qui n'effleurent guère l'idée de militer « ailleurs », et qui, pourtant, aspirent à briser le cercle qui les entoure et les confine à la fois. »

Pour l'hebdomadaire de l'organisation communiste REVOLUTION (extrême gauche), « pour avoir plus à choisir entre une ligne d'ouverture et une attitude de réaffirmation » brutale, le P.C.F. décide de mener tout simplement les deux de front : le parti communiste reste le garant unique de l'union de la gauche, la vigilance ne doit pas se relâcher un instant vis-à-vis de l'adversaire principal, le P.C. est un parti révolutionnaire ; mais, en même temps et du même mouvement, on se débarrasse de la dictature du prolétariat et on critique sans ménagement l'U.R.S.S. »

L'hebdomadaire trotskiste ROUGE se montre plus catégorique : « En tolérant un début de discussion, il ne pourra empêcher des oppositions de se développer en son sein. Dans de nombreuses cellules, de fortes minorités se sont opposées à l'abandon de la dictature du prolétariat, et la direction du parti n'a plus le prestige suffisant pour imposer un vote inconditionnel. Désormais, les militants seront plus vulnérables aux pressions de la social-démocratie comme à celles de l'extrême gauche révolutionnaire. Et si le P.C.F. va continuer à se renforcer numériquement dans la période de crise que nous connaissons, son orientation se révélera peu payante, tant sur le plan électoral qu'au niveau des luttes de la classe ouvrière. »

Pour LUTTE OUVRIÈRE, trotskiste, qui consacre son dossier hebdomadaire au parti communiste, « les militants sincèrement communistes n'ont rien à faire au P.C.F. Ils ne peuvent même pas carresser l'espoir que l'orientation Marchais est une perpétuelle, qu'il est possible de ramener le P.C.F. dans la voie du communisme révolutionnaire. Le P.C.F. est irrémédiablement réformiste. Le parti ouvrier révolutionnaire reste à construire. Les militants communistes du P.C.F. ont un rôle à jouer dans la construction d'un tel parti. Le rôle peut même être d'une importance capitale. »

Le parti de la « main tendue »

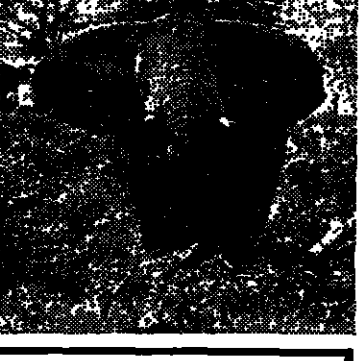
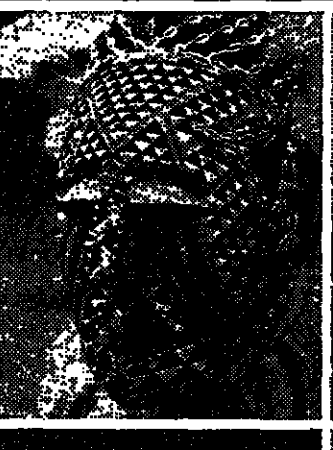
M. Georges Marchais, qui était, samedi 7 février, le rédacteur en chef du Journal Intérieur de R.T.L., a notamment déclaré : « J'ai relevé des camarades qui ont levé le poing en chantant. C'est-à-dire avant que nous ne sommes par le parti du poing levé. Nous sommes le parti de la main tendue, le parti de l'union. D'ailleurs, le poing levé n'est pas une tradition française. Je pense que l'on ne doit pas lever le poing. Nous tendons la main aux chrétiens, aux socialistes et aussi aux gauchistes quand il s'agit de défendre l'indépendance nationale. »

Dans son ouvrage « Le Vioi des foules par la propagande politique », Serge Tchekhotine explique que c'est comme « symbole

plastique d'intimidation », équivalent du salut romain de Hitler et de Mussolini, que les antifascistes, dans les années 30, adoptèrent le geste du bras droit tendu vers le haut, le poing levé. Ce geste devait symboliser l'esprit combattif, être perçu par l'adversaire comme une menace. Dès janvier 1936, Maurice Thorez tenait des propos proches de M. Marchais. Deux mois après le huitième congrès du parti communiste français, qui était déjà placé dans une optique résolument nationale et avait pu le rapprochement avec les travailleurs catholiques, il déclarait : « Pas de politique du poing tendu à l'égard des ouvriers chrétiens ni des jeunes ouvriers catholiques. »

Affaires et Commerce Brousse et Savane Toute l'Afrique est présente au Cameroun.

Afrique maritime, Afrique forestière, Afrique de la savane et des hauts plateaux, Afrique de la faune, de la brousse et des plantes rares. A lui seul, le Cameroun résume toute cette immense diversité africaine.



Renseignements et réservations dans toutes les agences de voyages, les bureaux Air France, et l'agence Cameroon Airlines, à Paris, 12, boulevard des Capucines - 75009 PARIS. Tél. 075.85.40.

POUR MIEUX VOUS SERVIR CAMEROON AIRLINES

U & O PUBLICITE

DANS LES QUOTIDIENS D'EXTREME GAUCHE

« L'HUMANITE ROUGE », des renouements.

« Sous l'impulsion d'un individu au passé plus que douteux, Georges Marchais, le XXII^e congrès vient d'entrer dans la sombre histoire des renouements à la cause révolutionnaire (...). »

« De nombreux militants communistes qui croyaient que la démocratie avancée était une « tactique » commencent à mesurer l'opération réalisée par la bourgeoisie qui a réussi à « enlever » complètement un parti autrefois révolutionnaire et prolétarien. »

« LIBERATION », mai 68, connaît pas.

« Le XXII^e congrès, c'est la victoire incontestée de Marchais dans le parti, la consolidation de sa position dans les instances de direction, le point de départ de nouvelles tentatives pour rallier à l'alliance de gauche des secteurs qui lui restaient étrangers. L'identification — dans l'esprit des militants — de la « nouvelle ligne » et de la personnalité de Georges Marchais, la renouation en quatre semaines à une des notions les plus centrales de la théorie du parti. »

« Sur l'essentiel, la traduction politique de tout ce qui apparaît de nouveau depuis mai 68 dans le pays, rien. Pour s'adapter à son temps, le P.C. ne trouve que les accoutis de 1937. Mai 68, il ne connaît toujours pas. »

« LE QUOTIDIEN DU PEUPLE », plus de révolution.

« Le congrès du P.C.F. aura finalement apporté un enseignement involontaire : il a montré clairement combien ce parti est aujourd'hui étranger à la classe ouvrière. »

« Certes, la référence à la dictature du prolétariat ne signifie pas que le P.C.F. était resté véritablement révolutionnaire. Mais l'abandon, amplement argumenté par Marchais, enseigne que le parti révisionniste assume, sans honte, la rupture totale avec son passé. Il explique qu'il ne veut plus de la révolution. »

(PAUL LEBORT.)

A L'ETRANGER

« NEW YORK TIMES » (indépendant) : une sorte de progrès.

« C'est peut-être l'appât du pouvoir plutôt qu'une conversion idéologique qui est à la racine du changement communiste français. Néanmoins, c'est une sorte de progrès large, ce qui auparavant était un des partis communistes les plus orthodoxes du monde estime judicieux de présenter un extérieur plus souple et de proclamer une plus grande indépendance vis-à-vis de Moscou. »

LA MAISON
DES BIBLIOTHEQUES

ULTRA RAPIDEMENT
et très
ECONOMIQUEMENT
TRADITIONNEL

ASSOCIATION

ASSOCIATION

ASSOCIATION

ASSOCIATION

ASSOCIATION

ASSOCIATION

ASSOCIATION

ASSOCIATION

ASSOCIATION

ASSOCIATION

ASSOCIATION

ASSOCIATION

ASSOCIATION

ASSOCIATION

ASSOCIATION

ASSOCIATION

فكرنا من الأصل

FRANÇAIS
hebdomadaire
DES DIEUX

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

A.T.P. - AU CAPITAL DE 243.400 F
la plus moderne des maisons spécialisées
61, rue Froidevaux - 75014 PARIS - Tél. 633.55.11

Pour vous installer vous-même
ULTRA RAPIDEMENT
et très
ECONOMIQUEMENT

TRADITIONNELS

Etagères en multipli, montants en aggloméré placage acajou traité ébénisterie, vernis cellulosique satiné, teinte acajou s'harmonisant avec tous les styles. Fonds contre-plaqué - Vitres coulissantes avec onglets, bords doux.

BIBLIOTHEQUES
STANDARD VITREES

BIBLIOTHEQUES VITREES
GRANDE PROFONDEUR

JUXTAPOSABLES SUPERPOSABLES ACCORDABLES

SPECIALMENT conçues pour servir de base à tous nos MODELES STANDARD ou pour être gros volumes, encyclopédies, livres d'art, etc.

7 HAUTEURS
de 64 à 224 cm
4 LARGEURS
84 - 78 - 64 - 128 cm
2 PROFONDEURS :

5 HAUTEURS
de 83 à 222 cm
4 LARGEURS
84 - 78 - 64 - 128 cm
2 PROFONDEURS :

20
et
25 CM

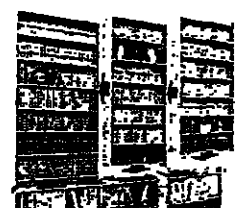
Profondeur hors tout : 20 cm
Profondeur utile : 18,5 cm
Hauteur utile entre les rayons : 25 cm
Profondeur hors tout : 25 cm
Profondeur utile : 21,5 cm
Hauteur utile entre les rayons : 25 cm

30
et
38 CM

Profondeur hors tout : 30 cm
Profondeur utile : 28,5 cm
Hauteur utile entre les rayons du bas : 38 cm ;
autres : 33 cm
Profondeur hors tout : 38 cm
Profondeur utile : 34,5 cm
Hauteur utile entre les rayons du bas : 38 cm ;
autres : 33 cm

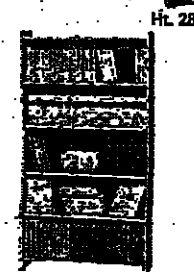
100 COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE

Comment SUPERPO-
SER : Tous nos modèles
de mêmes largeurs, de
profondeurs et hauteurs
différentes peuvent être
posés l'un sur l'autre
sans aucune fixation.

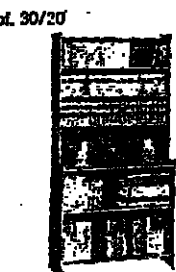


Comment JUXTAPO-
SER : Tous nos modèles
de mêmes largeurs, de
profondeurs et hauteurs
différentes peuvent être
posés côte à côte sans
aucune fixation.

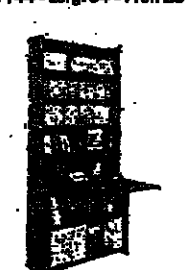
Ht. 280 - Larg. 280 - Prof. 30/20



STANDARD 5 RAYONS
Ht. 144 - Larg. 94 - Prof. 20



TOUS FORMATS
Ht. 195 - Larg. 154 - Prof. 30/20



BIBLIOTHEQUE-SECRETAIRE
Ht. 222 - Larg. 94 - Prof. 38/25



BIBLIOTHEQUE GRANDE LARGEUR
Ht. 195 - Larg. 154 - Prof. 38/25

Sur demande, ces modèles peuvent être livrés en Stratifié blanc (non vitrés) en bois BRUT à tapisser ou à peindre, en d'autres essences de bois : Afrormasia - Chêne - Sapelli - Merisier (teintes naturelles ou foncées). De nombreux accessoires permettent de personnaliser et d'adapter à tous les intérieurs les meubles individuels ou les ensembles. Livrées démontées.

150

modèles vitrés

SUPERPOSABLES - JUXTAPOSABLES
DEMONTABLES - ACCORDABLES - ETROITS
LARGES - PROFONDS

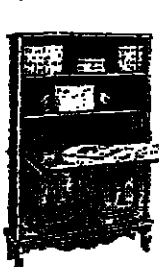
du Meuble Individuel au Grand Ensemble...
du Meuble Traditionnel au Meuble Contemporain...
du Meuble de Style au Meuble sur Mesure.

RUSTIQUES

Etagères en multipli, montants en aggloméré placage traité ébénisterie, vernis mat satiné. Teinte noyer. Frontons, dessus et socles débordants avec moulures de style en bois massif. Pieds en forme. Vitres claires coulissantes avec onglets, bords doux.

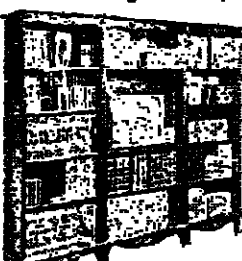


RUSTIQUE
Ht. 156 - Larg. 98 - Prof. 32



SECRETAIRE RUSTIQUE
Ht. 158 - Larg. 98 - Prof. 32

Tous les modèles rustiques sont juxtaposables et superposables par simple pose, grâce à un système exclusif de moulures amovibles.

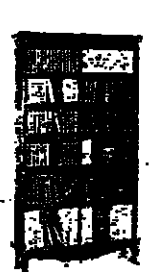


Comment juxtaposer tous nos modèles rustiques

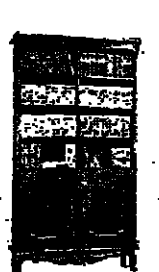


D'un simple geste, les moulures de côté des meubles peuvent être enlevées, les côtés étant alors parfaitement rectilignes. Les meubles sont juxtaposés par simple pose côté à côté.

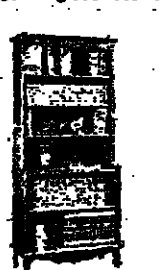
Ht. 203 cm - Larg. 242 cm - Prof. hors tout 42 cm - Prof. utile 35 cm.
JUXTAPOSITION DE MODELES GRANDE PROFONDEUR PERMETTANT L'INSTALLATION D'UNE TELEVISION.



GRAND MODELE RUSTIQUE
Ht. 208 - Larg. 116 - Prof. 33



GRAND MODELE RUSTIQUE
doublé de portes pleines ouvrantes.
Ht. 205 - Larg. 116 - Prof. 33



BIBLIOTHEQUE RUSTIQUE
TOUS FORMATS.
Ht. 205 - Larg. 94 - Prof. 42/27,5



ACCESSOIRES POUR BIBLIOTHEQUES
RUSTIQUES GRANDS MODELES.
Meubles d'appoint : 17 cm
ouverture en façade : 20 cm.
Quart de Rond : encastré dans le haut
de chaque élément : 34 cm.

Ces meubles peuvent aussi être exécutés en Chêne ou en Merisier.

Pour obtenir notre
CATALOGUE GRATUIT, **BON** ci-dessous
découpez le et retournez-le

à la MAISON DES BIBLIOTHEQUES
en Montparnasse
61, rue Froidevaux - 75014 PARIS

ou appelez le

633-73-33

Répondre automatiquement
même la nuit et les jours
fériés sans interruption.

Veuillez m'envoyer sans engagement votre CATALOGUE
BIBLIOTHEQUES VITREES contenant tous les détails, hauteurs,
largeurs, profondeurs, bois, colorations, prix, demande de
détails, etc.

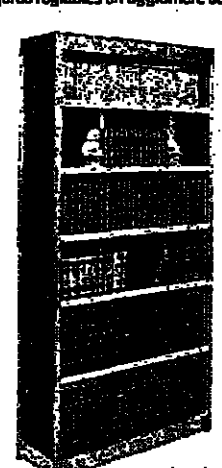
NOM : _____
PRÉNOM : _____
ADRESSE : _____
CITY : _____

CONTEMPORAINS

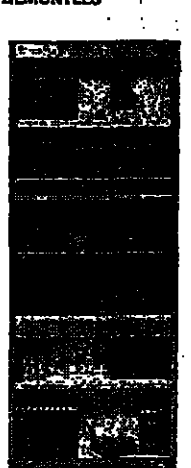
Ces nouveaux modèles sont réalisés en Profilé Aluminium anodisé brossé et en Stratifié blanc ou noir, assemblage grâce au brevet français A.T.X.

Description générale :
Montants et traverses en aluminium anodisé brossé.
Pieds d'assemblage système breveté A.T.X.
Pieds à vitres, plastique noir.
Côtés et fonds en stratifié double face 8 mm.
Cristalliers aluminium encastrés.
5 étagères réglables en aggloméré stratifié

doublé face 19 mm, chant avant avec
1 aluminium anodisé brossé.
2 couleurs : noir ou blanc.
2 largeurs : 78 et 94 cm.
2 profondeurs : 25 et 35 cm.
Hauteur : 200 cm.
LIVREES DEMONTÉES

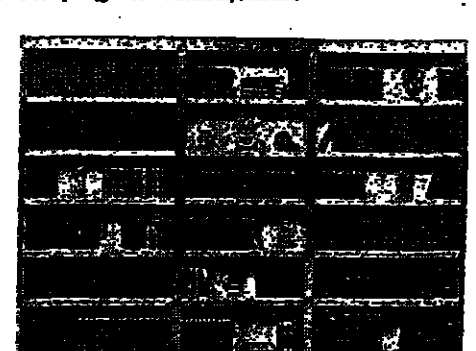


Ht. 200 - Larg. 94 - Prof. 25 ou 35.

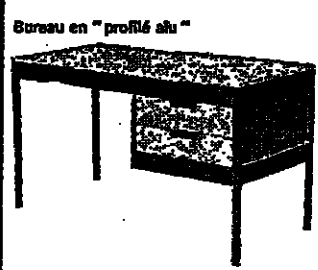


Ht. 200 - Larg. 78 - Prof. 25 ou 35
modèle vitré.

Ces modèles sont livrés non vitrés, mais peuvent néanmoins être équipés facilement, grâce au brevet A.T.X., de portes coulissantes en verre ou en plexiglas brossé de 8 mm d'épaisseur. Ces glaces coulissent dans des traverses spéciales et peuvent être placées à n'importe quel endroit de la bibliothèque. Hauteur des glaces : 53,5 cm. Hauteur du système complet (glaces + traverses) : 72 cm.



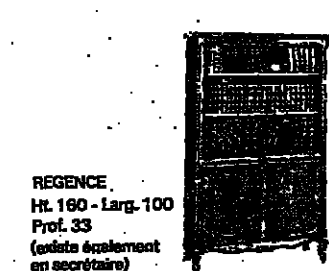
Juxtaposition de modèles "profilé élé".
Larg. 94
Larg. 78
Larg. 94



Bureau en "profilé élé"

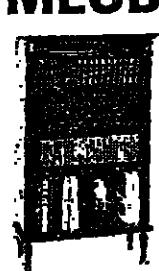
Élégant bureau mis au point pour s'intégrer dans les ensembles contemporains et dans n'importe quel intérieur moderne.
Description :
Structure en aluminium anodisé brossé.
Dessus en aggloméré stratifié blanc de 19 mm d'épaisseur, 4 chants repliés Chanex.
Socle tiré en profilé élé, avec panneaux de remplissage en aggloméré stratifié blanc deux faces de 8 et 18 mm d'épaisseur.
Deux tiroirs de 52 x 38,5 x 12, face avant repliée stratifié blanc.
Haut. 73 cm - Larg. 60 cm - Long. 130 cm
Banc-tiroir : long. 55 cm - Haut. 42 cm
Trois : long. 50 cm - Larg. 40 cm - Haut. 12 cm

MEUBLES DE STYLE



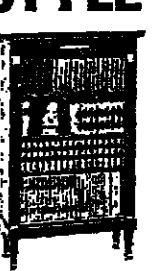
REGENCE
Ht. 190 - Larg. 100
Prof. 33
(côtés également en secrétaire)

Multipli, placage marbre naturel, traité ébénisterie, vernis mat satiné. Montants, pieds et corniches en métal. Dessus débordant avec découpe style. Pieds et montants en forme, portes en applique, fentes de style.



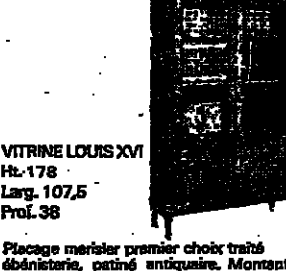
LOUIS XVI
Ht. 140 - Larg. 78 - Prof. 32,5

Placage acajou traité ébénisterie, vernis brillant satiné acajou foncé. Sabots, pieds et motifs bronzés.



DIRECTOIRE
Ht. 140 - Larg. 82 - Prof. 38

Placage acajou traité ébénisterie, vernis brillant satiné acajou foncé. Sabots des pieds et motifs style bronzés.



VITRINE LOUIS XV
Ht. 178
Larg. 107,5
Prof. 38

Placage marbre premier choix traité ébénisterie, peinté antiquaire. Montants massifs cannelés, pieds en forme, portes ouvrantes avec serrure. Chapeau débordant. Motifs de style et entrées de serrure bronzées patinées. (côtés également avec 2 portes ouvrantes). Larg. 177 - Ht. 184

VISITEZ NOS EXPOSITIONS

ouvertes tous les jours même le samedi de 9 h à 19 h *FERMÉ LE LUNDI MATIN **FERMÉ LE LUNDI

EN MONTPARNASSE

61, rue Froidevaux - 75014 PARIS
Métro : Denfert-Rochereau - Gaité, Raspail, Edgar-Quai
Autobus : 28 - 38 - 68 - 69

Nous vous conseillons de prendre les mesures
Livraison, Franco dans toute la France
Faculté de retour à réception en cas de non convenance.

AMIENS - 3, RUE DES CHAUDRONNIERS - TEL. 81. 97. 15*

BORDEAUX - 10, RUE BOURFAUD - TEL. 44. 39. 42

CLERMONT-FERRAND - 22, RUE G. CLEMENCEAU - TEL. 83. 97. 06

GRENOBLE - 59, RUE SAINT-LAURENT - TEL. 42. 55. 75*

LILLE - 88, RUE BOUVERIEUSE - TEL. 55. 69. 36*

LYON - 9, RUE DE LA REPUBLIQUE - TEL. 28. 38. 51

MARSEILLE - 109, RUE PARADIS - TEL. 37. 00. 54*

MONTPELLIER - 8, RUE SERANE - TEL. 58. 19. 32*

NANTES - 8, RUE J.-J. ROUSSEAU - TEL. 73. 78. 48

NICE - 8, RUE DE LA BOUCHERIE - TEL. 80. 14. 88*

RENNES - 11, QUAI EMILE ZOLA - TEL. 30. 26. 77**

STRASBOURG - 11, AV. DU GAL DE GAULLE - TEL. 81. 08. 24*

TOULOUSE - 2 ET 3, QUAI DE LA DAURADE - TEL. 21. 09. 71

TOURS - 5, RUE HENRI BARBUSSE - TEL. 81. 03. 28

ETRANGER

BELGIQUE - BRUXELLES 1000 54, RUE DU MIDI

LIEGE 4000 47, BD D'AVRIL

PAYS-BAS - BUSSUM 33, MEERDE GRAVELAND SEWES

CANADA - MONTREAL 357 E. P.D.

10,485 RD. SAINT-LAURENT

INSTALLEZ-VOUS... VOUS-MÊME **ULTRA-RAPIDEMENT** ET CHIFFREZ VOTRE DÉPENSE...

DES CENTAINES DE COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE AVEC NOS MEUBLES STANDARD

JUXTAPOSITION, SUPERPOSITION, PAR SIMPLE POSE, SANS AUCUNE FIXATION.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

BATAILLE JURIDIQUE AUTOUR D'UN « TROU DES HALLES » A LILLE

Bes diplodocus dans la ville

Les Lillois ont, eux aussi, leur « trou des Halles », une énorme excavation en plein centre de la ville, sur un terrain de 5700 mètres carrés, où devait s'élever un grand ensemble baptisé « Diplodocus ». Depuis 1972, ce chantier est en panne.

Le projet de M. Robert Vandaele, promoteur, conçu par M. Guillaume Gillet, l'architecte auteur du Palais des congrès de la porte Maillot à Paris, était ambitieux : un immeuble de 75 mètres de hauteur (vingt et six étages), abritant 90 000 mètres carrés de bureaux, commerces et habitations, et en sous-sol un parking de mille cent places.

Le permis de construire fut délivré par le ministre de l'équipement et du logement, le 3 novembre 1970. Le « Diplodocus », conçu au temps de l'expansion, fut, d'une certaine manière, victime de la crise. M. Vandaele, qui a déjà engagé dans cette affaire 35 millions de francs, n'a pas pu trouver l'appui des multiples groupes financiers qui ont été amenés à étudier son dossier.

Cet énorme chantier irritait les Lillois, mais pouvait aussi susciter quelques remous poli-

tiques. M. Pierre Mauroy, député, maire socialiste de la ville, s'est adressé au directeur départemental de l'équipement pour ramener en cause le permis de construire. « Il s'agit tout d'abord, a-t-il déclaré, d'une affaire privée. Un permis de construire est un droit qu'une collectivité doit respecter sous peine d'abus de pouvoir. Mais quand six années après l'obtention du permis rien n'est sorti de terre, ce permis n'est plus un droit, mais ne devient qu'un privilège au regard de l'évolution de la législation. »

Le directeur départemental de l'équipement a donné raison au maire de Lille et a annulé le permis.

Le « Diplodocus » est donc mort avant d'avoir vu le jour. Selon M. Pierre Mauroy, un délai de trois mois est accordé au promoteur pour présenter un nouveau projet et solliciter un autre permis de construire. Mais cette fois il devra évidemment se conformer au plan d'occupation des sols voté par la communauté urbaine. Autrement dit, plus de grands immeubles : 35 000 mètres carrés au maximum et beaucoup moins d'étages.

GEORGES SUEUR.

Provence - Côte d'Azur

« La France continue à vivre avec un régime administratif dépassé »

déclare M. Gaston Defferre

réélu président du conseil régional

De notre correspondant régional

Marseille. — Le groupe des socialistes, radicaux de gauche et apparentés à la majorité régionale, quarante-sept membres, a été seul à voter, le lundi 9 février, le budget primitif pour 1976 du conseil régional de Provence-Côte d'Azur. Les groupes centristes et de la majorité présidentielle se sont, en effet, abstenus en raison notamment du fait que toutes les ressources fiscales n'avaient pas été mobilisées, tandis que le groupe communiste votait contre parce que ces mêmes ressources marquaient une légère augmentation en passant de 14 francs par habitant à environ 17 francs. Ce budget 1976 s'élève à 91,5 millions de francs, dont 85,5 millions de francs de dépenses d'équipement, lesquelles progressent légèrement par rapport à l'exercice précédent grâce à un emprunt de 30 millions de francs.

Le renouvellement du bureau n'a été qu'une formalité. M. Gaston Defferre, député socialiste et maire de Marseille, qui n'avait pas d'opposant, a été réélu à la présidence à l'unanimité. Tous les autres membres du bureau désignés l'an dernier à la proportionnelle ont été reconduits dans leurs fonctions (1).

M. Gaston Defferre, d'autre part, vivement dénoncé les insuffisances de la loi de 1972 concernant les régions et accusé le gouvernement de « refuser de s'engager dans la voie de la décentralisation ». « L'expérience faite depuis l'instauration des établissements publics régionaux », a-t-il affirmé, « démontre le caractère boiteux de cette institution ».

« Le refus de décentraliser, a encore déclaré le maire de Marseille, est une marque de défiance à l'égard des Français et aussi le signe d'un manque de confiance en soi. Les hommes qui se sentent sûrs d'eux-mêmes, convaincus que leur politique est bonne, ne craignent pas de déléguer largement leurs pouvoirs. (...) Une fois de plus, les promesses faites n'ont pas été tenues. La France devra donc continuer à vivre avec un régime administratif dépassé ».

Aucune grande opération ne se détache du budget primitif de 1976, si ce n'est celle qui se rapporte au réseau routier régional pour lequel a été voté un crédit de 15 millions de francs.

Autres secteurs d'intervention : les acquisitions foncières et la mobilisation de sommes importantes en faveur du tourisme dans la zone du Verdon (aménagement des campings et des bases de loisirs) et pour le développement de la culture populaire.

Le saupoudrage constitue cependant le défaut majeur de ce budget, ainsi que l'ont mis en évidence les pour-paroles des groupes centristes et de la majorité présidentielle.

Le conseil régional a enfin décidé de venir en aide aux salariés de trois entreprises en difficulté : Apt-Union, Apt, Jann-Sud à Carpentras et Cizit à Marseille, en faveur desquelles ont été votés au total 3.300 000 F de subventions.

GUY PORTE.

(1) Le bureau comprend 7 P.S., 3 radicaux de gauche, 4 P.C., 1 réformateur, 1 centre-démocrate et 2 U.D.R.

ENVIRONNEMENT

DEMANDÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le rapport Delmon propose quarante-cinq mesures concrètes pour « donner le pouvoir » aux usagers

Le président de la République, le premier ministre et certains membres du gouvernement ont, entre les mains depuis le semaine dernière un rapport de cinquante pages intitulé « La Participation des Français à l'amélioration de leur cadre de vie ». Un prochain conseil des ministres doit l'examiner. Ce document confidentiel, que certains qualifient d'« explosif », présente quarante-cinq propositions concrètes destinées à faire participer les citoyens, par des voies nouvelles, à la gestion de certaines affaires publiques : celles qui concernent leur environnement.

Cette participation se faisait traditionnellement par la voie des élus. Mais la multiplication des associations (il en existerait trois cent mille, et elles se créent au rythme de vingt-deux mille par an) montre que ce rattachement est dépassé.

Constatant ce phénomène et appliquant son programme électoral, M. Giscard d'Estaing, par une lettre du 25 février 1975, avait demandé à M. Jacques Chirac de lui proposer rapidement un train de réformes visant à « faciliter la participation des citoyens aux institutions et aux procédures dont dépend le cadre de la vie quotidienne ».

Un groupe de neuf fonctionnaires, animé par M. Pierre Delmon, président du conseil d'administration des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, président du comité économique et social du Nord, a entendu, au cours du dernier trimestre 1975 une quarantaine d'élus et de dirigeants d'associations.

Cette enquête lui a permis de dresser d'abord un constat : frustration des citoyens tenus à l'écart des décisions, déstabilisation de l'administration, naissance des comités de défense. Conclusion : de même que le syndicalisme des travailleurs s'est situé en dehors du schéma classique de la démocratie représentative, de même aujourd'hui « il s'agit d'accepter le développement des associations pour défendre les intérêts des citoyens en tant qu'usagers, consommateurs, habitants... ».

A problèmes nouveaux, solutions nouvelles. Le groupe Delmon a également cherché les difficultés qui attendent ce nouveau schéma de participation des citoyens au cadre de vie : représentativité douteuse des associations, complications dans le jeu traditionnel élu-administration, gaspillages, etc. Aussi, pour les surmonter, a-t-il proposé des propositions

autour de cinq objectifs principaux.

● Pour améliorer le dialogue pouvoirs publics-administrés.

— En utilisant la presse locale, les annonces légales, les bulletins municipaux et officiels, favoriser une information préalable et permanente des citoyens sur les projets d'aménagement qui les concernent.

— Introduire une publicité des demandes de permis de construire.

— Clarifier et simplifier les documents, les plans, les maquettes des projets d'aménagement.

— Ouvrir au public l'accès à tous les dossiers administratifs en matière d'aménagement. Constitution possible après d'un juge de leur caractère confidentiel.

— Introduire une représentation des associations dans les commissions administratives compétentes en matière d'aménagement et d'environnement (dix-huit institutions sont désignées).

— Organiser chaque année à l'échelon du département des réunions plénières consacrées au cadre de vie.

— Utiliser des critères objectifs de représentativité des associations : effectifs, cotisations perçues, ancienneté, expérience, jurisprudence.

— Créer dans les préfectures un bureau chargé non seulement d'enregistrer les associations, mais de les conseiller et de les aider.

— Permettre à toute association du cadre de vie régulièrement constituée de se porter partie civile (mesure prévue par le projet de loi portant réforme foncière).

— Permettre la saisine directe du médiateur par les associations.

● Pour faire évoluer les habitudes et les attitudes.

— Introduire dans les programmes scolaires et la pédagogie les notions de cadre de vie et de participation associative.

— Introduire dans les écoles de formation des fonctionnaires, agents de l'Etat et des services publics la prise en compte des préoccupations des usagers.

— Mettre les stagiaires des écoles de formation des fonctionnaires, agents de l'Etat et des services publics en contact avec les usagers.

— Par des opérations « portes ouvertes », faire mieux connaître à la population le fonctionnement et la mission des services officiels.

— Favoriser par des colloques le rapprochement des associations et des élus.

— Lancer dans quelques villes moyennes des expériences de par-

ticipation des usagers à l'amélioration des services publics.

— Utiliser les sous-préfets pour faciliter la vie collective des arrondissements.

● Pour encourager la participation des citoyens à la vie sociale.

— Organiser une véritable publicité des dates, ordres du jour, procès-verbaux des séances des conseils municipaux.

— Organiser correctement l'accueil du public aux séances du conseil municipal.

— Encourager la création de commissions extra-municipales.

— Instituer des délégations de quartier des conseils municipaux.

— Élargir le champ d'application des crédits « hors normes ».

— Améliorer les moyens (subvention, formation, presse) des associations d'usagers.

— Favoriser le bénévolat pour combattre un utilitarisme excessif.

— Utiliser la radio et la télévision pour établir un dialogue avec les usagers.

— Introduire dans le projet de décret sur les comités régionaux de F.R.3 une représentation des associations qualifiées.

— Associer les usagers à la gestion des patrimoines naturels (par l'intermédiaire de l'office national des forêts, des parcs naturels, etc.).

● Pour créer des espaces de vie et de rencontre.

— Rendre obligatoire la réalisation de locaux collectifs résidentiels.

— Ouvrir effectivement aux associations les locaux scolaires.

— Ouvrir et réviser le régime véral de l'association syndicale autorisée.

— Multiplier les expériences de rues et d'îlots piétonniers.

— Maintenir et encourager l'installation des marchés locaux.

— Favoriser des panneaux et lieux d'affichage sur la voie et dans les lieux publics.

— Réviser la réglementation et surtout la pratique concernant l'installation de la voie publique pour des réunions.

● Pour favoriser le fonctionnement et le financement des associations.

— Étudier un système de congé ou d'autorisation d'absence pour les dirigeants d'associations.

— Assurer la formation des responsables d'associations.

— Mettre à la disposition des associations des moyens financiers et techniques permettant une réelle discussion de certains projets d'aménagement.

— Accroître les pouvoirs des associations sans passer par la reconnaissance d'utilité publique.

— Organiser dans chaque département pour les associations culturelles la mise en commun de matériels collectifs légers.

— Favoriser l'octroi du régime postal préférentiel au profit des associations.

— Par des déductions fiscales, inciter entreprises et particuliers à financer les associations.

— Créer un fonds spécial pour faciliter l'accès des associations au marché bancaire.

Enfin, le groupe présidé par M. Delmon préconise une réforme des enquêtes d'utilité publique, de concertation et de participation des citoyens, et des enquêtes hydrauliques. Ses suggestions portent sur l'allongement de la durée des enquêtes, sur l'information préalable du public sur la composition des dossiers (objet de l'opération, avis divers, devis précis) ainsi que sur l'autorité des commissions enquêtes (désignation, formation, rémunération, auditions, avis, publicité). Elles représentent le projet de réforme présenté récemment à M. Jacques Chirac par Robert Galley, ministre de l'équipement, qui lui-même s'est inspiré des conclusions d'un groupe de travail animé par Mme Sianelli.

Un choix douloureux

L'ensemble des propositions du rapport Delmon sera examiné au cours de trois réunions interministérielles. Alors s'effectuera les « arbitrages ».

● BARCELONE : MALAÏSE A LA CONFÉRENCE SUR LA MÉDITERRANÉE — Mécontentement de ne pas voir inscrites les « heures rouges » — sur la liste des produits qu'il est interdit d'importer, la France menace de ne pas signer la convention internationale sur la protection de la Méditerranée.

(Publié)

Stage de Formation Permanente pour Urbanistes

MÉTHODES MATHÉMATIQUES EN URBANISME organisé par l'Institut d'Urbanisme de l'Académie de Paris, du 12 au 16 avril 1976 (40 heures d'enseignement).

Inscriptions : Université de Paris-VIII, Service Formation Permanente, Route de la Touraille - 75571 Paris Cedex 12 - Tél. : 808-02-26 et 808-06-70, poste 389.

SPORTS

Jeux olympiques d'hiver

Disqualifiée pour dopage

GALINA KULAKOVA

PEUT PARTICIPER

AUX AUTRES COMPÉTITIONS

La skieuse de fond soviétique Galina Kulakova, disqualifiée pour dopage dans l'épreuve des 5 kilomètres (le Monde du 10 février), a été autorisée à participer aux autres épreuves de fond. La commission médicale du C.I.O. a reconnu que la skieuse a agi en toute innocence en ayant recours, pour soigner un rhinoréisme, à un médicament contenant de l'éphédrine, substance qui figure sur la liste des produits interdits.

On ne peut que s'interroger sur la décision d'une commission qui, tout en reconnaissant la bonne foi d'une concurrente, jette sur elle le discrédit en la disqualifiant, puis l'autorise à participer aux autres épreuves. Le prince Alexandre de Mérode, président de la commission médicale du C.I.O., a même affirmé que, la quantité d'éphédrine étant si faible, il a semblé presque injuste de retirer sa médaille à la skieuse soviétique.

LES RESULTATS

SKI ALPIN

Slalom géant messieurs (première manche). — 1. O. Thoen (N.), 1 min. 44 sec. 2. Good (Suisse), 1 min. 44 sec. 30. 3. Hanni (Suisse), 1 min. 45 sec. 41. 4. F. Mahre (E.-U.), 1 min. 45 sec. 58. 5. Gros (It.), 1 min. 45 sec. 59.

COMBINE NORDIQUE

1. Wehling (R.D.A.), 432,38 pts ; 2. Hetlich (R.F.A.), 419,30 pts ; 3. Winkler (R.D.A.), 417,47 pts, etc.

NATSK

1. Pakhomov-Gorshkov (U.R.S.S.), 202,8 pts (9 places) ; 2. Molisev-Minikov (U.R.S.S.), 204,88 pts (10 places) ; 3. O'Connor-Johns (E.-U.), 202,64 pts (27 places), etc.

HOCKEY SUR GLACE

Groupe A : Tchecoslovaquie bat États-Unis 5 à 0.

Groupe B : Yougoslavie bat Bulgarie 5 à 5 ; Roumanie bat Autriche 4 à 3 ; Japon bat Suisse 5 à 4.

SKI DE FOND

10 kilomètres (dames)

La skieuse soviétique Raisa Smolnina a remporté, mardi 10 février, l'épreuve de fond des 10 kilomètres. Elle devance la Finlandaise Hilmi Tunko et la Soviétique Galina Kulakova.

LES RETRANSMISSIONS TÉLÉVISÉES

MERCREDI 11 FÉVRIER

TF1 et FR3 : 11 h. 25 à 12 h. 25, slalom spécial dames ; 12 h. à 13 h. 45, slalom spécial dames.

TF1 : 22 h. 25 à 22 h. 40, résumé des compétitions de la journée.

A 2 : 19 h. à 21 h., ski de fond ; 11 h. à 11 h. 25, hockey sur glace (match de la veille) ; 11 h. 25 à 12 h., slalom spécial dames ; 12 h. à 14 h., slalom spécial dames ; 14 h. à 16 h. 30, hockey sur glace ; 22 h. à 23 h., patinage artistique (figures libres messieurs).

C'EST DIFFICILE SANS RIEN PERDRE

DIJON A SU

مكتبة من الأصل

Les régions

QUARANTE MILLE CITADINS A LA CAMPAGNE

Le Vaudreuil sort de terre

LS l'apprentissent par le journal. On allait créer une ville nouvelle au Vaudreuil, au creux d'une boucle de la Seine, dans un coin de vraie campagne normande, entre falaises et forêt. Cont quarante mille habitants en l'an 2000 ! Les élus et les habitants de cette région de l'Eure — « un département qui a en horreur les entassements humains » — n'en croyaient pas leurs oreilles. Pourtant, ce n'était pas un rêve : la décision avait été prise à Paris par les hommes de la DATAR : il fallait, disaient-ils, « desserrer » l'agglomération rouennaise, accueillir les industriels « déportés » de la capi-

taie. Il fallait même réussir une ville, une vraie, à partir de presque rien : un paysage (intéressant), une voie ferrée (mais pas de gare), l'autoroute (proche), quelques villages... et de l'herbe.

Surpris et gênés, les élus se firent longtemps prier pour accepter cet honneur un peu louche : une cité en rase campagne, avec des rues, des immeubles, des habitants même, venus de Dieu sait où, au lieu de troupeaux paisibles. Complications. Trois années s'écoulèrent entre l'annonce, brutale, du « gel » des terrains (1967) et la décision définitive de créer l'agglomération.

tées — et cinq conseillers généraux. Par la suite, les nouveaux habitants seront représentés au tur et à mesure de leur arrivée. Le conseil de l'ensemble urbain est présidé par le maire du Vaudreuil-Village. Le seul maire de France qui ait deux maires... qui portent le même nom. Sans doute sa formation de géographe avait-elle particulièrement bien préparé M. Bernard Chadeville, homme cultivé et réfléchi, à conduire avec « sagesse » une telle aventure.

Si les parents ne désiraient pas la naissance, de bonnes idées scientifiques, écologiques et urbanistiques l'ont en tout cas préparée avec soin. L'équipe dirigée depuis l'origine par M. Jean-Paul Lacaze, remplacé en novembre dernier par M. Pierre Troude, a expérimenté au Vaudreuil l'urbanisme en vraie grandeur. Bien avant que n'arrivent les premiers habitants — cent familles sont installées depuis l'été — on savait déjà que le Vaudreuil serait une ville (presque) sans nuisances : on s'y chauffe à l'électricité ; les usines sont auto-

risées à s'installer selon des choix rigoureux (Télémeccanique, parfums Hermès, Institut Pasteur, etc.) ; les voitures se cachent sous les dalles piétonnes, et, dans les rues où elles passent tout de même, les jardins sont bordés d'un mur antibruit... pas très élégant pour l'instant.

Réussi ou pas, ce premier quartier ? Mille quatre cents logements sont en chantier dans le « germe de ville », un échantillon avec tous les attributs de la vraie ville : une école, une mairie provisoire, un C.E.S. où l'on peut se réunir le soir, un centre de l'enfance, et bientôt des boutiques. Réussi : l'imbrication des immeubles

de logements et des équipements ; les proportions des rues et des places piétonnes, agréablement dallées ; la hauteur modérée des bâtiments. Moins réussi : la couleur saumon écraie du béton teinté dans la masse, qui, malgré de savantes recherches, parodie lourdement les toitures de la brique du pays ; l'alignement des maisons à terrasse et de leurs jardins le long de la voirie automobile. Malgré cela, les premiers habitants, déjà groupés dans une association, ne semblent pas trop mécontents. Il est vrai qu'ils sont... locaux : les d'H.L.M. et autres logements sociaux. Les premiers bureaux de vente, en revanche, ne sont pas pris d'assaut.

Que des problèmes...

L'avenir ? Les responsables et les notables locaux qui ont accueilli récemment M. Robert Galley, ministre de l'équipement, au Vaudreuil attendaient beaucoup de lui. M. Galley a annoncé que son ministère donnerait bientôt l'exemple en installant

dans la ville nouvelle certains de ses services annexes (mais les intéressés ne veulent pas en entendre parler). C'est en effet d'emplois tertiaires que la ville manque le plus. Pour l'instant, le fameux équilibre habitat-emploi, ambition suprême et justifi-

cation des villes nouvelles, penche plutôt en faveur de l'emploi : dix-huit entreprises se sont installées, créant un millier d'emplois (le double est prévu). Mais quand le premier quartier de mille quatre cents logements sera terminé et habité, les emplois auront-ils suivi ? Une seule entreprise s'est installée en 1975, créant une trentaine d'emplois seulement. Quand la crise fait rage, les villes nouvelles sont en première ligne. Songe-t-on à démanteler quand le premier souci du patron est de donner du travail à ses employés ?

Venu « signer publiquement et officiellement l'acte de naissance de la ville nouvelle du Vaudreuil », M. Galley lui a donné un objectif « raisonnable et véritablement ambitieux » de trente mille à quarante mille habitants en 1985 (au lieu de cent quarante mille en l'an 2000). Et il a admis avec les élus que, après un démarrage brillant, « il ne restait plus désormais que des problèmes ». De quoi leur donner du courage...

MICHELE CHAMPENOIS.

Un maire, deux mairies

Aujourd'hui encore, les élus ne cachent pas que cette naissance n'a pas été désirée. D'autant que l'un des parents n'assume pas ses responsabilités : la ville nouvelle devrait être en principe « régionale », c'est-à-dire à la charge des deux départements de la Haute-Normandie, l'Eure et la Seine-Maritime. Or cette région n'existe que sur le papier : les élus de l'Eure s'estiment insuffisamment représentés et laissent ceux de la Haute-Normandie siéger seuls au conseil régional (1). En riposte, ces derniers n'ont jamais voulu prendre place dans l'établissement public de la ville nouvelle, laissant le département de l'Eure supporter seul la garantie des emprunts. Rouen boude et le Vaudreuil n'a pas d'autre choix que de lui tourner le dos...

d'un morceau de leur territoire. La ville nouvelle a ainsi son propre domaine (3 000 hectares) et formera véritablement une nouvelle commune.

Pour l'instant, elle est gérée par un conseil où siègent quatre représentants des communes « ampu-

tes » et cinq conseillers généraux. Par la suite, les nouveaux habitants seront représentés au tur et à mesure de leur arrivée. Le conseil de l'ensemble urbain est présidé par le maire du Vaudreuil-Village. Le seul maire de France qui ait deux maires... qui portent le même nom. Sans doute sa formation de géographe avait-elle particulièrement bien préparé M. Bernard Chadeville, homme cultivé et réfléchi, à conduire avec « sagesse » une telle aventure.

LES COMITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX MONTRENT LES DENTS

EN se réunissant les 6 et 7 février à Marseille et à Nice à l'invitation de M. Paul Augier, président du comité économique et social de Provence-Côte d'Azur, les présidents des comités économiques et sociaux se sont donné la possibilité de réfléchir au fonctionnement et au rôle de leur institution, avant d'être reçus le 24 février à Paris, avec les présidents des conseils régionaux, par le premier ministre M. Jacques Chirac. De ces deux journées de travaux, une volonté s'est clairement dégagée : celle qu'ont les C.E.S. d'affirmer leur personnalité tant à l'égard de l'administration régionale que

des conseils régionaux entre lesquels ils n'ont pas toujours pu ou su trouver leur place.

Assemblées purement consultatives, les C.E.S. s'estiment toutefois les plus aptes pour déterminer les grandes lignes de la planification régionale.

Pour sa part, M. Pierre-Christian Taittinger, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, parlant de la loi sur la régionalisation du 5 juillet 1972, a indiqué : « Il s'agit d'une loi de bonne volonté, d'une loi tout-à-fait sans la bouleverser comme le souhaiteraient certains, il est possible de faire des aménagements. Il existe certes des frictions, des

rottements, mais il ne faut pas les exagérer par rapport à ce qui est bien. En réalité, ce n'est pas formidable, a été franchi par rapport aux difficultés initiales ».

Les propos tenus par le ministre ont paru toutefois nettement plus optimistes que ceux recueillis auprès des présidents de C.E.S. eux-mêmes. Dans un document en huit points qu'ils destinent au gouvernement, ceux-ci ont été unanimes pour demander le strict respect de la loi en ce qui concerne la consultation préalable des C.E.S. pour toutes les affaires soumises au conseil régional. Si dans certaines régions, en particulier les pays de la Loire, où existent des « rela-

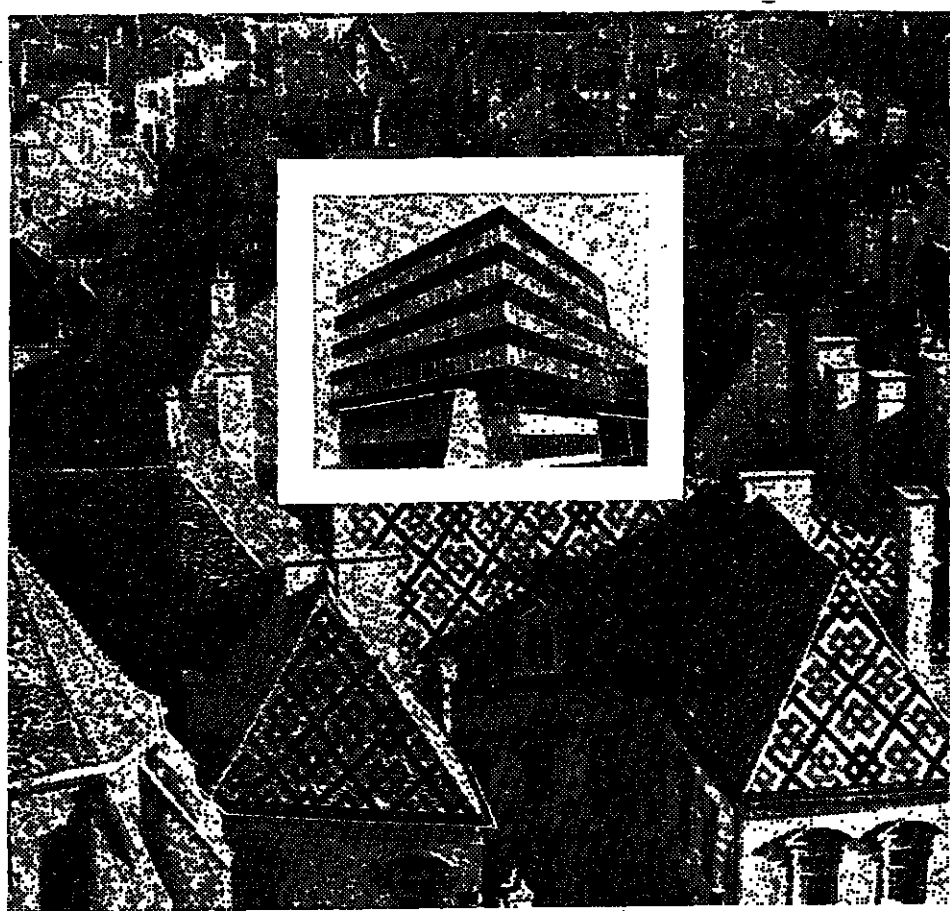
tions-modèles », le C.E.S. parvient à se faire « entendre », ailleurs, il est tenu pour quantité négligeable ou tout le moins comme un interlocuteur secondaire. Cette situation est surtout ressentie en matière budgétaire où le conseil régional, certes souverain, décide quelquefois seul d'une partie très importante des dépenses.

Les présidents de C.E.S. ont également déploré le faible taux d'exécution des budgets votés (14 % en Midi-Pyrénées, 30 % en Provence-Côte d'Azur), lequel s'explique par le fait que des subventions de caractère départemental ou communal sont

accordées en trop grand nombre et ne sont pas utilisées dans le financement national. Dans le document qu'ils vont soumettre au gouvernement, les responsables des comités économiques et sociaux demandent qu'une réunion spéciale soit dorénavant consacrée au « suivi » du budget.

M. Philippe Lamour, président du comité économique et social du Languedoc-Roussillon, propose des solutions pour que la souveraineté populaire régionale s'exerce de manière plus satisfaisante.

GUY PORTE.



C'EST DIFFICILE DE GRANDIR SANS RIEN PERDRE DE SON CHARME

Dijon a su allier développement et qualité de vie :
- 2 500 logements neufs par an ne font pas oublier les « cent clochers », les toits de tuiles polychromes et un environnement de 500 ha d'espaces verts.
- 6 zones industrielles à quelques minutes d'un centre urbain sauvegardé, animé par ses rues piétonnières.
- une activité économique orientée vers des industries de pointe, un rayonnement universitaire et une vie culturelle intense.
Dijon a su se développer sans perdre ni son âme... ni son charme.

DIJON A SU GRANDIR

Mairie de Dijon : Tél. 41.81.30

GROUPE REGIONS DU FUTUR

POINT DE VUE

COMMENT EXPRIMER LA SOUVERAINETÉ POPULAIRE RÉGIONALE

DÉCLARER comme on le fait officiellement que l'ensemble de la vie administrative du pays doit s'appuyer avant tout sur la commune, est évidemment une vue sympathique, que d'est aussi, pour le moment, une méconnaissance singulière de l'état actuel de la maquette que constitue actuellement les petites collectivités locales et également de l'état de leurs finances.

Il est probable que la commission, dont la présidence a été opportunément confiée à M. Olivier Guichard se trouvera, à cet égard, devant la même constatation qui s'est imposée à l'ex-commission Mondon-Plante qui s'est singulièrement évanouie sans conclure ses travaux.

Les communes, base fondamentale de la vie française, sont pour le plus grand nombre d'entre elles, des organismes exsangues, dépourvus de ressources humaines suffisantes aussi bien que de ressources financières, ne disposant que d'un personnel réduit, souvent occupé à mi-temps, dépourvus de services techniques et dont le budget indigent est géré par le percepteur cantonal. La condition préalable à la promotion des communes comme base fondamentale de l'édifice public du pays est de leur en donner d'abord la consistance et les moyens.

La commune, issue des antennes paroissiales, a, de ce fait, sa personnalité et donc sa fonction propre. Elle demeure indispensable pour l'administration courante d'une collectivité humaine traditionnelle, dont la vie est, depuis longtemps, fondée sur les alliances familiales et la communauté des échanges. Mais elle n'est pas équipée pour étudier et réaliser les aménagements et les équipements correspondants aux nouvelles exigences du mode de vie contemporain.

Ce rôle peut et doit être assumé par le groupement de communes qui permet d'associer les ressources restreintes dont dispose chaque commune pour engager un secrétaire administratif professionnel et pour assurer le concours de techniciens compétents. La commune gère le pré-

par PHILIPPE LAMOUR (*)

sent, le groupement de communes prépare l'avenir.

Comment ne voit-on pas qu'il en est de même au niveau régional ? Après presque deux siècles d'existence, le département demeure le cadre désormais coutumier de l'administration de gestion. La dimension correspond aux nécessités d'une vie publique aux éléments de plus en plus foisonnants. Il est à la portée physique des usagers.

Qui ne voit que la région doit jouer, à son égard, un rôle comparable à celui du groupement de communes à l'égard de la commune ? C'est à elle aussi qu'il incombe de préparer l'avenir par une conception plus large et une vue lointaine de l'orientation des activités régionales.

Quant à trancher entre la réduction du nombre des régions, huit ou dix grandes entités ou le maintien d'une vingtaine de « petites » régions, c'est un débat toujours ouvert et difficile à clore, les arguments en faveur de l'une et l'autre thèse étant malaisés à départager ; mais la dimension ne change rien à la nature de la fonction dévolue à la région. Le niveau national lui-même n'échappe pas à la dualité des éléments qui le concernent puisque la France est — que l'on sache — membre de la Communauté européenne économique, ce qui, dans le thème officiellement constitué logiquement un « sixième niveau ».

On comprend mal que les déclarations officielles récentes, oubliant la mission de planification régionale antérieurement confiée aux établissements publics régionaux, aient cru devoir réduire le rôle de la région à une fonction de « coordination économique ». On se demande pour quel, dans ces conditions, la loi ne s'est pas bornée à la création d'un conseil économique et a cru devoir lui adjoindre un conseil ré-

gional dont font partie tous les parlementaires qui sont essentiellement, et jusqu'à plus ample informé, des représentants de caractère organisationnel politique. On se demande aussi pourquoi la même loi a associé ces organes de coordination économique d'un budget propre, et d'une fiscalité indirecte et directe.

Il est bien évident que, dans une démocratie, que se veut réelle l'adoption et le contrôle de l'exécution d'un plan régional relève au premier chef, de la compétence d'une assemblée composée d'élus issus de la souveraineté populaire. Les parlementaires, qui aux termes des principes permanents de la doctrine républicaine, sont délégués par les électeurs de leur circonscription territoriale comme représentants de la nation et non comme représentants de leur circonscription auprès de la nation, y ont peut-être moins leur place que les délégués des conseils généraux et les présidents de syndicats intercommunaux. Ces représentants des intérêts locaux ont acquis, en effet, une connaissance pratique des méthodes et des procédures administratives qui les qualifient spécialement pour assurer le service des intérêts régionaux. Ils sont, par ailleurs, libérés des obligations exigeantes de la représentation nationale, et peuvent affecter à leurs fonctions régionales les soins et le temps qu'elles exigent.

Mais il ne s'agit là que d'adaptations à apporter à l'institution, en fonction des enseignements et de l'expérience. Elles ne portent pas atteinte à la nature essentielle et au rôle naturel de l'entité régionale dans l'ensemble des institutions de la nation.

La région est, par vocation, et par nécessité, l'élément du niveau régional qui, avec le concours des représentants des activités économiques et sociales définit et adopte le plan régional et les programmes d'application de ce plan, qui contrôle leur exécution par les administrations départementales traditionnelles, et qui apporte une contribution financière complémentaire aux ressources affectées à cette exécution.

(*) Président du Comité économique et social de la région Languedoc-Roussillon.

ÉDUCATION

AU CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION DE L'ÉDUCATION NATIONALE

M. Henry invite les syndicalistes enseignants à « ne pas céder au corporatisme »

Grenoble. — Le groupe de la Fédération de l'éducation nationale s'est ouvert, lundi 9 février, à Grenoble, devant huit cent cinquante délégués des sections départementales et des syndicats nationaux composant la FEN. M. André Henry, secrétaire général de l'organisation, a prononcé, pendant trois heures, le traditionnel complément au rapport moral. Invitant les congressistes à dépasser les vieux clivages caté-

goriels et à faire cesser les vieux débats et les vieilles oppositions entre les professeurs et les instituteurs, il a déploré l'absence de la plupart des points qui vont faire l'essentiel des débats, principalement l'attitude de la FEN dans les négociations salariales et la réflexion qu'elle a engagée sur la réforme du système éducatif.

Le congrès continue ses travaux jus-

qu'au vendredi 13 février. Mais il ne semble pas qu'il doive y avoir le moindre coup de théâtre, la majorité fédérale paraissant assurée d'un léger renforcement. Un premier vote sur l'ordre du jour du congrès lui a donné, en effet, 55,7 % des voix (42,9 % contre 1,3 % d'abstention), soit un gain de 2,5 % par rapport au vote du rapport d'activité au précédent congrès, en novembre 1971.

De notre envoyé spécial

« Il n'est pas possible aujourd'hui de se satisfaire d'une sorte de syndicalisme universitaire qui serait coupé de la réalité de la vie, des réalités sociales, auxquelles est confrontée chaque jour la masse des travailleurs. Le danger est plus grand qu'on ne croit

de céder au corporatisme ou, ce qui est peut-être plus grave encore, au syndicalisme de catégories professionnelles. » Dès le début du discours de M. Henry la

ton est donné. « Les citroges dans la FEN, dit-il, sont dérivés face aux problèmes qui sont posés par la crise et par les menaces qui pèsent sur l'avenir de l'éducation nationale. » Il faut donc éviter tout repli sur soi et toute « attitude défensive » : le syndicalisme doit être autant « une force de proposition » que de contestation.

Le bilan de la situation économique et sociale dressé par le secrétaire général de la FEN est sombre : le V^e Plan a sacrifié les investissements collectifs et sociaux donnant la priorité aux investissements et aux profits privés, et le gouvernement n'a rien réalisé de l'« obligation de cap » annoncée par le président de la République pour remédier à la crise.

Dans ces conditions, la signature en 1975 des accords salariaux de la fonction publique — critiquée très sévèrement par la C.G.T. et par la C.F.D.T. — est jugée « positive » : « Au cœur d'une très grave crise de l'emploi dont les conséquences premières sont la dégradation des salaires, notre leur régression dans de très nombreuses branches professionnelles. Les travailleurs de l'État ont vu leur salaire évoluer dans des conditions bien meilleures que dans le secteur privé, et ce, au moins équivalentes, sinon supérieures, à celles dont a bénéficié le secteur nationalisé. » Résumant l'une après l'autre les attaques de ses détracteurs — collaboration de classes, rupture du front syndical, prise en compte de l'industrie privée, INSEE dans les négociations, — M. Henry a défendu ce « droit de négociation », conquis en 1968, et refusé une « attitude d'abandon et de démission » qui serait « une escroquerie morale à l'égard des syndiqués ». Ses propos les plus sévères sont allés à la C.G.T., accusée notamment de « dénigrer les bons et les mauvais points en syndicalisme ».

YVES AGNES.

Quarante-quatre syndicats

La Fédération de l'éducation nationale totalisait, au dernier décompte (22 octobre 1972), 549 459 adhérents, répartis dans 44 syndicats. Ceux-ci rassemblent des salariés dépendant de 3 ministères ou secrariats d'État (éducation, université, affaires étrangères, santé, justice, agriculture, jeunesse et sports, culture, DOM-TOM).

Le plus gros syndicat, celui des instituteurs (S.N.I.), 326 500 adhérents, est suivi par les enseignants du second degré (S.N.E.S., 27 000), les agents (S.N.A.E., 22 000), les professeurs de collège d'enseignement technique (S.N.E.T.A., 13 000), l'administration universitaire (S.N.A.U., 13 000), l'enseignement supérieur (S.N.E.S.-Sup., 11 000). Les plus petits syndicats — inspecteurs principaux de la jeunesse et des sports, inspecteurs de l'enseignement agricole public — ne

comptent que 50 adhérents. Deux nouveaux syndicats ont été affiliés en 1972 : les maîtres spécialisés pour l'enseignement du dessin, de l'éducation physique et de la musique (S.N.A.D.E.M.) et les maîtres scolaires (S.N.M.S.), qui comptent chacun 100 adhérents.

La majorité fédérale « Unité, indépendance et démocratie » — socialisante — contrôle 28 syndicats, notamment ceux des instituteurs, des agents et des professeurs de C.E.T.; l'opposition « Unité et action » a 15 syndicats, dont la Fédération des enseignants de collège d'enseignement technique (S.N.E.T.A., 13 000), l'administration universitaire (S.N.A.U., 13 000), l'enseignement supérieur (S.N.E.S.-Sup., 11 000). Les plus petits syndicats — inspecteurs principaux de la jeunesse et des sports, inspecteurs de l'enseignement agricole public — ne

le numéro de février arrive!

- Il y a quarante ans, Léo Lagrange... un élan brisé **POURQUOI?** • La politique culturelle de Michel Guy **POURQUOI?** • La publicité éminence grise de la société de consommation **POURQUOI?** • La résistance dans les manuels scolaires **POURQUOI?** • Consommateurs et agriculteurs **POURQUOI?** • La télévision peut aussi être éducative **POURQUOI?**

Chez tous les marchands de journaux 6 F

la revue de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente - 3 rue Récamier - 75007 Paris

Parce qu'une LANGUE ÉTRANGÈRE s'apprend sur place venez avec nous en ANGLETERRE ECOSSE ETATS-UNIS ALLEMAGNE AUTRICHE-ESPAGNE

ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE 43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 3-49

SON pour une documentation complète et gratuite NOM ADRESSE à retourner à l'OSFB 43, rue de Provence 75009 Paris

Réhabiliter l'éducation nationale

C'est aussi par référence à la situation sociale — et singulièrement le chômage — que M. Henry a défendu le projet de la FEN de faire aboutir une réforme de l'enseignement qui comprenne « le droit à la formation initiale jusqu'à 18 ans pour tous les jeunes ». Distinguant les causes conjoncturelles et les causes structurelles du chômage, il a mis en évidence « l'insuffisance du système d'éducation » et « la lente mais certaine dégradation du service public d'éducation nationale ».

« Pour nous, nous prenons notre parti de cette situation, nous refusons de nous résigner à toute proposition d'ensemble pour aider ces jeunes ? » M. Henry demande au contraire que la formation initiale prenne une véritable dimension prioritaire, commune aux forces de gauche. Cette formation devrait « aller à la connaissance générale, c'est-à-dire une culture générale

Pour une semaine

LES COURS SONT SUSPENDUS A L'U.E.R. DE PHARMACIE DE TOULOUSE

(De notre correspondant)

Toulouse. — L'Unité d'enseignement et de recherche de pharmacie de l'université Paul-Sabatie (U.E.R.) a été fermée depuis le 9 février, pour une durée d'une semaine. Cette décision a été prise à l'unanimité moins une abstention par le conseil d'administration de l'U.E.R. après consultation de l'ensemble du corps enseignant, pour protester contre l'insuffisance et la vétusté des locaux, et l'absence de dotations au budget de 1973 pour lui permettre d'en construire de nouveaux.

Le directeur de l'U.E.R., le professeur Georges Broussy, souligne l'impossibilité de poursuivre les enseignements dispensés dans 4 000 m² de locaux, alors que les effectifs sont de deux mille étudiants. Il ajoute que son U.E.R. est la troisième de France par les effectifs, est la plus mal dotée. Les enseignants ont demandé au professeur Broussy de saisir les autorités rectoriales et ministérielles. — L. P.

PAQUES

TOUTE L'ANNÉE

- SÉJOURS EN HOTELS PAYANTS avec ou sans cours dans familles sélectionnées. Un seul forfait par famille.
- SÉJOURS AU PAIS ANGLAIS - Espagne - Italie - Irlande - Allemagne - Canada anglais - Espagne pour jeunes filles au-dessus de 18 ans.
- PLACEMENT DE JEUNES FILLES anglaises au pair dans familles françaises.
- PROGRAMME SPECIAL POUR ADULTES toute l'année en Angleterre, en Allemagne et en Espagne.

RELATIONS INTERNATIONALES 100, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS. 874-93-65

CADRES, ENSEIGNANTS, JEUNES, EN VIVANT DANS UNE FAMILLE AMERICAINE, VOUS DECOUVRIREZ MIEUX LES U.S.A.

EXPERIMENT est un organisme d'échanges internationaux dont l'objectif est de favoriser la compréhension entre tous les hommes de toutes les races et de toutes les religions. EXPERIMENT vous initiera à la vie américaine et vous permettra d'acquiescer votre anglais.

Nous vous proposons également d'autres destinations : le Brésil, l'Inde, l'Irlande, le Japon, le Mexique... Pour un monde plus ouvert (association loi de 1901, membre de l'UNESCO) 89, rue de Turbigo, 75003 Paris - Tél. : 278-50-03

RÉLIGION

A l'écoute de Paul VI et de M. Kanapa

Les chassés-croisés de la morale

A quelques jours d'intervalle, Paul VI et le parti communiste français parlent morale. Pour le premier, ce n'est pas inattendu. Aux yeux du pape, rien dans le comportement de l'homme n'échappe aux prescriptions de l'Eglise ; il ne se passe guère de jour où Paul VI, comme ses prédécesseurs, n'exhorte, sous une forme quelconque, les chrétiens à faire preuve de vigilance et de rigueur dans leur vie privée ou publique.

La semaine dernière, Paul VI a critiqué sévèrement ceux qui se laissent entraîner dans les partis politiques en vue d'avantages personnels. Le pape a déploré l'opportunisme, à la mode aujourd'hui. « Combien de catholiques, a-t-il dit, adhèrent à des partis, se limitant à suivre les troupes, ne laissant entraîner par un prêtre ou un évêque à la conciliation, et même souvent de lâcheté. » En analysant cette attitude fréquente, on s'aperçoit, a-t-il ajouté, qu'elle est dictée par le désir d'éviter tout ennui. Combien d'employés, pour éviter les difficultés, ou les critiques, ou les moqueries des autres, se sont laissés embrigader dans l'espèce de meilleures places. Lâchement, ils sont restés sourds à leur conscience. » Il a conclu en invitant les fidèles à être courageux, leur rappelant leur devoir de témoignage chrétien « avec les risques de l'impopularité, de la perte des chances et même de la vie ».

S'agissant de la vie politique de l'Italie, ces propos sont transparents. Mais on imagine difficilement que le succès grandissant du parti communiste italien soit principalement dû à de telles complaisances.

Le discours pontifical ne pourrait-il être théoriquement repris, tel quel, par le parti communiste français, à l'adresse

de travailleurs préférant au P.C.F. des partis ou des syndicats d'obédience non communiste ?

La morale était à l'ordre du jour au congrès de Saint-Ouen. M. Jean Kanapa, membre du bureau politique, n'a pas été tendre pour « la morale de la bourgeoisie », pour « la pourriture que son système engendre ». Il a évoqué « le respect de la personne humaine », « la pudeur », « la justice », « la fraternité », « l'honnêteté », « la bonté », « la santé morale » (le Monde du 10 février).

Il n'est pratiquement rien de tout cela qui ne pourrait être repris par un prêtre ou un évêque chrétien et par le pape lui-même.

La morale de ce rapprochement — qui ne se veut irrespectueux ni pour l'un, ni pour l'autre — ne coule pas de source. Il ne faudrait sans doute pas croquer très avant pour qu'apparaissent certaines divergences dans l'interprétation des mêmes « vertus ». Ici, des fondements ou des objectifs réputés « idéalistes » et donc « erronés » ; là, des références politiques, dialectiques et matérialistes que les chrétiens ne résistent pas forcément, mais qui leur paraissent amputées de l'essentiel.

Il n'empêche que chrétiens et communistes, de quelque niveau qu'ils soient, surlent profit à approfondir leurs motivations afin de clarifier leur comportement et de mieux situer leurs points d'accord et de désaccord.

Un tel travail d'autocritique ou d'examen de conscience — qu'on l'appelle comme on voudra — résoudrait peut-être des surprises.

HENRI FESQUET.

La réalité juridique du mariage subsiste indépendamment de l'amour, déclare le pape

De notre correspondant

Cité du Vatican. — Un mariage catholique reste valide, même si les conjoints ne s'aiment plus, c'est ce que Paul VI a déclaré en substance lundi 9 février au cours de l'audience qu'il a accordée au tribunal de la Rote à l'occasion de l'ouverture de l'année judiciaire. Paul VI ne nie pas l'importance de l'amour conjugal ; il rappelle d'ailleurs la place que le concile lui avait consacrée, mais il s'oppose à certaines tendances qui « exagèrent la valorisation des biens de l'amour conjugal et du perfectionnement personnel, au point de mettre en danger, sinon de laisser carrément tomber le bien fondamental de la descendance ». Ces orientations finissent en effet par « considérer l'amour comme élément prédominant d'une importance telle qu'elle subordonne la validité même du lien matrimonial, ouvrant ainsi la voie au divorce sans aucune limite. L'amour cessant (ou plutôt la passion amoureuse initiale), cesserait aussi la validité de l'irrévocable pacte conjugal né d'un libre et amoureux consentement ».

Pour le pape, le mariage catholique est aussi « une réalité juridique ». Cette réalité, affirme-t-il, est « inscrite sur le plan juridique indépendamment de l'amour et demeure même si l'amour vient à

s'éteindre. Les conjoints en fait, donnant leur libre consentement, ne font qu'entrer et s'insérer dans un ordre objectif, dans une « constitution » qui les dépasse et ne dépend pas d'eux dans son être, ni de leurs lois. — R. S.

LA BIBLE A LA PORTE

Quelle que soit la déchristianisation apparente de notre époque, la Bible demeure, et de beaucoup, le best-seller de tous les livres. On en trouve à tous les prix et pratiquement dans toutes les langues.

Dans tous les styles aussi. Les plus savants, les plus recherchés et les plus pittoresques, mais aussi les plus populaires. C'est le mérite de Pierre de Beaumont d'avoir vulgarisé le Nouveau et l'Ancien Testament, en l'utilisant que des mots courants, accessibles à tous.

Et pourtant, malgré l'attrait qu'elle exerce sur les fronts les plus divers : historique, sociologique, culturel, philosophique, religieux, spirituel, mystique, la Bible — composite à l'excès — demeure un livre difficile, propre à décourager une lecture suivie ou exigeante. Aussi bien est-il fort utile de ne pas s'engager dans une aventure aussi longue sans avoir éclairé sa lanterne.

« Aujourd'hui la Bible » tente de répondre à ce besoin. Un tiers de ces onze volumes est consacré à la traduction de Pierre de Beaumont. Les deux autres tiers constituent des commentaires d'un cinquième de théologiens, bibliastes, catéchistes, journalistes catholiques et protestants, sans compter quelques centaines de spécialistes français et étrangers.

Pour diffuser cette œuvre, la méthode du porte à porte a été choisie. Une centaine de démarcheurs vont sillonner la France. Ils s'attendent, dans un premier temps, à être plus ou moins conquis avec des 74 moins de Jérusalem. Mais, à leur différence, ils ont l'appui des autorités catholiques et des grandes églises protestantes.

H. F.

5 300 pages reliées parcourea, 2 500 illustrations en couleurs, 1 307 francs payables par mensualités. Livre de Paris 18, avenue Léon - Gambetta, 92120 Montrouge.

Michel CLEVENOT

APPROCHES MATERIALISTES DE LA BIBLE

un ouvrage d'initiation, écrit à l'intention des non-spécialistes et qui utilise la méthode mise au point par F. Belo dans sa : *Lecture matérialiste de l'Evangile de Marc*.

196 pages 29 F

CERF

Le Monde

DES SCIENCES
ET DES TECHNIQUES

Dix-huit mille siècles de préhistoire française

Pour des générations d'écoliers, l'histoire de France a commencé avec les Gaulois. Et encore les manuels ne faisaient-ils guère que des allusions aux temps antérieurs à la conquête romaine (rappelons que celle-ci s'est achevée en 51 avant Jésus-Christ). Pourtant, des peuplades celtes étaient déjà installées en Champagne vers 500 avant Jésus-Christ, et ces premiers Gaulois ne se sont pas installés dans des régions inhabitées. D'après l'état actuel des connaissances, en effet, notre pays a accueilli des groupes d'hominiens pendant mille huit cents millénaires au moins. Un million huit

cent mille ans, c'est relativement court si l'on compare cette durée aux quelque quatre ou cinq millions d'années de présence d'hominiens en Afrique orientale. Mais c'est largement suffisant pour faire remonter notre généalogie bien au-delà des Gaulois.

D'autre part, la préhistoire française n'est pas isolée. Elle s'inscrit dans l'évolution pré-humaine et humaine de l'Europe et même du monde, aussi bien pour la paléontologie, humaine et animale, que pour les progrès techniques.

Nos ancêtres avant les Gaulois

JUSQU'À — 200 000 ou — 300 000 ans, nos ancêtres sont encore inconnus. Aucun os fossile, pas même une modeste dent, n'a été trouvé dans les dépôts antérieurs à cette époque. Mais on a découvert, ici ou là, des traces certaines de l'existence de très anciens hominidés.

La plus vieille trace consiste, pour le moment, en trois ou quatre galets aménagés — « pebble tools » — en quartz trouvés par M. Christian Guth (de l'université de Poitiers) à Chilhac (près du Puy) dans des dépôts torrentiels associés à des sédiments lacustres et à des matériaux volcaniques. On pense pouvoir attribuer 1 800 000 ans à ces outils, mais le « faonier » reste inconnu. Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'à la même époque coexistaient en Afrique orientale des Australopithecus et des Homo habilis (mais lesquels ont aménagés les galets et les éclats qui leur sont associés ?) et vivait à Java, si l'on en croit de récentes datations, un Pithecanthropus ou Homo erectus très archaïque.

Vers — 1 000 000 d'années, des hominidés — toujours mystérieux, mais

Aux alentours de — 800 000 ans (?), notre ancêtre n'hésite plus à dépêcher de très gros animaux (stéopons, hippopotames, rhinocéros adultes) comme en témoigne l'« atelier » de débitage trouvé l'été dernier à Solihac (Haute-Loire) par M. Eugène Bonifay, maître de recherches au

C.N.R.S. Les outils sont pourtant encore bien rudimentaires : galets aménagés, racloirs faits d'éclats de silex parfois minuscules. Mais on note une ébauche de « construction », si on peut donner ce nom à des pierres entassées pour faire une sorte de gros mur.

L'apparition du feu

De nets progrès sont accomplis pendant la période s'étendant de 700 000 à — 300 000 ans. L'outillage s'améliore grâce aux éclats dont on tire des racloirs de mieux en mieux faits. Les bifaces (ou haches de pierre taillées), caractéristiques de l'industrie acheuléenne, apparaissent ensuite presque partout puis évoluent au point de pouvoir être classés en plusieurs types définissant des groupes culturels individualisés et des industries distinctes. Des cabanes sont dressées, dont les piquets sont calés dans leurs trous par des pierres et les sols dallés de gros cailloux taillés. Et surtout le feu fait son entrée dans l'histoire humaine.

Pithecanthropes, mais plus évolués, leur capacité crânienne atteignant 1 400 cm³. Les industries, très individualisées par des différences géographiques très marquées, appartiennent encore à l'Acheuléen. Les habitats sont variés : depuis les cabanes élevées en plein air sur des terrains sablonneux, comme dans le Gard, jusqu'à des grottes aménagées, comme celle du Lazaret. Le souci du confort est manifeste : dans la grotte du Lazaret, le climat froid du moment (environ — 115 000 ans) a poussé les occupants à construire une cabane de 11 mètres de long sur 3,50 mètres de large où l'on a retrouvé deux foyers. On a même mis des lières d'herbes marines (également par des amas de minuscules coquilles) recouvertes probablement par des fourrages (cf. *Le Monde* du 27 novembre 1969).

YVONNE REBEYROL
(Lire la suite page 14.)

UNE ACCELERATION FOUDROYANTE

Les plus « anciens outils connus » à ce jour — un galet aménagé et un éclat taillé, trouvés respectivement sur le site de l'Omio et dans l'Alar (Ethiopie) — ont été faits il y a environ deux millions huit cent mille ans.

En réduisant à une année la progression des hominidés depuis l'invention de ces premiers outils jusqu'à aujourd'hui, on obtient le « calendrier » suivant : les premiers outils ont donc été faits le 1^{er} janvier alors que le feu est apparu entre le 1^{er} et le 18 octobre. Du 22 décembre, datent les manifestations de l'angoisse métaphysique avec les premiers rites funéraires et du 28 décembre la naissance de l'art. Quant à l'agriculture, née de la « révolution » néolithique, elle a commencé à se pratiquer le 20 décembre à 17 heures. La maîtrise des sources d'énergie a une « ancienneté » relative encore plus ridicule : la machine à vapeur a été inventée le 31 décembre à 23 heures 20 minutes et l'énergie nucléaire à 23 heures 54 minutes et 35 secondes.

contemporains des Pithecanthropes africains et javanais — vivent aussi bien sur la Côte d'Azur que dans la vallée de la Somme. Ils sont d'ailleurs répandus dans toute l'Europe, comme la prouvent les galets aménagés retrouvés en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Yougoslavie.

Si on ne connaît pas ce lointain ancêtre, on peut toutefois avoir une idée de son genre de vie grâce aux trouvailles faites dans la grotte du Vallonnet (près de Roquebrune-Cap-Martin). La vie de notre aïeul est fort rude. Le climat se refroidit peu à peu, transformant progressivement le paysage de forêt de platanes en steppe. Aucun aménagement pour l'hiver n'améliore la grotte, qui est restée à l'état de tanière. Comme nourriture, des animaux terrestres (rhinocéros, cerfs ou bovidés) presque tous âgés, et même des bœufs, dont on a retrouvé des vertèbres, et des phoques, identifiés par des mâchoires. Que ces hominidés aient capturé de préférence des animaux terrestres rendus moins agiles par l'âge, cela se conçoit aisément. Mais la présence de débris de mammifères marins conduit à penser que les habitants de la grotte du Vallonnet étaient peut-être parfois charognards. Pour être attrapés, les bœufs étaient très probablement échoués sur la plage voisine. Et comment était-il possible de dépêcher ces énormes bœufs avec des galets aménagés si elles n'étaient pas en partie déjà décomposées ?

Notre plus lointain ancêtre connu vivait dans les Pyrénées-Orientales il y a quelque deux cent mille ans (ou même trois cent mille selon de récentes mesures). Dans la grotte de la Caune de l'Arago à Tautavel a été trouvé, en effet, le 22 juillet 1971, par une équipe dirigée par M. Henry de Lumley, le plus vieux « Français ». On peut même dire que c'est le plus ancien Européen connu : son crâne presque complet a, en effet, été retrouvé alors que les hominidés contemporains (Steinheim, Allemagne ; Swanscombe, Grande-Bretagne ; Montmaurin, Haute-Garonne) ne nous ont laissé qu'une mandibule ou un fragment de crâne (cf. *Le Monde* du 27 juillet et du 20 novembre 1971).

L'homme de Tautavel est apparemment aux Pithecanthropes comme le montrent divers détails anatomiques. Sa capacité crânienne n'atteint que 1 150 ou 1 200 cm³. Son front est très fuyant (ses hémisphères frontaux sont donc peu développés), ses orbites sont basses et très écartées l'une de l'autre. Il est doté d'un bouquetlet sus-orbitaire très volumineux et d'un très fort prognathisme. Les occupants de la Caune de l'Arago sont, eux aussi, des chasseurs qui vivent de rhinocéros, de chevaux, de bœufs, de cerfs, et aussi de leurs congénères, puisque le crâne a été trouvé dans des débris culinaires. Leurs outils les plus nombreux sont faits à partir d'éclats, et rares sont les bifaces.

A la période suivante, les occupants des nombreux sites préhistoriques connus. Le Lazaret à Nice ; Fontéchoyade et Lechaise de Vouhon en Charente notamment (1), sont encore des

(1) Une nouvelle calotte crânienne a été trouvée dans la grotte du Lazaret à Fontéchoyade de Vouhon au début de l'été 1975 par M. André Debénath, chargé de recherches au C.N.R.S. Cette même grotte avait déjà livré, au cours de fouilles précédentes, divers os fossiles, tous du même type (cf. *Le Monde* du 5 août 1975).

En mathématiques, physique et chimie

Pour des revues scientifiques multilingues

par SERGE FENEUILLE (*)

DANS la recherche fondamentale, l'accumulation des connaissances est une finalité essentielle. Cependant, les connaissances nouvelles ne prennent de réelle valeur que lorsqu'elles sont utilisées par la communauté scientifique. Seule la publication dans une revue périodique assure à un travail scientifique une diffusion suffisamment large. Or, toutes les revues n'offrent pas les mêmes garanties de diffusion efficace.

Une politique de publication s'avère nécessaire, mais encore faut-il, pour la définir, disposer d'informations objectives sur la diffusion des résultats scientifiques après publication dans chaque revue. Une mesure de l'influence qu'ont les travaux qu'elle publie sur des études ultérieures peut fournir cette indication. Cette mesure est évidemment difficile et dépend de l'indicateur choisi. Le plus pertinent semble être le décompte des références à un article dans ceux qui sont publiés par la suite.

Trois classes

Tel est le point de départ d'une étude publiée récemment dans le *Progress scientifique* (1). Elle ne concerne que quelques disciplines appartenant aux sciences exactes (pour les sciences sociales, le problème se pose en effet en termes très différents), mais, pour chacune d'elles, l'échantillon retenu est assez large pour que les tendances qui s'en dégagent ne puissent être mises en doute. Par ailleurs, la quantité d'information manipulée y est suffisamment grande pour que tombent d'elles-mêmes les objections que soulève le critère employé.

Pour les trois domaines étu-

diés : mathématiques, physique et chimie, il apparaît que les différentes revues se séparent en trois classes bien différenciées. Dans la première, seules apparaissent les revues américaines de grand renom tels *The Physical Review* ou *The Journal of the American Chemical Society*, par exemple. Relativement au critère choisi, on peut affirmer que la diffusion des articles publiés dans ces revues est excellente puisque, en moyenne, moins de 10 % de ces articles ne sont jamais cités alors que plus de 30 % d'entre eux sont cités plus de dix fois durant les cinq années qui suivent leur parution (la « durée de vie » d'un article est en moyenne de huit ans).

Dans la seconde classe, on trouve essentiellement les revues d'expression anglaise ou multilingues qu'elles soient de caractère national ou international : *The Proceedings of the Royal Society* (London), *Physica*, *Physica Letters*, *Tetrahedron*, *The Journal of the Chemical Society*, en fournissent quelques exemples. La qualité de la diffusion des articles publiés dans ces revues, sans atteindre celle de la classe précédente, est néanmoins satisfaisante dans la mesure où, par exemple, le pourcentage d'articles qui ne sont jamais cités n'excède pas 20 %, et qu'au contraire, 50 % d'entre eux sont cités plus de cinq fois durant les cinq années qui suivent leur parution. Viennent enfin, dans une troisième classe, les revues nationales d'expression non anglaise (les revues publiées en russe qui sont systématiquement traduites en

anglais n'entrent évidemment pas dans cette catégorie) et, parmi elles, les revues françaises publiées intégralement en français. La diffusion qu'assurent ces dernières est tout à fait insuffisante puisque, par exemple, le pourcentage d'articles jamais cités peut dépasser 50 % et que moins d'un article sur quatre est cité plus de cinq fois durant les cinq années qui suivent sa parution (2).

Proscrire le français

Au vu de ces premiers résultats, l'influence de la langue de publication semble déterminante. Une conclusion hâtive pourrait donc conduire à proscrire l'emploi du français comme langue scientifique. La réalité est plus nuancée : une étude spécifique de l'influence de la langue de publication a été réalisée, là où elle était effectivement possible, c'est-à-dire dans les revues multilingues. Le résultat est tout à fait surprenant : les articles publiés en français dans ces revues sont au moins autant cités que les articles publiés en anglais. Dans les revues multilingues, l'emploi de la langue française n'est donc pas un handicap.

Reste à savoir si ces résultats permettent de dégager les éléments d'une politique de publication qui assure la meilleure diffusion possible des travaux des chercheurs français, tout en étant compatible avec deux soucis partagés par la grande majorité d'entre eux :

- 1) Conserver au français son caractère de langue scientifique à vocation internationale ;
- 2) Assurer, dans chaque discipline, la viabilité d'au moins une revue contrôlée par des instances strictement françaises, et si possible à but non lucratif.

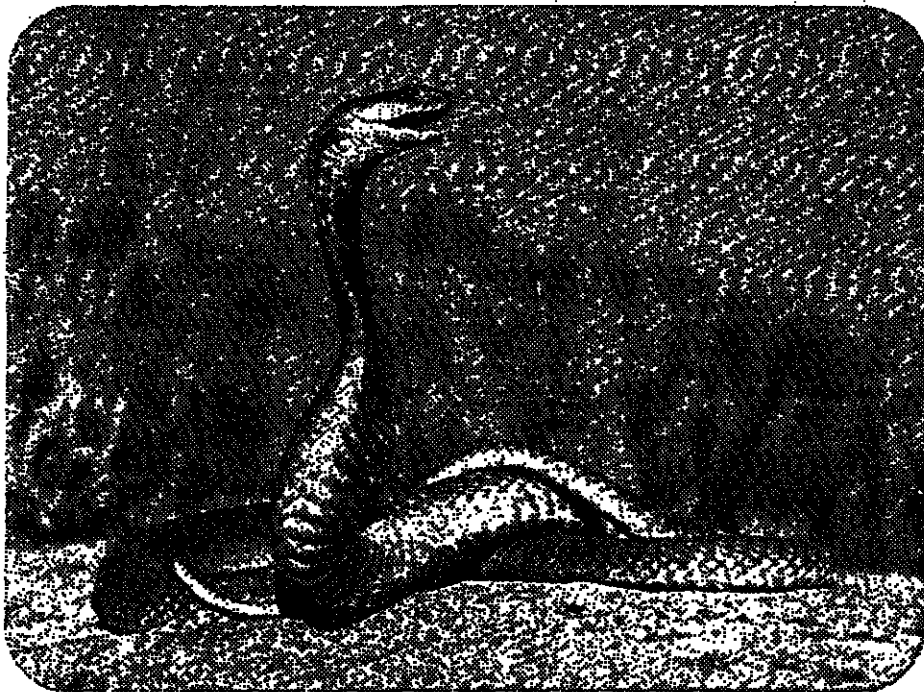
La comparaison entre les revues multilingues et celles qui n'adoptent pas la langue anglaise fournit une première réponse à cette question : les deux objectifs précédents ne pourront être conciliés que si les revues françaises ne seules acceptent de publier des articles de langue anglaise, mais parviennent à en attirer un nombre suffisant. Au niveau des chercheurs et des formations de recherche, la voie semble également claire : publier au moins une partie de leur production en français dans des revues multilingues de niveau international, avec naturellement une préférence pour les revues françaises qui présentent ce caractère.

Deux exceptions doivent être faites. Les chercheurs les moins confirmés doivent certainement rechercher la meilleure diffusion possible pour leurs travaux et en conséquence tenter de publier ceux-ci dans les revues américaines de grand renom. D'autre part, les chercheurs qui ont déjà acquis un certain prestige auprès de leurs collègues étrangers sont assurés que leurs articles seront lus quelle que soit la revue où ils les publient et la langue de publication. C'est donc essentiellement à eux qu'incombe en priorité la tâche de maintenir et de développer une édition scientifique française de qualité.

(1) R. Chabbal et S. Feneuille : la diffusion des résultats scientifiques suivant la revue de publication dans le *Progress scientifique*, septembre-octobre 1975. Abonnement à la Documentation française, 31, quai Voltaire, 75007 Paris.

(2) Cette étude a été faite sur des articles parus en 1964 et 1965. Les résultats restent valables pour les revues qui n'ont guère changé depuis cette date. Il n'en va pas de même si des changements notables sont intervenus, comme la mise en place d'un comité de rapporteurs très sélectif ou l'ouverture de la revue à des articles de langue anglaise. C'est le cas du *Journal de physique* par exemple ; un certain nombre d'indications indiquent d'ailleurs que la situation de cette revue s'est notablement améliorée durant les dernières années, et qu'elle entrerait maintenant dans la catégorie des revues qui assurent une diffusion satisfaisante.

PRINCIPES des TECHNIQUES du CHAUFFAGE et de la CLIMATISATION
Ce livre, rédigé par un ingénieur français, possède la clarté des livres allemands et américains. L'auteur reste à la disposition des lecteurs pour tous renseignements qu'ils aient pas trouvés dans le cours du livre.
288 pages - 155 figures - 15 F.
PIRELLA, 43, avenue du Corinthe, 93470 COUVRON.



Une question de vie ou de mort. La réponse peut dépendre d'un ordinateur de laboratoire de Digital Equipment.

La morsure de ce cobra égyptien est mortelle, à moins que le sérum approprié ne soit inoculé dans l'heure qui suit. Tout doit aller très vite. L'ordinateur de laboratoire participe à cette course contre la mort : en quelques minutes il analyse et identifie le venin.

Ce n'est qu'un exemple des possibilités des ordinateurs de Digital Equipment. Ils ont fait leur preuve dans toutes les applications où le facteur « temps de réponse » est déterminant.

Grâce à une gamme variée de périphériques et logiciels spécialisés, les ordinateurs de Digital Equipment sont des outils de laboratoire parfaitement adaptés à la saisie, au traitement et à la restitution des données en temps réel.

On les trouve dans tous les secteurs de la recherche : Chimie, Physique nucléaire, Pharmacie, Biologie etc...

La plupart des grands laboratoires du monde utilisent un ordinateur Digital Equipment.

Associons nos moyens.

Digital Equipment France,
18, rue Sarrasin, Centre Sili, Cidex 1225,
94533 Rungis, tél. (01) 687 23 33.
Bruxelles : tél. (02) 513 92 56.
Genève : tél. (022) 20 40 20.

digital

Nos ancêtres avant les Gaulois

(Suite de la page 13.)

Là encore, on vit de la chasse (nourriture et grands carnivores de tous âges; oiseaux; nombreux insectes). Mais on ne pratique pas encore la pêche bien que la mer ne soit qu'à 500 mètres de la grotte, mais à plusieurs dizaines de mètres en dessous de son niveau actuel.

Tout change à partir de - 50 000 ans avec l'apparition des Néandertaliens qui durent quarante-cinq mille ans environ. Les Néandertaliens, dont certains spécialistes font un *Homo sapiens* de la variété *neandertalensis* (d'où *Homo sapiens neandertalensis*), découvrent, en effet, l'angoisse métaphysique. Cependant, on peut se demander si les Néandertaliens d'Afrique d'Afrique n'ont pratiqué pas un début de rituel : les crânes de ces hommes trouvés à Oudval (Tanzanie), à Java et en Chine sont tous brisés de la même manière.

Sans les notions de divinité et d'au-delà, pourquoi les Néandertaliens auraient-ils pratiqué des rites funéraires ? Dans la grotte de l'Hortus (près de Montpellier), on a ainsi trouvé des accumulations de crânes et de mandibules. A Rigourou (Dordogne), un homme a été enterré dans une sorte de coffre fait de blocs de pierres. A côté de lui, une sépulture d'ours et diverses offrandes enfouies dans des fosses ou sous des caïnes. A La Chapelle-aux-Saints (Corrèze), des provisions (causes de bœuf et d'ours de renne) ont été disposées auprès du mort.

Ces rites funéraires présentent de grandes similitudes : grâce à eux, on a retrouvé des squelettes complets, ou presque. Ainsi est révélé un grand polymorphisme (absence de menton ou embryon de menton, front très fuyant ou menton, etc.). Mais tous les individus ont une grande capacité crânienne (1 500 centimètres cubes, et même plus), souvent supérieure à la nôtre. Toutefois, les lobes occipitaux sont très développés, alors que les lobes frontaux sont encore peu volumineux, ce qui est le contraire du cerveau de l'homme moderne.

L'industrie moustérienne, avec ses retouches liguées, est caractéristique des Néandertaliens. Elle se subdivise, elle aussi, en cultures régionales indépendantes les unes des autres. Les Néandertaliens sont des chasseurs nomades : leurs habitats sont occupés pendant quelques mois, quelques semaines ou quelques jours, au gré des saisons ou de la chasse.

Enfin, vers - 35 000 ou - 30 000 ans apparaît l'homme moderne *Homo sapiens*, mis par certains dans la variété *sapiens* (*Homo sapiens sapiens*). On le connaît non seulement en Europe, mais aussi en Chine (Chou-Kou-Tien), en Afrique du Sud (Boskop), en Indonésie (Wadjel), ce qui permet de croire à une polycentricité de l'origine de l'homme moderne. En dépit de ce polycentrisme possible, tous les *Homo sapiens* ont des caractéristiques communes, notamment développement des lobes frontaux et réduction du bourrelet sus-orbitaire et du prognathisme, apparition du menton, diminution de la taille des mâchoires et des racines des dents.

Les rites funéraires se compliquent et surtout, vers - 28 000 ans, apparaît l'art, dont l'apogée est marquée sans conteste par les peintures pariétales de Lascaux (- 18 000 ans).

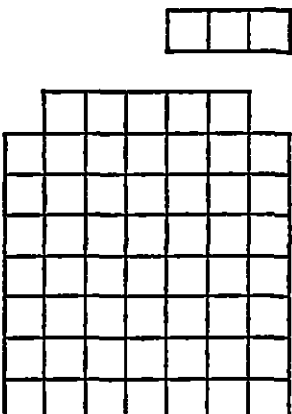
Toutefois, la vie de tous les jours est encore rude : la dernière phase de la dernière période glaciaire ne s'achève qu'il y a environ 10 000 ans. Vers - 12 000 ou - 11 000 ans, le climat de l'Hexagone était donc froid. A ces époques les rennes étaient encore nombreux près de Montreuil, comme l'ont montré les fouilles poursuivies depuis 1964 sur le campement de chasseurs de Pinconvent par l'équipe de M. André Leroi-Gourhan, professeur au Collège de France (le Monde du 27 août 1968).

La révolution néolithique (naissance de l'élevage et de l'agriculture, apparition des villages permanents et de la poterie) est née probablement au Proche-Orient vers la neuvième millénaire avant Jésus-Christ (peut-être même avant) et a atteint vraisemblablement notre pays vers la fin du septième millénaire avant Jésus-Christ. A partir de cette époque, nos ancêtres ont été entraînés dans l'accélération galopante du développement technologique qui, en 350 à 450 générations, a fait passer l'homme des balbutiements agricoles à l'énergie nucléaire. Rappelons qu'il a fallu plus de 110 000 générations d'hommes pour progresser du premier outil à l'agriculture et probablement 600 000 générations, 1 000 000 ou 1 500 000 peut-être pour que l'évolution sépare la lignée humaine de la lignée simienne et aboutisse aux hommes du temps présent.

YVONNE REBEYROL

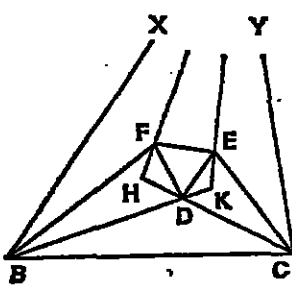
En toute logique

PROBLEME N° 60



De ce rectangle de 56 cases, 2 ont été ôchées, en laissant 54, nombre divisible par 3. Peut-on espérer recouvrir exactement ce qui reste en juxtaposant des dominos de 3 cases ?

Solution du problème n° 59



Le triangle formé par les trisectrices d'un triangle quelconque est équilatéral.

Traçons les trisectrices des angles B et C, qui valent 3b et 3c, A valant 3a.

$$a + b + c = 60^\circ$$

Solent F et H tels que DFH = FDH = a + c et E et K tels que KDE = DEK = a + b. On calcule que FDE = 60° et que BFD = a + 60°.

D, sur les bissectrices de FBC et ECB, est équidistant de BF et CE. Comme on calcule que DFB et DEC sont des angles égaux, DE = DF et DEF est équilatéral.

Or HF et KE sont bien les trisectrices de l'angle A. En effet, FK est bissectrice de DKE, BF bissectrice de DBK et donc le point de rencontre des bissectrices du triangle BK, KE, BX. Comme BFH = BFD = HFD = a + b, l'angle de BX et HF vaut bien 180° - 2a - 2b = 180° - 2a - 2b c'est-à-dire 2a. HF est bissectrice de l'angle de BX et KE et, de même, KE bissectrice de HF, CY.

(Référence : Ingenious Mathematical Problems, L. A. Graham, Dover.)

PIERRE BERLOQUIN.

■ EXPEDITION « FAMOUS », A 3 900 MÈTRES SOUS L'ATLANTIQUE, de Claude Riffaud et Xavier Le Pichon. Edité par Albin Michel. 271 pages, photographies en noir et en couleurs. 35 F.

Depuis une douzaine d'années, s'est construite, étape par étape, la théorie de la tectonique des plaques : la surface de la terre est faite d'un certain nombre de plaques et de « plaquettes » rigides, mais se comportant chacune (au moins en théorie) comme un tapis roulant. Selon cette théorie, les fonds océaniques se renouvellent constamment alors que les masses continentales, insubmersibles en raison de leur densité relative faible, sont permanentes mais ne cessent de s'écarter ou de se rapprocher les unes des autres, depuis quelques dizaines de millions d'années. Les phénomènes responsables de l'évolution superficielle de notre planète se passent donc en grande partie sous les océans.

Pour vérifier quelques-uns des mécanismes sous-jacents, la France et les Etats-Unis ont monté, en 1973 et 1974, l'expédition « FAMOUS » (French-American Mid-Oceanic Undersea Study) : trois petits sous-marins ont été ainsi employés à la première campagne sous-marine de géologie et de géophysique « de terrain » et ont ramené des scientifiques voir la zone active du milieu de l'Atlantique.

Claude Riffaud et Xavier Le Pichon ont eu, dans « Expedition FAMOUS », mille admirablement le reportage et la science. A Claude Riffaud, responsable français de l'organisation de FAMOUS, on doit les descriptions des problèmes matériels — et ceux-ci furent nombreux — et les

pages souvent cocasses relatant la vie quotidienne des participants à l'expédition. A Xavier Le Pichon, responsable français de la partie scientifique, reviennent l'explication magistrale et simple de la tectonique des plaques et tous les commentaires scientifiques. En dépit de cette dualité, le livre garde une très bonne unité de ton qui le rend très agréable à lire.

■ LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, par Gérard Druess, Editions Masson et Cie, 385 p., 85 F.

Le préfacier de ce livre écrit : « Problème de la prise de décision en vue d'une organisation complexe : (...) étude des divers types de formation de recherche ; (...) relation du C.N.R.S. avec les autres institutions de recherche. Chacun de ces problèmes est abordé avec une rigueur et une profondeur d'analyse qui forcent l'admiration. Et que dire de l'étude concernant le personnel de chercheurs et de techniciens dans laquelle l'auteur a introduit l'ordre logique et la clarté dus à ses grandes qualités de juriste. »

Par définition, le préfacier doit dire du bien de l'ouvrage qu'il présente. Bien qu'il n'est pas tout à fait exact, mais dans le cas présent, les éloges sont justifiés. Le livre de M. Druess est remarquable par la précision de l'information et la clarté de la pensée. Et aussi par la clarté du style, ce qui n'est pas toujours une « qualité de juriste ».

L'ouvrage n'est pas divisé en chapitres, mais en deux parties principales et en plusieurs titres. La première partie décrit en de-

tail la structure du C.N.R.S. et situe les véritables pouvoirs : la seconde étudie l'action du C.N.R.S., la carrière et la répartition des chercheurs et techniciens. Les questions budgétaires. Une brève troisième partie est consacrée à la valorisation des résultats de la recherche.

Au total, près de quatre cents pages, d'une grande densité. L'auteur aurait pu élaguer quelques détails, moins se laisser aller à une certaine jubilation d'homme de loi en face de quelques beaux problèmes d'enchevêtrement de termes réglementaires. Mais il y a somme toute peu de superflu dans cet ouvrage où l'on trouve tout l'essentiel.

■ L'HOMME ET LE COSMOS, par Stéphane Grasse et Jean-Pierre Cartier, Editions Larousse-Paris-Match, 488 p., 135 F.

Un beau sujet. Et à tout prendre, un sujet inquiétant. A parler du cosmos on peut tout dire, et le contraire de tout. Les grands mots, les litiges de spécialistes viennent naturellement sous la plume. Et bien des auteurs n'ont pas su résister.

Ainsi les reproches que l'on peut faire à ce livre doivent-ils être précédés d'une réticence majeure. Les auteurs ont en effet la plupart des pièces. Leur livre, est souvent une petite histoire des astronomes ; il ne se dit pas dans une suite d'années, mais il n'est pas toujours une « qualité de juriste ».

L'ouvrage n'est pas divisé en chapitres, mais en deux parties principales et en plusieurs titres. La première partie décrit en de-

tail la structure du C.N.R.S. et situe les véritables pouvoirs : la seconde étudie l'action du C.N.R.S., la carrière et la répartition des chercheurs et techniciens. Les questions budgétaires. Une brève troisième partie est consacrée à la valorisation des résultats de la recherche.

■ COMMENT ORGANISER SA DOCUMENTATION SCIENTIFIQUE, par Hélène Destrée, chez Gauthier-Villars, 226 p., 35 F.

Bien sûr, ce livre s'adresse aux documentalistes, encore que beaucoup d'entre eux en connaissent déjà l'essentiel ; mais il s'adresse aussi à l'ensemble des scientifiques. Ceux-ci passent de plus en plus de temps « à faire » de la bibliographie. Souvent ils n'ont pas même le temps de lire plus que les titres et les résumés, et emportent dans leur tiroir de « futures photocopies », bientôt oubliées et oubliées. Et quel dommage ! Car il faut d'urgence retrouver l'article de M. X... sur la structure du corps Y... publié il y a six ou dix ans dans la revue Z... ou W..., et qu'il serait impardonnable de ne pas citer au séminaire du lendemain.

Ceux qui ont été confrontés un jour à ce problème, ceux qui ne savent plus comment ranger leurs papiers, devraient consacrer deux petites heures au livre de Mme Destrée. Ils y puiseront une foule de bonnes intentions, sans doute destinées à payer l'enfer, quelques trucs utiles, la façon de déchiffrer les « chimiques abstraites » et le numéro de téléphone des organismes qui peuvent leur venir en aide.

LE SAVOIR ET LES MACHINES

AGRICULTURE

Des oliviers trop bien cultivés

La culture de l'olivier, autrefois florissante dans le Midi méditerranéen, a connu bien des malheurs. En 1956, de fortes gelées anéantirent les plantations. De nouveaux arbres furent plantés, la production reprit, mais, à partir de 1969, une maladie fit son apparition, qui se traduit par un dessèchement des arbres et affecte gravement leur production.

Des recherches faites à la station de pathologie végétale de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) ont permis d'identifier l'agent responsable de la maladie. C'est un champignon bien connu comme responsable d'une maladie, la verticilliose, qui affecte plusieurs arbres fruitiers, et particulièrement l'abricotier, mais qui ne s'était jamais manifestée sur l'olivier. La similitude des symptômes connus de cette maladie avec ceux observés sur l'olivier suggère une origine commune. Elle a été prouvée en contaminant artificiellement de jeunes oliviers avec une culture du champignon.

Mais des questions restent sans réponse. Pourquoi ce champignon s'est-il brusquement attaqué à l'olivier ? Pourquoi, dans un même verger, contaminé-il les jeunes oliviers tout en respectant les arbres plus anciens ? Il semble qu'un changement des pratiques de culture soit le responsable. Mieux nourris, plus vigoureux, les jeunes arbres offraient un « terrain » plus favorable au déve-

loppement du champignon. Le savoir est parfois l'ennemi du bien.

APPAREILS

Calculateurs et montres en kit

L'invasion actuelle de la vie courante par l'électronique se manifeste surtout par les calculateurs de poche et les montres à quartz. Chaque jour, l'un ou l'autre fabricant annonce une nouveauté. Parmi les plus récentes, on peut signaler les montres à quartz et les calculateurs à monter soi-même (en kit) : ce qui permet, paraît-il, de faire de sérieuses économies.

Un autre constructeur ne se contente pas d'associer montre à quartz et calculateurs (ce qui existait déjà). Il y ajoute des piles solaires. La lumière charge ainsi automatiquement un petit accumulateur. Il n'est plus nécessaire de changer les piles.

Amplificateur servo-commandé

Fabriquer un amplificateur haute fidélité de haute qualité, c'est concevoir une forte puissance de sortie et une absence de distorsion. Jusqu'ici, ce résultat ne pouvait être obtenu qu'en utilisant des composants de très grande qualité (donc chers) et en soignant particulièrement les réglages et la fabrication.

Peter Walker, un Britannique de la société Acoustical Manufacturing (qui commercialise sa production sous le nom de QUAD), vient de mettre sur le marché un amplificateur qui n'a pas ces inconvénients. Le principe en est le suivant : on construit un amplificateur de très bonne qualité mais de faible puissance, ce qui est facile à faire (donc peu onéreux), et un amplificateur de forte puissance, sans trop se soucier de sa qualité finale (ce qui est aussi peu onéreux). Puis l'on corrige les défauts de l'amplificateur de forte puissance en comparant le signal qu'il fournit à celui donné par l'amplificateur de faible puissance. Le résultat est un amplificateur qui a la puissance du gros et la qualité du petit.

ASTRONOMIE

La plus brillante étoile

Les archives ont parfois du bon. En explorant de vieilles plaques photographiques on s'est aperçu que les astronomes ont découvert le plus brillant objet céleste. Pendant quelques jours, en avril 1937, la luminosité du quasar 3C 279 est brusquement devenue quinze fois plus grande, atteignant des valeurs inégalées. D'autres quasars ont été le siège de flambées analogues. La découverte est importante, mais peu connue, car les astrophysiciens ont déjà bien du mal à comprendre l'énorme émission lumineuse des quasars. Et il faut

maintenant multiplier le chiffre par quinze !

Les quasars sont caractérisés par un important décalage vers le rouge des raies qui composent leur spectre. On l'explique par une grande vitesse, traduisant l'expansion de l'univers. Mais cela donne aux quasars des distances astronomiques. Ils doivent donc émettre une énergie énorme pour être encore visibles de la Terre. A son maximum, le quasar 3C 279 aurait dû émettre autant d'énergie que quelques milliers de galaxies entières. Mais l'accroissement de luminosité a été rapide : la vitesse de la lumière étant finie, on peut en conclure qu'il s'est produit dans une région de l'espace beaucoup plus petite que la moindre galaxie. Et personne n'a encore bien expliqué comment produire tant d'énergie en si peu de place.

Les brusques flambées de lumière découvertes à Harvard augmentent encore cette difficulté. Les astrophysiciens ne s'en étonnent pas. Car, depuis leur découverte, les quasars, ces mystérieuses « quasi-étoiles », n'ont cessé de leur poser d'énormes problèmes.

ENVIRONNEMENT

L'air du bon vieux temps

L'un des plus graves problèmes de pollution atmosphérique est la destruction supposée de l'ozone. L'ozone est une forme d'oxygène (sa molécule contient trois atomes, au lieu de deux pour l'oxygène normal) qui absorbe les rayons ultra-violet. Les ultra-violet les plus énergétiques sont arrêtés dans la haute atmosphère par l'ozone qui s'y trouve et n'arrivent pas au sol, où leurs effets (destruction de bactéries, mutations génétiques) seraient très perturbateurs et probablement très nocifs pour les êtres vivants. Mais l'ozone est très instable chimiquement, et semble pouvoir être aisément détruit par de nombreux corps chimiques que l'homme produit et relâche sans contrôle dans l'atmosphère. La pollution de la stratosphère par les avions à réaction a été mise en cause, mais le principal danger semble, aujourd'hui, venir de sources beaucoup plus discrètes et beaucoup plus répandues : les bombes aérosols.

Ces bombes contiennent des gaz appartenant à la famille des fluorocarbones : gaz presque inertes, donc d'emploi aisé, sans danger pour l'utilisateur. Mais cette inertie chimique empêche leur élimination de l'atmosphère, sauf peut-être par réaction avec l'ozone, dont ils catalysent la dissociation. D'où le danger de disparition de cet ozone protecteur.

Ce danger potentiel est-il réel ? On manque d'éléments pour en juger. Il faudrait savoir si la composition de l'atmosphère a notablement changé depuis qu'en 1930 a commencé l'emploi des fluorocarbones.

Une équipe de l'université de Washington se propose de faire des analyses détaillées d'air « ancien » et « moderne » pour savoir ce qu'il en est. Mais où trouver les vieilles bombes, et aussi ces bouteilles où de patients navigateurs enfermaient la maquette d'une goélette ou d'un trois-mâts. Ils ne savaient pas qu'ils enfermaient aussi un précieux ozone.

Le Monde de l'éducation

L'ORIENTATION

LES RÈGLES CACHÉES DU JEU, par Catherine ARDITI

L'orientation est un redoutable casse-tête pour les familles. Théoriquement, ce foisonnement d'options et de filières doit permettre à chaque élève de trouver « sa » place en fonction de ses goûts, de ses aptitudes et des débouchés. Mais ce choix est en grande partie illusoire : l'orientation est aussi une sélection et une discrimination.

PRIORITÉ AU DIALOGUE AVEC LES PARENTS

L'orientation est maintenant régie par de nouvelles procédures qui mettent l'accent sur l'information et le dialogue. C'est dès le début de l'année que les parents doivent s'en préoccuper.

DANS LE MÊME NUMÉRO :

MICHEL BUTOR : « L'Université française est plus fermée sur elle-même qu'avant 1968 »
Portugal : La réforme à l'épreuve de la normalisation ;

Le numéro de février est paru

5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 03.

Prix de vente : le numéro 5 F.

Abonnement (11 numéros par an) : France 50 F.

Etranger vote normale : 65 F.

LES OPTIONS ET LES FILIÈRES

Des tableaux pour y voir clair.

« MAÎTRE ÈS LETTRES, SERRURIER, CHERCHE SITUATION EN RAPPORT »

Le témoignage d'un étudiant « orienté » vers les lettres, qui, en termes de ses études, se retrouve chômeur et se reconstruit vers la survie...

COMMENT S'INFORMER

Les organismes susceptibles d'aider et de conseiller les parents.

Deux ans pour refaire l'Université ;

Belgique : Des ans pour refaire l'Université ; instituteur à Angoulêmeville ; spectacles pour enfants ; E.S.S.E.C. à Cergy ; les « héros » du Conservatoire national des arts et métiers ; les métiers de l'agrochimie.

ACTUALITÉ MÉDICALE

BÉNIN POUR L'ADULTE, DANGEREUX POUR LE FETUS

Un virus cause plus de malformations congénitales que celui de la rubéole

Un certain nombre d'enfants naissent, chaque année, avec des malformations congénitales qui ne peuvent, à l'examen, être attribuées ni à une affection héréditaire, ni à une infection virale (comme la rubéole), ou parasitaire (comme la toxoplasmose), ni à une intoxication médicamenteuse. Ces enfants sont microcéphales et accusent, lorsqu'ils vivent, une altération mentale profonde.

On connaît, aujourd'hui, l'agent responsable de certaines de ces anomalies. Il s'agit du cytomégalovirus, un virus apparemment bénin du groupe herpes, connu depuis plus de vingt ans. Son histoire originale, retracée méthodiquement par les virologues et les épidémiologistes, permet d'expliquer comment un fœtus peut être infecté et en souffrir dans son développement.

L'HISTOIRE remonte aux années 50. A cette époque, des enfants naissaient, atteints de la maladie à inclusion cytomégalytique. Présentant des troubles multiples, des lésions diffuses, pour certaines incompatibles avec la vie, ils possédaient tous dans plusieurs de leurs tissus, dont les glandes salivaires, des cellules anormalement grandes avec un noyau contenant un corps d'inclusion volumineux et unique. Vers ces années-là, des fœtus se sont avérés atteints de cette maladie, connue depuis longtemps, pouvait être attribuée à un virus, et, en 1956, trois Américains devaient, indépendamment les uns des autres, isoler le cytomégalovirus humain (CMV). Très rapidement, on se rendit compte que, si quelques enfants étaient atteints, beaucoup d'autres, apparemment sains, portaient quelques cellules cytomégalytiques.

L'idée vint alors que le virus pouvait être aussi à l'origine d'infections passées inaperçues, ce qui fut confirmé par des études virologiques et sérologiques mettant en évidence des virus dans les urines et des anticorps spécifiques dans le sang ; ces études montrèrent que les infections à CMV humaines sont très communes et de répartition mondiale. L'analyse des courbes d'acquisition d'anticorps (témoins de la défense spécifique de l'organisme contre le virus) révélait une ascension régulière de l'infection durant la première année de la vie, entre six et dix-huit mois, puis une extension de l'infection avant l'âge scolaire et jusqu'à quinze ans. Après cet âge, ce taux s'élève rapidement jusqu'à vingt-cinq-trente ans, pour se stabiliser ultérieurement. En France, on estime à 70 %, et aux Etats-Unis à 80 %, la population d'anticorps à l'âge de trente-cinq-quarante ans.

Cette infection se fait généralement après la naissance sans le moindre signe clinique, si ce n'est le taux d'anticorps, et la présence de virus dans les urines.

La contamination L'observation systématique de nombreuses personnes infectées met en évidence que ce virus, comme les autres virus du groupe herpes, est un virus à latence, c'est-à-dire qu'il demeure vivant, sans se multiplier, et qu'il est périodiquement réactivé, pour des raisons encore obscures, du fait que le virus responsable d'un bouton de fièvre ou de l'herpès génital.

Cette infection, qui peut se manifester à intervalles imprévisibles, assure une grande diffusion (CMV) : récemment annoncé son apparition dans divers pays européens : URSS, Tchecoslovaquie, Roumanie, Finlande et Grande-Bretagne. Il est également en train de se propager sur la côte est des Etats-Unis et dans plusieurs Etats du Middle-West.

DES FOYERS DE GRIPPE APPARAISSENT EN FRANCE « La France est depuis quelques jours atteinte, à son tour, par le nouveau virus grippal venu d'Asie, le virus A-Victoria-3-75 », a annoncé un communiqué de l'Institut Pasteur.

Plusieurs cas ont été signalés dans un foyer scolaire de la banlieue ouest de Paris et d'autres sont suspectés. Brest et dans le département de la Charente. Le virus « Victoria » a été isolé pour la première fois en 1975, dans le Pacifique, en Nouvelle-Calédonie et en Australie. Il s'est depuis cette date répandu peu à peu dans le monde. L'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) a récemment annoncé son apparition dans divers pays européens : URSS, Tchecoslovaquie, Roumanie, Finlande et Grande-Bretagne. Il est également en train de se propager sur la côte est des Etats-Unis et dans plusieurs Etats du Middle-West.

« Il s'agit, indique-t-on à l'Institut Pasteur, d'une grippe de type « A ». Les vaccins actuellement produits en France ne sont pas totalement efficaces contre ce virus mais permettent d'atténuer largement les effets de la maladie ».

Un nouveau vaccin est actuellement à l'étude.

« Les affections enregistrées jusqu'à présent sont, dans tous les cas, de faible gravité et sans tendance à diffusion, précise l'Institut Pasteur. Il n'est donc pas question pour l'instant, souligne-t-il, de parler d'épidémie mais plutôt de foyers sporadiques ».

[Les variations de la souche virale, qui provoquent les épidémies de grippe, sont depuis quelques temps rapides et déconcertantes. Ce fait semble indiquer que l'on assistera prochainement à l'apparition d'un vrai mutant, très différent du virus actuel. Pour l'instant, les vaccins existants sont particulièrement actifs, et les défenses naturelles des populations non négligeables.]

l'opement sans que sa mère présente le moindre symptôme visible d'une infection.

Le cytomégalovirus paraît être la cause virale la plus fréquente de retard mental, bien avant la rubéole. On le tient pour responsable d'une naissance anormale pour 1 000, alors que la rubéole le serait d'une pour 4 000 à 5 000. D'autre part, il est suspecté d'être à l'origine de certaines mononucléoses et de certaines hépatites chez l'adulte.

Il n'existe, pour le moment, aucun vaccin spécifique, mais on a tout lieu de penser que d'autres moyens, liés à l'hygiène du milieu et à l'éducation sanitaire, devraient permettre d'éliminer peu à peu ce virus fragile qui n'a pas de réservoir ni de transmission hors de l'homme, mais que l'on trouve dans le monde entier.

nombre passe du simple au quadruple, des classes aisées aux classes les plus défavorisées. Une nouvelle technique, très rigoureuse, l'émulsionnisation indirecte, permet, en effet, d'effectuer des prélèvements d'anticorps de déterminer en conséquence certains caractères de l'infection du jeune enfant. C'est par ce procédé qu'une enquête épidémiologique de support financée par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) et de la Fondation de France a été entreprise conjointement à Haguenau et à Cligny, dans le cadre des bilans de santé des enfants âgés de dix mois. Elle révèle, comme principale source d'infection, le contact avec la mère. Les enfants dont le sérum témoigne positivement d'une infection ont, en effet, toujours une mère « positive » ; à l'inverse, les enfants dont la mère est négative, celui de l'enfant de moins d'un an n'est presque toujours également négatif.

Mais les premiers résultats comparatifs d'une enquête débutant à Cligny et à Haguenau, dans le cadre de la recherche épidémiologique, ont permis d'établir que, en fonction du milieu socio-économique, les mères « positives » ont contaminé ou non leur enfant avant l'âge de dix mois. Chez les cadres moyens, 55 à 60 % des mères sont positives, mais elles n'ont contaminé qu'exceptionnellement leur enfant, alors qu'en milieu ouvrier tous les enfants sont contaminés.

Hygiène ou vaccin ? Ces résultats très préliminaires mais qui rejoignent un certain nombre d'autres observations laissent à penser que la solution de ce problème ne passe pas nécessairement par des recherches sophistiquées. La multiplication des broches à dents, des salles de bains et l'amélioration de l'hygiène corporelle semblent l'emporter sur les efforts de vaccination. Et ce d'autant plus que de nombreux obstacles s'opposent à cette dernière. En effet, on ne connaît pas encore assez bien l'histoire naturelle du virus ; ensuite, le virus « sauvage » ne provoquant pas de signes cliniques, on ne sait comment reconnaître l'atteinte du virus. D'autre part, aucune expérience animale n'est possible puisque le CMV est spécifique de l'homme ; enfin, le CMV appartient au groupe des virus herpes dont deux ont été reconnus expérimentalement cancérogènes, et, bien qu'aucune expérience ne permette actuellement de le suspecter, cela oblige à davantage de prudence encore.

Jusqu'à ces derniers mois, les chercheurs répugnaient à parler de ce sujet apparemment sans solution, donc inutilement inquiétant pour l'opinion publique ; le fait que les techniques de diagnostic sérologique soient enfin disponibles, reconnaissant les infections épidémiologiques laissent à penser que, si la solution n'est pas encore trouvée, on dispose maintenant d'un moyen suffisant de surveillance du virus pour envisager un assainissement.

Outre son intérêt, évident, pour lutter contre des accidents de naissance très préoccupants, le cytomégalovirus offre à la biologie médicale un modèle épidémiologique nouveau : en effet, les virologues commencent à connaître assez bien les virus qui, comme celui de la grippe, se transmettent par voie aérienne, ou ceux qui, comme celui de la polio, ont un mode de transmission hydrique. Cette fois, il s'agit d'un virus extrêmement fragile dont le mode de transmission se fait par contact direct, pratiquement de cellule à cellule, de muqueuse à muqueuse.

Cette nouvelle voie de transmission mérite d'autant plus d'être étudiée qu'elle ne semble pas réservée au CMV mais sans doute à d'autres virus du groupe herpes, comme celui de la tumeur de Burkitt et sans doute aussi celui de l'hépatite B.

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

Un projet de loi visant à limiter la publicité en faveur du tabac pourrait être soumis au Parlement au cours de la session de printemps, a annoncé lundi 9 février, au Palais de l'Assemblée, M. Vall, ministre de la santé, au terme d'une visite officielle de trois jours en Haute-Lorraine. (Corresp.)

ARMÉE

La circulaire

Un garçon de vingt ans refuse pour des raisons morales d'accomplir son service militaire. Il refuse aussi, pour donner plus d'éclat à son geste, d'utiliser les moyens obscurs et complexes que lui offre le « statut » des objecteurs de conscience. Il veut aussi marquer qu'il entend payer le prix de son geste et se présente au jour dit, à son centre de recrutement.

Rafus de porter l'uniforme. Inculpation. Comparution devant le tribunal permanent des forces armées. Dix-huit mois de prison. Réduction de peine automatique pour bonne conduite. Après quinze mois à serrer les dents pour conserver son équilibre mental et moral, le garçon sort de prison. Entre deux gendarmes.

Il est ramené à la caserne. Le refus de porter l'uniforme. On le met aux arrêts de rigueur. Il peut y rester deux mois — en attendant une nouvelle comparution devant le tribunal.

La cas est tout récent. Il n'est pas unique. Lorsque Jean-Louis Soulié a été, le 3 février dernier, condamné à un an de prison par le tribunal militaire de Metz,

on a rappelé que cette condamnation relativement clémente n'avait guère de sens.

Pourquoi ? Les chefs de corps qui ont sur les bras ces personnages intellectuellement et moralement gênants que sont les objecteurs de conscience qui ont choisi l'insoumission ne sont ni des sadiques ni dans la quasi-totalité des cas des défenseurs inconditionnels d'un honneur militaire qui n'est d'ailleurs pas en cause.

Simplement, ils appliquent la « circulaire ». Ce texte, qui date du 21 février 1975, avait pour objet d'éviter des abus. On avait vu, depuis la guerre, des objecteurs de conscience passer, de condamnation en récidive, dix ans sous les verrous et n'étaient, en principe, libérés qu'à l'âge limite des obligations militaires soixante. La circulaire du ministère de la Défense mettait fin à ce « cycle infernal » en fixant à deux ans (vingt et un mois compte tenu des réductions) la durée de la peine.

Intentions louables. Mais dont les conséquences sont pour le moins paradoxales. Lorsque la condamnation est inférieure à

deux ans, les armées complètent de leur propre chef la durée de la peine. Elles ne le peuvent que dans certaines limites : les sanctions disciplinaires ne peuvent dépasser deux mois d'arrêts de rigueur. Il ne reste donc, à moins qu'une « solution étonnante » ne soit trouvée (rémission temporaire ou définitive), qu'à renvoyer les intéressés, la récidive une fois constatée, devant les magistrats et les officiers du tribunal permanent pour obtenir une « rallonge » suffisante.

On s'interroge, dans ces conditions, sur la signification exacte des tribunaux permanents des forces armées. Juridiction spéciale, ils sont chargés d'appliquer le code de justice militaire. Ils le font en tenant compte des éléments qui leur sont présentés. Ou bien ils en restent à l'application automatique du maximum de la peine, et le procès n'est qu'une parade, ou bien ils sont désemparés par l'administration militaire.

Dans l'un et l'autre cas, leur existence paraît inutile, du moment que la justice dépend non plus de la loi, mais d'une simple circulaire.

JEAN PLANCHAIS.

JEUNESSE

A Marseille

Un foyer pour mineurs « en danger moral » est fermé par l'administration

De notre correspondant

Marseille. — Le foyer des Buissonnets, dans le quartier de Malpassé, au nord de Marseille, vient d'être fermé par décision préfectorale. Cet établissement, appartenant à l'œuvre du Bon Pasteur et qui accueillait une quinzaine de mineurs relevant de la protection de l'enfance en danger — placées par l'action sanitaire et sociale ou

par la justice, — avait des difficultés financières, et un conflit d'ordre pédagogique opposait les éducateurs à l'autorité de tutelle. La décision a été prise, le 17 janvier, après une violente manifestation des pensionnaires à

l'intérieur du foyer, au cours de laquelle elles brisèrent toutes les vitres. Le directeur, M. Franck Tavolara, et un éducateur, M. Jean-Louis Saw, ont été licenciés pour « faute grave » ; les cinq autres éducateurs ont été licenciés pour motifs économiques. Les pensionnaires ont été réparties dans d'autres foyers.

Le dialogue impossible

Créé en 1968, le foyer des Buissonnets avait été confié à une équipe d'éducateurs spécialisés — sous la direction de Mlle Maguy Merlino — qui y accueillait des jeunes filles de dix-huit à vingt et un ans. En 1975, deux éducateurs virent à modifier profondément la structure et le fonctionnement. Le premier, c'est l'entrée en vigueur de la loi fixant la majorité à dix-huit ans, qui « vide » le foyer d'une partie de ses occupantes, entraînant certaines difficultés financières puisqu'il fonctionne selon le système de « prix de journée » (110 francs par pensionnaire) en raison de l'importance des frais fixes. D'autre part, pour des raisons personnelles, Mlle Merlino abandonne la direction, qui est confiée sur son propre conseil à M. Franck Tavolara, ancien enseignant, agrégé de philosophie, qui conserve certaines des éducateurs de l'ancienne équipe et en engage de nouvelles.

En septembre 1975, le foyer retrouve son effectif complet de quinze jeunes filles, mais, au lieu de M. Tavolara, il a eu à déjà un déficit de 70 000 francs et doit accueillir des pensionnaires dont personne ne veut plus et qui ont déjà pratiqué la toxicomanie, la prostitution ou les agressions. Le ministère de la justice fournit les deux tiers des effectifs.

Le nouveau directeur prend aussitôt ses distances avec les méthodes traditionnelles, notamment l'ergothérapie (réadaptation par le travail manuel). « J'ai préféré, dit-il, une thérapie ouverte, basée sur la non-directivité. Les filles qui nous étaient confiées avaient eu des manques graves, des carences surtout affectives. Il ne s'agissait plus de leur imposer des schémas, mais de les laisser s'exprimer librement ; ne plus les obliger à travailler mais leur en donner l'envie pour que la décision vienne d'elles-mêmes. Pour cela, accepter momentanément qu'elles « régressent » pour mieux répondre à leurs besoins. Cela demande du temps, cela implique une disponibilité de tous les instants. Cela exige la confiance des organismes de tutelle. Mais surtout l'expérience comporte des risques ».

« Les filles n'avaient rien mangé à midi »

A quoi les éducateurs répondent : « Les véritables causes de la crise ne résident pas dans une révolte contre nos méthodes. Car celles-ci n'ont pu être appliquées réellement faute de moyens financiers et de temps. Depuis septembre, la direction de l'action sanitaire et sociale a accumulé les retards de paiement des prix de journée. Nos dettes, vis-à-vis de la banque, ont dépassé 150 000 francs au début de décembre. A cette date, le banquier, dont le nom figure aux conseils d'administration de plusieurs foyers semblables et qui connaît donc bien nos problèmes, nous a pourtant coupé les vivres. Comment aurais-je voulu que, dans ce climat, les filles ne soient pas perturbées ? Elles ne sont révoltées, certes, mais pas contre nous, contre l'organisme de tutelle, contre l'autorité. Pour Noël, nous avions été obligés de mendier pour qu'on nous débouillasse 25 000 francs dont 21 000 ont été immédiatement engloutis par les salaires. Il nous restait 4 000 francs pour vivre un mois à vingt personnes. Le 10 janvier, il n'y avait plus rien en caisse. Les éducateurs ont dû faire des courses personnelles. Le 16, ce fut l'implosion. Les filles n'avaient rien mangé à midi. Le directeur a apporté des provisions le soir, mais certaines filles étaient très

exaltées. L'une d'elles a commencé à casser des vitres... On a pris garde à cet incident pour fermer un établissement dont les méthodes pédagogiques n'avaient pas l'agrément de l'autorité ».

Constant que les pensionnaires placées depuis la fermeture ont déjà fait des fugues, les éducateurs en tirent argument pour leurs méthodes : « Aux Buissonnets, depuis septembre, il n'y avait pas eu une seule fugue, pas un seul vol. L'aggravation qu'on nous manifeste à l'intérieur du foyer est un transfert thérapeutique. Ce qu'elles ont cassé ici, elles ne sont pas allées le casser au dehors ».

« Partout, rétorque-t-on dans l'autre camp, pourquoi se seraient-elles ennuies d'un endroit où tout était permis, où la drogue était distribuée, où la hauteur d'un principe de vie, où il n'y avait plus d'autorité ? » Deux conceptions pédagogiques opposées sont en présence, deux « mondes » entre lesquels le dialogue est devenu impossible.

JEAN CONTRUCCI.

La règle d'une bonne vision : P.M.V.

P : La prescription : Etablie par votre médecin ophtalmologiste.

M : La monture : A chaque visage son style. A chaque style son type de lunettes. Les spécialistes LEROY vous aideront à choisir le votre parmi les modèles les 76 qu'ils ont sélectionnés pour vous.

V : Les verres : Votre vue a ses exigences que LEROY peut satisfaire. Quelles que soient votre vision, vos raisons de porter des verres, LEROY saura vous conseiller.

Grands champs - ultra-light - incassables - multifoyers... en plus d'une gamme complète de ces verres, LEROY vous propose aussi son exclusivité : le Studio 78.

Départements : Lentilles de Contact, Appareils et Lunettes Auditives.

9 succursales à Paris, Réseau international de correspondants.

LEROY

OPTICIEN, 104 CHAMPS-ÉLYSÉES, 11 bd du Palais • 5 place des Terres 147 r. de Rennes • 158 r. de Lyon

CATASTROPHES

Le tremblement de terre au Guatemala

Un cinquième de la population victime du sinistre

(Suite de la première page.)
Au milieu des ruines, des malades, dans de courts moments de lucidité, hurlent leur terreur lorsqu'ils se rendent compte de leur situation. D'autres pleurent, jouent, rient ou même chantent comme des enfants. A demi-nus, certains d'entre eux se serrent les uns contre les autres pour se tenir chaud, d'autres cherchent des cailloux ou des planches pour se protéger du froid de la nuit.
Huit cents tuberculeux de l'hôpital Saint-Vincent se trouvent dans la même situation précaire : eux aussi survivent sans abri et sans nourriture. Quelques-uns défilent, couchés dans un petit bois où ils ont été installés après la destruction de leur hôpital.
Un foyer de vieillards avec deux cent cinquante pensionnaires a bien résisté, lui, aux secousses. Mais le manque de vivres et d'eau rend la situation de ceux-ci insupportable.

« Nous sommes en train de mourir »

En province, l'aide aux gros villages dévastés par centaines s'intensifie, la priorité étant donnée aux centres de plus de 1 000 habitants. Ainsi les villages isolés, perdus dans les montagnes nont-ils pas encore reçu aucun secours et il est à craindre qu'ils ne les reçoivent jamais. Ce qui a poussé des centaines de membres de ces petites communautés rurales à abandonner leurs demeures et à essayer le long des routes où ils se tiennent immobiles, face aux voitures qui passent, avec des pancartes portant des inscriptions telles que : « Nous n'avons rien à manger », « Nous sommes en train de mourir », « Frères, aidez-nous ».

Les pertes économiques n'ont pu encore être évaluées, étant donnée l'ampleur du désastre et, selon les déclarations faites par les experts, ce ne sera que dans deux mois ou plus que l'on pourra établir un bilan sérieux. Cependant, on peut déjà prévoir deux conséquences graves pour l'économie guatémaltèque, qui avait connu, depuis 1970, un taux d'expansion sans précédent : la première concerne la baisse des rentrées de devises apportées par le tourisme, et la seconde une diminution probable du quota de vente du café sur le marché international. Grâce au café et au tourisme, le Guatemala avait pu terminer l'année 1975 avec un excédent de devises qui correspondait à plus de la moitié de celles que possédaient, à la

même date, l'ensemble des autres pays d'Amérique centrale, et cela malgré la saignée provoquée par l'augmentation du prix du pétrole. Les experts prévoient une baisse de la production de café cette année, ce qui pourrait porter un coup fatal à l'économie guatémaltèque et avoir des conséquences sur les cinq années à venir. L'accord international du café, signé il y a peu de temps, prévoit, en effet, que les pays producteurs obtiendront un quota d'exportation en rapport direct avec leur production de l'année. Au Guatemala, l'Association nationale du café (Anacafé) avait donc misé sur la production massive, incitant les propriétaires locaux à augmenter leur rendement, afin de se voir adjoindre un quota plus important. Cependant, ce n'est que dans six semaines environ que l'on saura si finalement le séisme a affecté sérieusement la culture du café ou non.

Il est beaucoup plus aisé de se rendre compte des pertes dues au cataclysme en ce qui concerne le tourisme. L'essor qu'il connaissait avant le drame avait permis un afflux de capitaux tant nationaux qu'étrangers dans le domaine de la construction hôtelière. Dans la capitale, des dizaines d'hôtels commencent à pousser et ils se multiplient aux alentours des sites archéologiques, reles les ruines mayas de Tikal et le village de Chichicastenango, célèbre pour les rites rituels de paganisme de sa population indienne pourtant catholique. Selon les calculs des experts les plus optimistes, il faudra plus de cinq ans pour que l'industrie du tourisme se remette de la catastrophe.

ANDRÉS TIEMPO.

FAITS DIVERS

● Un détenu de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis a été mortellement poignardé par un codétenu, le dimanche 8 février à la sortie de la messe, à l'intérieur de l'établissement pénitentiaire. Après une courte dispute, Antoine Espin-Alonzo, trente ans, détenu qui attend d'être jugé pour vol qualifié et association de malfaiteurs, a porté un coup de couteau à Salah Layachi, vingt-trois ans, qui purgeait une peine de trois ans d'emprisonnement pour violence et voies de fait. Atteint à la poitrine, Salah Layachi est décédé peu après à l'infirmerie de la maison d'arrêt.

Une conférence à l'UNESCO sur les risques sismiques

Quatre cents millions d'hommes vivent dans des zones menacées

Une conférence intergouvernementale sur l'évaluation et la diminution des risques sismiques s'ouvre ce mardi 10 février, à l'UNESCO, et se terminera le jeudi 19 février. Au cours de cette conférence, pratiquement actualisée par la catastrophe qui vient de frapper le Guatemala, cent cinquante représentants d'une cinquantaine de nationalités vont étudier trois grands thèmes : évaluation des risques sismiques, génie parasismique, incidences humaines et sociales du risque de tremblement de terre.

La conférence a un double but : d'une part faire le point sur les progrès réalisés dans les différentes branches de la science et de la technique concernées par les séismes, et confronter les points de vue des spécialistes de disciplines variées ; d'autre part, attirer l'attention des responsables politiques sur l'utilité d'intensifier les études propres à limiter les risques sismiques et sur « l'urgence d'intégrer les techniques et connaissances nouvelles aux dispositions officielles prises par les gouvernements pour protéger, dans toute la mesure du possible, les vies et les biens ». Un dixième de la population mondiale (soit quatre cent millions d'êtres humains) vit, en effet, dans les zones sismiques de la planète.

On peut envisager plusieurs méthodes pour diminuer les risques sismiques : les plus importantes sont sans nul doute la détermination des zones sismiques avec toutes les particularités dues à la structure et à la géologie locales, la prévision des tremblements de terre, le génie parasismique et la préparation des services publics et de l'opinion à l'éventualité d'un séisme. L'élaboration de la récente théorie de la tectonique des plaques (le Monde du 27 novembre 1974) a permis de mieux comprendre les causes des tremblements de terre : sont sismiques les rebords des plaques. Dans leur très grande majorité, les tremblements de terre se produisent, en effet, là où deux plaques voisines se rejoignent, s'écartent ou se frottent. Encore faut-il connaître par les statistiques, souvent beaucoup trop courtes malheureusement, la fréquence et l'intensité probable des séismes (1) et par des études de terrain les risques locaux. La prévision des tremblements de terre est encore très limitée en

l'état actuel des connaissances. Cependant, les progrès réalisés depuis quelques années permettent d'espérer que dans un avenir pas très éloigné on pourra prévoir avec plus ou moins de précision qu'un séisme menace une région donnée (le Monde du 8 mai 1974). Les recherches sont menées selon différentes voies : variation du rapport des vitesses des ondes « P » et des ondes « S » (2), émanation de radon (un gaz radio-actif émis dans le sol), déformations de la topographie, variations locales du champ magnétique et de la résistivité du sol.

La méthode du rapport des vitesses, due à des chercheurs soviétiques, a permis de prévoir quelques petits tremblements de terre survenus en 1973 et 1974 aux Etats-Unis. Mais ce sont les Chinois qui intriguent le plus la communauté sismologique internationale. A plusieurs reprises, en particulier lors du très violent séisme du 4 février 1975 (magnitude 7,3) qui a frappé la province du Liaoning (nord-est de la Chine), les Chinois ont affirmé avoir prévu les tremblements de terre avec succès. La population, prévenue à temps, a pu évacuer ses habitations. Les dégâts matériels auraient été très importants mais les victimes très peu nombreuses. On sait que, depuis les deux très graves séismes survenus sur son territoire en 1966, la Chine a consenti un gros effort en faveur des études sismologiques. On sait aussi que d'innombrables mesures et observations sont faites dans les zones actives du pays par des sismologues professionnels et par des volontaires. On sait enfin que la Chine a le privilège unique de posséder des statistiques sismiques s'étendant, au moins pour les forts tremblements de terre, sur deux mille cinq cents ans.

Quant à la construction parasismique, celle des immeubles et celle des ouvrages d'art, la catastrophe du Guatemala a prouvé une fois de plus à contrario qu'elle est le seul moyen de diminuer le risque sismique aussi bien pour les populations que pour les infrastructures et l'activité économiques.

YVONNE REBEYROL.

DE LA RECHERCHE AUX APPLICATIONS PRATIQUES

L'UNESCO avait organisé, en avril 1964, une première conférence de sismologie. Ce certain nombre de résolutions prises à cette occasion ont eu des effets bénéfiques, et en douze ans les sciences et les techniques liées à la sismologie ont fait de très notables progrès. C'est ce qu'a rappelé le professeur syrien Abdul-Razzak Kaddoura, représentant le directeur général de l'UNESCO, en ouvrant, ce 10 février, la conférence intergouvernementale sur l'évaluation et la diminution des risques sismiques.

Parallèlement à la conférence de la réunion de 1964, M. Kaddoura a cité, notamment, le Centre sismologique régional pour l'Amérique du Sud, qui s'est installé à Lima dès 1966, et le Centre international de sismologie, qui, depuis 1970, à Edimbourg, rassemble toutes les mesures recueillies dans les observatoires sismologiques du monde entier, calcule et publie les données définitives sur les tremblements de terre.

M. Kaddoura a souligné que la conférence de 1976 n'était pas la répétition de celle de 1964. Il y a douze ans, il fallait surtout faire progresser les connaissances scientifiques et techniques en encourageant et organisant les recherches aussi bien en sismologie théorique qu'en génie parasismique. Cette année, la conférence se propose de faire passer dans la pratique les connaissances accumulées depuis douze ans de manière que la communauté humaine tire le maximum de bénéfices des progrès accomplis. « Les gouvernements ont à faire face à de nouvelles responsabilités puisqu'on est en mesure désormais d'aborder les problèmes humains, sociaux et économiques liés aux tremblements de terre ».

JUSTICE

A propos de « Madame le... »

UNE LETTRE DU SYNDICAT DES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION SURVEILLÉE

Nous avons reçu de M. S. Solo, secrétaire général du Syndicat des personnels de l'éducation surveillée (S.N.P.E.S.-F.E.N.), la lettre suivante :

Suite à l'article paru dans le Monde du 24 janvier 1976, intitulé « Madame le... » (rubrique Justice, page 16), le Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée tient à apporter les précisions suivantes :

N'ayant aucun jugement à porter sur la personne de Mme Rozès, nous n'avons jamais engagé une démarche officielle ou officieuse tendant à s'opposer au départ du directeur de l'éducation surveillée, et cette fois encore, rien n'a été envisagé.

D'autre part, nous nous sommes opposés publiquement par des conférences de presse aux orientations nouvelles envisagées par la direction de l'éducation surveillée : de tels projets devaient notre secteur de sa mission éducative, lui faisant assumer une fonction de contrôle judiciaire d'adultes. Nous nous félicitons de voir dans la note d'orientation par la direction de l'éducation surveillée, de nombreuses revendications du S.N.P.E.S. enfin prises en considération, concrétisant ainsi l'abandon des orientations initiales.

Nous espérons vivement que la vocation éducative de l'éducation surveillée ne sera plus remise en cause. Il appartiendra au futur directeur d'obtenir du garde des sceaux les moyens d'une politique spécifique. Nous jugerons aux actes.

[Ainsi que nous l'a confirmé par téléphone notre correspondant, le Syndicat de l'éducation surveillée a surtout été préoccupé qu'on puisse écrire de ce mouvement qu'il avait été « apaisé », et même « apprivoisé », par Mme Simone Rozès. Il y a des choses qui ne se disent pas...]

Quant à la « démarche » que nous citions, elle visait une déclaration de M. Hector Vilès, militant actif du S.N.P.E.S., faite en juin 1975 — le 24, semble-t-il — lors d'une séance de la « commission Costa », chargée d'examiner les problèmes de la protection judiciaire. Cette commission doit remettre ses résultats au mois de mars prochain. Au cours de cette réunion, qui avait lieu après un article du « Monde » (le Monde du 23 juin), rapportant un possible départ de Mme Simone Rozès de son poste de directeur de l'éducation surveillée, M. Vilès avait interpellé Mme Rozès pour lui dire que le S.N.P.E.S. souhaitait son maintien au poste qu'elle occupait. Il y a des choses qui ne se répètent pas... — P.H. B.]

Une autre raison d'aimer notre style : son prix.



Robes jersey
(47 % acrylique, 42 % coton
11 % polyester)
gansées coton
imprimé,
avec fichu assorti,
chacune :
100 f

Galeries Lafayette

Hausmann - Montparnasse - Belle Epine

فكرنا من الأصل

Vers une re... en Fra...

Un effort considérable

Price de conscience

Actualité du thermalisme

AVANT TOUT, ÊTRE CONVAINCANT...

L'AN dernier, près d'un demi-million de nos compatriotes sont allés, comme on disait jadis, « prendre les eaux ». Ce faisant, ils suivaient des exemples venus de très loin dans l'histoire, les Anciens — et les Romains plus encore que les autres — ayant été sans conteste ce que notre irrespectueuse époque pourrait appeler des « fans » de la buvette (ou les spécialistes du cru sont servies dans des verres gradués), des « enrégés » de la trempette dans des boudes aussi chaudes que nous-mêmes, des « inconditionnels » de la douche au jet et des « mordus » du massage en baignoire...

Siliceuses, sulfo-alcalines, sodiques calciques, ferrugineuses, silicatées, bicarbonatées calciques, chlorurées sodiques, magnésiennes, hyperthermales, radio-actives, ferro-cuivreuses, oligométalliques diurétiques, sulfatées chaudes, bromo-iodurées ou même arsenicales, ces eaux, purs produits de la nature, jaillissent avec fougue ou sourdissent plus modestement de douze cents sources, cachées pour la plupart au flanc de nos montagnes.

Cinq cent mille Français, est-ce beaucoup ? C'est encore trop peu, même si le nombre des curistes de 1975 a augmenté d'environ 5 % par rapport à l'année précédente. Trop peu si l'on regarde par-dessus les frontières de l'Hexagone : nos voisins italiens comptabilisent tous les douze mois un million deux cent cinquante mille adeptes, l'Allemagne en reçoit dans le même temps un million six cent cinquante mille et l'U.R.S.S. se classe haut la main en tête du peloton avec cinq millions de malades.

Pourquoi l'arsenal thérapeutique français — plus de cent stations dotées toutes d'installations peut-être encore mal adaptées, pour certaines, à la demande actuelle, mais, en tout cas, existantes — reste-t-il si mal utilisé ?

Parmi les raisons essentielles de cette carence, le professeur Claude Laroche, titulaire d'une chaire de clinique médicale à l'U.E.R. Cochin - Port-Royal, souligne (1) deux points d'importance : le manque d'information au niveau du corps médical (et plus spécialement des étudiants), lacune qui devrait être comblée « grâce à un enseignement d'hydro-climatologie rénové, des ressources du thermalisme et des méthodes modernes qui ont transformé depuis quelques années les traitements thermaux », et la propension fâcheuse qui tend à « opposer la crénothérapie (thérapeutique par les eaux de source) aux autres médications, en oubliant que la vraie thérapeutique est une, comme la médecine ».

Réservés jadis aux « riches », qui trouvaient souvent dans le prétexte d'une cure plus ou moins scrupuleusement suivie de bonnes occasions de vacances supplémentaires, le thermalisme s'est peu à peu « socialisé » au cours des vingt dernières années, permettant, comme le note le professeur Laroche, « d'étendre à de larges couches de la population les bienfaits d'une crénothérapie qui a pu, grâce à un corps médical de haute valeur, s'enrichir de nouvelles méthodes thérapeutiques », tandis que, parallèlement, « de nombreux travaux, tant expérimentaux que cliniques et biologiques, précisent les indications des cures thermales et en vérifient objectivement les résultats ».

A qui s'adressent les cures ? Aux affections les plus variées, répond-il, en utilisant des eaux possédant des propriétés très diverses, recourant à des méthodes aussi différentes que des cures de diète, des inhalations d'aérosol, des applications de boues ou des bains en piscine, les traitements thermaux possèdent en commun un caractère fondamental : ils font appel, à l'exclusion de toute chimiothérapie, aux produits naturels des sources thermales, en particulier à l'eau minérale et aux gaz qui s'en dégagent.

La crénothérapie est donc une médication naturelle, dont les propriétés sont établies sur des critères cliniques et pharmacologiques communs à tous les médicaments ou, plus généralement, à toutes les méthodes thérapeutiques.

Le lieu d'utilisation de cette médication est pourtant privilégié : la crénothérapie est appliquée à proximité de l'émergence, des sources, et est impérativement correspond à un phénomène biologique maintenant bien connu : le vieillissement de l'eau, qui perd très rapidement une grande partie de ses propriétés pharmacologiques sous l'effet, en particulier, des variations thermiques. D'où la nécessité absolue de l'implantation, près des sources, d'établissements thermaux dotés d'un équipement thérapeutique spécialisé en fonction des propriétés édictées du médicament thermal.

Reste à convaincre. « Pour que notre potentiel thermal, évalué entre un million deux cent mille et deux millions de curistes, soit utilisé à plein, le thermalisme doit avant tout être convaincant », note le Dr Guy Ebrard, président de la Fédération thermique et climatique française (le Monde du 27 février 1974).

Avec 1 milliard et demi de francs de chiffre d'affaires annuel, le thermalisme français a cependant son mot à dire dans l'économie nationale. Pourquoi a-t-il tant de mal à s'imposer et, partant, à se développer régulièrement, d'une année sur l'autre, au rythme des industries qui ont trouvé leur vitesse de croisière ?

Parce que les curistes étrangers, nombreux hier, boudent, aujourd'hui, nos buvettes. Parce que des Français eux-mêmes (environ trois cent cinquante mille, selon de récentes estimations) leur préfèrent des villes d'eaux étrangères d'Europe, alléchées peut-être par une publicité mieux orchestrée et plus attractive. Parce que trop de médecins se refusent encore à reconnaître les bienfaits que savent dispenser nos sources et à les prescrire. Parce que le traitement par les eaux n'est pas — on l'oublie trop volontiers — un traitement rapide. Le Pr Laroche le dit tout net : « Une cure de diète n'a de valeur que si elle se prolonge pendant des mois ou des années : un obèse, un diabétique, un gouteux, doivent quitter la station thermale avec un ensemble de prescriptions hygiéno-diététiques qui permettront de mieux combattre leurs troubles métaboliques ; un malade porteur de lésions rhumatismales ou soigné pour les séquelles d'un traumatisme sévère doit poursuivre après sa cure les techniques de rééducation qu'on lui aura apprises, et il en sera de même pour un asthmatique ou un insuffisant respiratoire. »

Plus que jamais, il va falloir se montrer convaincant...

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(1) Le Thermalisme en France, éditions Publi-Préface, Pau, 1974.

Vers une renaissance en France

par le docteur
GUY EBRARD (*)

DEPUIS dix ans, tout a été dit sur la crise ou, du moins, la stagnation du thermalisme français. A cet égard, l'opinion a été si bien façonnée qu'il ne se publie pas un article ni se rédige un ouvrage concernant ce secteur sans que leurs auteurs se complaisent dans ce lieu commun. Cependant, tout change et une mise au point s'impose : non seulement un pessimisme trop accusé constitue une contre-propagande qui, à la limite, deviendrait l'obstacle principal à une politique de relance, mais à la vérité l'information est en retard sur les faits.

	Chiffre global	Assurés sociaux	Curistes libres
1971	417 624	325 935	91 689
1972	443 244	328 133	115 051
1973	452 177	354 684	97 493
1974	470 719	358 275	112 444

Pour 1975, les statistiques ne sont que partielles, mais elles font ressortir certaines progressions spectaculaires : + 7,27 % à Aix-les-Bains par rapport à 1974 ; + 14 % pour Amélie-les-Bains ; + 12 % pour Brides ; + 9,20 % pour Dax ; + 6,50 % pour Luchon. Des chiffres d'autant plus remarquables que l'économie française dans son ensemble est en récession.

En outre, la comparaison si souvent exploitée avec le nombre des curistes dans les stations italiennes et dans les stations allemandes pourrait donner matière aux deux remarques suivantes :

Un effort considérable

Sur le plan de l'équipement, les années 1968 à 1973 marquent, de la part tant des maires que des professionnels, une véritable timidité à investir, qui est elle-même l'indice d'un découragement puisque le montant des opérations réalisées s'élève, pour ces sept années, à 48 millions. En revanche, pour les deux années 1973 et 1974, les investissements atteignent 88 millions, et, malgré les mesures de restriction du crédit et l'augmentation du coût de l'argent, ils se chiffrent à 22 millions en 1975. A ces réalisations il faut ajouter l'hôpital thermal de Vals-les-Bains, ouvert toute l'année et qui comporte quatre cent cinquante lits pour les soins aux diabétiques en internat ; Uriège, à son tour, inaugu-

ra le sien en 1976 avec quatre-vingt-dix lits. L'effort accompli en trois ans, soit par les maires soit par les sociétés privées, est donc considérable. Encore les chiffres ci-dessus ne concernent-ils que la rénovation des établissements thermaux. Parallèlement, bien que les résultats soient moins spectaculaires, il a été investi dans le secteur de l'hôtellerie, en de grandes opérations de rénovation fondamentale ou de construction d'hôtels neufs, 25 millions, qui se répartissent entre Gréoux, Amélie-les-Bains, Vittel, Le Mont-Dore, Dax, Préchacq, étant entendu que, par ailleurs, sont intervenues dans toutes les stations des modernisations partielles des équipements hôteliers.

Prise de conscience

Il faut ajouter à ce bilan les opérations d'urbanisme entreprises par les communes, les créations d'espaces verts, d'équipements sportifs et de loisirs, de clubs ou de foyers culturels entièrement autofinancés. Le visage des stations thermales françaises est donc en voie de trans-

formation, et la fausse réputation voulant que leur équipement ne soit plus adapté aux exigences d'une clientèle difficile devient un préjugé.

Or cet élan vers la modernisation se manifeste dans un contexte économique difficile sans que les aides de l'Etat se soient accrues pour autant. Le taux des prêts qu'il accorde reste élevé et les programmes réalisés ont été en moyenne autofinancés à plus de 50 %.

Il est donc, en un sens, encourageant de penser que l'effort du renouveau du secteur thermal provient non pas d'une intervention accrue de l'Etat, mais d'une prise de conscience spontanée de la part de ses promoteurs du rôle qu'il peut jouer sur le marché européen au plan de la santé et au plan économique.

(Suite page 18.)

LA CARTE DES EAUX

LA France compte plus de deux mille sources d'eaux minérales, dont environ mille deux cents sont capées et quelques dix cents exploitées de façon suivie.

Un survol rapide de la carte région par région suffit à en dresser l'inventaire. L'ALSACE en compte quatre : l'AQUITAINE sept, l'AUVERGNE cinq, réparties sur trois départements, la CHAMPAGNE une seule. Quatre stations en CORSE, trois en FRANCIE-COMTE et trois en LANGUEDOC-ROUSSILLON, une en LIMOUSIN, quatre en LORRAINE. Les six départements du MIDI-PYRÉNÉES, avec dix-huit points sur la carte, ne classent en tête du peloton. Viennent encore le NORD, une station ; la BASSE-NORMANDIE, une également ; le POITOU-CHARENTAIS, trois unités ; et la PROVENCE-CÔTE D'AZUR, qui en compte cinq. En REGION PARISIENNE, Baginon - les - Bains sauve l'honneur des environs de la capitale, et, enfin, la région RHODAN-ALPES — sept départements représentés — est la deuxième au classement avec quatorze unités.



Cures à Vittel

Les résidents de Vittel vous pouvez attendre.

Une cure à Vittel est recommandée pour les affections des reins et des voies urinaires (les calculs en particulier), pour les affections métaboliques (la goutte, l'obésité), pour les affections hépato-biliaires, pour la migraine, pour le cholestérol.

A Vittel, vous détectez votre organisme par une abondante diurèse ; vous accroissez votre élimination d'urée de plus de 20 %, votre élimination d'acide urique de plus de 30 %. Vous retrouvez votre vitalité dans une campagne non polluée et tonique.

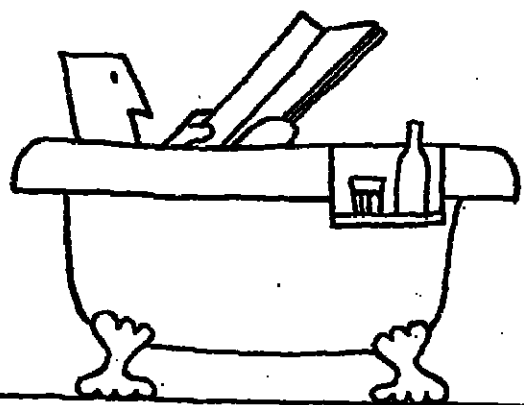
Une cure à Vittel est aussi une cure de repos. Il est prouvé que dès le 2^e soir, l'action conjuguée du calme (secteur thermal aménagé en zone piétonnière), du climat, de la cure permet à ceux qui souffrent d'insomnies de retrouver un sommeil régulier.

Une cure à Vittel est enfin une cure de promenade, de musique, de sport (tennis, piscine, golf, boules lyonnaises, etc.). Vittel est l'une des stations thermales les mieux équipées au monde pour les loisirs.

Votre médecin pourra vous donner plus de précisions compte tenu de votre cas particulier. Et pour tous les renseignements pratiques, les hôtels, les appartements meublés, les possibilités de remboursement par la Sécurité Sociale, appelez ou écrivez au Secrétariat Médical de la Station. B.P. 43 Vittel 88800, téléphone : (29) 08.00.00.

100f
Galeries
Lafayette

DE A à V, LES NOUVEAUTÉS



CHDIER

Se retrouver à La Bourboule

Station thermique climatique touristique

Asthme Voies respiratoires

Renseignements au S.L. Tél. 0731.81.02.99

LUXEUIL-LES-BAINS

(Haute-Saône)

GYNECOLOGIE - PHLEBOLOGIE - OBESITÉ FÉMININE - DÉTENTE

- Ville d'art et de riche passé.
- Au pied des Vosges verdoyantes.
- Forêt aménagée de 2 000 hectares.
- Festival des Arts de Saône.
- Pêche, Tennis, Équitation, Natation, Clubs touristiques.

Renseignements :
Centre Service G., Mairie ou Syndicat d'Initiative - Tél. (04) 40-46-41
70300 LUXEUIL-LES-BAINS - Tél. (04) 40-44-00.

RHUMATISANTS !

Cures, toute l'année, sous le SOLEIL de la MEDITERRANEE

THERMES balaruc

34540 tél. : (67) 78.51.02

RHUMATISMES | PSORIASIS

DÉGÉNÉRATIFS CHRONIQUES | DERMATOSES

ARTHROSES | ACNÉS - ECZÉMAS

O.R.L. | Gargarismes - Humages
Aérosols - Pulvérisations

PISCINE PANORAMIQUE de rééducation fonctionnelle - Applications de boues - Injections d'eau thermale unique au monde.

Le forfait CURE comprend un traitement des voies respiratoires initiées par les pollutions.
PARC - TENNIS - ÉQUITATION - BOULES - PROMENADES
CASINO - DANCING - MAISON DU CURISTE

HOTELS RENOVÉS RELIÉS À L'ÉTABLISSEMENT THERMAL

STATION AGRÉÉE PAR LA SÉCURITÉ SOCIALE
PROX. FORFATAIRES. SEJOUR + CURE TARIF ET DOCUMENTATION
ILLUSTRÉE N° 10 sur demande à l'Établissement Thermal d'URIAGE-LES-BAINS - 38 Isère Tél. (76) 88.10.07

ETABLISSEMENT THERMAL D'URIAGE LES BAINS
A 11 Km DE GRENOBLE (38)

THALASSOTHÉRAPIE - DEAUVILLE

HOTEL NORMANDY - L'OUVERT TOUTE L'ANNÉE (aménagement pour curistes)

PISCINE OLYMPIQUE EAU DE MER CHAUFFÉE

Cure de détente - Relaxation - Convalescence - Surmenage des dirigeants - Obésité - Affections de l'appareil locomoteur - Rééducation en eau de mer - Affections rhumatismales - Douleurs chroniques - Insuffisances respiratoires - Troubles de croissance.

SOINS SPÉCIAUX AUX SPORTIFS - MINI-CURES - WEEK-END
GOLF - TENNIS - PISCINE - CASINO (ouvert toute l'année)

Renseignements : Thermes marins (31) 88-08-47

GRAND HOTEL ****

ESPLANADE TERGESTEO

MONTECROTTO TERME (PADOVA)

à deux pas de la promenade qui mène à Abano Terme

- air conditionné réglable partout
- 2 piscines communicantes dont une couverte
- tennis gratuit dans l'hôtel et golf à 8 km
- coiffeur pour dames dans l'hôtel
- CURES DANS L'HOTEL

Télex 43033 Esplator - Tél. 79.34.44 - Télégram. Tergestotel
ou Paris C.A.T. 3, bd des Capucines, Paris 2^e - Tél. 073.40.85

ENTRE 1970 et 1974, AX-LES-BAINS (Savoie) a investi 25 millions de francs dans la restructuration et l'extension de ses thermes. Avec une capacité de 7 000 curistes/jour, la grande station sa-voiarde, qui a reçu 45 000 curistes en 1975, soit une clientèle en progression de près de 5 % par rapport à 1974, entend jouer désormais la carte des forfaits, forfaits destinés d'abord à séduire la clientèle étrangère.

Le séjour en demi-pension dans un hôtel de catégorie deux étoiles avec salle de bains, durant sept jours (renouvelables), essor de six catégories de traitement, de l'assistance médicale, du transport entre aéroport d'arrivée et Aix sera vendu entre 750 et 800 francs. Si les distractions n'y sont pas incluses, une carte forfaitaire de vingt tickets sera cependant mise en vente, chacun des tickets donnant droit d'accès aux équipements de la station (golf, tennis, tir au vol, entrée du casino, équitation, centre nautique du lac, etc.).

Parmi les équipements déjà en chantier, on notera un centre polyvalent destiné à abriter congrès, expositions, spectacles, etc., et comprenant une grande salle de 1 200 places, des salles de commissions d'une capacité variant entre 50 et 200 places, et d'une autre d'exposition d'un parking pour 300 véhicules. L'ensemble sera mis en service à l'issue de l'été 1977.

On oublie trop souvent qu'AX-LES-BAINS (Savoie) est aussi une ville d'eau. Son ensemble thermal, tout entier basé sur les thermes Saxius, a l'avantage sur bien d'autres de communiquer directement avec l'hôtel Thermal. Déjà largement rénové lors de ces dernières années, l'établissement thermal inaugurera cette année un certain nombre d'aménagements complémentaires : les cabines de première classe seront entièrement restaurées au mois d'avril prochain et dotées de douches pulsées. D'autre part, on agrandit l'atrium de repos et l'on met la dernière main à l'ascenseur reliant entre eux bloc thermal et hôtel.

Si le prix des forfaits 1976 n'est pas encore connu (il doit être incassablement rendu public), on sait que ceux-ci comprennent le voyage, le traitement, le séjour en hôtel et la gratuité des entrées au casino.

A noter, enfin, le Festival 1976 (du 15 juillet au 15 août) avec à son actif sept représentations du Don Juan de Mozart, six de la Traviata de Verdi et trois de Médée de Cherubini.

Les vieux thermes romains d'AMÉLIE-LES-BAINS (Pyrénées-Orientales), dont les structures ont été classées par les monuments historiques, ce

qui n'était pas sans poser quelques problèmes à l'heure des travaux — problèmes résolus par l'allocation d'une aide du secrétariat d'État à la culture, — ont une capacité d'accueil de 2 500 curistes.

Les thermes Pujade, pour leur part, qui ont l'avantage d'être attenants au Grand Hôtel, seront totalement reconstruits, leurs seuls murs actuels étant conservés. Ils pourront recevoir 600 curistes par jour dès la fin de ce printemps, 500 « privilégiés » qui disposeront d'installations de très grand luxe.

Les investissements qu'opère AMÉLIE-LES-BAINS sont justifiés : la saison 1974 avait connu une augmentation de 7 % du nombre de ses curistes par rapport aux années précédentes, celle de l'an dernier a marqué une progression de 18 %, sur 1974. 25 % en deux ans, voilà qui est prometteur.

AX-LES-THERMES (Ariège), qui a reçu 8 000 personnes en 1975 (+ 5 % sur 1974), se flatte à juste titre de la mise en service du Royal Thermal, établissement de 25 chambres qu'un ascenseur relie directement aux installations thermales. On notera que, dès mai 1975, l'établissement du Tech (rhumatologie et O.R.L.) montrera un visage entièrement renouvelé, et que les séjours peuvent prévoir, au sortir de leur cure, un séjour à Ax-1 400, station de sports d'hiver bâtie sur le plateau Bonasera.

Une « cité thermique » est en cours de construction dans le parc de BAGNOLES-DE-L'ORNE - TESSE-LA-MADELINE (Orne), qui se présentera comme un village en forêt fait de chalets et d'appartements de bon confort. D'ici là, l'hôtel des Thermes Thermal, établissement de 25 chambres et 50 cabines de déshabillage, 12 cabines de douches, etc. L'ensemble, qui aura coûté 6,2 millions de francs, sera mis en service pour la saison 1977, mais l'établissement devra ouvrir ses portes en juillet prochain.

Les rhumatisants connaissent bien BOURBON-L'ARCHAMBAULT (Ailier), dont les eaux chlorurées-sodiques, poly-métalliques et radioactives à 53° soulagent leurs maux. Là encore, on a modernisé l'existant et entrepris la construction d'un nouvel établissement thermal à deux niveaux abritant une piscine de rééducation fonctionnelle, un gymnase, un promenoir, un solarium, une salle de repos, 48 cabines de déshabillage, 12 cabines de douches, etc. L'ensemble, qui aura coûté 6,2 millions de francs, sera mis en service pour la saison 1977, mais l'établissement devra ouvrir ses portes en juillet prochain.

A CAPVERN (Hautes-Pyrénées), où l'on poursuit, depuis maintenant deux ans, un profond effort de modernisation, on compte aujourd'hui 44 cabines de bains, 4 tribunes de douches, 10 vestiaires et 6 cabines de massages à sec dans les murs

de l'établissement de Hout-Courrie, qui a été doté de surcroît d'une buvette particulièrement luxueuse. Mis en service au début de l'été dernier, les thermes du Bourdieu, d'une capacité sensiblement égale, ont, eux aussi, subi une restauration totale.

La nouvelle société thermique qui veille aux destinées de CAUTERETS (Hautes-Pyrénées) s'attache à poursuivre la modernisation du casino, dont les travaux s'achèveront en 1977. Le cinéma est d'ores et déjà terminé, et un night-club fera danser les curistes à la saison prochaine. Tandis qu'on rénove la piscine située dans les jardins du casino, on crée de nouvelles espaces verts. Toute peine mérite salaire : en 1975, la fréquentation de Cauterets s'est accrue de 5 % de curistes par rapport à l'année 1974.

CHATEAUNEUF-LES-BAINS (Puy-de-Dôme) sera la plus récente des stations saignées lorsque les nouveaux propriétaires (la société qui est déjà concessionnaire du Mont-Dore, de Préchacq-les-Bains et de Bourbon-l'Archevêque) auront achevé les importants travaux de modernisation qui s'y imposent.

A DIVONNE-LES-BAINS (Ain), on achève de mettre au point une cure de psychothérapie complétée de séances de relaxation, et même de yoga, la station célèbre pour abriter le casino le plus florissant de France — ayant inscrit cette discipline à ses programmes.

L'association de culture et loisirs qui vient d'être créée organisera dès cette année des randonnées pédestres au fil des sentiers balisés qui serpentent au pied du Jura, et face au Mont-Blanc. Enfin, tandis que Donald Haradine réaménage les greens du golf de dix-huit trous, le centre nautique, la piscine olympique chauffée et la plage du lac se voient renouvelés avec soin.

Les Grands Thermes et l'établissement Henry à CHATELGYRON (Puy-de-Dôme) sont l'un comme l'autre entre les mains des rénovateurs. Installations techniques (pompage, chauffage, etc.) et installations directement ouvertes au public bénéficient ainsi des plus récents perfectionnements.

Les forfaits d'EVIAN (Haute-Savoie) portent la double étiquette « détente, beauté », et Haves-Voyages les commercialise dans ses agences. Ils comprennent le séjour à l'hôtel, la cure de repos, le forfait de soins (cure de boisson, buvette, remise en forme — au choix — massage, douche, etc.) — et « soins de beauté » au choix. A titre indicatif, un tel forfait, portant sur sept jours en demi-pension dans un hôtel une étoile, est vendu autour de 770 F.

A une petite heure de train de la capitale, FORGES-LES-EAUX (Seine-

Maritime) se peut-être plus court par les joueurs de roulette que par les malades. Ces derniers auraient tort, puisqu'on y soigne les troubles gastro-intestinaux, l'anémie, l'asthme et les troubles nerveux. La ville a racheté le bois de l'Épinay, 15 hectares qui seront aménagés en parc de jeux et promenades, tandis que le casino s'agrandit, au point que la surface de son restaurant sera bientôt doublée.

LUCHON (Haute-Garonne), offre le choix entre ses trois établissements thermaux, les thermes Chambert (hors classe), le Pavillon Prince Impérial (première et deuxième classe) et le radio-vaporium. Les deux premiers traitent les maladies oto-rhino-laryngologiques, le dernier les rhumatismes. Avec succès, semble-t-il : en 1975, 25 517 personnes sont venues s'y soigner.

Un centre d'arts et loisirs accueille désormais les curistes de LUXEUIL (Haute-Saône), où se succéderont

RÉSULTATS PARTIELS DE L'AUGMENTATION DU POURCENTAGE DE LA FRÉQUENTATION EN 1975 (1) DES STATIONS FRANÇAISES.

STATIONS	POURCENTAGE
Ables-Bains	1,27
Allervard	4,50
Amélie-les-Bains	14
Ax-les-Thermes	10
Bourbon-Lancy	20,60
Brides-les-Bains	12
Challes-les-Bains	7
Châtigny	1,30
Bagnols-les-Bains	2,10
Dax	8,20
Les Fumades	15
La Léchère	5,50
Lamouille	5,12
Luxeuil	5,00
Luchon	6,50
Le Mont-Dore	1,50
La Bourboule	1,93
La Roche-Foury	3
Rozat	10
Saint-Bonnet-les-Bains	10

(1) Par rapport à 1974.

dès les beaux jours expositions, spectacles folkloriques, festivals, etc.

Le MONT-DORE (Puy-de-Dôme), dont les nouveaux thermes ont été inaugurés en juillet dernier par le président de la République en personne, se place en tête des stations thermales saignées au plan du développement : avec un brillant +6 % en 1975, elle a coiffé toutes ses voisines au poteau.

Une nouvelle société d'exploitation a entrepris la rénovation de PLOMBIÈRES (Vosges), qui recevait, en dépit d'installations trop anciennes, jusqu'à 7 000 curistes l'an. En 1975, on verra la réouverture du Grand Hôtel (120 appartements en 3 étages NN) communiquant directement avec les thermes Napoléon — eux-mêmes rénovés — par ascenseurs. Ainsi réorganisé, le Napoléon devient un hôtel thermal dans toute l'acceptation du mot.

Station landaise, PRÉCHACQ-LES-BAINS (Landes), a enregistré avec satisfaction une augmentation de fréquentation de 8 % l'an dernier. Le 1^{er} avril c'est à nouveau l'un des nouveaux thermes ouvrant leurs portes. Hôtels et restaurants s'améliorent, comme l'établissement thermal, rénové l'an dernier, mais qui paracheve encore ses installations vouées aux bains de boues — des boues « millésimées », qui ont subi plusieurs années de maturation.

L'hôpital thermal d'URIAGE (Isère), sera inauguré l'an prochain, et restera ouvert toute l'année (80 lits), pour soigner les affections dermatologiques, rhumatismales et O.R.L.

A VITTEL (Vosges), enfin, on annonce la mise en service de deux nouveaux traitements médicaux, les douches rénales et les multidouches hépatiques. De quoi être... gentiment soigné.

MAIGRIR

A BRIDES LES BAINS

seule station thermale d'Europe spécialisée dans le traitement de l'obésité et de la cellulite

écriture office du tourisme
boîte postale 761
73570 BRIDES LES BAINS SAVOIE

LA BIBLE DU CURISTE

C'EST à coup sûr le livre le plus intelligent sur le thermalisme que vient de publier M. Félix Bédier Fortané, un curiste assidu, pour un personnellement témoin de bienfaits de l'usage des eaux.

Mais M. Fortané, directeur départemental du travail et de la main-d'œuvre, à Chartres, n'est pas un curiste ordinaire, et son livre le prouve, car, minutieusement conçu, il s'agit sur les sources, la thérapeutique thermique, les problèmes administratifs, sociaux et économiques du thermalisme.

Dans cet ouvrage, l'auteur ne cache pas sa tendresse, quasi mystique, pour les sources, à l'égard de celles qui, au cours des siècles, ont su y puiser force et santé.

Mais l'anecdote tient peu de place, et c'est avec sérieux et réalisme que sont étudiés non seulement l'origine et la captation des eaux thermales, mais aussi leurs propriétés et leurs caractéristiques chimico-radio-actives. La pratique et la science du thermalisme donnent lieu à des développements intéressants sur les techniques de cures et la crédibilité, trop facilement contestée, de la crémothérapie.

De la réglementation des cures à l'attitude du corps médical vis-à-vis du thermalisme, en passant par les problèmes des investissements dans les stations, l'industrie des eaux minérales et les difficultés de gestion d'une branche économique trop négligée, M. Fortané dresse un bilan socio-économique que personne n'aurait su présenter aussi clairement jusqu'ici.

« Le Thermalisme » est tel est le titre du livre — constitue plus qu'un témoignage objectif, une documentation fondamentale accessible à tous les lecteurs qui veulent savoir exactement ce qu'est la thérapeutique thermique et ce que l'on peut en attendre, preuves à l'appui.

En plaçant en exergue à son titre la phrase de La Fontaine : « Tout mal a son remède au sein de la nature », l'auteur exprime en fait dans la générosité des sources. Son livre invite tous ceux qui ne dissocient pas la nature, la science et l'homme à la partager. Un ouvrage en somme qui a sa place dans la bibliothèque du médecin comme dans les bagages du curiste.

M. D.

★ Le Thermalisme, Maloine S.A., éditeur, 400 pages, 89 F.

BOURBONNE-LES-BAINS

HAUTE-MARNE (du 1^{er} MARS au 20 DÉCEMBRE)

LA STATION SPÉCIALISÉE POUR LES

FRACTURES - RHUMATISMES - ARTHROSES

SYNDICAT D'INITIATIVE - 52400 BOURBONNE-LES-BAINS

Tél. : (27) 90-01-71 ou 90-02-31

S'-gervais les-bains

au pied du Mont Blanc

STATION THERMALE ET CLIMATIQUE

DES ALPES

DE LA PEAU ET DES VOIES RESPIRATOIRES DÉPENDANTES

ECZÉMAS - ACNÉS - PRURITS (et autres)
REZ, GORGE, OREILLES
SÉQUELLES D'ARTHROSES
DES BRULURES

par le S.S.
SAISON
MAI-SEPT.

INSCRIPTION OBLIGATOIRE, écrire :
thermes 74190 le Fayet - bp 20
AFFILIÉS AU SYNDICAT NATIONAL DES ÉTABLISSEMENTS THERMAUX DE FRANCE

Les miracles de Saint-Gervais

Les eaux de Saint-Gervais sont crées du grand public. L'hiver pour le skieur qui a « déchaussé » au pied du téléphérique du Bettex, et qui va s'offrir une pause-pâtisserie dans le centre de la station, ce sont simplement celles du Bon-Nant, qu'il franchit sur le pont du Diable, surplombant une gorge sauvage. Au printemps, en été, pour le curiste, ce sont celles, beaucoup plus mystérieuses par leurs « propriétés », que le torrent déverse d'une cascade en contraband de la route descendant au Fayet.

A ces thermes un vaste bâtiment blanc niché au fond d'un parc aux allées caennaises — on accède comme au château de Malaparte. On ne sait quel de troublement flotte dans ses murs immaculées. Tout y est attentif, « suspens », silence que déchirent parfois des pleurs d'enfant ou un cri inhumain. C'est ici, en effet, la dernière station — comme celle d'un chemin de croix — des grands brûlés. L'atmosphère néanmoins y est douce, et les soins infiniment précautionneux quand on les compare à ceux que dispensaient les cliniques grand-guignolesques des as de guerre descendus en flammes, que décrit la plume véhémente de Malaparte dans la Peau.

Pour avoir assisté un jour dans son traitement une petite héroïne de trois ans aux cicatrices aujourd'hui imperceptibles, nous pouvons témoigner du doigt des grands médecins, eux-mêmes maîtres de douches, en même temps que de la vertu des bains, propos de cette chronique.

Une étoile brûlée vive

Des griffons de la source de Saint-Gervais s'écoulent une eau toujours limpide à la température constante de 41° 5. C'est dans cet état d'urgence pure que sont alimentés sans aucune manipulation les différents postes de distribution des thermes. Du puits de captage se dégage un « soufre thermal » — déja excellent pour les affections nez-gorge-oreilles, mais encore meilleur, à titre d'eaux sulfatées non agressives, pour la peau, dans le traitement des alopécies cicatricielles de brûlés. Très fortement minéralisées, riches en magnésium, manganèse, potassium, fer, iode et zinc, ces eaux constituent pour les peaux et muqueuses irritées un sérum naturel.

Déjà novées avant la dernière guerre, les installations de l'établissement thermal ont été modernisées trente ans plus tard, à l'époque où s'annonça une curiste de marque : Jeanne Charrai. Celle-ci venait en convalescence à Saint-Gervais après plus d'une année de soins à l'hôpital Cochin, à la suite de son dramatique accident dans les studios des Buttes-Chaumont où elle avait failli être brûlée vive, comme au siècle dernier une autre étoile de la danse, Emma Livry.

Elle fut suivie d'autres « clients » qui avaient défrayé la chronique, tels les pompiers victimes de l'incendie de la raffinerie de Feyzin, tel un volait sorti par miracle du brasier, ou encore cette très belle jeune femme au visage intact mais uniquement, farouchement, préoccupée de cacher la plaie intime de son corps et de ne la dévoiler aux yeux des praticiens que pour que ceux-ci en effacent le cauchemar.

Les eaux lustrales...

Aujourd'hui, les curistes viennent en foule : deux mille cinq cents environ en juillet-août, au gré de la saison, répartis dans les hôtels et chalets des environs, souvent même à Chamonix, Salanches, Cluses. La première semaine, matraqués par le traitement, ils récupèrent leurs forces en dormant ; la deuxième, ils s'ambulent. Pendant la troisième et dernière semaine, seulement, ils sortent, marchent et font des excursions : au mont d'Arbois, d'où la vue sur la chaîne du Mont-Blanc est unique ; dans la jolie Vallée de la Tignes, en direction des Contamines, au col de Voza, voire au Nid-d'Aigle, sur le glacier translucide de Bionnassay, en empruntant la crémillère du T.M.B., que nous avons connu tiré par la locomotion à vapeur, mais est à présent modernisé par la traction électrique, à l'image du chemin de fer de la Jungfrau.

Les cures de Saint-Gervais n'empêchent nullement leurs dévots d'entreprendre ou de poursuivre des soins de physiothérapie à Paris, ni d'aller goûter en mer, sur le promontoire de Quiberon, aux joies séduisantes de la thalassothérapie.

Mais pour reprendre bon moral et figure humaine à l'abri de tous, les eaux lustrales sont ici, au pied du Mont-Blanc...

OLIVIER MERLIN.

* Syndicat d'Initiative de Saint-Gervais, 74 170 (Haute-Savoie), avenue du Mont-d'Arbois, tél. : 12.

Vers une renaissance en France

(Suite de la page 17.)

Aussi, à l'heure actuelle, plutôt que d'une relance du thermalisme français — laquelle implique un plan de soutien de l'Etat — convient-il de parler d'une « renaissance du thermalisme ».

Cependant, pour que cette renaissance ne soit pas une actualité éphémère mais qu'elle puisse déboucher sur des certitudes d'avenir, trois conditions sont nécessaires :

— Le thermalisme doit rester fer-

mement attaché à sa vocation médicale et thérapeutique. En opposition à toute la panoplie de la chimiothérapie, il est une thérapeutique naturelle vers laquelle notre vingtième siècle finissant et exténué a de plus en plus tendance à revenir. Mais il ne doit apparaître ni comme un palliatif aux effets incertains ni comme un luxe. Il est le traitement d'un certain nombre d'états pathologiques nettement définis à la fois dans le domaine de la thérapeutique curative, dans celui de la prévention et dans celui de la consolidation.

Redevenir exportateur grâce à un programme de relance

La modernisation doit se poursuivre à un rythme soutenu. On peut espérer que d'ici cinq ans toutes les stations thermales françaises auront renouvelé leurs structures (structures des établissements thermaux, structures d'hébergement, structures d'environnement et de loisirs) et que les douze plus grandes d'entre elles auront acquis un rayonnement non seulement national mais international pour s'être dotées d'équipements susceptibles de satisfaire la clientèle française et étrangère exigeante. Ainsi, le marché du thermalisme, tout en poursuivant son ouverture vers la clientèle des assurances sociales, pourrait s'élargir vers une clientèle à haut niveau de vie. Ainsi, le thermalisme redeviendrait-il exportateur.

Mais un tel programme suppose l'intervention des pouvoirs publics, c'est-à-dire l'exécution d'un programme de relance établi dans la concertation avec les maîtres des stations thermales et les organismes professionnels : l'aide financière de l'Etat doit relayer et soutenir les efforts de ceux-ci et de ceux-là. Les promesses qui ont été faites récemment à cet égard doivent être tenues.

L'enjeu en vaut la peine. Il s'agit de l'exportation d'une richesse naturelle qui est un moyen de santé.

pratiquement inéprouvée, et peut s'exporter sans la contrepartie exportatrice.

GUY EBRARD.

SE RENSEIGNER...

Pour obtenir une documentation détaillée sur les stations thermales françaises, on pourra s'adresser :

● A LA FEDERATION THERMALE ET CLIMATIQUE FRANÇAISE : tour Olivier-de-Serres, 78, rue Olivier-de-Serres, 75015 Paris.

● AU SYNDICAT DES ETABLISSEMENTS THERMAUX : 10, rue Clément-Marot, 75008 Paris.

D'autre part, les syndicats d'initiative et les offices de tourisme de chaque station mettent généralement à la disposition du public des brochures et des dépliants contenant un maximum de renseignements et, la plupart du temps, les prix des forfaits proposés.

VOUS QUI SOUFFREZ

DE RHUMATISMES DOULOUREUX de toutes arthroses et affections articulaires, DES SUITES DE PARALYSIE, D'ACCIDENTS ET DE RHUMATISMES JUSTICIAIRES DE READAPTATION FONCTIONNELLE de fatigue, de surmenage, d'insomnie et d'anxiété, de dépressions réactionnelles, d'états névrotiques et psychomatiques, vous qui souffrez du nez, de la gorge, des oreilles, du larynx, au lieu et place des calmants chimiques, demandez à votre médecin de vous prescrire comme les grands maîtres de la médecine LES EAUX THERMALES ET L'AIR SEDATIFS DE

BAGNERES DE BIGORRE

HAUTES PYRENNES syndicat d'initiative, tél. (62) 95-01-82 et thermes ouverts toute l'année (O.R.L. : 15 mai - 15 octobre) agréés par la sécurité sociale.

ROCHEFORT-SUR-MER (Côte-Meuse)

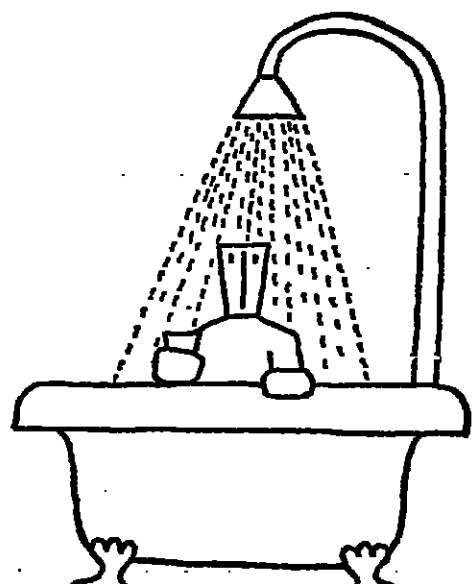
STATION THERMALE de la CÔTE ATLANTIQUE RHUMATISMES - ECZEMAS ALLERGIES Piscine de rééducation OUVERT TOUTE L'ANNÉE

(Publiotté)

CURE THERMALE 1976

Elle sera plus efficace et plus agréable si elle est doublée d'une cure de détente et de soleil.

De l'Océan à la Méditerranée, choisissez les stations de détente de la Chaîne Thermale du Soleil. GRENOULES-BAINS (A.P.), en Haute-Provence. Thermes troglodytes gallo-romains (détruits à neuf), RHUMATISMES, arthroses, arthrites, crampes, rééducation. VOIES RESPIRATOIRES. Ouverture permanente. MOUTIG-LES-BAINS (P.O.), en Roussillon. PEAU, VOIES RESPIRATOIRES, rhumatismes, obésité. Thermes neufs. Ouverture 1^{er} Avril. BARBOTAN-LES-THERMES (Gers), en Armagnac. Station de la JAMBÉ. MALADE, CIRCULATION VEINEUSE, phlébites, varices, hémorroïdes, RHUMATISMES, traumatologie, rééducation. Thermes rénovés. Ouverture 1^{er} Avril. EUGENIE-LES-BAINS (Landes), COLIBACILLOSE, reins, voies digestives et urinaires, OBESITE, RHUMATISMES, rééducation. Thermes neufs. Ouverture 1^{er} Avril. SAINT-CHRISTAU (P.A.), Haut-Béarn. Eaux ferrocuvriques uniques en Europe. BOUCHE, MUQUEUSES, dermatologie. Thermes neufs. Ouverture 1^{er} Avril. CAMBO-LES-BAINS (P.A.), Pays Basque. RHUMATISMES, VOIES RESPIRATOIRES. Thermes rénovés. ASSURES SOCIAUX, présentez votre demande de prise en charge dans les délais réglementaires. Documentation gratuite (hébergement et cures) : SOCIÉTÉ THERMALE de chaque station précitée et à Paris (2^e) MAISON DU THERMALISME 32, av. de l'Opéra, Tél. 073.67.91 +.



CHIER

Pyénées-Atlantiques BÉARN

= REPOS-SANTÉ

Surmenés, nerveux, cardiaques : L'air pur et léger de PAU vous offre les certitudes ensoleillées d'un séjour et d'une convalescence valables. Clarté de la voix, santé des voies respiratoires : Eaux sulfatées Eaux-BONNES (adultes et enfants, dilatation des bronches). Affections rhumatismales et respiratoires : Eaux sulfatées Eaux-CHAUDÈS (sujets âgés pour le troisième âge). Femmes, enfants, sportifs, accidentés : Eaux chlorurées sodiques de SALIES-DE-BÉARN. Santé et beauté de la peau, santé de la bouche : Eaux ferrocuvriques SAINT-CHRISTAU (Etablissement thermal neuf).

Renseignements : Syndicat d'Initiative ou Fédération Thermale Climatologique et Touristique du Béarn - MAIRIE - 64400 OLBON-SAINTE-MARIE.

Un environnement loin de toute nuisance, des promenades de plein-pied, un traitement indolore, d'une indéniable efficacité.

BAINS LES BAINS

● ARTÉRIE DES MEMBRES INFÉRIEURS
● Insuffisance coronarienne, séquelles d'infarctus du myocarde
● Hypertension artérielle

22 AVRIL - 25 SEPTEMBRE SYNDICAT D'INITIATIVE 88240 BAINS-LES-BAINS

AIX-EN-PROVENCE

Station thermale de la circulation veineuse

OUVERTE TOUTE L'ANNÉE

Varices - Ulcères - Phlébites

HOTEL DES THERMES *** N.N.

Directement relié par ascenseur à l'Etablissement Thermal

Documentation gratuite sur demande à SOCIÉTÉ DES THERMES

R.P. 147 - 13002 AIX-EN-PROVENCE - Tél. (81) 25-01-12

HOTEL DU ROY RENÉ *** N.N.

14, boulevard du Roy-René - R.P. 93 - 13003 AIX-EN-PROVENCE

Téléphone (81) 25-03-01 - Tél. AIX-PROV 41.88

Prix spéciaux pour curistes (possibilité demi-pension)

Liaison gratuite avec Etablissement Thermal

CURE D'HIVER sous le SOLEIL DE PROVENCE

aix les bains

OUVERTE TOUTE L'ANNÉE AU BORD DU LAC DU BOURGET Première station thermale française Centre mondial de traitement du rhumatisme.

thermes nationaux

suites d'accidents et de fractures / rééducation

UN ENSEMBLE UNIQUE DE TECHNIQUES THERMALES FORAITS SECURITE SOCIALE

établissement thermal O.R.L.

MARLIOZ

NEZ - GORGE - OREILLES

ouverture : du 5 avril au 16 octobre

Tél. : (79) 61.00.81 Administration : (79) 61.41.33

Les Hôtels **HOTEL DES ILES BRITANNIQUES** Tél. (79) 61.03.77

GARCIN **HOTEL DE L'ETABLISSEMENT THERMAL** ***

Tél. (79) 36.20.00 Dans leur parc à côté des bains

Aix à 1 h 20 de Paris: **AIR ALPES**

3 VOLS QUOTIDIENS PARIS-AIX

Renseignements - Réservations : Toutes Agences de voyages et AIR ALPES - Tél. (1) 268.57.40 Paris

Fokker 27 - pressurisé - 40 places Tél. (79) 61.46.00 Aix-les-Bains

au centre de la douce France

un ensemble de stations thermales au service de votre santé

St. Honoré les Bains

Asthme infantile - Bronchite - O.R.L.

La Roche Posay

Maladies de la Peau

Nérès les Bains

Sécheresse Nerveuse - Rhumatisme Rééducation Fonctionnelle

La cure à Vichy toute l'année

affections digestives, foyers rénaux.

Pougues les Eaux

Diabète - Centre Diététique

Bourbon l'Archambault

Rhumatologie - Rééducation

Evaux les Bains

Maladies Veineuses - Gynécologie Rhumatologie

Bourbon Lancy

Rhumatologie

FEDERATION THERMALE DU CENTRE DE LA FRANCE

Se renseigner : à la MAISON D'Auvergne 53, av. F. Roosevelt 75008 PARIS 2.225.17.57

aux SYNDICATS D'INITIATIVE DES STATIONS

au SYNDICAT NATIONAL DES ETABLISSEMENTS THERMAUX

10, rue Clément Marot 75008 PARIS Tél. 225.87.16

ETABLISSEMENTS

AIX-LES-BAINS (Savoie)
Station ouverte toute l'année
CENTRE MONDIAL DE TRAITEMENT DU RHUMATISME
THERMES NATIONAUX - Tél. (79) 35.38.50 - 73105 AIX-LES-BAINS

En Provence...
AIX-EN-PROVENCE - circulation veineuse Tél. (91) 26.01.18
CAMOINS-LES-BAINS - voies respiratoires - rhumatismes
Tél. (91) 43.02.50

AMELIE-LES-BAINS
66 Pyrénées-Orientales
à 30 minutes de la Méditerranée et de la frontière espagnole
THERMALISME AU SOLEIL TOUTE L'ANNÉE
2 établissements thermaux entièrement neufs

ALLEVARD
(Isère)
NEZ - GORGE
OURELLES
BRONCHES
19 Mai
23 Septembre

ax-les-thermes
09 Ariège-Pyrénées
RHUMATISMES - VOIES RESPIRATOIRES
Renseignements Compagnie des Thermes 61.64.24.83

LA STATION IDEALE DES RHUMATISANTS
BOURBON
L'ARCHAMBAULT (03)
Station ouverte toute l'année
Saison 3 Mai - 4 Octobre

Bagnoles de l'Orne
en Normandie...
à 200 km de Paris
SANTÉ DE VOS VEINES
BEAUTÉ DE VOS JAMBES

Hautes-Pyrénées - 65110 **CAUTERETS** ouvert toute l'année
O.R.L. - voies respiratoires - rhumatismes

Hautes-Pyrénées - 65130 **CAPVERN** 2 mai - 15 octobre
Reins - Foie et vésicule biliaire - Calculs
Maladies de la nutrition : goutte et obésité

CHATEAUNEUF-LES-BAINS
(Auvergne)
La nouvelle station du rhumatisme

CHATEL GUYON
AUVERGNE
Régulation digestive • Intestin • Vésicule biliaire
Amibiase • Foie • Colibacillose
5 mai - 30 septembre 1976
Syndicat d'Initiative 63140 CHÂTEL-GUYON

UN FOIE DEUX REINS
TROIS RAISONS DE FAIRE UNE CURE A
CONTREXÉVILLE

Pyrénées-Atlantiques
LES EAUX BONNES
Le renouveau des voies respiratoires
Rens. Office de Tourisme 64440

LA ROCHE-POSAY
86-Vienne
CAPITALE EUROPEENNE DE LA PEAU
à 3 heures de Paris, aux confins de Touraine et Poitou
Ouverte toute l'année

Hérault
LAMALOU LES-BAINS
Station permanente
Neurologie
Rhumatologie
Traumatologie

... à **DAX** on soigne
RHUMATISME et ARTHROSE
toute l'année

LA LECHERE
Savoie
VARICES - PHLEBITES
ULCÈRES DE JAMBE
CURE DE DETENTE
Renseignements à la Station Thermale
Service SN 73380 LA LECHERE

THERMAUX DE FRANCE

	TOUS CES ETABLISSEMENTS SONT AGRES PAR LA SECURITE SOCIALE									
	Circulation	Voies Respiratoires	Nutrition	Rhumatismes	Voies Urinaires	Voies Biliaires	Voies Digestives	Dermatoses	Système Nerveux	Général
SUD-OUEST - PYRENEES - LANGUEDOC										
11 ALET-LES-BAINS										
65 AMELIE-LES-BAINS										
65 ARGELES-GAZOST										
32 AURENAN										
09 AX-LES-THERMES										
65 BAGNERES-DE-BIGORRE										
34 BALARUC										
31 BARBAZAN										
65 BAREGES										
65 CAPVERN										
32 CASTERA-VERDUZAN										
65 CAUTERETS										
12 CRANSAC										
40 DAX										
34 LAMALOU										
66 LA PRESTE										
66 LE BOULOU										
64 LES EAUX-BONNES										
64 LES EAUX-CHAUDES										
31 LUCHON										
45 MIERS-ALVIGNAC										
40 PRECHACQ										
11 RENNES-LES-BAINS										
65 SAINT-SAUVEUR										
64 SALIES-DE-BEARN										
31 SALIES-DU-SALAT										
40 SAUBUSSE										
40 TERCIS-LES-BAINS										
09 USSAT										
66 VERNET-LES-BAINS										
SUD-EST - RHONE-ALPES - PROVENCE										
13 AIX-EN-PROVENCE										
73 AIX-LES-BAINS										
73 AIX-LES-BAINS (MARLIOZ)										
38 ALLEVARD										
73 BRIDES										
13 CAMOINS										
73 CHALLES										
69 CHARBONNIERES										
01 DIVONNE										
74 EVIAN										
73 LA LECHERE										
30 LES FUMADES										
42 MONTROND										
07 NEYRAC										
74 SAINT-GERVAIS										
07 SAINT-LAURENT										
74 THONON										
38 URIAGE										
07 VALS										
CENTRE - AUVERGNE										
48 BAGNOLS-LES-BAINS										
71 BOURBON-LANCY										
03 BOURBON-L'ARCHAMBAULT										
63 CHATEAUNEUF-LES-BAINS										
63 CHATEL-GUYON										
15 CHAUDES-AIGUES										
23 EVAUX-LES-BAINS										
63 LA BOURBOULE										
86 LA ROCHE-POSAY										
63 LE MONT-DORE										
03 NERIS										
58 POUYGUES										
63 ROYAT										
42 SAIL-LES-BAINS										
58 SAINT-HONORE										
63 SAINT-NECTAIRE										
03 VICHY										
EST - VOSGES - JURA										
88 BAINS-LES-BAINS										
88 CONTREXEVILLE										
39 LONS-LE-SAUNIER										
70 LUXEUIL										
21 MAIZIERES										
67 PECHELBRONN										
88 PLOMBIERES										
39 SALINS-LES-BAINS										
88 VITTEL										
NORMANDIE - REGION PARISIENNE - DIVERS										
61 BAGNOLES-DE-L'ORNE										
76 FORGES-LES-EAUX										
65 ENGHEN										
38 ARCACHON-LES-ABATILLES										
17 ROCHEFORT										
17 SAUJON										
59 SAINT-AMAND										

Renseignements - Documentation (joindre timbre) :
ETABLISSEMENTS THERMAUX DE FRANCE
10, rue Clément-Marot - 75008 PARIS - Tél. 225.87.16

ROYAT
AUVERGNE
7 avril - 24 octobre
ARTERITES
Renseignements S.I.

Pour vous soustraire aux pollutions croissantes de l'environnement, UNE CURE
à **SAINT-HONORE LES BAINS** (en Morvan)
LA PROVIDENCE DES VOIES RESPIRATOIRES
Saison du 3 mai au 25 septembre

VITTEL Reins - Foie - Nutrition
NOUVEL ETABLISSEMENT THERMAL
OUVERT TOUTE L'ANNÉE

URIAGE
10 km de Grenoble
eau sulfatée injectable
PSORIASIS et les DERMATOSES
RHUMATISMES et ARTHROSES
VOIES RESPIRATOIRES
Rens. E.T.U. Uriage - 38

DIRECT D'USINE
FABRIQUE
Vêtements PEAU
LUNE
COUTURE FEMME
SOLDE
ROBES - VESTES
ATELIER - PELLEES
REMY LAINÉE

Jacques Marant
SOLDES
les 12, 13, 14

ORIGINE COSMIQUE DE L'ENERGIE VITA
FABRIQUE
EQUINOXE
en
Laponie

OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE FINLAND
FINLAND
LA FINLAND
SOUVENIR

مگز من الاصل

CARNET

PRESSE

M. CHRISTIAN CHAVANON PRÉSIDERA UN GROUPE D'ÉTUDES SUR LA VIOLENCE ET L'INFORMATION

Le premier ministre a rendu public le 9 février une lettre dans laquelle il confie à M. Christian Chavanon, conseiller d'État, administrateur-délégué de R.T.I., ancien directeur général de la R.T.F., la responsabilité d'un groupe d'étude sur la violence et les moyens d'information de masse. Selon le premier ministre, les réflexions de ce « petit groupe de professionnels de l'information » devront porter, en toute indépendance d'esprit, sur « les moyens de surmonter les contradictions qui se présentent dans certains cas de violence dramatiques et flagrantes entre les exigences de l'information et celles de l'ordre public. (...) Cette réflexion pourrait s'étendre à l'ensemble des questions que soulève l'exercice de l'information vis-à-vis du phénomène de la violence et de la manière dont il est ressenti par l'opinion publique ». Les résultats des travaux de cette commission seront communiqués dans un rapport rendu public.

(M. Chirac a confié cette mission à M. Chavanon à la suite d'un conseil interministériel consacré fin 1975 à la sécurité des Français ; il est probable que la politique autour de la suppression des « Dossiers de l'Écran » sur « Le tueur de l'ombre », marde

LETTRES

LA FONDATION DE LA VOCATION CRÉE UN PRIX POUR LES JEUNES ÉCRIVAINS

La Fondation de la vocation, que préside M. Marcel Bleustein-Blanchet, a décidé de créer un « prix spécial d'encouragement littéraire » pour un jeune écrivain. Ce prix sera décerné pour la première fois en décembre 1976 et sera, comme les bourses de la vocation, d'un montant de 12 000 francs.

Pour être candidat à ce nouveau prix, il faudra être âgé de plus de dix-huit ans et de moins de trente ans, être de nationalité française et n'avoir pas publié plus de deux livres. Le jury sera composé pour un tiers de jeunes critiques littéraires, pour un autre tiers de jeunes écrivains et pour le dernier tiers d'anciens lauréats de la Fondation de la vocation. Tous les genres « littéraires » sont admis.

* Fondation de la vocation, 28, avenue Mar-Mahon, 75017 Paris, tél. 386-62-35.

Le Syndicat des écrivains de langue française a tenu son assemblée générale, le samedi 7 février, 8 rue de Lota (16^e). Les statuts et la motion d'orientation, prévoyant en particulier la négociation d'un nouveau contrat type et d'un code des usages, ont été adoptés à la quasi-unanimité des votants.

L'assemblée a ensuite procédé à l'élection de son bureau, constitué de seize membres. Ont été élus : Suzanne Prou, Geneviève Serreau, François Chatelet, François Coupry, Jean Guénot, Marie Cardinal, Pascal Lainé, Yves Nègre, Pierre-Jean Rémy, Edmond Valdemann, Bernard Clary, Yves Courrière, Myriam Anisimov, Jean-Pierre Faye.

Le nouveau syndicat a enregistré à ce jour plus de quatre cent cinquante demandes d'adhésion sur lesquelles cent dix ont déjà été régularisées.

La situation du Figaro. — « Ce n'est pas aux journalistes de décider de la ligne d'un journal ». Ce propos de M. Robert Harsant est rapporté par le dernier numéro de Presse-Actualité, revue mensuelle de l'information éditée par Bayard-Presses. Les difficultés financières qu'éprouve le nouveau propriétaire du Figaro et les économies réalisées pour résorber le déficit — « sans doute 22 millions de francs en 1975 » — y sont exposées dans un article signé J.-P. Doumic. (Presse-Actualité, 5, rue Bayard. Le numéro de février, P.)

Midi Presse Service annonce dans son numéro de lundi la prochaine parution d'un nouvel hebdomadaire dans le département de l'Aveyron. Cet organe, qui défendra les thèses de la majorité présidentielle, sera soutenu par le Midi Libre et animé par un journaliste de l'Aurora, M. Aubry. L'Aveyron est l'un des départements de la région Midi-Pyrénées où trois quotidiens régionaux — la Dépêche du Midi, Centre Presse et Midi Libre — se partagent les lecteurs. — Corresp. région.

Un hebdomadaire savoyard, le Progrès Haute-Savoie, Savoie, Ann, fondé il y a soixante-dix-huit ans, publié à Annemasse (Haute-Savoie) par l'imprimerie Granchamp, a décidé de se saborder à la suite de difficultés financières.

SCHWEPPES Bitter Lemon. Indéfinissable. Il faut le goûter.

PLAISEZ-VOUS... PESEZ-VOUS

Pour plaire aux autres, il n'y a pas de meilleure base que de se plaire à soi-même. Votre miroir, et surtout votre bascule ne mentent pas, ne vous flattent pas.

Pesez-vous régulièrement et faites ce qu'il faut pour vous plaire : un minimum d'exercices physiques, un régime alimentaire raisonnable et Contrex.

A elle seule, l'eau minérale naturelle de Contrexéville ne peut pas grand chose. Associée à un mode de vie équilibré, elle vous donne une chance de plus de vous plaire.

aide-toi... CONTREX t'aidera!

L.G.C. 7612



Naissances

— Walid et Anna Mala Hrayel, née Andresen, Nadia et Frédéric Majid, sont heureux d'annoncer la naissance, le 6 février, de Maximilien-Tarck, clinique de la Muette, 48, rue Nicolo, 12, rue Raynaud, 75018 Paris.

— M. Gérard Loutit et Mme. née Quilès Fournier, sont heureux de faire part de la naissance de Laetitia, le 5 février, 258 Prospect Street C. I. Newhaven 06520 (Ct.) (U.S.A.).

— M. Olivier Mendras et Mme. née Claire Stevina, ont la joie d'annoncer la naissance de Pierre, le 6 février, 24, rue de Clivry, 75016 Paris.

— M. et Mme Maurice Rigal sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille, Marianne, le 7 février 1976, 9, rue du Mont-Dore, 75017 Paris.

Décès

Cletta MAYER

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 6 février, en son domicile, à Orsay (Essonne), dans sa soixante-troisième année, de Cletta MAYER, née Rose-Claire Leibovitch-Livian, secrétaire générale de la Société des Amis de Léon Blum, médaillée de la Résistance, croix de l'Ordre de la Libération, Espagne républicaine. De la part de son mari, Daniel Mayer, ses frères et sœurs, belles-sœurs et beaux-frères : Frédéric et Marie-Louise Livian, Marcel et Anne-Marie Livian, Louise et Marc Ringenbach-Carriche, leurs enfants et petits-enfants. Ses cousins et cousines. Selon sa volonté, son corps a été donné à la faculté de médecine. Il ne sera pas envoyé de faire-part. (Née en 1903 à Braila (Roumanie). Cletta Mayer avait épousé, en 1931, M. Daniel Mayer, qu'elle avait connu aux Jeunesses socialistes. Elle fut dès lors de tous ses combats : à la S.F.I.O. aux côtés de Léon Blum, pendant la Résistance, à la Ligue des droits de l'homme, et de nouveau au parti socialiste, après que M. Savary eut succédé à Guy Mollet. Pendant la guerre, elle avait organisé l'évasion d'internés du camp de Rivesaltes de Gurs, et, dès l'été 1940, elle prenait avec son mari les premiers contacts en vue de constituer le parti socialiste clandestin. Cletta Mayer avait collaboré avec Jules Isaac en vue de la rencontre de l'historien avec Jean XXIII. Elle a, dans toutes ses activités, manifesté beaucoup de courage et de générosité.)

EN DIRECT D'USINE

FABRIQUE de VÊTEMENTS PEAU « LUXE » HOMME - FEMME **SOLDE** BLOUSONS - VESTES MANTEAUX - PELISSES PEaux LAINÉES à des PRIX EXCEPTIONNELS TIMONT 14, Faub.-St-Honoré (8^e)

Jacques Maraut **SOLDES** ski sportswear les 12, 13, 14 février 175 bd Péreire 20 rue St Benoît 80 av. de Suffren

CONFÉRENCE DE L'OASIS 184, bd Saint-Germain, 75006 PARIS. Métro : Saint-Germain-des-Près. MÉRREDI 11 FÉVRIER 1976 à 20 h. 45. **ORIGINE COSMIQUE DE L'ÉNERGIE VITALE** par le professeur C.-L. KARYAN. Auteur des travaux sur les transmutations biologiques à faible énergie. Débat. Au début de la réunion : CAUSERIE D'ACTUALITÉ par M. H.-Ch. GEFFROY, directeur-fondateur des maisons de « La Vie Claire ». (Entrée libre et gratuite.)

équinoxe en Laponie

la campagne laponne sous le soleil de printemps les joyeuses randonnées à ski ou en traineau en compagnie des troupeaux de rennes

FINLANDE... là où finit la terre là où commence l'infini

Renseignements : OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE FINLANDE 13 rue Aubert 75009 Paris Tél. 266.40.13

Nom désire le dépliant LA FINLANDE Adresse SOUS LA NEIGE

— Les enfants, les petits-enfants, et toute la famille de Mme Lydia DESERNAUDY, ont la douleur de faire part de son décès, survenu le 5 février. Les obsèques auront lieu, selon la volonté de la défunte, au columbarium du Père Lachaise, le jeudi 12 février, à 8 h. 15.

— On nous prie de faire part du décès de M. l'abbé GÉRARD DEKOSTER, retourné à Dieu le 8 février 1976, à l'âge de cinquante-huit ans. Une messe sera dite pour lui à Paris à l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2, place du Louvre, le mercredi 11 février, à 18 h. 30. Les obsèques religieuses auront lieu à Tourcoing, à l'église Notre-Dame-de-Lourdes, le vendredi 13 février, à 10 h. 30. 2, place du Louvre, 75001 Paris. 127, boulevard de la Saunaye, 52020 Tourcoing.

— M. et Mme Pierre de Liège, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Léon de Liège, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Paul Dupont, leurs enfants et petits-enfants, Mme veuve Jérôme de Liège, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Guillaume DE LIEGE, née Jeanne Dumoulin, rappelée à Dieu, le 30 janvier 1976, dans sa quatre-vingt-huitième année. La cérémonie religieuse suivie de l'inhumation dans le caveau de famille à Chelles (77), ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 4 février 1976. 42, allée Nicolas-Carnot, 93340 Le Raincy. 55, avenue du Général-Leclerc, 77500 Chelles. M. Pierre Lefebvre, son frère, Mme Jean Lefebvre, La générale Bied-Charreton, ses belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Gaston BIED-CHARRETON, née Jeanne Lefebvre, rappelée à Dieu, en son domicile, le 5 février, dans sa quatre-vingt-seizième année. La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 11 février, à 13 h. 45, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy (16, rue de l'Annonciation). Ni fleurs ni couronnes. L'inhumation aura lieu au cimetière Montmartre dans le caveau de famille. 14, rue Sarrette, 75014 Paris. « La Rose », 75750 Marolles-Marly. M. Guy Siger, 75016 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Alfred BOISIS, constructeur de cycles, survenu le 5 février 1976, dans sa soixante-dix-neuvième année. Mme Alfred Boisis, Mmes Muguet, Colette, Josette Boisis, M. et Mme René Penel-Colin et leur fille, M. et Mme Abel Boisis, Mme Hannon, Mme Cohen, ont la douleur de faire part de la stricte intimité familiale.

— M. et Mme Ambroise Faust, ses parents, Frédéric Bernard, son frère, ses parents et ses amis, font part du décès de Jean-Jacques FAUST, architecte D.P.L.G., survenu dans sa trente-huitième année, à l'hôpital international de l'Université de Paris. Un service religieux sera célébré à l'église réformée de Pentemont, 106, rue de Grenelle, Paris (7^e), le jeudi 12 février, à 15 h. 45. « Heureux ceux qui ont fait et souffert de justice, car ils seront rassurés. » (Les Béatitudes, Mathieu, V. 6.)

Ni fleurs ni couronnes. Des dons en faveur de la recherche contre le cancer pourront être adressés à la Ligue nationale contre le cancer, 80, rue d'Assas, 75006 Paris (C.C.P. 561 13 Paris). 15, rue Jussieu, 75006 Paris. 6, rue Sautou, 94200 Ivry-sur-Seine.

— Les membres du groupe E D ont la douleur de faire part du décès de l'un des leurs, Jean-Jacques FAUST, architecte D.P.L.G., survenu dans sa trente-huitième année, à l'hôpital international de l'Université de Paris. Un service religieux sera célébré à l'église réformée de Pentemont, 106, rue de Grenelle, Paris (7^e), le jeudi 12 février, à 15 h. 45. « Heureux ceux qui ont fait et souffert de justice, car ils seront rassurés. » (Les Béatitudes, Mathieu, V. 6.)

Ni fleurs ni couronnes. Des dons en faveur de la recherche contre le cancer pourront être adressés à la Ligue nationale contre le cancer, 80, rue d'Assas, 75006 Paris (C.C.P. 561 13 Paris). 15, rue Jussieu, 75006 Paris. 6, rue Sautou, 94200 Ivry-sur-Seine.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles SLIWKA, survenu dans sa soixante-dix-huitième année, le 8 février 1976, en son domicile, 20, rue Momigny, à Vincennes. De la part des familles Slwka et Schindler. L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Henry Voss, et Mme Robert Lytton et leurs filles, M. et Mme François Voss et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 6 février, de M. Henry VOSS, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. 6, rue Marbeau, 75116 Paris. 17, boulevard Flandrin, 75116 Paris. square Lamartine, 75116 Paris.

Remerciements

— Alain et Jean-Claude Milhaud remercient très vivement leurs amis pour leurs gestes de sympathie à la suite du décès de leur mère Magdeleine ABRAM, dite Dax, survenu dans sa soixante-sixième année.

ARTS ET SPECTACLES

En bref

Cinéma

« Les Grands Moyens »

Décor : le vieux Nice. Tante Basilla, quatre-vingts ans aux prunelles, convoque ses deux sœurs, octogénaires également sémillantes. Il s'agit de venger — sang corse oblige — un membre de la famille assassiné par cinq truands que ce grand niquard de Compagnon, commissaire de police et neveu de tante Basilla, n'est pas capable d'arrêter. Lancées sur le sentier de la guerre, les trois dames n'y vont pas de main morte : les truands sont froidement exécutés les uns après les autres. Ce qui complique la vie professionnelle de Compagnon, mais lui vaut dans les districts de la ville et le lit de sa jeune maîtresse une réputation d'impitoyable justicier.

Cette comédie renferme quelques séquences amusantes (le meurtre en pédalo, par exemple), et le gag final est une trouvaille. Il eût suffi d'une demi-douzaine d'idées de ce genre pour insuffler au récit une verve qui lui fait parfois défaut. On regrette d'autant plus leur absence que le réalisateur Hubert Cornfield réussit fort bien son mélange marmelade-ail, autrement dit humour anglo-saxon-galet méridional. Et que les interprètes sont excellents : Fernand Sardou, que l'on voit ici dans son dernier film, Roger Carel, Robert Castel, Catherine Rouvel, coquille en diable, et naturellement, à la tête du trio vengeur, Hélène Dieudonné, dont le candeur et les yeux bleus proclament (à tort) l'innocence. — J. B.

★ Publics Champs-Élysées, Paramount-Opéra, Max-Linder, Moulin-Rouge, Paramount-Montparnasse, P. L. M., Saint-Jacques, Paramount-Maillot, Paramount-Bastille.

Théâtre

« La Pastorale de Fos »

Le Théâtre de la Carrière, qui veut traiter politiquement des problèmes économiques et culturels des pays occitans, se trouve jusqu'au 14 février seulement à la Cartoucherie de la Tempête, avec la Pastorale de Fos, spectacle conçu d'après des enquêtes menées dans la région de Marignac et présenté cet été à Avignon, au cloître des Carmes.

La Pastorale de Fos, sous la forme d'une farce pleine de couleurs gales, expose avec un schématisme faussement candide, le processus historique d'une marginalisation, les rouages simples de toutes les exploitations : la venant et l'apport du gain immédiat. Avec une vigoureuse ironie, avec une joie farouche, la Carrière démontre les stéréotypes du « pittoresque provençal » et tente de redresser les images déformées qui polluent nos mémoires.

C. G.

★ Cartoucherie de la Tempête, 20 h. 30, jusqu'au 14.

« Des moutons pas de dragon »

Les moutons, ce sont ceux du Larzac. Le dragon, c'est la bête mythique qui empoisonne la vie des hommes depuis qu'ils existent, et qui, petit à petit, est devenue la créature du pouvoir. Des origines à nos jours, des temples aux rois du France, de la Révolution à l'Etat bourgeois, le dragon fait vivre les dignitaires.

Des moutons, pas de dragon est, pour son metteur en scène, Georges Bonnaud (du Théâtre du Soleil), une fable contestataire : « Une collectivité prend en main sa destinée face à l'intrusion du pouvoir... » A la lutte des paysans du Larzac est adjointe celle des ouvriers de Millau : colonialisme intérieur, collusion de l'armée et des capitalistes, politisation des soldats : des thèmes plus généraux et actuels sont venus se greffer sur l'histoire du cas.

Monté l'été dernier par le groupe Cardarelle (peize comédiens et militantes), le spectacle a été présenté une dizaine de fois en plein air, aux Aveyronnais. C'est de l'« agit-prop » et ce n'est pas conçu pour passer dans une salle de théâtre, mais les vertus de la caricature (par les masques, entre autres) font de ce spectacle écrit collectivement une fresque distrayante.

Cl. D.

★ Cartoucherie de Vincennes, Théâtre du Soleil, 20 h. 30.

Théâtre

« SIMON LE BIENHEUREUX »

Cela se passe chez les intellectuels. Anglaises, mais peu importe, comme on en trouve partout où les études font partie du bagage courant de la bourgeoisie. Des demi-soldes assez évolués pour être conscients de leur degré de ratage, pas assez pour ne pas se trouver une justification dans une culpabilité un peu complaisante. Le moins minable est apparemment Simon (Pierre Mondy), bienheureux parce qu'il est éditeur, métier lucratif, qui soulage sa conscience à prix modique en hébergeant un loulou haineux (Sylvain Rougerie) et sauvegarde sa tranquillité par une indifférence aimable mais totale.

Sa tranquillité, cependant, vacille un jour, le jour où des intrus, connus et inconnus, envahissent sa maison pour lui exposer leurs problèmes. Cette situation tout à fait artificielle doit — devrait — à travers la trame des confidences, permettre de saisir les couleurs cachées de ce personnage insipide. Le pari est difficile à tenir : Simon attend tout simplement qu'ils aient fini de parler, les écoute à peine, et nous de même, d'autant plus surpris, se coulent dans des clichés romanesques — du roman de gare vaguement modernisé — parlant sexe avec l'arrogance puritaine de puceaux apeurés. A

deux reprises, Simon se trouve directement impliqué dans les récits de turpitudes, et on espère le voir enfin sortir de sa gangue. Mais, même lorsque sa femme (Anouk Ferjac), dont on comprend l'exaspération, lui annonce qu'elle attend un enfant dont il n'est peut-être pas le père, il note le poisson, dévê sa colère sur un journaliste algérien (Jacques Rippe), son seul ami, qui, dans leur jeunesse, lui a fait découvrir Wagner. Son unique plaisir pur, et encore le savourer-t-il en égoïste.

Une vision aussi sordide des intellectuels est déprimante, lassante et prend une allure désagréablement réactionnaire lorsqu'elle est donnée sans distance critique. De bout en bout le spectacle est un contresens. Le talent des comédiens n'est pas en cause, ils font chacun leur numéro avec tact, ils évitent le cabotage, mais se laissent enfermer dans des conventions qui devraient n'être que des masques. Les ficelles apparaissent énormes, et Pierre Mondy est à 1 000 lieues de toute ambiguïté.

COLETTE GOPARD.

★ Gymnase, 20 h. 30.

Variétés

Jean-Michel Caradec

Dans les temps qui courent, où l'on rencontre le plus souvent des univers glacés ou fabriqués, il y a quelque chose de précieux chez Jean-Michel Caradec : le langage du naturel et de la sensibilité.

Tout est authentique chez ce Breton de trente ans qui aime se trouver à la frontière du réel et de l'irréel, entre le monnaie et la lande d'une Bretagne, le jour où on lui a mis son habit de grisaille. Les chansons surgissent d'une somme de hasards, de rêves, suivent les impulsions de la vie, s'incrustent dans la nature, jouent sur les mots comme on joue sur le corps des femmes, traversent les nuées, inventent le temps, changent le monde. Le ciel devient couleur de sang, les oiseaux volent à l'envers, la femme a emporté à l'épave, le joueur de flûte fait la culture et Holli Brown crée dans son bidonville. En forme de ballade sur notre temps, de berceuse ou de chant, de cri d'amour, l'univers de Jean-Michel Caradec est servi par un lyrisme contenu, tout en nuances, par une infinie délicatesse, par une certaine exigence vis-à-vis de soi.

Caradec est à l'aise dans les mots, dans les sons des mots, dans les images qu'il offre de sa voix douce, gréieuse et un peu teintée de nostalgie.

Caradec a du sang, de la chair de poète qui s'émousse avec les mélodies. Tête d'affiche d'un soir à l'Olympia (avec une bonne première partie de musique folk), il s'impose chaque jour davantage. Et son univers s'élargit, épouse la vie dans son ampleur, dans ce qu'elle a de profond.

CLAUDE FLEOUTER.

Cinéma

« A PROMESSA »

Adaptant une pièce de Bernardo Santarém de 1957 dont la représentation fut interdite au bout de quelques jours, le cinéaste portugais António de Macedo tourne en 1972 en décors naturels, sur la côte ouest, dans un vrai village de pêcheurs, cette histoire chargée de symboles qu'il illustre par une mise en images d'un extrême raffinement. Il y transmet discrètement un message, comme ses camarades du jeune cinéma portugais, avant 1974. Il révèle une société confite en superstitions, l'empire de l'Eglise, la frustration sexuelle permanente.

José, un pêcheur souvent absent en mer, et sa femme Maria ont fait vœu de chasteté dans l'espoir de sauver le père de José, perdu dans la tempête : le père rentre au foyer, les jambes brisées, mais la vie sauve. Un glan, abandonné par ses frères, gravement blessé, est confié à José et Maria qui le soignent : Maria, qui voudrait se libérer de son vœu, consulte le vicar de la paroisse ; celui-ci en réfère à son supérieur qui lui explique la nécessité d'un « commerce » spirituel

entre l'humain et le divin, seul susceptible de permettre aux âmes frustes de trouver la voie du salut.

Le dénouement, tragique, voit trois mourants se succéder : José se libère en assassinant le glan dans un accès de jalousie et consomme enfin l'œuvre de chair dans une scène dont le baroque érotique rappellerait fâcheusement nos pornos de luxe. Car Antonio de Macedo, le meilleur en scène, n'arrive pas à donner vie et mouvement à son histoire, et, désespérément en quête de style, il ne fait vraiment confiance ni au texte de la pièce ni à ses interprètes, enchevêtrés dans les raffinements de prises de vues en couleurs d'une très grande beauté.

A promesse ne prend un sens que dans le contexte portugais de l'époque, par une série de points de repère qui renvoient à un ordre moral étié. Mais le lyrisme supposé de l'œuvre originale s'est perdu en cours de route.

LOUIS MARCORRELLES.

★ Studio Logos (v.o.).

Petites nouvelles

■ Une semaine Stravinski aura lieu au Mans, du 26 février au 4 mars. L'Ecole nationale de musique, la Société des concerts du Mans et le musée de Tessé organisent une exposition Igor Stravinski et le 27 février, à 21 heures, une soirée musicale. Elle sera la direction d'André Girard, celle-ci comprendra le « Concerto pour piano et instruments à vent » avec la soliste Monique Haas, et « L'histoire du soldat » avec J.-L. Barak, R. Richer, Amidou, et deux danseurs de l'Opéra.

■ Un jeune ténor canadien, Romano Mauro, chantera le rôle d'Alvaro pour la première de la reprise de « La Force du destin », le mercredi 11 février, en remplacement de Giuseppe Giacomini, souffrant. Martti Tervala sera également remplacé par Kurt Moll dans le rôle du Padre Guardiano.

■ Le Grand Théâtre de Toulouse jouera « La Vie de Galilée » de Brecht, dans la mise en scène de Maurice Sarrazac, les 12 et 13 février, à 21 heures, au Théâtre Jean-Vilar de Suresnes.

MERcredi

U.G.C. Marbeni - la Clef - Entrepôts

les 1001 de la
un Film Poétique
qui vaut par la vérité.
la crudité et la cruauté des scènes d'amour.
François TRUFFAUT
avec Jean-Pierre LEAUD Film de Bernard DUBOIS

THEATRE DE L'OEUVRE MICHEL BOUQUET
ANNIE SINIGALIA
dans une comédie de
MONSIEUR KLEBS ET ROZALIE
RENÉ DE OBALDIA
JULIETTE CARRE JACQUES ROSNY

**Soyez muflé !
emmenez votre femme
voir**

MERcredi

Après **LES VALSEUSES**

CALMOS

Le nouveau film de **BERTRAND BLIER**

le film qui remet les choses à leur place



INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

La Bruyère GEORGES VITALY
JACQUES DUBY CLAUDE GENIA
LA MOUCHE qui TOUSSE
Mise en scène d'ARCADY

CONCERTS
Radio France

PRESTIGE DE LA MUSIQUE
SALLE PLEYEL
Mardi 10 février à 21 heures
I MUSICI
avec PIERRE CARMIER
Bach, Mozart

SAISON LYRIQUE
TCHAIKOVSKI
JEANNE D'ARC
I. ARKHIPOVA
V. PIERRE, R. ANDRÉ
A. GILBERT, P. MARIN
M. GILBERT, P. MARIN
M. GILBERT, P. MARIN
NOUVEL ORCHESTRE
PHILHARMONIQUE
Dir. J.-P. MARTY

MUSIQUE DE CHAMBRE
RADIO-FRANCE
Grand Auditorium
Jeudi 12 février à 20 h. 30 (COMPLÉT.)
LISZT - DALLAPICCOLA
RAVEL - HINDEMITH
MUSIQUE DE CHAMBRE
avec A. GILBERT, P. MARIN
M. GILBERT, P. MARIN
L'Orchestre à vent M. Bourgeois

PERSPECTIVES DU XX^e SIÈCLE
RADIO-FRANCE
Mardi 10 février à 20 h. 30
L'Orchestre de Paris donnera un concert à la Faculté de Droit, 92, rue d'Assas, le mercredi 18 février à 21 heures.
Direction et soliste : DANIEL BARENBOIM
Au programme : Beethoven et Brahms. Location Fac, Faoc, Durand et Copar.

CALENDRIER des organisateurs DE CONCERTS
SALLE GAYEAU
Mardi 10 février à 20 h. 30 (Volonté)
UNE HEURE AVEC...
BEETHOVEN
et Marie Jane
PIRES
SALLE GAYEAU
Jeudi 12 février à 20 h. 30 (Volonté)
HOMMAGE à Marguerite LONG
10^e anniversaire de sa mort
BRUNO-LEONARDO
GELBER
MOZART, BEETHOVEN, BRAHMS
Le Conservatoire présente
G. AUDIN, basson
D. RACLOT, violon.
Orch. du Conserv.
de Paris
direction : JEROME
KALTENBACH
Schumann - Weber
Schaub (1^{re} aud.) - Haydn
SALLE PLEYEL
Mardi 10 février à 20 h. 30 (Volonté)
Concert au profit des œuvres sociales de la Garde Républicaine
HAAS
BOUTRY
Berlioz, Beethoven : 5^e Cto
Tchaïkovski : Concerto 3^e h.
Unique concert à Paris de célébrer
CHŒUR D'HOMMES
O.D. D'UPPSALA
(Suède)
70 exécutants chantant la musique du monde sous la direction de
ERIC ERICSON
SALLE GAYEAU
Jeudi 12 février à 20 h. 30 (Volonté)
Récital du pianiste
Bertrand
MOLIA
SCHUMANN
DEBUSSY - RAVEL
SALLE PLEYEL
Jeudi 12 février à 20 h. 30 (Volonté)
Récital de guitare
N. A. C. S. O.
YEPES
Musique de XVIII^e siècle
Musique espagnole

LA PASTORALE DE FOS
de et par
le théâtre de la carrière
théâtre populaire occitan
du mardi 10 février
au samedi 14 février

ÉGLISE ST-ROCH
Jeudi 12 février à 20 h. 30
BACH
Durflé
Requiem
Prélude et fugue sur le nom de Jehan ALAIN
Orchestre Paul KUENTZ
250 exécutants
Les Petits Chanteurs
de la Résurrection
Les Petits Chanteurs
de Sainte-Marie d'Antony
Location : B.D.E. ESLSA :
1, rue Bougainville (75) 551-74-18
Cher Thérèse à l'église
de 11 heures à 19 heures.

ORCHESTRE DE PARIS
SOCIÉTÉ DES CONCERTS DU CONSERVATOIRE
CYCLE
BARENBOIM
Musique de Chambre
Œuvres de
WEBER
MOZART
HAYDN
THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Dimanche 15 février, 17 h. 45
Location : Théâtre

Musique THEATRE DE LA VILLE
18h30
du 17 au 21 février
puissance 4
BERIO - DEBUSSY - BARTOK
katia et marielle
labèque
pianos
sylvio gualda
jean-pierre drouot
percussions
places 10-50 f
location : 2, place du Châtelet
par téléphone : 867-35-39

LA PASTORALE DE FOS
de et par
le théâtre de la carrière
théâtre populaire occitan
du mardi 10 février
au samedi 14 février

CE SOIR MARDI
10-25 février
nouveau récital
pauline julien
Brecht + Québec
THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE
DE SAINT-DENIS
59, bd Jules-Guesde
Location théâtre 243.00.50 - FNAC-agence

Don Juan revient de guerre
d'Osdon Van HORVATH
mise en scène Marcel BLUVAL
17 rue Malte-Brun PARIS 20^e
M^e Gambetta - Tél. 638.79.09

CHAILLOT
THEATRE NATIONAL
LA RENAISSANCE
THEATRE DU CHENE NOIR
LA BEFANA
mise en scène :
GERARD GELAS
Jusqu'au 6 Mars
GEMIER
VINGT-QUATRE HEURES
d'Alfredo
Rodríguez ARIAS
par le groupe T.S.E.
Jusqu'au 21 Février
727-81-15

LA TROUPE NATIONALE D'ART FOLKLORIQUE DE L'IRAK
MARDI 10 FÉVRIER 1976 A 21 HEURES
PALAIS DES CONGRÈS
PORTE MAILLOT
PRIX DES PLACES : 1^{re} 20 F - 2^e 15 F -
ÉTUDIANTS 5 F
Réservation sur place à l'A.S.F.A.
12-14, rue Augereau, Paris 7^e - ou
au Palais des Congrès
le 10 toute la journée

LA TROUPE NATIONALE D'ART FOLKLORIQUE DE L'IRAK
MARDI 10 FÉVRIER 1976 A 21 HEURES
PALAIS DES CONGRÈS
PORTE MAILLOT
PRIX DES PLACES : 1^{re} 20 F - 2^e 15 F -
ÉTUDIANTS 5 F
Réservation sur place à l'A.S.F.A.
12-14, rue Augereau, Paris 7^e - ou
au Palais des Congrès
le 10 toute la journée

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Opéra, 19 h. 30 : Wind, Water, Sand (belles)
Comédie-Française, 20 h. 30 : la Comédie : le Jeu de l'amour et du hasard (belles)
Opéra, 20 h. 30 : Don Juan ou l'Amour de la géométrie.
TSP, 20 h. 30 : Don Juan revient de guerre.
Châtelet, salle Odéon, 20 h. 30 : Vingt-huit heures.
Foyer, 20 h. 30 : Vingt-huit heures.
Grand Foyer, 18 h. 30 : Pacha, comédie musicale populaire. - Voir aussi Théâtre de la Renaissance.

Les salles municipales
Châtelet, 20 h. 30 : le Pays du sourire.
Nouveaux Carré, 21 h. : Laurence Borne.
Théâtre de la Ville, 18 h. 20 : Georges Moustaki.
20 h. 30 : l'Échange.

Les autres salles
Antenne, 20 h. 30 : le Tuba.
Athènes, 20 h. 30 : John.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : la Grosse.
Bouffes-du-Nord, 19 h. : la Double Inconnue.
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Tout ça c'est une destinée normale.
Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : Des mouettes, pas des dragons.
Comédie Caennaise, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Cité de la Culture - Elzévir, 20 h. 45 : A vos souhaits (à briser)
Danton, 20 h. 30 : Monsieur Mouton.
Monsieur VII, 21 h. : Vieux chez moi, l'habite chez une copine.
Le Théâtre, 20 h. 30 : le Roi des cons.
Géométrie, 20 h. 30 : le Roi des cons.
Simon le Bienheureux.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice Internationale.
La Bruyère, 21 h. : la Mouche qui tousse.
Lucernaise, 20 h. 30 : les Dames.
22 h. 15 : Une petite qui frôle le rouille.
Madelaine, 20 h. 30 : Pau de veche.
Machin, 21 h. : Antigone.
Michel, 21 h. : Durs sur cassap.
Moderne, 21 h. : Durs sur cassap.
Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure l'année prochaine.
Mouton, 20 h. 30 : Grand pour l'année prochaine.
Nouveautés, 21 h. : les Deux Vierges.
Opéra, 21 h. : Monsieur Klebs et Roméo.
Palace, 21 h. : les Musiciens, les Palaces.
Suzanne, 21 h. : Petite salle, 19 h. : Lazare, lui aussi, rêvait d'Édouard.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.
Paris-Nord, 20 h. 45 : l'Infiniment.
Pommes, 20 h. 30 : le Lal d'Barbès.
Poches-Montparnasse, 20 h. 45 : la Caverne d'Édouard.
Renaissance, 20 h. 30 : la Befana.
Saint-Georges, 20 h. 30 : N'écoutez pas, mesdames.
Théâtre Camille-François, 20 h. : Sous 23 h. 30 : François Paton.
Théâtre de la Cité internationale, la Ressure, 21 h. : les Souffrances du jeune Werther.
Grand Théâtre, 21 h. : Don Juan.
Théâtre de Paris, 21 h. : Des souris et des hommes.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : le Chasseur français.
Ruch du Théâtre Présent, 21 h. 30 : Vu du kiosque.
Théâtre Tristan-Bernard, 20 h. 45 : le Troisième Témoin.
Théâtre 247, 20 h. 30 : la Nuit des rois.
Troisième, 22 h. : les Retrouvailles de l'Imaginaire.
Variétés, 20 h. 30 : l'Autre Valse.

Les opérettes
Poches-Saint-Martin, 20 h. 30 : May-Tower.
Henri-Varen-Mogador, 20 h. 30 : Valse de Vienne.

bouffes du nord - 209, rue du Fg St-Denis (10^e)
la double inconstance
jeune théâtre national marivaux
dernières
jusqu'au 15 février

théâtre du double
Le Supplément au Voyage de Bougainville
de Diderot
mise en scène patrick guinand
THEATRE OBLIQUE
76, rue de la Roquette 75011 Paris
TEL. 805.78.51

THEATRE NATIONAL DE L'OPERA
LES 13-25-28 FÉVRIER 1976
CRÉATION
WIND, WATER, SAND
MUSIQUE : JOHN SURMAN, BARRE PHILLIPS
SPECTACLE DE THEATRE, MUSIQUE ET DANSE
Présenté par
LE GROUPE DE RECHERCHES THEATRALES DE L'OPERA DE PARIS
Sous la direction de
CAROLYN CARLSON
PLACES DE 5 A 70 F
Location au Théâtre et Agences. Renseignements 873.95.26

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
LE MONDE - INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 10 février

Le music-hall
Bobino, 20 h. 45 : Coluche.
Sirey-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire d'Orléans.
Olympia, 21 h. 30 : Charles Aznavour.
Palais des congrès, salle Bleue, 21 h. : Slim.
La danse
Palais des sports, 20 h. 15 : Rudolf Noureov et London Festival Ballet.
Théâtre Paris-Nord, 15 h. : Ballets d'Alina Boz.
Les chansonniers
Caveau de la République, 21 h. : Fric Story.
Dess-Aux, 21 h. : Sere-vis compris.
Dix-Heures, 21 h. : Vally, François, Georges et les autres.
Les concerts
Palais des congrès, 18 h. 30 : Musique de Musiciens (Boccherini, Mozart, Chopin).
Eglise de la Madeleine, 18 h. 30 : Les chœurs et l'ensemble instrumental de la Madeleine (Mendelssohn, Schumann, Schubert, Liszt, Brahms, Bruckner).
Foyer des lycéennes, 20 h. 30 : Jean-François Halasz, piano (Beethoven, Scriabin, Albeniz).
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 : Nathan Milstein, violon, et Georges Fildes, piano (Geminiani, Bach, Beethoven, Schubert, Nathan Milstein).
Salle Gaveau, 20 h. 30 : Françoise Trépan, piano (Mozart, Brahms, Bartok, Debussy).
Salle Pleyel, 21 h. : I. Moudel (Corelli, Vivaldi, Bach, Mozart).
Eglise des Filles-du-Calvaire, 21 h. : Orgue, percussions et chœurs, dir. Bruno de Saint-Maurice (Gabrieli, Lejeune, Vivaldi, Litanies).
Maison de la radio, 20 h. : Musique classique de l'Inde du Nord.

bouffes du nord - 209, rue du Fg St-Denis (10^e)
la double inconstance
jeune théâtre national marivaux
dernières
jusqu'au 15 février

théâtre du double
Le Supplément au Voyage de Bougainville
de Diderot
mise en scène patrick guinand
THEATRE OBLIQUE
76, rue de la Roquette 75011 Paris
TEL. 805.78.51

THEATRE NATIONAL DE L'OPERA
LES 13-25-28 FÉVRIER 1976
CRÉATION
WIND, WATER, SAND
MUSIQUE : JOHN SURMAN, BARRE PHILLIPS
SPECTACLE DE THEATRE, MUSIQUE ET DANSE
Présenté par
LE GROUPE DE RECHERCHES THEATRALES DE L'OPERA DE PARIS
Sous la direction de
CAROLYN CARLSON
PLACES DE 5 A 70 F
Location au Théâtre et Agences. Renseignements 873.95.26

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

TALCS DE LUZENAC
LEADER EUROPEEN DANS SA BRANCHE
Implantations Internationales
créa poste de

Controller
avec pour mission d'assister le Directeur Général en ce qui concerne l'élaboration et le contrôle des Plans à Moyen Terme, Programmes d'investissements pour l'ensemble du Groupe, il sera appelé à faire partie du Comité de Direction.
Ce poste conviendrait à
X, ECP, HEC, MBA, INSEAD...
ayant acquis une expérience de 5 ans minimum de ses fonctions dans un poste opérationnel et / ou fonctionnel.
Langues Allemande indispensable, et Anglaise souhaitée.
Résidence TOULOUSE
— sous Réf. M. 1109 à préciser sur l'enveloppe —
seront traitées confidentiellement par
DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix, 75002 Paris.

Importante Société Métallurgique du Sud de la France
recherche

UN CHEF DES METHODES
Ingénieur diplômé ou autodidacte pour diriger une équipe de huit préparateurs. Plusieurs années d'expérience professionnelle dans mécanique générale. Usinage acier moulé sur tours verticaux, alésages; conception de gammes opératoires, outillages, temps, etc.
Position cadre, logement gratuit, nombreux avantages sociaux.
Envoyer C.V. + photo à :
GROUPE JACQUES DROCHER (consultants)
61270 SAINT-ETIENNE-DU-BOIS

AMRI
SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE ROBOTIQUE INDUSTRIELLE EN CONSTANTE ET RAPIDE EXPANSION
recherche

UN INGÉNIEUR DE PRODUCTION ADJOINT DIRECT DU DIRECTEUR D'EXPLOITATION
Il sera dans un premier temps plus particulièrement chargé des services méthodes et des ateliers d'usinage de l'usine principale basée dans le SUD-OUEST.
De formation Ingénieur Arts et Métiers, il aura eu une expérience d'environ 5 ans dans des services de production.
Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :
Société AMRI, 50, avenue Daumesnil, PARIS-12^e.

FONDERIES GAILLY
(900 personnes - 100 millions de francs de C.A.)
Offre dans l'une de ses Unités de production (500 personnes), (Département 45), situation de

RESPONSABLE DU PERSONNEL
— Rattaché au Directeur d'Usine, hiérarchiquement et fonctionnellement au Chef du Personnel du Groupe, il applique, anime, gère et organise la politique du Personnel propre à l'Unité ;
— Entre l'Orléans attentive à tous les niveaux de la hiérarchie, pour les assister et veiller au bon fonctionnement de l'Unité, pour contribuer à un équilibre de fond des structures en place touchant les problèmes d'états d'esprit, rémunération, formation, D.P. et C.R., embauche ouvriers et matières.
— C'est une personne 30 ans minimum, ayant trois ans d'expérience dans la fonction personnel soit en tant qu'adjoint soit en tant que responsable dans l'industrie métallurgique.
— C'est un élément dont l'ouverture et la chaleur humaine sont indispensables à la réussite.
Envoyer C.V., manuscrit et détaillé avec photo et salaire actuel sous référence G.C. 7283 à :
M. MORENO CONSEIL
17, rue Courtois, 91110 Bellerive, 91100 Paris

Single Buoy Moorings INC Terminal Installations INC
Une filiale du groupe IHC HOLLAND, spécialisée dans les terminaux offshore pour l'industrie du pétrole recherche

CHEFS DE PROJETS
— Capable d'assumer entière responsabilité d'un projet (relations avec client sur chantier, administration et procédures d'installation etc.)
— Basé à Monaco, il sera appelé à travailler sur des chantiers dans le monde entier.
Qualifications et expérience
— Diplôme d'ingénieur (E.C.P., E.T.P., A.M., INSA-ENSI ou équivalent)
— Expérience 5 à 10 ans sur chantiers offshore (Terminaux pétroliers, pipelines, etc.)
— Age 30 ans minimum
— Bonne connaissance de l'Anglais Indispensable.

RESPONSABLES DE CHANTIERS
— Capable de conseiller les entrepreneurs et superviser les travaux d'installation offshore.
— Disposé à travailler sur des chantiers dans le monde entier.
Qualifications et expérience
— Expérience 5 ans au moins travaux d'installation Offshore.
— Age 30 ans minimum.
— Bonne connaissance de l'Anglais Indispensable.

CAPITAINE BARGE OFFSHORE
— Responsable d'un bateau d'installation de Terminaux Offshore - comme Capitaine et occasionnellement pour travailler comme Chef de Travaux d'Installation.
Qualifications et expérience
— Diplôme de Capitaine au Long Cours
— Grande expérience dans les travaux d'installation Offshore.
— Bonne connaissance de l'Anglais Indispensable.
Adresse C.V., complet et prétentions à M. Le Chef du Personnel - SEM/THI - 27, bd Albert 1^{er} - B.P. 157 - MONACO (PRINCIPAUTÉ).

ENTREPRISE SECOND OEUVRE DU BATIMENT
60 millions C.A., appartenant premier groupe européen dans sa branche, offre poste de

DIRECTEUR TECHNIQUE
à candidats 35 ans minimum.
Formation Ingénieur, type Arts et Métiers.
Exigé : expérience problèmes de production et bureau d'études, autorité personnelle, esprit de décision et d'initiative, esprit de méthode.
Poste sur la Côte d'Azur.
Ecrire HAVAS NICE, n° 0251.

comex
Leader Mondial dans le domaine des interventions sous-marines 2000 personnes
Notre direction planification finances recherche

I contrôleur de gestion (réf. 1.78/09)
pour la holding du groupe
— diplôme Ingénieur Grandes Ecoles (Centrale, Arts et Métiers...) ou équivalent avec formation complémentaire du type I.A.E. - C.P.A. - I.C.G.
— 3 ans minimum d'expérience dans l'élaboration et le suivi des budgets de prototypes, dans un secteur technologique de pointe.
— Anglais courant
— lieu de travail : MARSEILLE.
La fonction :
— élaboration, suivi et contrôle budgétaire des projets (étude de la rentabilité des investissements - coûts - financements...)
— consolidation au niveau de groupe des budgets de toutes les sociétés.

I trésorier (réf. 1.78/07)
— formation Ecole de Commerce (HEC - ESSEC - SUP-DE-CO) ou équivalent
— solide expérience bancaire et trésorerie dans Société internationale ou fortement exportatrice
— Anglais courant
— lieu de travail : MARSEILLE - déplacements de courtes durées à l'étranger
La fonction :
— trésorerie : prévisions, suivi et gestion
— relations bancaires (dossiers de crédits COFACE - BANQUE DE FRANCE...)

I chef comptable
Société (C.A. 300 millions) (réf. 1.78/06)
— formation D.E.C.S. ou équivalent (connaissances de la consolidation et des techniques Anglo-saxonnes souhaitées)
— 4 à 5 ans minimum d'expérience dans une société multinationale
— Anglais courant
— lieu de travail : MARSEILLE - déplacements de courtes durées à l'étranger
La fonction :
— contrôle et supervision de la comptabilité générale et analytique
— préparation des comptes d'exploitation mensuels
— consolidation économique mensuelle
— établissement du bilan social
Adresse C.V., photo et prétentions sous référence correspondante à :
COMEX
Service Gestion des Ressources Humaines
19275 MARSEILLE CEDEX 2



emplois internationaux emplois internationaux

informatique
Au titre de la coopération technique française auprès des Etats Africains nous recherchons

- DIRECTEURS DES ETUDES
- CHEFS DE PROJETS
- ANALYSTES PROGRAMMEURS
- INGENIEUR SYSTEME
- ORGANISATEUR
- ECONOMISTE STATISTICIEN INFORMATICIEN

Ces postes sont à pourvoir dans des Centres informatiques traitant des applications de gestion administrative. Ils nécessitent deux années d'expérience minimum dans la fonction.
Nous admettons des candidats une maîtrise 3^e année et à la formation continue de leurs homologues africains.
Lieu de travail : **AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE**
Contrat de durée indéterminée renouvelable, avec congés annuels et déplacements.
Voyage et logement assurés.
Adressez lettre manuscrite, photo et curriculum vitae à :
MINISTRE DE LA COOPERATION (S.R.A.D.I.A.)
27, quai Anatole-France - 75007 Paris

Groupe international d'origine française à vocation industrielle et commerciale, spécialisé dans les biens d'équipement pour les industries pétrolière, chimie, gaz, recherche

UN DIRECTEUR GENERAL
pour sa filiale à Anvers, couvrant le Benelux et les pays scandinaves.
Le candidat retenu devra répondre au profil suivant :
— Age 35 ans environ, ambitieux, souple, de tempérament commercial, ayant déjà de bonnes notions de gestion acquises au sein d'une moyenne entreprise, bilingue français/anglais.
Ce poste pourra déboucher à moyen terme sur une autre position de direction à l'étranger ou en France.
Adressez C.V. à n° 8.173, « Le Monde » PubliCity, 5, rue des Italiens - 75007 PARIS (9^e).

L'UNE DES PLUS GRANDES ENTREPRISES D'AFRIQUE NOIRE
exerce des activités commerciales et industrielles dans plusieurs pays recherche

UN CHEF COMPTABLE ADJOINT
titulaire de la maîtrise ou de D.U.T. GESTION, du diplôme E.C.C. option finances de S.T.S.C. ou de D.E.C.S. et ayant acquis une solide expérience de son métier de comptable dans une affaire similaire installée dans la même zone géographique.
La situation offerte comporte des possibilités de promotion rapide à un poste supérieur et dès le départ, sera de bon niveau, tant en ce qui concerne le salaire que les avantages sociaux, prévoyance en particulier.
Envoyer C.V. détaillé surré, 6.046 L.T.P. 31, bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cédex 02.
Pour unités industrielles à l'étranger (3 unités distinctes) **CONDUCTEURS DE TRAVX ADJOINTS CONDUCTEURS TRAVX**
Envoyer C.V. détaillé à A.M.P. (IN 74/F.F.) 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS, qui transmettra.
Entreprise française rech. pour le MOYEN-ORIENT pour un important contrat pétrochimique. Envoyer C.V. détaillé à A.M.P. (IN 74/F.F.) 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS, qui transmettra.
Pour déplacement : **ISAN DIRECTEUR DE CHANTIER** installation pétrochimique, contrôle supervision, réalisation. GESTION 200 102, rue La Fayette, Paris (10^e) TEL : 578-73-04.

SOCIÉTÉ OMERA
1^{er} FABRICANT FRANÇAIS RADARS METEO
RECHERCHE POUR

CHANTIERS AFRIQUE
A.T. 3 ou A.T.P.
ELECTRONICIENS
Bonnes connaissances mises en service et maintenance RADARS ou TELECOM. exigées.
Ecrire 49, rue Ferdinand-Berthoud, 95 ARGENTEUIL ou tél. 961-43-46.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE ET FORESTIERE AFRIQUE
recherche

MÉCANICIEN-DIÉSÉLISTE DIPLOMÉ SPÉCIALISTE CATERPILLAR
8 années d'expérience sur exploitation chantier.
Salaire 450 000 C.F.A. mensuel.
Adressez curriculum vitae et photo à :
SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE ET FORESTIERE
PLAGNON, Boite Postale 717, POINTE NOIRE, R.P.C.

SOCIÉTÉ OMERA
1^{er} FABRICANT FRANÇAIS RADARS METEO
RECHERCHE POUR

CHANTIERS AFRIQUE
INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
POSITION II
Responsables Installations
Expérience installation, matériels professionnels et chantiers longue durée exigée.
Ecrire au 49, rue Ferdinand-Berthoud 95 ARGENTEUIL ou tél. 961-43-46

IMPORTANT EDITION
« Jeunesse et Littérature » cherche

REPRÉSENTANT
dynamique, organisé, Bac minimum. Expérience professionnelle. Libre rapidement pour visiter la clientèle existante : librairies, grossistes, grands magasins.
Secteur : ALPES-SUD MIDI-PYRÉNÉES. Fils à commission. Voiture nécessaire.
Env. C.V. + lettre manuscrite + photo + présent. n° 49.008 CROISSANT PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}.
Nous sommes une Société multinationale basée dans la branche du Chauffage Electrique Industriel.
Nous recherchons notre **CHEF D'AGENCE** pour la NORMANDIE.
La direction de cette agence s'exercera depuis CAEN. Sa responsabilité :
— gérer un centre de profit,
— diriger une équipe de 2 à 25 vendeurs et techniciens,
— sélectionner et suivre les affaires les plus importantes.
Ses profils :
— excellente formation universitaire,
— minimum 5 ans d'expérience commerciale, clientèle, esprit d'initiative, créativité, enthousiasme, sens du service, sens de la responsabilité commerciale et financière.
Nous avons prévu pour ce chef d'agence une rémunération stimulante sous forme de fixe et de variable.
Ecrire lettre manuscrite + C.V. sous référence : M.C.A. M. n° 4.077, CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
La décision est bien évidemment assurée.
Joindre Société d'Assurances Vie recherche pour TOURS

ACTUAIRE
ayant au moins 5 années d'expérience dans une Société d'Assurances Vie, sera à assurer la responsabilité de gestion administrative. Ecrire avec C.V. à 8.92 HAVAS 3108 Tours Cedex.

SOCIÉTÉ IMMOBILIERE
recherche pour ROUEN

INGÉNIEUR EXPERIMENTE
pour animation d'études et de travaux en bâtiment et en VRD. Diplôme exigé.
Adressez candidature av. photo et lettre manuscrite au n° 28.911 REGIE PRESSE 65 bis, rue Réaumur, PARIS-2^e, qui transmettra.

SUD-OUEST
IMP. 316 IMMOBILIERE rech. pour diffus. produits financiers

COLLABORATEURS HOMMES OU FEMMES
Nous demandons :
• Une réelle motivation, la négociation av. une client. le liv. de prêt. une expér. similaire.
Nous offrons :
• Des produits de 1^{er} ordre ;
• Une poss. de gains tr. imp. ;
• Un statut de votre choix (salaire ou mandataire).
Env. C.V. + ph. à Havas n° 23.827 34, c. Ch. Rouge, 33-Bordeaux.

Importante Société Métallurgique
recherche

DIRECTEUR FINANCIER
appelé à devenir (peut-être) **DIRECTEUR GENERAL**
H.E.C., E.S.S.E.C., INSEAD, universitaire...
Langue allemande exigée.
Porte salaire selon mode de Lyon Niveau rémunération : 180.000 +
Adressez C.V. + photo à **INFOBA**, rue Leclapart, 39040 CLATZ. Tél. : (76) 96-07-02.

adjoint de direction générale 120 000 ++
GRANDE VILLE UNIVERSITAIRE
Recherché par le Siège Social d'une Société Française occupant une position de leader dans le domaine du bien d'équipement.
Cet ingénieur
(X, CENTRALE, MINES)
sera intégré à l'équipe de Direction Générale, et participera plus particulièrement à la gestion technique et à la Direction des services de développement technique.
Il a une expérience d'au moins 5 ans des postes de haut niveau occupés de préférence dans des entreprises de bien d'équipement.
La connaissance d'une langue étrangère serait très appréciée.
Ecrire avec C.V. ou résumé de carrière sous réf. 2407/M à I.C.A. qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIERE DU BORDOIS recherche

SECRÉTAIRE GENERAL
ou chef des services administratifs
PROFIL : niv. E.S.C. ou D.E.C.S. Expérience souh. de la promotion immobilière.
FONCTION : respons. des problèmes juridiques, administr. et compt. des diff. Stés en liaison avec les conseils extér. Personnalité marquée ayant le sens des respons. et du commandement.
Env. avec C.V. détaillé et présent. à **EDUCIATRE DE FRANCE**, 35, rue G.-Mandel - BORDEAUX.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Jeunes collaborateurs commerciaux

PARIS - Région Parisienne - Orléans

Leader dans notre domaine : le crédit à la consommation, nous cherchons, pour faire face à l'expansion prévue, plusieurs jeunes gens (diplômés des C.M.A.) et jeunes filles titulaires de 2 ou 3 années d'études supérieures. Après formation, ils occuperont des postes commerciaux sédentaires (sans démarchage) comportant la gestion d'un portefeuille de clients (réception, téléphone, étude des crédits). Nous leur offrons la sécurité et les nombreux avantages d'un grand groupe. Envoyer votre C.V. sous réf. 407 à CARDEL, B.P. 516 - 75701 Paris Cedex 10.

etap

IMPORTANT FIRM FRANÇAISE RENOMMÉE INTERNATIONALE

CADRE SUPÉRIEUR

ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

Cette recherche s'inscrit dans le cadre d'une progression continue et importante de la firme et implique :

NETTES POSSIBILITÉS DE DÉVELOPPEMENT DE CARRIÈRE

Ce poste peut convenir à : **DIPLOME GRANDE ÉCOLE ENA - HEC - INGÉNIEUR**

35 ans min., ayant solides connaissances et expérience : finances, comptabilité générale, contrôle de gestion, montage et suivi d'opérations internationales, droit des sociétés. Anglais indispensable.

TRAITEMENT SELON EXPÉRIENCE : **140.000-200.000 F**

Ecrire sous référence DL 352 AM.

IMPORTANT ORGANISME INDUSTRIEL FABRICATION MÉCANIQUE (2 000 PERSONNES ENVIRON) VILLE RÉGION LYONNAISE offre situation à :

JEUNE INGÉNIEUR PLANIFICATION ET SUIVI DE PRODUCTION

IL S'AGIT, À PARTIR D'UN DOSSIER TECHNIQUE, D'ASSURER LA MISE EN PLACE D'UN NOUVEAU SECTEUR DE FABRICATION DE GRANDE SÉRIE.

La fonction implique la définition des moyens à mettre en œuvre, le lancement, l'ordonnement et le suivi du programme. Ce poste peut convenir à Ingénieur A.M., I.N.S.A. ou équivalent, ayant assumé la responsabilité du lancement d'au moins un projet important, connaissant le système Part et la gestion informatisée de production.

POSTE ATTRAYANT ET ACTIF POUR CANDIDAT AYANT SENS DES CONTACTS HUMAINS ET ESPRIT D'ÉQUIPE

Ecrire sous référence GO 355 AM.

IMPORTANT FIRM FRANÇAISE MATÉRIELS D'ÉQUIPEMENT ET RÉALISATION D'ENSEMBLES INDUSTRIELS - RECHERCHE

ADJOINT AU DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ

Il s'agit d'un poste d'avenir impliquant accession à poste de responsabilité qui peut convenir à : **ESSEC - ESC, SECTION FINANCES COMPTABILITÉ AYANT FORMATION SPÉCIALISÉE DECS OU NIVEAU ÉQUIVALENT** 30 ans min. et plusieurs années expérience pratique au niveau envisagé, capable assumer comptabilité générale, problèmes fiscaux et contrôle comptable divers établissements et filiales France et étranger. Lieu de travail : ville SUD-EST. Anglais indispensable. Voyages fréquents.

TRAITEMENT : **80.000 à 100.000 F**

Ecrire sous référence EM 353 AM.

FIRME INDUSTRIELLE MULTINATIONALE PRODUITS GRANDE CONSOMMATION - PARIS - RECHERCHE POUR LUI CONFIER AU NIVEAU DU GROUPE LES FONCTIONS DE :

TRESORIER

CE POSTE DIRECTEMENT RATTACHÉ AU DIRECTEUR FINANCIER.

• conviendrait à H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P. ou équivalent, disposant environ 3 ans d'expérience dans cette branche ou DÉBUTANTS INTÉRESSÉS PAR CETTE ORIENTATION.

• Impliquerait la gestion de la trésorerie à court terme au niveau de la holding et de ses filiales.

SITUATION INTÉRESSANTE ET ÉVOLUTIVE

Ecrire sous référence EP 356 AM.

IMPORTANT FIRM FRANÇAISE APPAREIL- LAGE ÉLECTROMÉCANIQUE DE GRANDE SÉRIE

recherche pour PARIS

INGÉNIEUR CHEF DES SERVICES

PROGRAMMATION - ORDONNANCEMENT

POSTE GÉNÉRAL QUI PEUT CONVENIR À Ingénieur formation équivalente, 35 ans min., disposant d'une solide expérience programmation (approvisionnement, fabrication, achats).

Situation intéressante et avenir dans firme dynamique et performante.

Ecrire sous référence CK 351 AM.

VOUS ÊTES UN JEUNE CADRE ATTIRE PAR LA DISTRIBUTION (VENTE, autant qu'ACHATS)

- Vous avez un diplôme d'enseignement supérieur ou une expérience équivalente.
- Vous savez gérer un budget.
- Votre goût des relations vous rend apte à entraîner une équipe.
- Vous avez des idées.
- Les initiatives ne vous font pas peur.
- Vous voulez faire carrière.

NOUS SOMMES UN IMPORTANT GROUPE DE GRANDS MAGASINS IMPLANTÉ À PARIS, DANS SA PÉRIPHÉRIE ET EN PROVINCE

NOUS DEVRIONS NOUS RENCONTRER...

Adressez nous votre candidature manuscrite C.V. photo et prétentions sous réf. 3112. L. T. P. 31 Bld. Bonne Nouvelle 75082 PARIS CEDEX 02.

Discrétion assurée, réponse sous quinzaine.

Notre expansion est prévue à long terme. C'est ainsi que nous préparons votre avenir.

Nous ouvrons de nouvelles agences dans la Région Parisienne et il nous faut des hommes nouveaux pour occuper les postes d' :

exploitants confirmés

Niveaux Sous-Directeurs et Fondés de Pouvoirs

Des hommes qui soient à la fois spécialistes des produits bancaires et responsables de leur clientèle (particuliers et entreprises) au niveau de la prospection. Ils sont partie prenante aux décisions du Comité.

Ces hommes ont une formation supérieure universitaire ou bancaire (I.T.B. ou C.E.S.B.) et un "savoir faire" acquis grâce à plusieurs années d'expérience.

Adressez-nous C.V., lettre manuscrite et prétentions. Nous les étudierons avec soin et vous pouvez être assurés d'une réponse dans les meilleurs délais.

BANQUE HERVET

Direction du Personnel 127 av. Charles de Gaulle - B.P. 154 - 92201 Nanterre-sur-Seine.

LE CENTRE DE RECHERCHES ET DE DOCUMENTATION SUR LA CONSOMMATION (90 personnes dont 60 Cadres) recherche

CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Ce poste comporte une participation pratique poussée à tous les problèmes financiers et comptables, des contacts fréquents à des échelons assez élevés dans l'administration et la gestion administrative de tout le personnel. Le candidat de formation générale supérieure, ayant le goût des contacts humains, devra avoir d'excellentes connaissances comptables (commerciale et analytique), une expérience des contrats d'Etat et des relations avec les Administrations.

Adressez CV sous référence 20201 à :

GEDEV SÉLECTION 34 BIS, RUE VIGNON, 75009 PARIS

Nous sommes un groupe industriel français d'importance internationale. Notre directeur des comptabilités cherche un adjoint

Il sera notamment chargé, dans les filiales françaises et étrangères, de la bonne application des procédures comptables et de la centralisation des éléments nécessaires à la consolidation. Ce cadre, HEC, ESSEC, Sup. de Co., a une formation complémentaire d'expertise ou de gestion comptable. Agé de 30 ans minimum, son expérience de deux ans dans un cabinet d'audit réputé est complétée par trois ans minimum dans les services de consolidation d'un groupe international. Une pratique courante de l'anglais est nécessaire et la connaissance de l'espagnol souhaitable. Ecrire à G. BARDOU sous réf. 3007 LM.

ALEXANDRE TICS.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON - LILLE - GENEVE - ZÜRICH - BRUXELLES

emploi régionaux

Dans le cadre de son développement, la

Banque Populaire Bretagne Atlantique recherche pour son Siège, à NANTES, un responsable des études informatiques et un analyste programmeur.

UN RESPONSABLE DES ÉTUDES INFORMATIQUES :

Ses connaissances techniques sont étendues par une solide expérience. Il assurera la direction de l'informatique et assurera les analyses et les études informatiques.

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR :

Il a l'expérience de l'Assemblée IBM 370 et connaissance des produits CICS et DL 1.

Adressez C.V. détaillé et photo à B.P.A. Services Recrutement, S.A. - 44000 NANTES CEDEX

CONSTRUCTEUR MATÉRIEL DE LEVAGE 500 MILLIONS DE C.A. - 3.000 PERSONNES recherche

CHEFS DE BUREAU D'ÉTUDES

Les candidats auront un niveau Ingénieur Grande École et une expérience de 3 à 5 ans en construction métallique, levage, maintenance.

Il s'agit de prendre la direction de B.E. de 15 à 20 personnes et assurer les responsabilités de création et de suivi technique.

Les postes sont à pourvoir dans des villes situées dans le centre de la France.

Env. curriculum vitae et prétentions à n° 41.507, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

GESTIONNAIRE

expérimenté pour assister la Direction d'une usine alimentaire en très forte expansion. Jeune, de bonne formation de base type ESC, Sciences Eco., IUT, et expérimenté, le candidat devra avoir l'habitude d'un poste de gestion pour :

- tenir les tableaux de bord, déterminer et suivre les budgets prévisionnels,
- mettre en place la comptabilité analytique, contrôler les prix de revient fabrication et la gestion des stocks,
- tirer les ratios significatifs et synthétiser toutes les informations utiles à une optimisation des coûts.

Le poste est à pourvoir dans une région touristique du MORD DE L'ALSACE. Faire offre avec CV détaillé + photo sous réf. 2211 à notre Conseil : 20 Avenue de la Paix 67000 STRASBOURG 43 Rue de la Bèche aux Loups 75012 PARIS

CETTE ANNONCE S'ADRESSE A UN PROFESSIONNEL DE LA VENTE

Un promoteur immobilier engagé de suite, pour la Côte d'Azur, cherche un responsable régional qui sera chargé de réaliser par lui-même les ventes d'appartements en copropriété et multipropriété d'un programme de loisir.

Vite + pourcentage + frais + avantages.

Téléphoner au 577-03-08 pour rendez-vous; ou écr. Ric Béreng, 35, rue des Berges, Paris (16^e).

DIRECTEUR GÉNÉRAL T.P. et BATIMENT Région Centre

Entreprise nationale de Travaux Publics et Bâtiment en forte expansion, recherche un DIRECTEUR GÉNÉRAL pour sa filiale Région Centre. Sous l'autorité de la Direction Générale du Groupe, il assurera la responsabilité totale de la gestion de la filiale (chiffre d'affaires environ 80 M.F.).

Le candidat doit avoir : • 35 ans minimum • une formation supérieure D.C., P.C., E.C.P., A.M., E.T.P., • une connaissance approfondie de la branche, • une expérience de quelques années dans un poste de direction de département ou d'agence et indispensable. La résidence est située dans une grande ville du centre de la France.

Adressez C.V. détaillé manuscrite avec photo sous réf. 1131 à INTER P.A. - 10, rue St Marc - 75002 PARIS qui transmettra.

CONSTRUCTEUR LYONNAIS MATÉRIEL TEXTILE engage

CHEF DE PRODUCTION DIRECTEUR D'USINE

Pour créer, organiser et gérer une unité de fabrication, Saline : 120.000 F/an. 10 ans expérience dans le commandement direct. LANGUES ANGLAISE ou ALLEMANDE parlée et écrite. Le candidat doit présenter des qualités humaines, être travailleur, efficace, dynamique.

Corresp. man. et photo à HAVAS LYON, n° 3388.

MARTINI

recherche pour sa DIRECTION COMMERCIALE **JEUNE RESPONSABLE PROMOTION DES VENTES**

- Il devra concevoir et budgéter les actions promotionnelles dans le cadre du plan marketing. C'est lui qui rédigera le plan annuel de promotion.
- Il aura à rendre au réseau commercial les différents promoteurs établis, en assurer le suivi et en analyser les résultats.
- Il aura une formation ESC et de préférence, une expérience professionnelle d'un an dans un département Marketing ou dans un Réseau de Vente.
- Il devra faire preuve de sens pratique et d'imagination et savoir s'intégrer à notre Groupe.

Envoyer lettre man., C.V., photo et prét. au Secrétaire du Personnel et des Relations Humaines MARTINI et ROSSI 19 av. Michélet 53404 St-Ouen

GFC 103 rue de la Pompe 75116 PARIS

- T.P. Bâtiment, Génie Civil
- DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION réf. 422 200.000F
- DIRECTEUR METHODES ETUDES DE PRIX réf. 427 200.000F
- INGÉNIEUR GENIE CIVIL réf. 425 150.000F
- Société de mécanique
- DIRECTEUR DEPARTEMENT RECHANGE réf. 424 130.000/140.000F
- DIRECTEUR DE FILIALE FOURIS INDUSTRIELS réf. 430 120.000/150.000F
- Grands Crus de Bourgogne
- RESPONSABLE DES VENTES réf. 425 80.000F

Voir annonces détaillées concernant ces postes en page intérieure de ce même numéro

Hebdo professionnel ch. Jeune **JOURNALISTE** (un an de réf.), connaissant bien métiers de l'imprimerie pr. rédaction, corrections, etc. Ecr. avec C.V. déta. et prét. à I.H.S., rue Barreau, PARIS (13^e).

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE recherche

INGÉNIEUR AGRO-ÉCONOMISTE

Formateur agronomique de base + formation économique complémentaire (+ formation ou expérience élevage souhaitée). Pratique de l'anglais. Expérience de quelques années, acquise si possible au sein d'une administration ou d'un organisme international. Basé à PARIS, cet ingénieur, appelé à effectuer des missions à l'étranger, doit avoir une grande disponibilité personnelle.

Les ingénieurs intéressés peuvent écrire (C.V. + photo + salaire) à I.H.S., 45/109 L.P., 31, Bd S. 75116, 75012 Paris, Cedex 02.

etap 4 rue Massenet 75016 PARIS

discrétion absolue

ORGANISME FINANCIER Quartier Opéra - Chaussée d'Antin

recherche

CHARGÉ (ÉE) DE LA MISE EN PLACE D'OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (CREDIT - BAIL PRISE DE PARTICIPATION...)

Formation Licence en droit. Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent. 2 à 3 années d'expérience, si possible, dans fonction similaire.

Envoyer C.V. photo et prétentions à M. DUBANTON SODECCO 12 Rue Lafayette 75009 PARIS

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

UN CHEF DE FABRICATION

Il aura la responsabilité d'une production de moyenne série dans une activité électro-mécanique. Son objectif sera de réduire les coûts d'une production de 40 millions de France.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé ENSAM, ICM, INSA, E.N.S., Agé de 35 ans et ayant déjà une expérience professionnelle de 2 à 3 ans dans le domaine de la production d'appareils à technologies diversifiées.

Il aura montré au cours de sa première expérience des qualités d'un gestionnaire et de meneur d'hommes. Il exercera ses fonctions dans un établissement de la proche banlieue Oise.

Env. C.V. et photo sous n° 41.429 Contesse Publ. 30, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

GROUPE FRANÇAIS INDUSTRIE MEUNIÈRE C.A. 600 MILLIONS

recherche pour la Direction Administrative du Groupe à Paris

CADRE DE HAUT NIVEAU

Agé d'environ 35 ans, de formation Grande École de Commerce I.E.P. ou équivalent, pour lui confier des responsabilités concernant le Secrétariat Général ainsi que les affaires juridiques et sociales (finances, comptabilité, atelier mécanographique, droit des sociétés, administration générale, fiscalité, droit du travail, fonction personnel, contractuel).

Le poste qui prévoit l'accès à moyen terme à des fonctions de Direction conviendrait à un Secrétaire Général actuellement en fonctions dans une entreprise de moyennes dimensions destinée à accéder à des responsabilités plus importantes et plus diversifiées. Les cadres intéressés adressent C.V. manuscrite et prétentions à n° 5.177, OCFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Directeur du personnel et des relations sociales

PARIS 120.000 F + Une Société française employant 1.200 personnes (siège social à Paris - 4 usines en province) recherche son Directeur du Personnel.

Rattaché au Président Directeur Général, le collaborateur élaborera la politique de personnel de la Société et s'assurera de son application. Il définit et fait respecter les règles de la gestion courante du personnel.

Il est responsable :

- des circuits d'échanges d'informations avec le personnel,
- de sa formation et de son perfectionnement.

Il doit en outre conseiller et motiver les directeurs, Directions et Chefs de Services afin qu'ils assurent mieux encore leur responsabilité de gestion du personnel.

Ce poste convient à un homme âgé de 35 ans minimum, de formation supérieure, connaissant parfaitement la législation du travail et pouvant se prévaloir d'une expérience réussie de Directeur du Personnel dans une entreprise industrielle.

Des brefs déplacements sont à prévoir dans les usines.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence : 2384 (à mentionner sur l'enveloppe).

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

BSN Gervais-Danone recherche pour sa Direction Générale chargée des Affaires Financières

fiscaliste

Spécialiste en matière fiscale pour le Groupe, il participe à la définition de la politique fiscale, recherche l'optimisation des solutions dans ce domaine notamment dans le cadre de projets de restructuration, de prise de contrôle ou de participation, apporte assistance et conseil aux différentes sociétés.

Docteur ou Licencié en Droit, Ecole des Impôts, il a acquis au moins 4 ans d'expérience des problèmes fiscaux, soit dans un Cabinet-Conseil, soit dans le service juridique et fiscal d'une grande société.

Connaissance de l'Allemand appréciée.

Poste à pourvoir à Paris.

Réf. M 01

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, en précisant rémunération actuelle et prétentions, sous référence indiquée, à Jean Burckel, BSN Gervais-Danone, 180/180 Rue Jules Guesde 92302 Levallois-Perret.

auditeur interne

Dans le cadre du Service Audit Interne, il effectue des missions d'audit financier et opérationnel dans les sociétés du Groupe aux activités diversifiées (Verre, Soissons, Produits Frais, Baby-Foods, etc.).

HEC, ESSEC, ESC, + DECOS, il a acquis une expérience de 5 à 8 ans soit comme auditeur externe dans un Cabinet Anglo-Saxon, soit comme auditeur interne dans une société industrielle ou il aura réalisé des audits opérationnels.

Connaissance de l'Allemand ou de l'Espagnol souhaitée.

Poste à pourvoir à Paris. Nombreux déplacements.

Réf. M 02

bsn.gervais-danone

Très important engineering et assemblage spécialisé dans la réalisation d'équipements mécaniques recherche

adjoint au chef du service inspection

Anglais courant C.V. 100 000 F/an

Ingenieur diplômé d'une école de type A.M. ou ayant acquis par la pratique des connaissances équivalentes et ayant impérativement une excellente connaissance des codes ASME - ASTM - API - SMTT - AFNOR applicables aux problèmes de l'ingénierie.

Il assistera le chef du service inspection pour l'ensemble de ses fonctions et sera plus responsable du suivi de certains contrats.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information-Carrière SVP 11-11 de 9 h à 18 h qui émettra un rendez-vous aux candidats intéressés.

Référence 732
85, avenue de Wagram 75017 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
recherche pour son Département Contrôle Qualité

un ingénieur électronicien

spécialiste de la radio-télévision et Hi-Fi

Ce poste conviendrait à un ingénieur ayant fait ses preuves dans un laboratoire d'étude.

un ingénieur ou technicien supérieur du bois

connaissant parfaitement les problèmes de la fabrication des meubles.

Ces ingénieurs seront chargés, sous les ordres du Chef de Département de :

- l'expérimentation des produits vendus dans le magasin,
- relations avec les constructeurs pour contrôle qualité,
- relations techniques avec les services après-vente.

Possibilités de déplacements temporaires en province.

Lieu de travail : siège social PARIS CENTRE.

Ecrire à No 40549, CONTEXTE PUBLIQUE, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, q. tr.

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
recherche dans le cadre de son plan informatique

INFORMATICIEN
spécialiste base de données

Sous la responsabilité du Chef du Service Organisation et Informatique et en étroite collaboration avec les Chefs de Projets d'applications, il sera chargé de réaliser et d'optimiser les Systèmes de Gestion de Base de données.

Le poste conviendrait à un Ingénieur Systèmes de haut niveau, ayant une expérience de quelques années dans ce domaine, la bonne connaissance des problèmes de télétraitement est souhaitable.

Faire acte de candidature sous réf. 301 M à : Jean FORBACH

ORFÈVRE INFORMATIQUE
conseil en informatique
109, rue SAINT-HONORE 75001 PARIS

GRAS SAVOYE & C^e
recherche pour son DÉPARTEMENT INTERNATIONAL à Paris

un chargé de clientèle

Il maintient en permanence les contacts avec la clientèle française ou étrangère qui lui est confiée.

Ses compétences lui permettent d'apprécier les garanties existantes, de proposer des aménagements ainsi que les couvertures qui font défaut.

Il assure la coordination entre les départements techniques et ses clients auprès desquels il est aussi un apporteur d'idées.

Nous souhaitons un collaborateur bilingue français-anglais connaissant les diverses branches d'assurances en risques industriels.

Les autres intéressés adressent leur candidature à M. X. BUREAU, GRAS SAVOYE & C^e, B.P. 129 - 92023 Neuilly sur Seine.

UN INGENIEUR METALLURGISTE POUR ETUDES D'ENGINEERING

Notre département métallurgie a la responsabilité de l'étude et des problèmes d'application liés à tous les matériaux entrant dans la fabrication des centrales nucléaires que nous construisons.

La section "Réalisation Métallurgie et Soudage" est la section opérationnelle chargée des études, des fabrications et des mises en service. Cinq à six années d'expérience dans le domaine des aciers inoxydables ont fait de vous un ingénieur parfaitement apte à vous associer à nos cellules chargées de la conception des équipements, cela depuis la rédaction des documents techniques contractuels jusqu'à la mise en service.

Ecrire à No 41370 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Société diffusant des stations d'épuration recherche

1) INGÉNIEURS
de fabrication chaudronnerie pour prendre en charge la réalisation et l'exécution de la production de la Société. Expérience et références nécessaires.

2) DESSINATEURS
niveau C.A.P. en chaudronnerie ou construction métallique, 2 ans pratique exigés.

Envoyez C.V. n° T. 83.420 M. REGIE-PRESSE, 83 bis, rue Beaumartin, PARIS-2^e. Il sera répondu à toutes candidatures.

jeunes ingénieurs

Recherchés par Société Française occupant une position de leader dans le domaine du bien d'équipement - Grande ville d'industrie.

Ces ingénieurs respectivement diplômés de l'Ecole des Mines, des Arts et Métiers ou de formations équivalentes, ont le goût du commandement, du technico-commercial, et peuvent se déplacer facilement en France et à l'étranger.

Ils auront pour mission après formation au sein de l'entreprise, d'effectuer la suite des affaires importantes, de la prise de contact jusqu'à la livraison.

Un qui cela ne soit pas indispensable, une expérience de 2 ou 3 ans serait appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 2485/M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

IMPORTANT BUREAU D'ETUDES A VOCATION INTERNATIONALE
recherche pour son Siège REGION PARISIENNE

Chef du Service du Personnel

Collaborateur du Directeur du Personnel.

Il sera chargé de l'ADMINISTRATION du personnel à Paris et à l'étranger. (Ingénieurs et Cadres pour la plupart).

- Administration régime de prévoyance sociale.
- Application de la législation et convention collective.
- Contentieux.

Une très solide formation juridique en Droit social et une bonne expérience de l'administration du personnel sont exigées. Possibilité de carrière intéressante.

Adresser C.V., manuscrit, photo et prétentions sous référence 428 à

Organisation et publicité
2, rue de Valenciennes 75001 PARIS

ENTREPRISE NATIONALE TRAVAUX ROUTIERS
recherche

INGÉNIEUR CONFIRMÉ EN TRAVAUX ROUTIERS
(P. et C. MINES, E.S.T.P., A. et M. L.N.S.A. ...)

Pour occuper une fonction technico-commerciale avec responsabilités importantes au Siège Social à PARIS.

INGÉNIEURS ROUTIERS CONFIRMÉS

Pour postes à pourvoir dans des Unités Régionales. (3 ans de pratique, Age : 30 ans minimum.)

INGÉNIEURS TRAVAUX DÉBUTANTS
(P. et C. MINES, E.S.T.P., A. et M. L.N.S.A. ...)

RHONE-ALPES, OUEST, PARIS-SUD, MIDI-PYRENEES

Formation sur le terrain en régions, complétée par des stages de spécialisation.

Adresser C.V. + photo + prétentions à ARCHAT, 34, bd Hausmann, 75009 Paris (R. 291), qui tr.

ENGINEERING

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE
Filiale d'un Groupe multinational rech. pour siège à LA DEFENSE

CHEF DU PERSONNEL (200 PERSONNES)

Adaptation des politiques du Groupe. Gestion complète du Personnel (surtout Cadres). Toutes relations sociales.

INDISPENSABLE

- EXPERIENCE DE LA FONCTION acquise par préf. dans filiales Sté anglo-saxonne.
- ANGLAIS très fluide.
- Sens des relations sociales.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération, photo (rect.) - s. réf. 3397 à

SC sélection conseil
6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

RECHERCHE ET ETUDE TERRAIN

90/100.000 F/an

TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE
filiale grand groupe bancaire recherche

Un Responsable ayant une expérience positive et vérifiable de la promotion immobilière.

Agé d'au moins 30 ans, le candidat doit avoir une formation supérieure juridique doublée d'un sens aigu des affaires.

Il aura la charge de développer les activités de la Société en Banlieue Parisienne.

Adresser C.V., manuscrit, photo et prétentions à N°1688 SPERAN, 12, rue Jean Jaurès 92007 PUTEAUX qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
Désire entrer en contact avec

FABRICATIONS D'ARMEMENT
PROMO 65 ENVIRON

Désireux de quitter Service Public et intéressé par poste à responsabilité en Usine.

Ecrire avec C.V. TRES SUCCEZ sous n° 51.981 B Editions BLEU Publicité 17, rue Lebel - 94300 VINCENNES Qui transmettra

ROQUES & LECOEUR
YVELINES

Fabricant et distributeur de matériel agricole et de loisirs C.A. 1976 100 millions

direction administrative

La fonction couvre : la responsabilité du service informatique, des achats, du magasin (pièces détachées), des services généraux, des relations avec le Personnel.

Cette fonction requiert un homme ayant une expérience d'au moins 10 ans en tant qu'ORGANISATEUR confirmé, GESTIONNAIRE (achats, stocks, comptabilité, ...) homme d'ETUDES INFORMATIQUES noté par les relations sociales.

Connaissance de l'anglais appréciée.

Faites parvenir C.V. détaillé sous réf. S 711/M à

henri vacquin CONSULTANTS
41, rue Berger, 75001 Paris

ingénieur commercial 80 000 F/an

Société de Produits Chimiques destinée à la Métallurgie et appartenant à un Groupe international (C.A. 1 milliard de F) recherche un jeune INGENIEUR COMMERCIAL.

Le collaborateur recherché, ingénieur de formation, se verra confier la responsabilité commerciale de la clientèle INDUSTRIELLE du Nord de la France (C.A. 12 millions de F) et la coordination des ingénieurs-spécialistes agissant localement sur son secteur.

Anglais apprécié.

Ce collaborateur pourra être domicilié dans la Région Nord de la France.

Pour information sur le poste, adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé sous réf. 6551/M à

CONSEIL EN RECRUTEMENT CNPG 105, av. V.-Hugo - 75116 Paris

Ingénieur, vous connaissez très bien la technique photographique ou cinématographique.

Alors, nous vous confierons la responsabilité de notre service traitement optique.

Agé(e) de 32 ans minimum, diplômé(e) de l'école de photo de Vaugirard ou d'une école de Physique-Chimie, vous gèrerez un ensemble d'équipements comprenant : Microfilmage, Développement, Contrôle-Qualité, Duplication.

30 personnes travailleront sous vos ordres et vous ne dépendrez que du Directeur Technique.

Le développement futur de notre activité (excusez-nous de ne pas vous la dévoiler tout de suite) vous fera participer à la création de centres régionaux.

La connaissance des langues anglaise et allemande serait très appréciée.

Merci de nous adresser votre C.V. à Mme GOURNAY B.P. 25, Grez-Armainvilliers 77220 Tournan-en-Brie, sous réf. T.O.

Société conseil d'entreprises à Paris recherche

UN INGENIEUR CHEF DE GROUPE
pour superviser une dizaine d'unités

- Il est ingénieur diplômé d'une grande école ;
- Il a également réussi comme conseiller d'entreprise ;
- Il est susceptible d'être en supervisant des responsabilités dans une entreprise produisant des biens d'équipement ;
- Il a 33 ans minimum.

UN INGENIEUR EN ORGANISATION
(référence E 313)

- Il a reçu une formation aux techniques d'organisation ;
- Il a de solides références professionnelles comme cadre de fabrication.

Pour ces deux postes, écrire avec C.V. et prétentions à P. SENARD-GERMAIN, 71, rue Aristote-Briand, 92001 LEVALLOIS-PERRET.

ISCO-EUROPE
rech. pour son siège à Paris

- 1. ADJUT TECHNIQUE-CADRE 30 ans min.
- con. de la langue anglaise parlée et écrite,
- sup. de la vente spécialisée dans le domaine électrique industriel,
- nombreux déplacements, France et étranger à prévoir.

Pour tous renseignements, M. pour rendez-vous 7047/35 Dem. AL. THIERRY

Groupe Multinational, secteur métallurgie (banques Oses) équipe matériel H.S. 25, charge HONEYWELL, BULL de recherche, pour son Service Informatique

INGENIEUR SYSTEME

- spécialiste Base de Données,
- connaissance SS 000 - 0000 et I.D.S. indispensable,
- 3 à 5 ans d'expérience dans la fonction,
- formation supérieure souhaitée.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. M/11 à ACLES T.F. 103.

HONEYWELL BULL - 61-63, rue d'Artois 75000 Paris Cedex 20

acles

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi "Placards encadrés"	38,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achats-Ventes-Locations	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	22,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

DELANDE S.A.
Société Holding d'un groupe international coté en Bourse et intervenant dans les domaines

PHARMACIE
PRODUITS VÉTÉRINAIRES
PARFUMERIE - CHIMIE ORGANIQUE
recherche pour son siège Paris La Défense

CHEF du SERVICE JURIDIQUE

35 ans minimum Anglais parlé

De formation supérieure (D.E.S., Doctorat) et ayant dix années au moins d'expérience du Droit des Affaires acquise en qualité de juriste d'entreprise ou en position de conseil, il sera directement rattaché au Secrétaire Général de la Holding et aura la responsabilité de l'ensemble des questions juridiques du groupe.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information Carrière SVP 11-11 de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats intéressés.

Référence 730
65, avenue de Wagram
75017 PARIS

Filiale de Distribution du Groupe Hachette
recherche pour
Région de Fontainebleau

DIRECTEUR DE GESTION

— Il aura à diriger et animer un centre comprenant plus de 100 personnes dont 5 cadres et 21 A.M.
— Ce centre assure le service après-vente et la gestion des comptes clients.

— Ce poste s'adresse à un homme de 30 ans min. connaissant l'informatique en tant qu'utilisateur, ayant eu l'expérience de la gestion d'un service clients et nécessairement l'expérience des problèmes d'organisation, de commandement et d'animation.

Merci d'envoyer C.V. détaillé et prétentions au Service de l'Emploi, Librairie HACHETTE, 79, bd Saint-Germain, 75006 PARIS s/réf. 5.276.

Importante Société NEULLY
3 établissements - 1600 personnes
recherche pour son Siège Social

jeune cadre FONCTION PERSONNEL

diplômé(e) d'Etudes Supérieures (juridiques, économiques, Sciences Humaines).
1 ou 2 années d'activité en Siège Social serait une expérience appréciée.

Env. C.V. photo et prétentions en précisant sur l'envel. la réf 4284

OR Organisation et publicité
75006 PARIS 12ème

IMPORTANTE SOCIÉTÉ VELIZY
CONSTRUCTION THERMIQUE ET NUCLEAIRE
recherche

1°) DEUX I.U.T. ou B.T.S.
2°) DEUX INGÉNIEURS D.M.M.M. 1
CHAUDRONNERIE MECANIQUE

Chargés des problèmes :

ASSURANCE QUALITÉ
CONTROLE FOURNISSEURS

• expérience similaire 2 à 5 ans ;
• anglais courant souhaité ;
• déplacements fréquents France et Etranger.

Env. C.V. et prêt. à la réf. 182/M à : SWEETS, B.P. 269, 75244 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE (8°)
Filiale d'un Groupe Financier important
recherche

CADRE DE BANQUE

Ayant acquis une solide connaissance des opérations d'acompte commercial pour des petites et moyennes entreprises.

Convientrait à personnes ayant une expérience minimum de 15 ans dans des agences de Paris ou proche banlieue.

Env. C.V. manuscrit et prêt. sous réf. 1100/M à O.C.B.P., 84, r. de la Chaussée-d'Antin, 75009 Paris.

UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE TRÈS AGRESSIVE SUR SON MARCHÉ DANS LE DOMAINE DE L'AIDE AU DESSIN ASSISTÉE PAR ORDINATEUR SITUÉE DANS LA RÉGION DE PARIS
dispose des opportunités suivantes pour :

1) **UN DIRECTEUR DES OPÉRATIONS**
sous le contrôle du Directeur Général de sa filiale française :
— du service avant et après-vente ;
— du fonctionnement des bureaux ;
— de la préparation du budget et de son contrôle ;
— de l'administration du personnel, etc.

2) **UNE SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE**
parlant parfaitement l'anglais, chargée d'assister le Directeur des Opérations.

Adresser C.V., prétentions et photo sous n° 82.362 à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2°).

Algeco N°1 de la Construction Mobile en France recherche

directeur commercial

LA DIRECTION RÉGIONALE DE SERVON (77) assurera la Région Parisienne, l'Ouest et le Nord de la France recherche son DIRECTEUR COMMERCIAL.

Missions : • être directement sous l'autorité du Directeur Régional ; • encadrement et animation de 11 Agents Commerciaux et de Vendeurs Téléphonaires pour développer Ventes et Locations à destination et suivi des quotas de vente ; • création du Plan de Marketing ; • étude de la concurrence ; • négociation des contrats importants.

Profil : le candidat devra posséder :
— l'expérience de la vente d'une équipe de vente et la connaissance d'un réseau de clients ;
— soit l'expérience administrative et commerciale pour la vente de constructions industrielles, soit l'expérience de la vente de constructions industrielles et de constructions civiles pour location et vente de constructions mobiles.

Pour postuler envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo en indiquant rémunération actuelle sous réf. S 802/33/M au :

Cabinet Alain H. PRENANT
20, avenue Talma - 75008 MAISON-LAFFITE

Leader dans une branche industrielle en constante expansion nous recherchons UN

JEUNE INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
(1 à 2 ans d'expérience)
Capable d'évoluer vers des Responsabilités en gestion ou en production

Une première fonction au département organisation de notre Siège Social (82) lui permettra de mieux connaître la Société ; il sera plus particulièrement chargé d'animer et de coordonner les actions d'

Organisation générale
mises dans des usines (manutention, stockage, expédition, ...).

Envoyer curr., rize photo et prêt. à n° 5.207, 40, rue de Chabrol 75010 Paris 10

CCSI POINT F RECRUTE

le responsable de son département promotion

Le candidat aura :

• l'habitude des contacts à haut niveau dans différents secteurs : industrie, recherche, université, collectivité, organisme patronal ou syndical ;
• une bonne pratique de la formation des adultes ;
• une connaissance technique de marketing, publicité et relations publiques ;
• une formation supérieure (scientifique, technique, sociale ou commerciale) ;
• promouvoir le CCSI POINT F dans toutes les dimensions supérieures de population les variées.

Envoyer : curriculum vitae, photo et lettre manuscrite à : CCSI POINT F, Plateau de Moulins - 91190 GIVRY-VERRE - Caisse d'Information.

NICOLAS
recherche :

1. — DIPLOME B.E.C., E.S.E.C., E.S.C.P. ou équivalent pour assurer dans le cadre de LA DIRECTION DU MARKETING les fonctions :

2. — CANDIDATS ayant formation commerciale et expérience réelle de la distribution pour postes d'INGÉNIEURS COMMERCIAUX pour Paris ou Province.

Adresser lettre manuscrite, de cand., CV et photo à :

NICOLAS
Direction du Personnel
12, rue de Valenciennes
94220 CHARENTON

LogAbax
informatique

DÉPARTEMENT EXPORT
recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

La connaissance de l'anglais, de l'allemand et une grande disponibilité pour les déplacements à l'étranger sont indispensables.

Une connaissance des Pays de l'Est et de la langue russe sera appréciée.

Adresser C.V., photo et prétentions à Direction du Personnel, 77, av. Aristide-Briand, 92110 Arcueil.

INFOREX

Systèmes d'Informatique
recherche
pour Paris et sa Région

2 Ingénieurs Commerciaux
de haut niveau
pour la négociation de ses produits.

Il est exigé du candidat une expérience de 2 à 3 ans dans la vente en informatique de gestion (ordinateurs ou périphériques).

Adresser C.V. et lettre manuscrite avec photo à Direction du Personnel
10, rue Jean-Jaures, 92807 PUTEAUX.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
offre très important poste

INSPECTEUR VICE-GROUPE
pour PARIS et la région NORD

à personne ayant :
— Solides connaissances professionnelles ;
— Age minimum 30 ans.

Le réseau en place d'agents généraux et de courtiers d'une exceptionnelle qualité fait de ce poste une situation de premier plan.

L'inspecteur disposera d'un bureau avec secrétariat.

Transmettre C.V. n° 41.04, CONTEXTE, 12, rue de Valenciennes, 75004 PARIS 4ème, à l'adresse C.V. n° 41.04, 20, av. de l'Opéra, Paris-16, 4ème.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL
recherche

JEUNE LICENCIÉ SCIENCES ÉCONOMIQUES
pour exploitation de statistiques, analyses et études.

Ecrire avec C.V. à :
C.H.A.M.T.S.
55, avenue Biot, 75008 PARIS.

Institut formation permanente recherche

FORMATEURS (TRICES)
résidence région Iroquoise obligatoire. — Ecrire à C.V. à : M. MARTEL, rue Cadet, 75007 PARIS.

Recherchons

DIRECTEUR CCIAL INGÉNIEURS ET ATTACHÉS CCIAUX
Introduit : milieu informatique, assistance technique, saisie de données, travaux à façon, interm.

Adresser C.V. manuscrit à : SWEETS, B.P. 7504 PARIS CEDEX 09, s/réf. 100, qui transmettra.

Prêt à porter masculin recherche à M. Employeur aux écritures et pour l'occupation loisirs.

Ec. C.V. prêt. à SWEETS à Biot, 17, r. Lebel, 94300 Vincennes.

ASSOCIATION CULTURELLE
recherche J.F. et O. et O. organisés, très bonne dactylo, anglais parlé et écrit.

M. TEMPEL, 10, rue de Valenciennes, 75004 PARIS.

+ une machine par semaine et 3 séries (conférence).

Adresser C.V. à : A.F.A.O., 19, av. d'Alsace, 75114 PARIS.

Travail temporaire

Kelly Girl
recrute d'urgence pour missions longues durée :

— DACTYLOS
— STENO et SECRÉTAIRES
— AIDES-COMPTABLES II
et COMPTABLES

Se présenter d'urgence :
3, r. du Helder (7°) 75019 Paris
25, bd de la Gare (19°) 75012 Paris
Tour Maine Montparnasse, 338-21-40

Grand centre français de manutention recherche enseignement recherche opérationnelle, optimisation production, Doctorat Etat ou Ph. D. Expér. entreprises. Ecrire à 8.167, « Le Monde » P. 3, r. des Italiens, 75007 Paris.

La Division Recherches et Développement des Laboratoires WINTROP

recherche pour prendre la responsabilité des lots expérimentaux, expertises analytiques, constitution des dossiers d'A.M.M.

PHARMACIEN
dynamique (H. et F.), possédant 3 années d'expérience du poste et bonnes connaissances de l'anglais.

Adr. C.V. détaillé à l'attention personnelle du Dr J.-C. WAGNER, Laboratoire Wintrop, 52, bd V.-Hugo 92110 CLICHY.

Sr. Educ. surveillance (93) rech. pr foyer filles éducatrices-éducatrices lib. serv. mil. Téléphonez 64-41-42 pour rendez-vous.

ISI
LES INSTRUMENTS SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELS
77, avenue Parmentier - 75011 PARIS

VENDEUR TECHNICO-COMMERCIAL
pour région PARIS RHONE ALPES

Biologiste ou physicien chargé du suivi et du développement de la clientèle de son secteur, des démonstrations du matériel utilisé, des relations avec les clients. Bonnes qualités de vendeur. Bonne formation technique. Grande disponibilité pour déplacements.

SPECIALISTE PRODUITS
résident à PARIS exclusivement

Physicien du solide :
— ayant bonnes connaissances de la métallurgie et du matériel utilisé ;
— chargé du contrôle de la diffusion des produits ;
— des relations constructeurs/clients de fabrication et de la réalisation des objets. Diplômes appréciés.

Ne pas téléphoner
Envoyer C.V. à l'adresse ci-dessus

Jeune Compagnie d'Assurances
(Quartier Boulogne)

COMPTABLE QUALIFIÉ

Déjà obligations militaires, titulaire d'un B.T.S. ou d'un diplôme équivalent, ayant fait état d'une 1re expérience réussie dans le domaine de la comptabilité.

COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Les candidats intéressés envoient leur C.V. + photo + 3 photos, 63/101 LTP, 31, bd B. Nouvelle, 75002 Paris, Cedex 12.

CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE DE PARIS
recherche

INFIRMIER (E) D.E.
Se prés. 17/19, rue de Flandre, Paris-19°, de 8 h à 11 h, 13 et de 13 heures à 16 h, 30, SAUF LE SAMEDI.

Rech. employé (e) tenu(e) pour gestion administrative et juridique sociétés.

Niveau : 2° ann. I.C. en droit ou toute expérience appropriée. Age indifférent. 21-52/2 P. 22. Organisme formation d'agents étrangers recherche pour son siège social Paris (8°).

ASSISTANTE
gestion des opérations de formation des formateurs et des cycles d'enseignement aux travailleurs étrangers. Poste professionnel d'entreprise ou organisme socio-culturel. Expérience en secrétariat de gestion ou de direction. Connaissances organisation et administration. Capacité d'assurer une fonction évolutive à responsabilité. Contacts humains nécessaires. Déplacements fréquents en province. Avantages sociaux. Ecr. avec C.V. et prêt. A.E.A.O. du pers., 32, r. Penthève (8°).

Association professionnelle recherche

COMPTABLE
D.E.C.S. ou équivalent, minimum 20 ans, quelques années d'expérience pour organisation et mécanisation de ses services. Adresser : C.V. manuscrit, Professionnelle Automobile, 52, rue Copernic, 75116 Paris.

answare

SÉLECTION
chargé de ce recrutement
Importance de la prestation de services. Paris

RÉDACTRICE

— Excellente présentation
— Soignée et soignée
— Connaissance du marché de l'information
— Capacité d'écriture
Ecrire lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et prêt. à : SWEETS, B.P. 7504 PARIS CEDEX 09, s/réf. 100, qui transmettra.

TECHNICIEN SUPÉRIEUR
ou formation équivalente, capable de rédaction et de rédaction articles techniques, etc. Adresser : C.V. manuscrit, Ecr. av. CV n° 220.454 M Régie-Presses, 65 bis, r. Réaumur (2°).

SNL DICTIONNAIRES "Le ROBERT"
dans le cadre de sa politique de développement, recrute

délégués (ées)

STATUT V.R.P.

PARIS, sa REGION et DÉPARTEMENTS DE L'OUEST
Vente directe aux clientèles Enseignements et Collectivités et sur coupons-réponses.

Expérience de la vente souhaitée. Voiture indispensable.

Rémunération: fixe 2250F + commissions après période d'essai.

Envoyer C.V. manuscrit et photo jusqu'au 16 Février à Monsieur C. POULAIN SNL Dictionnaires "Le ROBERT", 107 Avenue Parmentier 75011 PARIS

Nous sommes une fabrique suisse de sièges, de haut rendement et proposons un programme intéressant de sièges pour bureau, salle de conférence, hall d'entrée.

Nos modèles jouissent d'une renommée internationale. Nous voulons développer le marché français et cherchons de

BONS VENDEURS QUALIFIÉS
qui représenteront nos produits auprès des entreprises spécialisées. Nous proposons un salaire à la commission.

Prenez contact avec nous, nous serons très heureux de vous donner de plus amples renseignements.

Karl Zünd + Co AG Postfach 1000, 4000 BERN 1.

FRANCE DIFFUSION
de la haute fidélité
recherche

V.R.P.
pour toute la France.
Ecrire à FRANCE DIFFUSION, 7798 CHAMPEUIL.

ROWENTA - FRANCE
ELECTROMÉNAGER

recherche dans le cadre de son expansion :

— RESPONSABLE DE SECTEUR
Age min. 30 ans, 1re, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 7e, 8e, 9e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e, 16e, 17e, 18e, 19e, 20e, 21e, 22e, 23e, 24e, 25e, 26e, 27e, 28e, 29e, 30e, 31e, 32e, 33e, 34e, 35e, 36e, 37e, 38e, 39e, 40e, 41e, 42e, 43e, 44e, 45e, 46e, 47e, 48e, 49e, 50e, 51e, 52e, 53e, 54e, 55e, 56e, 57e, 58e, 59e, 60e, 61e, 62e, 63e, 64e, 65e, 66e, 67e, 68e, 69e, 70e, 71e, 72e, 73e, 74e, 75e, 76e, 77e, 78e, 79e, 80e, 81e, 82e, 83e, 84e, 85e, 86e, 87e, 88e, 89e, 90e, 91e, 92e, 93e, 94e, 95e, 96e, 97e, 98e, 99e, 100e.

SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE
700 personnes
USINE et SIÈGE région NANTAISE
recherche

TECHNICO-COMMERCIAL
Position assimilé cadre et cadre après 1 an. Age : 25 ans minimum.

Formation de techniciens en mécanique générale. Expérience de production et des relations avec la clientèle de produits industriels.

Clients région NORD et EST.

Rémunération forfaitaire, traitement mois. Participation, frais remboursés sur justificatif.

Envoyer C.V. détaillé + photo au n° 1.468. H.A.P. Ball Petites Annonces 7 X, 44040 Nantes Cedex.

proposit.com. capitaux

SOLUTIONS A DIFFICULTÉS FINANCIÈRES CONSULT. GRATUITE

21, rue de Valenciennes, 75004 PARIS

DISPOSE BUREAU COMPLET PR PROFESSION LIBÉRALE

cherche collaborateurs français ou étrangers. — 74-42-20, matin.

مكتبة من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE

A L'ÉTRANGER

EN SUÈDE

Le gouvernement propose de renforcer considérablement les pouvoirs de négociation des syndicats dans l'entreprise

De notre correspondant

Stockholm. — Le ministre suédois du travail, M. Ingemar Bengtsson, vient de présenter le projet de loi sur le droit du travail et les conventions collectives, qui sera soumis au Conseil législatif, sera soumis au Parlement fin mars. S'il est adopté par le Riksdag, il entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1977.

Ce projet, destiné à fournir un nouveau cadre juridique aux relations entre partenaires sociaux, tire définitivement un trait sur le fameux article 32 des statuts de la Confédération du patronat suédois (SAF) qui donne à l'employeur le droit de « diriger et répartir le travail, embaucher ou congédier librement son personnel ». Cette clause devait, depuis 1908, être stipulée dans toute convention collective.

Le gouvernement propose d'y substituer le paragraphe suivant : « L'employeur a le droit de diriger et répartir le travail, les conditions d'embauche et de licenciement, ainsi que sur les questions touchant à la gestion générale de l'entreprise ».

Autrement dit, il s'agit pour les syndicats d'une considérable extension du droit de négociation applicable à tous les domaines de la vie du travail. Dans certains cas particuliers, réduction ou réorientation de la production par exemple, l'employeur sera même tenu de prendre l'initiative de ces

pourparlers et d'en attendre les résultats avant d'arrêter sa décision.

Les rapports entre partenaires sociaux ont souvent été marqués ces dernières années, en Suède, par des conflits issus d'une interprétation différente des textes des conventions. En cas de désaccord, c'est aujourd'hui aux tribunaux qu'il revient de trancher l'arbitrage de la Cour du travail. Durant cette procédure parfois très longue, le point de vue de l'employeur est considéré comme le seul valable. Le projet de loi entend renverser cette priorité en faveur des salariés. Si un différend surgit sur des questions de participation ou d'influence, si l'employeur refuse, dans un délai de dix jours, de faire appel à une médiation, l'interprétation de la section syndicale locale prévaut. Cependant, pour dissuader les syndicats d'abuser de ce nouveau « privilège », au risque de perturber dangereusement la production, la Cour du travail pourra infliger de lourdes peines d'amende.


Le gouvernement ne propose pas de modifier la règle en vigueur qui interdit les grèves pendant la durée de validité des conventions collectives, sauf en cas de refus du patronat de signer des accords locaux au niveau de l'entreprise sous l'influence des travailleurs. Toutefois, en cas de grève sauvage, employeurs et syndicats seront tenus d'engager immédiatement des pourparlers. Les premiers ne pourront plus, comme aujourd'hui, exiger la reprise préalable du travail. Bien qu'ayant renoncé à accorder ce « droit de veto » que réclamaient les organisations de salariés dans toutes les questions relatives à la médecine et aux conditions de travail, le gouvernement a quand même largement suivi les recommandations des syndicats dans l'élaboration du projet de loi.

ALAIN DEBOVE.

● EN YOUGOSLAVIE LA BALANCE COMMERCIALE a enregistré en 1975 un déficit de 3 625 millions de dollars, contre 3 760 millions en 1974. Les importations ont atteint 7 976 millions et les exportations, 4 072 millions de dollars.

François GHEL

DEUX ANS DE CRISE PETROLIERE



LA CRISE DE L'ÉNERGIE EN EUROPE

Editions techniques et économiques
3, rue Soufflot - 75005 Paris

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

S.O.N.E.L.E.C.

Direction Commerciale

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 3/76

Un avis d'appel d'offres est lancé en vue de la fourniture de lampes.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier de charges contre la somme de 100,00 DA à la :

S.O.N.E.L.E.C. - Direction Commerciale
Gué de Constantine. — KOUBA
ALGER

Les offres doivent parvenir sous double enveloppe faisant apparaître sur la pli intérieur de manière apparente la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 3/76 - A ne pas ouvrir ».

La date limite du dépôt est fixée au 28 février 76, délai de rigueur.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 5 % 1962

Les intérêts courus du 1^{er} mars 1975 au 29 février 1976 sur les obligations Electricité de France 5 % 1962 seront payables, à partir du 1^{er} mars 1976, à raison de 12,50 F par titre de 250 F nominal, contre détachement du coupon n° 14 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 1,50 F (montant global : 14,00 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 2 F, soit un net de 10,50 F.

À partir de la même date, les 223 000 obligations appartenant à la série désignée par la lettre B, sortis au tirage du 10 décembre 1975, seront de porter intérêt et seront remboursables à 275 F, coupon n° 15 au 1^{er} mars 1977 attaché.

Ci-après sont rappelés les séries sorties aux tirages antérieurs :

- Amortissement 1964 : série A
- Amortissement 1965 : série B
- Amortissement 1966 : série C
- Amortissement 1967 : série D
- Amortissement 1968 : série E
- Amortissement 1969 : série F
- Amortissement 1970 : série G
- Amortissement 1971 : série H
- Amortissement 1972 : série I
- Amortissement 1973 : série J
- Amortissement 1974 : série K
- Amortissement 1975 : série L

Les obligations Electricité de France 7,75 % (ex-5,75 %) 1965 sur les obligations Electricité de France 7,75 % (ex-5,75 %) 1965 seront payables, à partir du 1^{er} mars 1976, à raison de 27,50 F par titre de 400 F nominal, contre détachement du coupon n° 11 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 3,10 F (montant global : 30,60 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 4,64 F, soit un net de 25,96 F.

En cas d'option pour la série désignée par la lettre D sont remboursables depuis le 1^{er} mars 1977.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 7,75 % (ex-5,75 %) 1965

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésoreries départementales, recettes des finances et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 171, rue de la Harpe, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après :

Credit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris, Banque de Paris et des Pays-Bas, Crédit du Nord et Union parisienne, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial et banques affiliées, Société générale alsacienne de banque, Société marseillaise de crédit, Banque de l'union européenne, Banque de l'Indochine et de l'Extrême-Orient, Caisse centrale des banques populaires, et toutes les Banques populaires de France, Société centrale de banque.



C.M. INDUSTRIES

C.M. INDUSTRIES vient en association avec l'Institut de développement industriel (I.D.I.) de s'assurer la maîtrise du groupe Aptunon, leader européen du marché des fruits confits.

Le groupe Aptunon est spécialisé dans la production et la commercialisation de fruits confits, fruits au sucre, fruits à l'absolu, destinés soit directement aux consommateurs, soit aux transformateurs industriels et artisans. Ses implantations industrielles ou commerciales couvrent non seulement l'Europe, mais également les U.S.A., le Canada, l'Afrique du Sud, l'Australie et le Japon. Il réalise un chiffre d'affaires consolidé de plus de 120 millions de francs.

La majorité du capital d'Aptunon, soit 51 %, doit être acquise par la Société d'exploitation GACI (Groupe Aptunon) de la carte industrielle, avec un droit d'option sur une participation complémentaire de 16 % du capital.

Préalablement à cette opération, C.M. Industries d'aura la majorité dans le capital du GACI avec une participation de 51 %, le solde restant détenu par l'I.D.I.

C.M. Industries accorde ainsi le développement de sa branche alimentaire en portant son effort sur des produits sélectionnés et en mettant en œuvre les synergies commerciales et industrielles existant entre ses filiales : Banane de l'Indochine, Gacil-Voreux, Masset, Sebale et le groupe Aptunon.

LA MURE

Les actionnaires sont convoqués en assemblée ordinaire au siège de la direction de Grenoble, 47, avenue Alsace-Lorraine, le vendredi 27 février 1976, à 10 h. 30, pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1975. À l'issue de cette assemblée, se tiendra une assemblée extraordinaire destinée à décider d'une modification des dates de l'exercice (1/4 au 31/3 au lieu de 1/10 au 30/9).

La diminution des résultats d'exploitation en 1974-1975 due à l'abandon du dividende 50%, et la constitution de provisions sur certaines participations en fonction des risques que la conjoncture faisait peser sur certaines activités ont entraîné une perte sociale de 7.950.565 F constituée par un bénéfice ordinaire de 1.471.140 F et des moins-values à long terme de 9.567.705 F, ce qui ne permet pas d'envisager une distribution au titre de cet exercice.

Le conseil d'administration réuni le 4 décembre dernier a procédé à une analyse de la situation du groupe : il est apparu que pour la plupart des filiales les difficultés devaient disparaître avec le retour de l'économie ; dans les autres, les possibilités de changements d'orientation ou d'alliances extérieures au groupe sont à l'étude.

Dans la structure des actifs, deux faits sont à signaler :

- La souscription (1.493.000 F) à l'augmentation de capital : Laminon, Trévières, Chabrier de Lamoignon.
- La souscription (10.822.000 F) en octobre 1975 à l'augmentation de capital de la Compagnie centrale Stiel.

Au 31 janvier 1976, la valeur intrinsèque de l'action Latonia s'élevait à 25,77 dollars U.S.A. (soit 125,87 francs) contre 24,54 dollars U.S.A. (soit 122,70 francs) le 31 décembre 1975. À fin décembre, sur la base des cours de bourse du portefeuille, le cours de l'action Latonia en Bourse de Genève était à fin janvier de 63 F.

LATONIA INVESTMENT COMPANY, S.A.

An 31 janvier 1976, la valeur intrinsèque de l'action Latonia s'élevait à 25,77 dollars U.S.A. (soit 125,87 francs) contre 24,54 dollars U.S.A. (soit 122,70 francs) le 31 décembre 1975. À fin décembre, sur la base des cours de bourse du portefeuille, le cours de l'action Latonia en Bourse de Genève était à fin janvier de 63 F.

12 stations à Paris.
200 en France,
1000 en Europe. louez

europcar
645.21.25

CIT-ALCATEL

AUTOMOBILES M. BERLIET

CHIFFRES D'AFFAIRES COMPARÉS

(hors taxes)

	1974	1975
1 ^{er} trim. ...	772 114 430	795 456 230
2 ^e trim. ...	787 043 949	1 001 860 251
3 ^e trim. ...	814 054 807	872 089 583
4 ^e trim. ...	774 574 417	1 107 738 710
	2 897 791 613	3 627 544 774

dont Export :

1 ^{er} trim. ...	249 438 477	306 288 678
2 ^e trim. ...	254 132 260	584 311 232
3 ^e trim. ...	273 282 976	287 488 836
4 ^e trim. ...	306 271 564	621 032 734
	1 235 095 277	1 898 122 580

INSTALLATION A PARIS DE L'UNION MÉDITERRANÉENNE DE BANQUES

Créée à Paris en septembre 1975, à l'initiative de deux banques algériennes et de six banques françaises, l'Union méditerranéenne de banques ouvre ses guichets, 10, rue de la Paix, Paris (2^e).

Présidé par M. Tannan Abdelmalek, président-directeur général de la Banque nationale d'Algérie, le conseil d'administration comprend :

- la Banque nationale de Paris (M. Mendras), 11,67 % ;
- le Crédit lyonnais (M. Delmas), 11,67 % ;
- la Société générale (M. Chacraoui), 11,67 % ;
- la Banque de Paris et des Pays-Bas (M. Pèze), 5 % ;
- le Crédit commercial de France (M. du Pré de Saint-Maur), 5 % ;
- le Crédit industriel et commercial (M. Abell), 5 % ;
- la Banque nationale d'Algérie (M. Kertiss), 13 % ;
- le Crédit populaire d'Algérie (M. Kertiss), 13 % ;

M. Hassad, directeur du Trésor, du crédit et des assurances, M. Aouf, directeur de la trésorerie et des relations étrangères, Banques nationale d'Algérie.

M. Boudiaf, directeur de l'étranger, Crédit populaire d'Algérie.

L'Union méditerranéenne de banques a pour but de contribuer au développement des relations économiques entre la France et l'Algérie, affirmant ainsi sa vocation internationale.


Disposant du statut de banque de dépôt, et appelée de ce fait à ouvrir un grand nombre de sièges en France et au besoin à l'étranger, l'Union méditerranéenne de banques met à la disposition de sa clientèle un service bancaire complet :

- Elle réalisera toutes opérations de banques et de crédit.
- Elle financera les échanges commerciaux.
- Elle concèdera des crédits, sous quelque forme ou de quelque durée que ce soit.
- Elle interviendra sur le marché des changes.
- Elle financera des opérations de caractère international.
- Elle procédera à des opérations spécifiques ressortissant de l'activité de banque d'affaires.

La connaissance de l'économie des pays de la Méditerranée, les relations qu'elle entretient avec les responsables des sociétés des pays concernés, les liens qui unissent à ses partenaires et son important réseau de correspondants lui donnent une position particulière qui lui permettra de conseiller et d'aider utilement sa clientèle dans son approche des marchés nationaux, de trouver les solutions les mieux adaptées aux problèmes de commerce extérieur et d'assurer les financements appropriés.

En outre, l'Union méditerranéenne de banques prévoit de participer aux émissions et prêts internationaux, aussi bien pour le compte de sa propre clientèle que pour des sociétés ou pays tiers.

La direction générale est assurée par M. Jean L'Harbette, directeur général adjoint, et François-Xavier Guerin, directeur général adjoint.



GIMER

GROUPEMENT DES INDUSTRIES DE LA MER ET DES ACTIVITÉS SOUS-MARINES

Pour l'Expansion des Activités Off-Shore

EMPRUNT 10,80% de F 100.000.000

Prix d'émission : F 1000 par obligation de F 1000 nominal
Jouissance : 9 février 1976
Intérêt annuel : F 108 par titre payable le 9 février de chaque année

Amortissement : en dix ans maximum à partir du 9 février 1978

- molié par remboursement au pair
- molié par rachats en Bourse

Taux de rendement actuariel brut (compte tenu du crédit d'impôt)

10,80%

GARANTIE - Le service de l'emprunt est garanti inconditionnellement et pendant toute sa durée par 7 Sociétés, sans solidarité entre elles, mais solidairement avec le GIMER, dans la limite de leur quote-part respective.

Viss COB n° 76-17 en date du 3 février 1976. BALO du 9 février 1976

S.A. au capital de F 4 900 000
Siège Social : 47, rue Cambon - 75001 PARIS
R.C. PARIS B 300 224 193

مكتبة الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AMÉRIQUES
— ETATS-UNIS : le président Ford affirme qu'il conservera M. Kissinger dans son équipe s'il est élu en 1976.
2. PROCHE-ORIENT
— LIBAN : le plan de réformes politiques prévoit l'élection du premier ministre par le Parlement.
3. ASIE
— MALAISIE : le gouvernement mobilise d'importantes forces contre les divers foyers d'insurrection communistes.
4. L'ÉVÈNEMENT
— Les « DOM-TOM » : des autres.
- 5-6. EUROPE
— ESPAGNE : la branche « militaire » de l'ETA revendique l'assassinat de Volodine.
- Les suites de l'affaire Lockheed.
5. AFRIQUE
— La crise du Sahara occidental.
- 7-8. POLITIQUE
— Les réactions après le XXI^e congrès du P.C.F.
10. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
10. SPORTS
11. LES RÉGIONS
— Les comités économiques et sociaux montrent les dents.
12. ÉDUCATION
— Le congrès de la FEN.
12. RELIGION

**LE MONDE DES SCIENCES
ET DES TECHNIQUES**
(Pages 13 et 14.)
— Nos ancêtres et les Gaulois.
— Pour des revues multilingues en physique, chimie.
— Livres, Jeux.

15. L'ACTUALITÉ MÉDICALE
— Un virus est la cause de malformations congénitales.
15. JEUNESSE
— Fermeture d'un foyer pour mineurs en « danger moral » à Marseille.
- 17 à 28. ACTUALITÉ DU THERMALISME
- 23 à 25. ARTS ET SPECTACLES
— THÉÂTRE : Simon le Bienheureux.
— MUSIQUE : Sheila Armstrong.
- 32 à 34. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE
— AUTOMOBILE : les promesses de janvier.
— SÉCURITÉ SOCIALE : baisse de prix imposée sur deux cent quarante-six spécialités pharmaceutiques.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (22)
Annonces classées (28 à 32) :
Aujourd'hui (28) ; Carnet (21) ;
Journal critique (22) ; Média-
religion (22) ; Mots croisés (22) ;
Finances (35).

**CHEFS D'ENTREPRISE
RETROUVEZ
VOTRE SOMMEIL.**

**RAYONNAGE
MÉTALLIQUE**
Archives
Magazines
Garnitures
etc...
P. 0,30 m. - 180 F
P. 0,40 m. - 220 F
P. 0,45 m. - 280 F
P. 0,60 m. - 305 F
SOVRA

**parlez
AMÉRICAIN**
LOGOS
CENTRE PRIVÉ
DE FORMATION
4, Villa Ornano
75018 PARIS
Tél. : 255.09.05
TOURS - NANTES - ORLÈANS

A C D E F G H

A Djibouti

La délégation parlementaire de la majorité a rencontré M. Hassan Gouled

Djibouti s'est installée dans une situation d'attente et de malaise. Dans la journée, la ville, bien que quadrillée par les forces de l'ordre, paraît calme. Mais la tension, latente, se manifeste surtout le soir. Le couvre-feu en vigueur ne touche en fait que la ville africaine, isolée de 21 heures à 6 heures du matin.

M. Ali Aref, président du conseil de gouvernement du Territoire, s'est refusé à préciser, lundi soir 9 février, si la manifestation organisée mercredi par la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.) pour protester contre la répression et l'arrestation de plusieurs de ses dirigeants sera interdite. Au cours d'un entretien avec les journalistes, il a laissé entendre que certains éléments modérés de la Ligue étaient en contact avec les autorités locales et disposés au dialogue. Cette affirmation a cependant été démentie par le président de la Ligue, M. Hassan Gouled. Ce dernier a eu lundi un entretien avec la délégation parlementaire de la majorité qui se trouve actuellement dans le Territoire. « C'est la première fois depuis quinze ans, a déclaré M. Gouled à l'issue de l'entretien, qu'une déléga-

tion de la majorité prend contact avec nous. » Il a ajouté qu'il voyait là un « bon signe ». La délégation, qui est dirigée par M. Jean de Prémaunt, député U.D.R. de Paris, a également rencontré M. Ali Aref et les autorités françaises civiles et militaires du Territoire.

M. ALI AREF : l'indépendance ne veut rien dire.

Dans une interview publiée par le Figaro de ce mardi, le président du conseil de gouvernement du Territoire assure que « la Ligue sol-désiste », c'est-à-dire le Front, donc la Somalie, interrogé à propos de l'indépendance. M. Ali Aref répond : « Ça ne veut rien dire. Il faut avoir le courage de le dire. Bien sûr, si je veux avoir l'air de quelqu'un devant mes frères africains, il faut que je sois indépendant et libéré du colonialisme. Comme indépendance, celle-là sera assez bête, parce que nous allons rester la main tendue sur les plans économiques et politique en demandant à la France de défendre nos frontières. » M. Ali Aref poursuit : « Le colonialisme, c'est

des gens qui exploitent, toi, il n'y a rien à exploiter et, jusqu'à présent, c'est nous qui avons fait appel au colonialisme pour avoir notre pain quotidien. Il faut être sérieux. »

Un groupe de sept journalistes français a reçu lundi l'autorisation de se rendre jusqu'au car dans lequel se trouvaient les enfants enlevés par les terroristes du Front de libération de la Côte des Somalis, lorsque les forces françaises ont donné l'assaut. Le véhicule, qui se trouve à 200 mètres de la frontière avec la Somalie, porte encore toutes les traces de la bataille. Certains des journalistes, après cette visite, ont été amenés à se poser quelques questions : « Si les deux mitrailleuses qui se trouvaient derrière la frontière somalienne ont « arrosé » le car, comme l'ont dit tout de suite après le drame les autorités militaires locales, comment se fait-il, se demande ainsi l'envoyé spécial du Quirinal de Paris, qu'aucune trace d'entière de balles ne soit repérable sur la car du véhicule tourné vers la Somalie, mais que tous les impacts, au contraire, soient des impacts de sortie ? » Quant à l'envoyé spécial de l'Humanité, il relève que « le car dans lequel se trouvaient les enfants est criblé de balles du côté français. L'endroit où se trouvait vraisemblablement la fillette tuée, écrit-il ce mardi, porte sept impacts venant de la même direction, des balles d'un calibre plus petit que celles que l'on remarque sur toute la face du véhicule. »

Les journalistes ont également visité le petit village somalien de Loyada. Plusieurs maisons, écrit l'envoyé spécial de l'A.F.P., sont criblées d'impacts mais la bourgade, qui a été désertée par ses habitants, « n'a absolument pas été rasée ».

Après la mort d'un enfant à Ivry-sur-Seine

Polémique entre le SAMU et « S.O.S.-médecins »

La mort d'un enfant de quatre ans, Didier, décédé à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) dans la nuit du dimanche 8 au lundi 9 février, relance la polémique entre les services publics et privés de secours médicaux d'urgence.

Dimanche, en fin de matinée, l'enfant, présentant une forte fièvre, ses parents appellent le commissariat de police, qui l'appelle à son domicile. Celui-ci diagnostique un état grippal, l'examen d'ensemble s'étant révélé satisfaisant, notamment au niveau des réflexes.

Van, minuit et demi, l'enfant étant pris de convulsions, les parents appellent S.O.S.-Médecins. Selon cet organisme privé, le docteur Krier, qui est sur les lieux dix minutes après l'appel, vers 0 h 50, « a constaté un état de désespoir de l'enfant et entrepris les premiers soins. A 0 h 58, il appelle le SAMU (Service d'aide médicale urgente). Le SAMU du Val-de-Marne le rappelle cinq minutes plus tard pour avoir des précisions, et est sur les lieux vers 1 h 25 ; l'enfant était décédé vers 1 h 30, malgré différentes injections, massages cardiaques et un bouche-à-bouche, toujours selon S.O.S.-Médecins, qui estime que « toute autre version ou interprétation serait considérée comme diffamatoire ».

A la suite de ces événements, ont été mis en exécution une partie de la population d'Ivry, croyant à un cas de méningite cérébro-

Au tribunal de Paris

HUIS CLOS ET RENVOI POUR EDGARD ZEMMOUR

Edgard Zemmour, trente-huit ans, qui fut grièvement blessé par des policiers lors de leur intervention du 28 février 1975 au bar « Le Théâtre », a comparu, lundi 9 février, sur une civière, devant la quatorzième chambre correctionnelle de Paris, en même temps qu'une dizaine d'autres prévenus.

Edgard Zemmour est poursuivi pour proxénétisme dans un hôtel et un bar qu'il exploitait depuis 1973. De plus, il lui est reproché d'avoir enlevé et séquestré un certain Roland Cervera, que l'on aurait voulu contraindre à céder ses parts de cet hôtel.

Mais les débats au fond n'ont pas eu lieu : le président, M. André Cosette, annonce, en effet, que le tribunal ordonnait le huis clos, pour des motifs d'ordre public. Les défenseurs des prévenus ont alors protesté contre l'éviction de la presse, le souci de sécurité ne pouvant justifier un procédé qui, selon eux, aboutit à rendre la justice sous le boisseau.

Les juges ont finalement annoncé qu'ils faisaient immédiatement appel de cette décision et le tribunal a renvoyé cette affaire aux 2 et 3 mars.

A Bonn

M. Klarsfeld est condamné à deux mois de prison avec sursis

De notre correspondant

Bonn. — Si la justice allemande montre peu d'empressément à faire comparaître les anciens responsables nazis, elle a, en revanche, fait preuve d'une rare célérité pour instruire — avec discrétion — le procès de l'avocat français Serge Klarsfeld. Deux mois de prison avec sursis telle est la sentence prononcée lundi par le tribunal de grande instance de Cologne contre M. Klarsfeld, inculpé et poursuivi depuis mars 1971 pour avoir tenté d'organiser avec son épouse Beate, l'enlèvement de Kurt Lischka, ex-chef de la Gestapo de Paris. Le 4 février, M. Klarsfeld a été arrêté alors qu'il était venu demander au procureur de Francfort d'entreprendre des poursuites au nom des victimes du nazisme contre le SS Hauptsturmführer Fritz Marschke, devenu après 1945, juge d'un tribunal de Francfort, et rédacteur en chef des publications juridiques, chez Beck-Verlag. M. Klarsfeld a donc passé six jours dans la prison d'Ossendorf près de Cologne.

« Je représente les enfants juifs qui n'ont pas pu venir, car ils ont été tués et les sur Lischka », a déclaré M. Klarsfeld. Nous agissons par esprit de justice et non de vengeance. Nous estimons que la pire peine encourue par ces nazis n'est pas l'emprisonnement en République fédérale d'Allemagne, mais d'être traités par un jugement d'un tribunal allemand. »

Le juge Lischka n'a pas retenu cet aspect de l'affaire. Pour lui, les motivations du couple Klarsfeld méritent une large compréhension, mais il a qualifié d'acte désespéré la tentative d'enlèvement de Lischka.

M. Serge Klarsfeld est arrivé le 9 février dans la soirée à l'aéroport de Roissy.

Pour protester contre la fusion ELF-S.N.P.A.

GRÈVE DE VINGT-QUATRE HEURES JEUDI À LAQO

L'ensemble des organisations syndicales du personnel de la Société nationale du pétrole d'Aquitaine (S.N.P.A.) a décidé de lancer un ordre de grève de vingt-quatre heures pour jeudi 12 février. Il s'ensuivra une baisse de production de gaz à l'usine de Laqo de quelque 50 % (pour des raisons techniques, l'usine ne peut pas être totalement arrêtée).

Cette grève d'avertissement a été décidée après la réunion à Paris, lundi 8 février, du comité central d'entreprise (le Monde daté 8-9 février). Les syndicats avaient demandé, sans succès, à la direction générale du groupe ELF-ERAP de modifier le projet de fusion entre le groupe et la S.N.P.A. pour éviter que cette dernière ne soit « liquidée ».

● A POS-SUR-MER, le conflit de la SOLMER est toujours dans l'impasse. Le conseil régional de Provence-Côte d'Azur, qui préside M. Gaston Defferre, député socialiste et maire de Marseille, a adopté une motion de solidarité avec les travailleurs de la SOLMER.

● A LYON-VENISSIEUX, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. des usines Berliet ont appelé les ouvriers à cesser le travail le mardi matin 10 février de 9 heures à 11 heures et de 14 h 30 à 16 h 30 pour les équipes du soir. Les syndicats reprochent à la direction de refuser d'ouvrir des négociations sur les revendications, portant notamment sur les classifications, le salaire minimum à 2100 francs, les primes de vacances et de fin d'année à 1350 francs chacune et une véritable garantie de ressources. Un meeting devait avoir lieu ce mardi aux portes de l'entreprise.

UN CHIRURGIEN EST POURSUIVI APRÈS LA MORT D'UN CONSEILLER DE L'AMBASSADE D'ALGÉRIE

Reconnu par les experts responsables de la mort, survenue le 20 septembre 1975, de M. Hocine Alloul, conseiller à l'ambassade d'Algérie à Paris, des suites de opérations qu'il avait pratiquées aux mois de juin et juillet précédents pour une perforation intestinale, le docteur Paul Némegyer, chirurgien, a comparu lundi 9 février devant la seizième chambre correctionnelle, sous la prévention d'homicide involontaire.

Le prévenu, défendu par M. Pechenart, a protesté avec énergie de son innocence, en assurant qu'il n'avait « commis aucune faute et que les responsabilités devaient être recherchées dans la seconde clinique où le patient fut transporté à la suite de ses propres interventions. »

Au nom de la veuve de M. Alloul, M. Oussedik a réclamé 1 million de francs de dommages et intérêts.

M. de Villeneuve, conseil de l'établissement civillement responsable où opéra le docteur Némegyer, a tenu à mentionner que le chirurgien n'a plus été admis dans cette clinique depuis qu'elle est gérée par une nouvelle direction.

Jugement le 15 mars.

Avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES MESURE

Dans un choix
de 3.000 draperies
à partir de 695 F
Prêt-à-porter Homme
Boutique Femme

LEGRAND TAILLEUR

27, rue de 4-Septembre, PARIS (9^{ème})

ASSOCIATION
DE PROPRIETAIRES
DE LA SAHARA
OCCIDENTAL

ANGOL
accu

Qu

Anges

Philippe
Bege

OUR
PATRO

La fable
histoire
Jean P
qui, de P
à Paris-M
a créé le
premier
de presse

EX

Journal

مكتبة من الأصل